
HARVARDIANA
ACADEMIA · IN · NOV · ANG
ET
VE RI TAS
CHRISTO ET ECCLESIAE

v Horton.

STRATÉGIE

ÉTUDE

PAR

BLUME

COLONEL COMMANDANT LE RÉGIMENT DE FUSILIERS
DE MAGDEBOURG, N° 36.

TRADUIT DE L'ALLEMAND



PARIS
LIBRAIRIE MILITAIRE DE L. BAUDOIN ET Cᵉ
LIBRAIRES-ÉDITEURS
30, Rue et Passage Dauphine, 30.

1884

STRATÉGIE

PARIS. — IMPRIMERIE L. BAUDOIN ET Cᵉ, RUE CHRISTINE, 2.

STRATÉGIE

ÉTUDE

PAR

BLUME

COLONEL COMMANDANT LE RÉGIMENT DE FUSILIERS
DE MAGDEBOURG, N° 36.

TRADUIT DE L'ALLEMAND



PARIS

LIBRAIRIE MILITAIRE DE L. BAUDOIN ET C[e]

LIBRAIRES-ÉDITEURS

30, Rue et Passage Dauphine, 30.

1884

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

La traduction de l'étude « Stratégie », du colonel Blume, que nous offrons à notre clientèle militaire, est publiée avec l'autorisation de l'auteur, sous la condition expresse, toutefois, que cette traduction reproduirait l'ouvrage intégralement, à l'exclusion de tout résumé et de tout extrait. C'est pour satisfaire le mieux possible à cette condition que l'on n'a pas cherché à modifier certains passages qu'il eût été facile de condenser en français sans nuire à la clarté de l'œuvre, et que l'on a suivi pas à pas le texte allemand, autant que le permettait le génie propre de chaque langue.

Cet avertissement a paru nécessaire pour expliquer la physionomie et l'allure générales de la traduction, qui a pour seul but de faire connaître fidèlement au public français un livre fort apprécié en Allemagne et dont l'étude présente certainement un très vif intérêt.

STRATÉGIE.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'ESSENCE DE LA GUERRE.

CHAPITRE PREMIER.

NOTION DE LA GUERRE.

La guerre est le moyen violent que les peuples emploient, soit pour faire triompher leurs idées politiques, soit au contraire pour les sauvegarder.

Lorsque, dans ces circonstances, une nation veut affirmer sa volonté, la guerre est son suprême moyen. Tant qu'elle dure, il n'existe plus aucun traité entre les belligérants.

La notion de la guerre comprend celle de l'emploi réciproque de la force.

Lorsqu'une nation rompt toute relation pacifique avec une autre, lorsqu'elle menace de l'attaquer, lors même qu'elle l'attaque, elle ne fait pas acte de guerre tant que la nation adverse n'a pas répondu par la force.

A la guerre, l'emploi de la force n'a d'autres limites que celles qui sont reconnues et respectées par les belligérants, pour des motifs d'humanité et de civilisation. Chez les nations civilisées, il s'est progressivement formé un unanime sentiment de dignité, grâce auquel on dédaigne, à la guerre, l'emploi de certains moyens violents parmi lesquels on compte principalement : les moyens

de guerre qui ont d'autres conséquences que celles de rendre les soldats ennemis impropres à combattre, — les tentatives dirigées contre la vie et la santé des populations ennemies non combattantes, — et enfin (tout au moins dans une guerre continentale), les atteintes portées à la propriété privée si elles ne sont pas justifiées par des besoins de guerre immédiats.

L'observation de ces principes n'est pas absolument subordonnée au bon vouloir des belligérants, car, dans certains cas, le mépris qu'ils en feraient pourrait influer sur l'attitude des neutres. Toutefois, il ne faudrait pas attacher une trop grande importance à cette considération, car la politique des États repose, avant tout, non sur des idées humanitaires, mais sur des raisons d'intérêt. La conscience des nations belligérantes offre seule une garantie réellement sérieuse de l'observation des principes du droit des gens.

C'est donc en vain que l'on chercherait à poser des principes qui ne reposent pas sur les sentiments de civilisation et d'humanité. D'un autre côté, en présence de tendances humanitaires outrées, on doit se rappeler que la crainte des maux de la guerre constitue le moyen le plus efficace pour éviter les guerres frivoles. La guerre, par essence, veut qu'un vaste champ soit laissé à l'emploi de la force. En employant celle-ci avec une énergie aveugle, de manière à atteindre le plus rapidement possible le but que l'on poursuit, on agit conformément aux intérêts de la nation et aussi à ceux de l'humanité, en ce sens que l'on hâte le dénouement et qu'on abrège la guerre.

Une guerre conduite avec vigueur fortifie le caractère de la nation, tandis qu'une autre conduite sans énergie est plus longue et entraîne à sa suite des dommages matériels et moraux beaucoup plus considérables.

Le droit des gens veut que la *déclaration de guerre* précède le commencement des hostilités. Par une entente mutuelle, les belligérants peuvent, au moyen d'un *armistice*, suspendre l'état de guerre. La guerre se ter-

mine par un traité stipulant les *conditions de la paix*, à moins que l'un des deux partis ne reste soumis à l'autre et ne perde son indépendance.

Deux nations peuvent se faire la guerre seule à seule ou au contraire avoir des *alliés*. La guerre ne modifie pas les rapports des belligérants avec les *neutres*. Toutefois, le droit des gens veut que ceux-ci ne fournissent aux belligérants aucun secours matériel. Une puissance neutre ne peut donner asile à des troupes belligérantes sans les mettre hors d'état de reprendre les hostilités. Si elle laisse un des belligérants violer son territoire, ou si, à dessein ou par faiblesse, elle commet une faute grave quelconque relativement aux devoirs des neutres, alors le parti belligérant lésé a le droit de la traiter en ennemie sans déclaration de guerre préalable.

CHAPITRE II.

ROLE DE LA GUERRE CHEZ LES NATIONS CIVILISÉES.

A la question : Quelle place doit occuper la guerre chez les nations civilisées ? il sera répondu différemment suivant la manière de considérer le but et la nature de l'État. Nous partons de ce point : L'homme a pour mission de chercher à se rapprocher le plus possible de la perfection, soit dans ses transformations propres, soit dans le développement de la civilisation. Isolés, les individus succombent dans la lutte pour l'existence ; réunis en société, ils deviennent, grâce à la division du travail, capables d'exécuter des entreprises considérables. Ce que chacun a acquis profite à la communauté, ce que celle-ci possède réagit d'une façon profitable sur l'individu isolé, et les conquêtes communes forment la base de l'édifice qu'élèveront plus tard les générations suivantes.

Les États constituent parmi les associations humaines les unités organiques les plus considérables. Placés sur des portions déterminées du globe, ils y sont souverains, c'est-à-dire indépendants de toute autre volonté terrestre que la leur. Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, le but de l'État est la poursuite du progrès au point de vue de la vie économique, intellectuelle et morale. Il tend vers cet objectif, soit directement, en perfectionnant les forces et les moyens dont il dispose, en assurant le développement des uns et des autres et en dirigeant les efforts à faire ; soit indirectement, en procurant aux divers éléments l'espace et la sécurité dont ils ont besoin pour être à même, dans la marche vers le progrès, de déployer toutes leurs facultés.

La pluralité des États est favorable au développement du progrès. Un État unique ne pourrait concilier les intérêts contraires qui s'agiteraient dans son sein, ni accomplir les tâches innombrables et multiples qu'engendrent la diversité de climat et de sol, et le caractère correspondant de chaque peuple. Si un État universel pouvait être établi, les diverses rivalités y dégénéreraient bientôt en guerres civiles dont les sanglantes conséquences entraîneraient le rétablissement de la pluralité des États.

Tout d'abord, un État doit porter ses efforts vers son développement intérieur. Mais déjà, pour protéger les efforts qu'il fait chez lui, un État est obligé de tourner vers l'extérieur ses regards et quelquefois ses forces. Cette nécessité se fait encore plus sentir lorsque les États et les peuples ont acquis un certain degré de développement. Ils sont alors obligés de s'approprier, pour satisfaire aux besoins de l'existence, des objets et des moyens qui ne se trouvent pas à l'intérieur de leurs frontières, ou qui tout au moins y existent en trop faible quantité. Ces besoins créent les rapports si variés que les peuples ont entre eux. Dans ces relations, un État doit tenir compte des deux considérations suivantes : d'abord, il doit se souvenir qu'en fait de progrès il a une mission spéciale à remplir, mais que celle-ci n'est qu'une partie de celle qui est imposée à l'humanité tout entière. D'un autre côté, chaque État doit s'efforcer de pousser ausssi loin que possible l'accomplissement de la mission spéciale qui lui incombe, et se procurer la force et les moyens suffisants pour pouvoir la défendre efficacement.

C'est en se basant sur ces conditions, que l'on détermine les intérêts communs et contraires des divers États. Ceux-ci doivent se soutenir à l'envi dans l'accomplissement de leur tâche civilisatrice, mais autant toutefois que cela est compatible avec les conditions indispensables à leur propre existence et à leur développement naturel. Lorsque ces conditions sont en question, elles imposent la manière d'agir, car aucun État ne saurait les méconnaître sans mettre en doute l'opportunité même de son existence.

Lorsque, au sujet d'intérêts importants, il s'élève un conflit entre différents États, la solution peut avoir lieu, soit par suite d'une entente pacifique, soit, au contraire, par l'emploi de la force. Le moyen, si souvent recommandé et qui quelquefois a réussi, de porter le litige devant des arbitres, a uniquement le caractère d'une entente pacifique avec intervention d'une troisième puissance. Mais si, comme cela se présente le plus souvent dans les questions importantes, un État ne se soumet pas à la sentence arbitrale, alors l'emploi de la force peut seul amener un résultat. Parmi les moyens qu'un État peut employer dans ce cas, on doit citer : les mesures à prendre pour nuire indirectement à l'adversaire (refus d'avantages, soutien donné à des tendances hostiles à l'adversaire, ruptures de relations pacifiques), ou bien il peut avoir recours à la force pour faire triompher sa volonté.

Les États civilisés doivent régler leurs rapports internationaux de telle façon que les différends créés par leurs intérêts respectifs, puissent être, le plus souvent possible, tranchés par une entente pacifique. Ils sont amenés à agir ainsi, soit par respect pour les obligations plus élevées que l'humanité leur impose, soit, au contraire, par égard pour leurs intérêts particuliers. Plus un État est civilisé, plus sont grands les intérêts qu'il expose, en recourant à la force, et en provoquant ainsi des mesures violentes de la part de son adversaire. Aussi les États civilisés ne doivent-ils employer la force que lorsqu'ils se voient menacés dans leur indépendance, dans les conditions indispensables à leur existence (et parmi celles-ci nous comprenons le maintien de l'honneur) ou, enfin, dans leur développement naturel. Dans ces cas, ils ne doivent reculer devant aucun sacrifice. Un État qui ne voudrait pas employer toutes ses forces pour sauvegarder ses conditions d'existence, manquerait au premier de ses devoirs.

La mission civilisatrice imposée à l'humanité nous explique, en la justifiant, la marche que les États ont suivie dans leurs transformations successives. L'histoire

nous montre le développement ininterrompu de cette marche. Parfois la transformation se fait d'une manière pacifique. Ainsi, l'histoire nous montre des États se fusionnant pacifiquement à la suite du droit de souveraineté que l'un d'eux a obtenu grâce à des traités ou à des héritages. De même, nous voyons quelquefois un État se fractionner paisiblement en plusieurs autres au moment du partage d'une succession. D'un autre côté, on voit aussi des États, dont les intérêts particuliers sont aussi semblables que ceux qu'engendre une unité nationale, se réunir en États unis ou confédérés, afin de pouvoir unir leurs efforts dans la poursuite commune de leurs besoins sociaux, et de s'assurer une protection réciproque. En dehors des cas précités, un État se transforme encore sans secousse, lorsqu'il est tombé dans l'impuissance, ou lorsqu'une nation avide d'extension étend son autorité sur des pays non civilisés, dans le but d'y trouver un nouveau champ d'exploitation pour l'excédent de ses forces.

Par contre, si on étudie la nature de l'État et ses conditions d'existence, on voit qu'en général les modifications d'États ne peuvent avoir lieu qu'au milieu de luttes violentes, et qu'elles sont les conséquences de la guerre.

Est-ce à dire que toutes les guerres sont dues aux exigences du progrès?

Est-ce à dire que les conséquences des guerres, principalement celles que l'on remarque dans les transformations des États, sont toujours conformes aux intérêts de la civilisation générale? A la première question on doit répondre par la négative. — Nous n'oublions nullement que ce n'est pas toujours dans l'intérêt du progrès que les peuples et les États se font la guerre. Nous savons, au contraire, que souvent, la guerre est due bien plus aux passions, aux imperfections et aux vices des hommes et des peuples, qu'à la poursuite raisonnée d'une civilisation idéale. Souvent donc on voit des guerres qui sont étrangères au progrès, et mêmes contraires à son développement. Mais dans nos considérations, nous ne voulons pas

ne faire aucune distinction entre les guerres ; nous voulons seulement établir que, parfois, la guerre est nécessaire pour assurer le développement du progrès. — Par la deuxième question, on demande si les résultats de la guerre et les modifications qu'elle introduit dans la constitution des États sont toujours conformes au développement de la civilisation générale. Si on considère la question dans toute sa généralité, on doit répondre non ; mais cependant, il est certain que telles modifications reconnues indispensables à faire dans un État, pour assurer le développement du progrès, ne peuvent souvent être exécutées qu'au moyen de la guerre. Personne ne niera que Rome, sans ses conquêtes, n'aurait pu donner à la civilisation de la partie du globe que nous habitons, une impulsion aussi énergique et aussi durable. Et pour reconnaître que la guerre est un instrument de progrès, il suffit de montrer que quelquefois la guerre est nécessaire, et a des conséquences favorables à la marche progressive des États.

Toutefois, cette justification serait insuffisante, s'il pouvait arriver que le hasard réglât les décisions de la guerre et en rendît les conséquences favorables ou nuisibles au développement du progrès, et que les événements militaires fussent indépendants de l'état de civilisation des peuples et des nations. Mais il n'en est nullement ainsi. Plus nous cherchons à nous pénétrer de l'essence de la guerre, plus nous reconnaissons quelle influence heureuse exercent sur son issue les forces intellectuelles et morales, jointes aux forces matérielles que fournit la civilisation. L'histoire le prouve à chaque page, depuis le jour où le flot envahisseur des hordes asiatiques vint se briser contre la résistance du petit peuple grec qui s'appuyait sur sa civilisation, jusqu'à notre époque.

Sans doute, l'histoire nous montre aussi des peuples et des États succombant sous la pression brutale d'un adversaire possédant une force vitale et un degré de civilisation moins grands que les leurs, et on ne doit pas méconnaître qu'alors le progrès fut arrêté dans son déve-

loppement par des obstacles locaux et temporaires. Mais rarement cette situation anormale a pu subsister longtemps. Tôt ou tard le vaincu a pu relever la tête, et, grâce à ses qualités supérieures, il a pu reprendre la direction du nouvel État, après y avoir été englobé comme membre subordonné. D'autres fois, il a secoué le joug et repris à temps sa voie normale, animé d'une vie nouvelle.

Si la voie générale que les États suivent dans leurs transformations n'était pas favorable au développement de la civilisation, nous ne pourrions enregistrer le fait consolant que la civilisation s'étend de plus en plus sur la terre et devient chaque jour plus sérieuse. Parfois nous avons laissé échapper des conquêtes faites par le progrès ; mais la cause ne doit pas en être attribuée à la transformation des États. Bien au contraire, sans cette transformation, les pertes éprouvées eussent été beaucoup plus grandes.

Il n'est pas rare que le progrès ait été momentanément arrêté sur certains points, parce que, dans la lutte des États, la balance ne penche pas toujours du côté de celui qui a incontestablement la mission civilisatrice la plus élevée. Mais si parfois ce fait s'est présenté dans l'histoire d'un État, il faut l'attribuer à la situation de faiblesse dans laquelle cet État était alors tombé. Dans ce cas la guerre, même la guerre malheureuse, est un remède énergique. Cette considération nous conduit à étudier, à un autre point de vue, le rôle de la guerre dans le monde civilisé.

Quiconque veut juger toute l'importance de la guerre, et apprécier toute la force vivifiante qu'elle possède, ne doit pas se laisser troubler par les résultats immédiats de ses manifestations dévastatrices.

S'il s'agit d'un État qui confie le soin de faire la guerre à des mercenaires, se livrant au métier des armes pour jouir des avantages matériels qu'il présente, il est à peine nécessaire de tenir compte de la remarque précédente. La guerre faite avec de telles troupes éveille et développe surtout les mauvaises passions. En supposant

même que le résultat fût en général favorable au progrès de l'État, si toutefois ce résultat se produisait, il ne fournirait pas une compensation suffisante aux dommages moraux que cette guerre entraînerait à sa suite.

Mais toute autre est l'influence d'une guerre dans laquelle un peuple engage toutes ses forces, son sang et ses biens pour sauvegarder l'existence de l'État, son honneur et ses aspirations vers le progrès.

Dans ce cas, les esprits sont puissamment surexcités et poussés vers l'idéal ; d'un autre côté, les forces assoupies sont ravivées. Le courage et la force virile, le sentiment du devoir et du désintéressement, l'emportent sur la timidité, la paresse, l'amour du bien-être et l'égoïsme. Le sentiment de l'unité nationale et la notion de l'État sont ranimés dans le peuple et dans le gouvernement, — le vrai et le juste reprennent leurs droits, — le mensonge, l'incapacité et les apparences trompeuses sont démasqués. La guerre ressemble à un orage qui, après une lourde journée d'été, gronde sur tout le pays en répandant partout la terreur et la destruction, tout en fortifiant, purifiant et ranimant les forces abattues. On se résigne à considérer les orages comme des nécessités de la nature, bien que l'on puisse supposer que la terre eût pu être suffisamment fertilisée par des moyens moins violents. Il en est de même lorsque l'on considère les hommes et les nations : les uns et les autres ont quelquefois besoin de la guerre pour maintenir leurs forces vivaces, parce que ce résultat bienfaisant ne peut être obtenu par un autre moyen.

Les dangers d'une paix trop longue augmentent pour un peuple dans la même proportion que son bien-être s'accroît. Un peuple qui entasse richesses sur richesses et qui s'effémine au milieu de leurs douces jouissances, succombe d'autant plus vite dans les luttes que les peuples se livrent pour leur transformation, que les biens qu'il possède attirent plus violemment la cupidité de l'étranger.

Lorsque nous considérons la guerre comme étant un de ces phénomènes qui accompagnent nécessairement le

progrès dans sa marche, et lorsque, en particulier, nous lui attribuons le pouvoir d'épurer les mœurs des peuples, nous ne nous refusons cependant pas obstinément à reconnaître combien sont grands les malheurs qu'elle entraîne après elle. Une guerre quelconque ruine tant de bonheurs, détruit les fruits de tant de labeurs, exige tant de lourds sacrifices, qu'elle est toujours un mal, mais un mal quelquefois nécessaire et dont les conséquences sont salutaires.

Aussi doit-on apprécier et louer les efforts qui sont faits pour sauvegarder le monde de guerres frivoles. Par contre, c'est de la folie de vouloir complètement bannir la guerre, et il est dangereux de répandre l'opinion que l'établissement de la paix perpétuelle dépend du bon vouloir des gouvernants.

De même que l'homme mûr, sachant que personne n'échappe aux dures épreuves de la vie, rassemble des forces suffisantes pour être à même de les affronter avec courage et persévérance, et se redresse en reconnaissant leur influence salutaire ; de même un peuple viril doit froidement et ouvertement envisager la guerre, parce qu'il ne peut souvent pas l'éviter sans faillir à sa mission. Il doit se fortifier pour la lutte et pour supporter les malheurs qu'elle engendre, et ne pas oublier les bienfaits de la guerre, même dans le cas où ils ne devraient être profitables qu'aux générations futures.

Étant donnés les maux de la guerre, principalement ceux qui atteignent la génération vivante, quelques esprits humanitaires émettent l'idée qu'un jour viendra où l'humanité se rapprochera de son but idéal sans luttes sanglantes. Pour qu'il en puisse être ainsi, on doit admettre que l'on n'aura plus besoin de la pluralité des États, ni des différentes formes de gouvernement qui sont aujourd'hui indispensables au développement du progrès, car l'esprit humain ne peut tout produire sous la même forme. D'ailleurs, si ces aspirations se réalisaient, l'humanité aurait atteint un degré de perfection

tel qu'elle n'aurait plus besoin du levier moral et intellectuel de la guerre.

Nous renonçons volontiers à examiner si un tel résultat peut être atteint avant la fin de toutes choses, parce que, dans tous les cas, il est encore loin, très loin. Il semblerait presque, au contraire, que l'activité croissante des États et des peuples augmente les sujets de rivalité en même temps qu'elle rend les relations internationales plus fréquentes.

CHAPITRE III.

DE LA PUISSANCE MILITAIRE.

C'est par la force, qu'à la guerre, un État fait triompher sa volonté. L'ensemble des forces et des moyens dont il dispose pour atteindre ce résultat constitue sa puissance militaire.

Les éléments les plus importants de la puissance militaire d'un État sont les forces physiques, intellectuelles et morales de ses habitants. L'histoire nous montre bien des guerres faites au moyen de troupes étrangères, mais aujourd'hui cela paraît, en général, incompatible avec l'idée que l'on se fait du but et de la nature de l'État. La défense des intérêts de l'État constitue pour la nation un devoir d'honneur, et ce n'est que lorsqu'il s'agit de poursuivre dans des contrées lointaines des objectifs secondaires que nous voyons encore, parfois, des mercenaires au service des États modernes.

La force qu'un État puise dans la nation dépend du nombre et des qualités de cette nation. La force d'une nation est donc la résultante des forces des habitants, et par suite elle croît avec leur nombre. Toutefois, la valeur des forces individuelles peut varier à ce point que la plus grande résultante ne dépende pas toujours du plus grand nombre. Une race vigoureuse, habituée à un travail pénible et à une vie sobre, est supérieure à une autre plus nombreuse, mais qui est efféminée et incapable de supporter les rigueurs de la guerre.

L'intelligence et le moral d'un peuple sont, dans la puissance militaire d'un État, deux éléments encore plus importants que celui qui tient aux qualités physiques de ses sujets. Le sentiment du devoir, la résolution, le

désintéressement, l'amour de la patrie, la confiance en Dieu, en un mot, tout ce qui fait la valeur morale de l'homme, augmente aussi la valeur militaire d'un peuple. Il en est de même des qualités intellectuelles et de leur état de développement.

C'est au milieu des circonstances pénibles de la guerre que l'on peut apprécier la véritable valeur de tous les éléments d'une nation. Un peuple dont les classes supérieures ont le moral usé par les jouissances de la vie manque de direction à la guerre; un autre, dont la masse des sujets est peu instruite, dispose d'un instrument de guerre défectueux.

Les ressources matérielles d'un pays constituent un autre élément important de la puissance militaire d'un État. Les hommes qui, à la guerre, sont appelés à faire triompher par la force la volonté de l'État, doivent être pourvus de tout ce que nécessite la conduite des opérations. D'un autre côté, on doit pourvoir à leur entretien d'une façon qui réponde aux exigences de la guerre. Pour cela on ne peut compter avec certitude que sur les ressources tenues en réserve dans le pays, ou produites sur le territoire national.

La richesse du sol et l'état de culture du pays, le développement du commerce, de l'industrie, particulièrement de certaines de ses branches, la richesse en chevaux et en bétail, sont autant d'éléments importants de la puissance militaire.

Parmi les ressources indispensables pour faire la guerre, on doit aussi compter l'argent. Toutefois, dans les guerres modernes de peuple à peuple, la question d'argent, malgré l'extension considérable des forces employées, joue un rôle moins important que dans les guerres de cabinet d'autrefois. Ce fait, au premier abord surprenant, trouve son explication naturelle dans le droit plus étendu dont les États modernes sont investis relativement à la libre disposition des forces et des ressources du peuple et du pays, et aussi dans le plus grand développement de ces moyens. Les armées mercenaires sont

plus coûteuses que les armées nationales, et, de plus, un État qui, au moment du danger, doit demander à l'étranger ses chevaux et son matériel de guerre, a plus besoin d'argent comptant que celui qui trouve chez lui tous ces éléments, et qui a le droit d'en disposer à sa guise. D'un autre côté, les guerres actuelles influant profondément sur la vie financière et économique d'un peuple et le besoin d'argent pour faire la guerre étant indispensable à satisfaire, on doit considérer comme un des éléments importants de la puissance militaire d'un État sa bonne situation financière qui lui permet, grâce au système de l'emprunt et en escomptant l'avenir, de couvrir les besoins du moment.

Dans la puissance militaire d'un État interviennent encore la situation et la nature de son territoire, et son système de voies de communication. A ce point de vue, on doit principalement tenir compte :

a. — De l'étendue du territoire et de la densité de la population. Si le pays est étendu et peu peuplé, il est favorable à une défensive passive ; au contraire, une forte densité de population permet d'agir vite et avec vigueur.

b. — De la forme, de l'étendue et de la nature des frontières, ainsi que de la constitution de l'intérieur du pays. Tout cela constitue des facteurs très variés, favorables ou défavorables à la défense du territoire.

c. — Des voies de communication, naturelles ou artificielles, grâce auxquelles on peut non seulement utiliser toutes les ressources du pays, mais encore rassembler rapidement toutes les forces, les maintenir toujours en bon état et les employer selon le but à atteindre.

Ces circonstances géographiques et statistiques peuvent être d'une importance générale, relativement à la puissance militaire d'un État, c'est-à-dire qu'elles favorisent ou entravent ses opérations dans toutes les éventualités de guerre, comme par exemple cela a lieu pour l'Angleterre par suite de sa situation spéciale ; pour la Suisse par suite de la nature montagneuse de son territoire ; pour la Russie

à cause de sa vaste étendue ; — ou bien au contraire il n'y a lieu de tenir compte de ces circonstances géographiques et statistiques que dans des cas de guerre déterminés.

Nous avons fini d'énumérer les principaux éléments qu'un État trouve dans le peuple et le pays pour constituer sa puissance militaire. Nous devons examiner maintenant jusqu'à quel point l'État a le pouvoir et la faculté de disposer pour la guerre, soit directement, soit indirectement, des forces de ses sujets et des ressources de son territoire.

La faculté qu'a un État de lever les forces et les moyens qu'il possède, de les concentrer et de les utiliser pour faire triompher sa volonté, dépend de sa constitution politique, de son organisation générale et aussi de la nature de son gouvernement. On peut ajouter que cette dépendance est d'autant plus marquée que les forces et les ressources sont plus importantes. Lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre pour la guerre toutes les forces du peuple et du pays, on a besoin du concours judicieux et énergique de tous les organes de l'État. Il faut pour cela que non seulement la direction supérieure de l'État soit nette et ferme, mais encore que tous les rouages déploient la plus grande initiative afin d'atteindre le but désigné par l'autorité supérieure. Si cette autorité se trouve entre plusieurs mains, cette division engendre l'incertitude et agit d'une façon paralysante. D'autre part, il n'y a qu'un État où l'autorité soit convenablement répartie et échelonnée, qui puisse arriver à déployer complètement ses forces pour la guerre, et encore faut-il que ses différents organes aient appris dès le temps de paix à mettre leur propre initiative au service de la volonté nationale, personnifiée par l'autorité suprême.

D'une manière directe, c'est la constitution militaire qui définit le pouvoir et la faculté que l'État possède de disposer en faveur de la guerre des forces du peuple et des ressources du territoire.

Étant données l'essence de l'État et la nature de la guerre, il est évident que les forces et les ressources di-

rectes de l'État, c'est-à-dire les forces et les ressources qui constituent plus particulièrement son organisme et sa propriété, sont utilisables pour la guerre, autant toutefois que leur nature le permet. Le degré d'intérêt que les organes non militaires d'un État prendront, suivant les opinions régnantes, à la défense du pays, sera aussi variable que ses richesses et influera naturellement sur la puissance militaire de l'État.

La constitution militaire fixe dans quels cas et dans quelles limites le gouvernement a le droit de disposer pour la défense nationale de la personne de ses sujets, des propriétés de ses habitants et de ses communes, et des propriétés d'autres communautés. La constitution militaire règle, entre autres : la limite de l'obligation militaire en temps de guerre, les devoirs du temps de paix, en vue de la préparation à la guerre, le nombre des citoyens susceptibles de porter les armes qui en tout temps doivent être prêts à défendre l'État, le nombre de ceux à appeler seulement en cas de guerre, la limite du droit que possède l'État relativement à l'emploi des propriétés des particuliers et des communes, et, enfin, les règles fixant l'usage de ce droit.

Les États indépendants font eux-mêmes leurs constitutions militaires. Il en résulte pour ces constitutions de grandes variétés, par suite des qualités spéciales à chaque peuple et à son état de développement, des conditions de l'existence et des visées politiques de chaque État. Ici, nous voyons une population virile et énergique qui, volontairement, met à la disposition de l'État ses biens et son sang, afin de lui permettre de conserver son indépendance et de mettre à exécution ses projets; là, on rencontre un peuple qui, pour des raisons de bien-être, refuse à l'État les moyens précisément indispensables à la protection de ses richesses. En outre, tel État cherche constamment à augmenter sa puissance militaire, sachant qu'il aura un jour à soutenir de rudes combats, tandis que tel autre, qui n'a rien à craindre du dehors, renonce momentanément à entretenir un armement onéreux pour se consacrer au dé-

veloppement de ses intérêts économiques. Les États qui ont des frontières très étendues et facilement accessibles ont besoin, pour assurer leur sécurité, d'avoir des forces plus nombreuses et d'une nature autre que celles nécessaires, pour le même but, à un peuple montagnard ou insulaire. Il faut encore tenir compte de la situation géographique de l'État. Celui-ci peut, tout au moins d'un côté, confiner à des régions habitées par des hordes peu civilisées et par suite peu dangereuses, ou bien être enclavé entre de puissants voisins. Si enfin nous ajoutons qu'il faut tenir compte des exigences techniques de la guerre, et ménager autant que possible les intérêts financiers et sociaux, nous aurons énuméré les principaux facteurs qui déterminent la constitution militaire des États.

Ces facteurs varient avec chaque État ; aussi est-il surprenant de voir que récemment les constitutions militaires des grandes puissances européennes aient pris dans leurs principes fondamentaux une uniformité qui jusqu'alors ne s'était pas vue. Est-ce que tout à coup tous les peuples auraient acquis les mêmes qualités et atteint le même développement ? Les conditions d'existence sont-elles devenues les mêmes pour tous les États ? Ou bien nous trompons-nous lorsque nous prétendons que les diversités de situation doivent naturellement amener des constitutions militaires différentes ? L'avenir décidera. Il montrera, croyons-nous, que pour qu'un État puisse faire entrer en campagne, avec succès, les millions de soldats que lui donne le service obligatoire, il est nécessaire qu'il trouve un solide appui dans une organisation remarquable, dans les qualités très sérieuses de tout son peuple, et surtout dans la grande valeur et l'activité des classes supérieures et moyennes. Un mur construit sans mortier, avec des briques mal cuites, ne résiste pas à la tempête.

La constitution militaire d'un État est la base de son organisation militaire. Le but de cette dernière est d'adapter aux exigences de la guerre les forces et les moyens mis à la disposition de l'État. L'organisation mi-

litaire est donc étroitement liée à la constitution militaire; elle a l'obligation de transformer les éléments bruts que celle-ci lui fournit. Dans cette tâche, elle doit d'abord tenir compte du but à atteindre et des exigences techniques de la guerre. Nous avons déjà fait observer plus haut que ces exigences avaient une grande influence sur la constitution militaire.

De même que la bonté d'une arme résulte à la fois de la qualité du métal employé et de l'habileté de l'artisan qui l'a fabriquée, de même la puissance militaire d'un État doit être l'œuvre d'un habile ouvrier bien pourvu de tous les éléments de travail que la constitution militaire doit lui fournir.

L'organisation militaire permet seule de rendre utilisables les hommes dont le gouvernement peut disposer pour faire la guerre. Mais outre cette transformation d'hommes en combattants, l'organisation militaire doit encore, en utilisant les données de la science et les ressources matérielles du pays, créer des moyens de guerre permettant de repousser les attaques de l'adversaire ou de briser sa résistance. Ces éléments de force ainsi constitués sont, en quelque sorte, la quintessence de la puissance militaire d'un pays. Pratiquement, tous les éléments dont un État dispose pour sa puissance militaire ne sont réellement utiles que s'ils contribuent à former et à entretenir les combattants et les moyens de guerre, ou s'ils favorisent l'emploi opportun des uns et des autres.

CHAPITRE IV.

CARACTÉRISTIQUE DE LA GUERRE BASÉE SUR LE BUT ET LES MOYENS.

Nous avons défini la guerre : « le moyen que les États et les peuples emploient pour faire triompher leur volonté au dehors ». Le but de la guerre résulte donc de la nature des projets que l'on poursuit. En général, l'un des partis belligérants a un but positif ; l'autre, un but négatif ; l'un des partis exige, l'autre refuse ; l'un veut imposer sa volonté, l'autre cherche à s'y soustraire. Le but de la guerre est atteint si l'un des adversaires se soumet, ou si l'autre renonce à ses prétentions. La paix est alors conclue, à moins que la guerre n'entraîne la perte de l'indépendance de l'un des deux partis.

Un État n'est contraint, d'une manière absolue, à accepter les prétentions de son adversaire, que lorsqu'il a épuisé tous les moyens de résistance dont il dispose. Dans ce cas, il peut encore, il est vrai, opposer une résistance passive, mais il ne peut empêcher l'État adverse d'étendre son autorité sur tout son territoire et de substituer ainsi sa volonté à la sienne, aussi longtemps du moins que l'ennemi sera capable de dominer le pays conquis. On peut faire une remarque analogue en ce qui concerne l'État qui fait la guerre pour un but positif : il ne doit pas renoncer complètement à ses projets tant qu'il n'a pas épuisé tous les moyens dont il dispose pour briser la résistance de son adversaire, et même tant qu'il n'a pas succombé ; car un échec dans ses tentatives de domination ne l'oblige pas à conclure la paix, aussi longtemps qu'il lui reste l'espoir de lever des forces nouvelles pour renouveler ses attaques.

Ainsi donc, dans toute guerre, chaque parti doit tendre

à briser complètement la puissance militaire de son adversaire, et par suite sa volonté.

Plus loin, nous rechercherons dans quel cas la guerre peut se terminer avant que l'un des deux partis n'ait atteint le résultat énoncé ci-dessus. Mais dans nos considérations, nous devons avant tout étudier la guerre à *outrance*, aussi bien à cause de son importance sur le développement de la civilisation, que parce qu'une guerre ainsi faite constitue une guerre idéale.

Dans le choix des moyens à employer pour arriver à désarmer son adversaire, on n'est limité que par la civilisation, le droit des gens et les considérations d'opportunité.

Comme les forces combattantes organisées constituent l'élément le plus important de la puissance militaire de l'adversaire, et que c'est à elles qu'incombe tout d'abord la tâche de couvrir le pays et ses ressources, ces forces doivent être le but immédiat et le plus important des opérations militaires. On doit les rendre incapables de combattre, les anéantir ou ruiner leur moral.

En outre, dans les opérations militaires, on doit chercher à enlever à son adversaire la possibilité de former de nouveaux combattants et d'autres moyens de guerre. Si l'effet moral des pertes essuyées ne suffit pas, on ne peut atteindre ce résultat qu'en enlevant à l'adversaire la possibilité d'utiliser les ressources de son territoire ; il faut alors en occuper une étendue suffisante, et particulièrement certains points, tels que les dépôts principaux de ses ressources militaires, le siège de son organisation politique, enfin les principaux nœuds de communication. On ne doit pas oublier que l'on doit tendre vers ce résultat tout en cherchant à ruiner les forces combattantes de l'adversaire. Toutefois cette dernière partie de la tâche militaire est de beaucoup la plus importante, et l'on ne doit jamais la sacrifier à l'autre. L'occupation du territoire ennemi n'a que le caractère d'une mesure temporaire tant que l'adversaire aura encore des troupes tenant la campagne, car ces troupes

peuvent, avant la conclusion de la paix, disputer le territoire conquis.

Dans la guerre à outrance, le but n'est atteint que lorsque l'adversaire est mis hors d'état de continuer la lutte : par suite, dans une telle guerre, chacun des deux partis doit poursuivre cet objectif. Tous deux ont à cet effet à leur disposition, d'abord leurs forces et leurs moyens organisés ; puis les ressources que présente le pays pour compléter, renforcer et soutenir les défenses de première ligne. Aussi, dès le début, verra-t-on en présence les forces combattantes et les moyens de guerre des deux adversaires ; l'emploi des uns et des autres sera dirigé de manière à détruire les forces adverses, tout en épargnant les siennes le plus possible. On doit d'autant moins perdre de vue la dernière partie de cette préoccupation, que la victoire restera finalement à celui qui, après avoir détruit les forces combattantes de première ligne de son adversaire, aura encore assez de forces pour briser complètement sa puissance militaire.

Dans la lutte, l'un des deux partis aura rarement un succès continu ; souvent, au contraire, la victoire penchera la balance tantôt à droite, tantôt à gauche ; mais finalement le vainqueur sera celui qui parviendra à reprendre la supériorité que l'adversaire avait eue momentanément, et qui réussira à la fixer pour toujours de son côté. Il faut, pour atteindre ce but, avoir toujours présent à l'esprit les grands objectifs finaux de la guerre, alors même que le malheur nous accable et que tout paraît perdu. Celui qui s'est posé un objectif bien net et qui a la ferme résolution de l'atteindre, augmente puissamment sa force militaire, et, même en cas d'insuccès, il éloigne l'ennemi de son propre objectif, ce qui est déjà un succès relatif.

Même lorsque deux belligérants sont décidés à se faire une guerre à outrance, il peut arriver que celle-ci ne se termine pas par le désarmement complet et la soumission absolue de l'un des deux adversaires. L'histoire montre, au contraire, que cela n'arrive que lorsqu'un État encore vivace lutte pour son existence. Ordinairement, durant le

cours de la guerre, un des deux adversaires se convainct que les pertes qu'il aura à subir et les dangers qu'il court sont hors de proportion avec les objectifs politiques qu'il poursuit, et que par suite il est préférable de renoncer, en totalité ou en partie, au but qu'il se proposait d'atteindre, ou bien de se soumettre, soit complètement, soit avec restriction, à la volonté de l'ennemi. Il est vrai qu'il dépend alors de celui-ci d'accepter la main que lui tend le vaincu et de fixer les conditions de la paix. Il peut aussi vouloir continuer la lutte; mais il n'est pas rare que, dans de telles circonstances, il soit de son intérêt de conclure la paix.

Ainsi donc, une guerre commencée par deux adversaires parfaitement décidés au début à se faire une guerre à outrance, peut quelquefois se terminer par une entente avant que l'un des deux belligérants ne soit absolument obligé de se soumettre.

D'ailleurs, une guerre à outrance n'est pas toujours possible. Souvent, au contraire, un des partis doit y renoncer, quelquefois les deux, en raison des situations géographiques des deux pays, ou à cause du rapport existant entre leurs forces respectives. Néanmoins, les deux belligérants peuvent se faire la guerre avec une espérance de succès plus ou moins fondée.

Lorsque des États ne peuvent concilier des intérêts contraires, les deux gouvernements doivent, autant que possible, se poser les questions suivantes, afin d'en tirer leur détermination, autant toutefois que celle-ci dépend d'eux.

1re *question.* — De quels moyens de guerre dispose l'adversaire?

La réponse à cette question se déduit de l'appréciation de la puissance militaire de l'adversaire dans le cas de la guerre possible, et par conséquent de l'étude des moyens de résistance de son territoire en cas d'invasion, et de la facilité qu'il trouverait à envahir notre propre pays. Dans cette appréciation, il faut déduire des forces de l'adversaire celles que celui-ci sera peut-être obligé

d'employer ailleurs, et, au contraire, tenir compte du renfort qu'il peut trouver dans l'appui possible ou probable des autres États.

2e *question.* — Avec quelle énergie l'adversaire fera-t-il la guerre?

L'énergie et l'opiniâtreté de l'adversaire résultent de la puissance de volonté dont il est capable et de l'importance qu'il attache aux intérêts en litige.

La puissance de volonté des États varie avec les qualités des habitants, avec la forme et la nature des gouvernements. Telle prétention qui chez un peuple n'éveillera peut-être qu'une surexcitation superficielle et passagère, rencontre, au contraire, chez un autre, une volonté décidée à tout entreprendre. Il est bien autrement difficile de briser la volonté d'un peuple énergique, patriotique et opiniâtre, qui obéit avec confiance à un gouvernement ferme, que d'obtenir des concessions d'un État qui a un gouvernement faible et chancelant, et un peuple incapable de faire un effort sérieux et de prendre une résolution durable.

L'importance que l'adversaire attache aux intérêts en litige influe encore sur sa force de volonté. Si un peuple lutte pour son existence, il montrera une volonté plus forte et plus opiniâtre que s'il combat pour des intérêts moins importants. Dans le premier cas, un État sérieux luttera jusqu'à ce qu'il ait épuisé toutes ses forces ; dans l'autre cas, il n'emploiera peut-être qu'une partie des forces dont il dispose, et, après un insuccès de peu d'importance, il se soumettra afin d'éviter ainsi des malheurs plus considérables.

3e *question.* — Quelle opinion l'adversaire a-t-il de nos moyens et de notre force de volonté?

Comme nous, l'adversaire agitera les deux questions précédentes. C'est qu'en effet un État qui a une saine politique doit y attacher une très grande importance, afin de savoir quelle conduite il doit tenir dans ses rapports internationaux, dès que se manifeste la possibilité de complications. Si l'adversaire méconnaît notre force de

volonté et nos moyens, il déploiera moins de force au début de la guerre. Si par la suite, durant les opérations, il reconnaît qu'il s'était trompé, il peut ou bien se soumettre rapidement, ou au contraire déployer une énergie extraordinaire. Il faut peser soigneusement quelle est celle de ces deux éventualités qui est la plus probable.

4e *question.* — Comme conséquence de la réponse faite à la question précédente : Avec quels moyens l'ennemi fera-t-il probablement la guerre ?

Cette question est très complexe, elle se subdivise en plusieurs autres : Avec quelle espèce de troupes et avec quel effectif l'adversaire commencera-t-il la campagne ? Avec quelle vigueur les fera-t-il agir? Quels objectifs militaires poursuivra-t-il ? Quelle sera sa persévérance dans ses résolutions ? et alors de quelle espèce de troupes et de quels effectifs pourra-t-il disposer pour ses renforts, lorsqu'il aura reconnu que les troupes déjà engagées sont insuffisantes pour lui donner la victoire ?

5e *question.* — Par contre, de quels moyens avons-nous besoin pour arriver à faire plier l'adversaire sous notre volonté, ou pour l'empêcher de mettre ses projets à exécution ? Possédons-nous ces moyens ? Et, dans le cas de l'affirmative, le but à atteindre est-il suffisamment important pour que nous les mettions en jeu ?

Nous avons groupé toutes ces questions, parce qu'il est nécessaire de les poser toutes simultanément. La première nous met en face des objectifs que nous devons envisager. Ces objectifs nous sont imposés non seulement par le but politique que nous poursuivons et par les dispositions de l'adversaire, mais encore par cet autre facteur important : les moyens dont nous disposons pour faire la guerre.

Si la guerre est basée sur des motifs raisonnables, ces motifs résulteront toujours des considérations précédentes. C'est en étudiant toutes ces questions que l'on se procure les principaux éléments entrant dans le plan de guerre, que l'on détermine les moyens à employer et par suite le

genre de guerre à entreprendre. Il peut très bien arriver que chacun des deux adversaires soit ainsi amené à engager la lutte avec toutes ses forces disponibles, à la poursuivre tant que son ennemi ne sera pas entièrement terrassé, et, si la fortune est contraire, à pousser la résistance jusqu'à la dernière limite. On voit ainsi comment une guerre peut prendre tous les caractères, être une guerre d'extermination, ou se borner à des démonstrations insignifiantes. C'est aussi en pesant ces considérations qu'un État puise l'espoir de combattre avec succès un adversaire dont la supériorité est hors de doute. Car, en effet, ce n'est pas les forces absolues des États qui luttent entre elles, mais bien leurs forces relatives, c'est-à-dire celles que chaque parti croit suffisantes pour briser, dans le cas donné, la volonté de l'adversaire. Pour que les moyens dont dispose un État pour arriver à ce résultat puissent être jugés suffisants, il faut supposer que cet État se décide à la guerre, de son libre arbitre et après réflexion. Si un État n'a pas cette confiance dans ses moyens, il ne fera la guerre qu'en désespoir de cause, ou parce qu'il fonde son espoir sur l'appui de l'étranger.

Toutefois on ne doit pas méconnaître que ce n'est pas toujours la raison qui décide de la paix ou de la guerre, et que, de plus, les partis en présence ne sont jamais en état de répondre avec une précision mathématique aux questions énumérées ci-dessus. Si chaque parti basait sa détermination sur des calculs certains, il en résulterait que l'un d'eux, prévoyant l'inutilité de ses efforts et les pertes que la guerre lui ferait subir, se soumettrait et achèterait la paix, si toutefois cette solution était compatible avec son honneur.

Ce n'est pas toujours après de calmes réflexions que l'on se décide à faire la guerre. En général, les passions entrent en jeu. Il n'est pas rare que des circonstances insignifiantes ravivent le feu de la haine nationale qui couvait sous la cendre. Quelquefois la sagesse commande aux gouvernements de laisser se développer et même d'exciter les passions qui se montrent dans la nation au

moment des complications politiques, dans le but d'en tirer parti à la guerre, même si en agissant ainsi ils s'exposent à être gênés dans leur liberté d'action.

Mais, en faisant abstraction de ce cas particulier, on doit reconnaître que les calculs sur lesquels les gouvernements réfléchis basent leur détermination à conserver la paix ou à faire la guerre n'ont qu'un caractère de probabilités. S'il est déjà difficile, en effet, de juger exactement les moyens de guerre de l'adversaire, on se heurte à des difficultés plus grandes encore lorsque, sans parti pris, on veut apprécier la valeur de ceux dont on dispose. La raison doit en être attribuée (abstraction faite des défauts personnels de ceux qui sont appelés à juger) au nombre infini et à la grande variété des éléments qui constituent les forces qui vont entrer en lutte. Une autre cause d'incertitude résulte encore des événements imprévus qui exercent une si grande influence sur le cours de la guerre. Enfin, aucun des deux partis ne peut souvent compter d'une manière sérieuse sur l'appui de l'étranger, d'autant plus que, en général, les événements de la guerre exercent une certaine influence sur l'attitude des neutres.

En dernier lieu, il est très difficile de deviner exactement quelles sont les visées politiques de l'adversaire, et de juger nettement quelle importance il attache aux intérêts en litige. Chacun des deux partis devra chercher à se procurer les avantages qui résultent d'une méprise de l'adversaire touchant ces points. Le mobile que l'on met en avant, pour déclarer la guerre, n'est pas toujours véritable; il n'est pas rare que l'on profite d'une circonstance insignifiante pour amener une guerre dont le véritable motif est le désir d'anéantir l'État adverse. Même derrière un but de guerre en apparence négatif, on peut dissimuler l'intention de ruiner son ennemi. En outre, il peut arriver que le vainqueur, profitant du succès obtenu, augmente la portée de ses projets primitifs, et qu'alors le vaincu ne puisse plus acheter la paix au prix des revendications premières. D'ailleurs, à la guerre,

aucun des deux partis ne peut compter atteindre d'une manière définitive le but politique qu'il poursuit, même s'il jugeait que ce but ne valût que de faibles sacrifices, tant qu'il n'aura pas enlevé à son adversaire tout moyen de résistance.

Ces considérations montrent toute l'importance des facteurs dont les États ont à tenir compte, lorsque, avant de se décider à la guerre, ils pèsent le but et les moyens. Si l'on base sa résolution et ses préparatifs de guerre sur des motifs raisonnables, ce but et ces moyens se déduiront des considérations développées ci-dessus. Mais il ne faudrait pas croire que ces considérations conduiraient à une solution mathématique : dans les cas les plus favorables seulement, cette solution aura un certain degré de probabilité. Un gouvernement sage et prudent ne devra donc pas l'oublier et avant de se décider à la guerre, il devra encore se poser cette question :

Quel danger y a-t-il à ajouter aux autres. si on n'a pas apprécié à leur juste valeur les forces et les moyens de l'adversaire ou si, au contraire, on a exagéré la valeur de sa propre puissance militaire? Il faut surtout songer qu'il y a plus de danger à mépriser son adversaire qu'à lui attribuer un pouvoir qu'il n'a pas, autant toutefois qu'un tel jugement ne paralyse pas notre activité, mais nous pousse au contraire à augmenter nos efforts. Néanmoins, en exagérant les forces de l'adversaire, on pourrait être conduit à placer sur un point des moyens de guerre qu'il eût été préférable d'employer ailleurs. Ce cas peut surtout se présenter lorsqu'un État a à combattre plusieurs adversaires, ou, tout au moins, lorsqu'il doit se tenir prêt à faire face d'un nouveau côté, avant de pouvoir y porter des forces engagées dans une autre direction. Par contre, le mépris de la valeur de son adversaire, une trop grande confiance en soi-même sont toujours punis, si, comme on y est naturellement conduit, on prend des mesures imprudentes, et particulièrement, si l'on agit avec des forces trop faibles.

Il faut une prudence toute particulière, lorsqu'il s'agit

d'engager la lutte avec une puissance voisine ayant une force militaire égale ou supérieure à celle dont on dispose. Dans ce cas, si on n'a pas su deviner quel est l'objectif final que l'adversaire poursuit, si on a pas apprécié suffisamment la force de volonté dont il est capable, on court des dangers aussi grands que prochains. Ces dangers seront d'autant plus terribles que des deux côtés on attachera une plus grande importance aux intérêts de l'État. Cette considération explique pourquoi lorsque deux nations civilisées limitrophes se font la guerre, elles entament en général la lutte avec toutes les forces dont elles disposent. La guerre prend alors des proportions plus considérables. Toutefois il ne s'ensuit nullement qu'une telle guerre doive nécessairement avoir le caractère d'une guerre faite à outrance. Si, dans telles circonstances, la guerre revêt ce caractère, le motif devra en être surtout attribué à l'énergie manifestée par les deux partis ou seulement par l'un d'eux. La puissance de volonté d'un État peut, il est vrai. augmenter avec le déploiement des forces employées; cependant ce déploiement de forces paraît avoir bien plus le caractère d'une nécessité de préservation qu'être la manifestation d'un désir de réussir à tout prix. Quoi qu'il en soit, les États civilisés ne pouvant supporter que pendant un temps très court les charges créées par le développement complet de leur puissance militaire, cette considération peut aussi bien les conduire à s'entendre pacifiquement qu'à mener énergiquement les opérations militaires. Si cependant nous croyons que, par suite des premières mesures militaires prises des deux côtés, la guerre ainsi engagée semble devoir, en général, être menée à fond, c'est parce que nous admettons que les belligérants ne font la guerre que poussés par des intérêts importants, et que par suite ces intérêts influeront énergiquement sur leur détermination.

Finalement, nous ferons encore ressortir la considération suivante : Si à la guerre on poursuit un but restreint, il ne s'ensuit pas forcément une diminution d'énergie dans l'exécution. Si un État a des motifs pour supposer

que ses revendications ne pousseront pas son adversaire à faire une résistance à outrance, il peut alors espérer réussir d'autant plus vite et plus sûrement qu'il emploiera plus d'énergie dans le maniement des forces et des moyens de guerre dont il dispose. Mais la chose est différente pour un État qui nie les droits politiques que prétend avoir un adversaire dont il connaît la faible volonté. Cet État peut alors réussir à se soustraire aux exigences de la partie adverse en la fatiguant, en se dérobant au dénouement qu'elle recherche, et en lui rendant ainsi la tâche plus difficile.

CHAPITRE V.

GUERRE ET POLITIQUE.

Les considérations précédentes nous ont déjà montré combien étaient nombreux les points de contact entre la guerre et la politique, surtout la politique extérieure. Ces points de contact se déduisent directement du but et de la nature de la guerre et de la politique. La politique extérieure a pour objet de protéger et de développer au dehors les intérêts de l'État. De tous les moyens qu'elle emploie pour y arriver, la guerre est le dernier et le plus puissant, suivant le proverbe : Le canon est l'*ultima ratio regis*.

La première conséquence à déduire de cet état de choses est que la politique extérieure d'un État est basée, en grande partie, si ce n'est entièrement, sur sa puissance militaire. Dans les rapports internationaux, l'importance accordée aux États dépend naturellement des avantages que semble présenter leur amitié et des inquiétudes qu'inspire leur inimitié; s'il s'agit de questions pouvant amener la guerre, l'importance des États est avant tout mesurée d'après leur puissance militaire. La politique extérieure qui méconnaît ces considérations, s'expose à d'amères désillusions et expose l'État à de graves désastres. Si un État a des motifs pour supposer que l'étranger exagère sa puissance militaire, sa politique extérieure, si elle est adroite, doit tirer parti de cette erreur. Mais si un État veut imprimer à ses affaires une marche assurée, il n'y arrivera que s'il règle ses aspirations et ses prétentions politiques d'après les moyens dont il dispose réellement pour les imposer; et, d'un autre côté, il doit mettre sa constitution et son organisation militaires

en harmonie avec les visées de sa politique extérieure et à la hauteur des forces de ses voisins.

En outre, puisque la guerre est un instrument de la politique, c'est à celle-ci à décider de la paix ou de la guerre au moment des complications. Toutefois, il doit nécessairement pour cela y avoir entente avec l'autorité militaire. C'est même en se basant sur une juste appréciation de la situation militaire, que l'on se décide à la guerre, et que l'on fixe les buts politiques à atteindre, soit dès le début de la guerre, soit au cours des hostilités. Car les résultats poursuivis par la politique ne peuvent être obtenus que par les succès militaires.

Les considérations militaires décident de la marche de la guerre. Lorsque la politique a recours aux armes, le succès des opérations militaires est la question capitale; or, ce succès dépend surtout de facteurs qui ne sont pas du domaine de la politique.

Toutefois on ne comprendrait pas une direction militaire, répondant d'ailleurs à toutes les exigences de la guerre, qui ne serait pas initiée à la politique, et qui, ne pouvant en comprendre les combinaisons, serait incapable de saisir les occasions favorables qui pourraient en résulter.

A la guerre, le succès dépend beaucoup de l'entente complète entre les divers organes chargés de la direction des affaires militaires et des affaires de la politique. De même il est également important que dans le gouvernement ces deux branches aient la place qui leur appartient, et que de plus la sphère d'action de chacune d'elles soit nettement délimitée.

Afin de préciser davantage, et de montrer comment, à notre avis, les rapports entre la politique et la direction de la guerre doivent être réglés, nous allons d'abord considérer le cas simple de deux États se faisant la guerre sans alliés.

Dès que l'on s'est décidé à faire la guerre, ou dès qu'il semble que, selon toute apparence, le conflit existant ne pourra se résoudre que par la guerre, les négociations

diplomatiques et les préparatifs militaires doivent être dirigés de telle sorte que la rupture ait lieu au moment le plus opportun pour commencer les opérations militaires. Si, grâce à une diplomatie habile, on sait rompre avec à-propos, on peut par là gagner dans les préparatifs de guerre une avance qui augmente beaucoup les chances de succès. Une diplomatie légère et maladroite, une fausse direction donnée à la politique, exposent l'État à des surprises, soit au point de vue militaire, soit au point de vue politique, ou tout au moins à se trouver en désavantage vis-à-vis de l'adversaire. D'un autre côté, en prenant des mesures militaires prématurées, on peut rendre inutiles les efforts d'une diplomatie très habile. Au moment d'engager la guerre, une entente complète entre l'autorité militaire et la diplomatie est d'une importance capitale pour le succès. Placer l'adversaire dans une situation défavorable, soit au point de vue militaire, soit au point de vue politique, tel doit être l'objectif commun.

Quelquefois, par égard pour des États neutres, il est nécessaire de limiter les opérations militaires. Il n'est pas rare que la neutralité d'un État dépende de ce que durant la guerre certains de ses intérêts ne soient pas compromis; par exemple, que certaines parties du territoire de l'État adverse ne seront pas comprises dans le théâtre des opérations. Souvent aussi cette neutralité ne peut être obtenue que si on réussit à perdre son adversaire dans l'esprit de l'étranger. Par des moyens semblables, il peut arriver qu'on se fasse un allié. Si pour de tels motifs on est obligé de limiter les opérations militaires au point de vue du temps et de l'espace, il faut alors que les organes compétents de la guerre et de la diplomatie pèsent soigneusement toutes les considérations politiques et militaires entrant en jeu.

Dès que les hostilités ont commencé, ce qui domine la situation, c'est la nécessité d'arriver le plus rapidement possible à anéantir complètement l'adversaire. Pendant ce temps, la diplomatie devra redoubler d'efforts pour

arriver à nous gagner l'étranger, afin d'augmenter nos forces et de diviser celles de l'adversaire, ou, tout au moins, afin d'empêcher les autres États de venir en aide à notre ennemi, contre lequel nous pourrons alors diriger, sans autres soucis, toutes nos forces réunies. De toutes les préoccupations, la plus importante est celle que nous devons avoir d'arriver à cette destruction de l'ennemi. Dans le cas d'une guerre entre deux États, sans qu'il y ait des alliés, la direction militaire pourra, en général, n'avoir aucune préoccupation politique, si elle peut espérer un succès rapide et décisif dans les opérations militaires qu'elle poursuit.

Car le moyen le plus sûr et le plus rapide de faire réussir les négociations politiques engagées avec l'étranger, et d'arracher à l'adversaire les concessions politiques désirées, c'est de mener les opérations militaires avec une vigueur telle que l'on arrive rapidement au but que l'on s'est proposé. Souvent un succès militaire décisif a eu pour conséquence immédiate de faire rentrer dans le fourreau l'épée qu'un tiers avait déjà à demi tirée en faveur de notre adversaire. Dans de telles circonstances et lorsqu'il s'agit d'obtenir de pareils résultats politiques, il peut être avantageux d'agir, à un moment donné, avec plus de hardiesse que les considérations militaires ne l'indiquent.

Mais c'est seulement dans des cas isolés de cette nature que l'on doit désirer voir les considérations politiques influencer une direction militaire qui, ayant conscience de sa force, marche résolûment en avant et a l'espoir fondé de pouvoir rapidement porter à l'ennemi le coup décisif. Une politique sage doit alors s'occuper uniquement de recueillr les succès militaires et d'en tirer parti dans ses négociations avec les neutres ou avec l'État adverse. Ici, comme dans toute guerre, elle fixe, en s'appuyant sur les résultats obtenus et sur ceux que la direction militaire a espoir d'atteindre, quand et à quelles conditions la paix devra être conclue. Les négociations ayant trait à la conclusion de la paix sont du ressort de la diplo-

matie. Toutefois ces négociations ne doivent jamais entraver l'action militaire tant que l'on n'a pas obtenu une complète soumission de l'adversaire.

Plus le succès militaire paraît nous échapper, plus la fortune semble sourire à notre adversaire, plus il est difficile de régler les rapports qui doivent exister entre la politique et la direction de la guerre. La politique réclame des succès militaires ; si on ne peut les lui fournir, elle rencontre de tous côtés des difficultés de plus en plus grandes pour l'accomplissement de sa tâche. La diplomatie prend alors une importance d'autant plus considérable que souvent la direction militaire a besoin de son appui. Si celle-ci ne parvient pas à arrêter l'adversaire, il faut gagner du temps, de manière à pouvoir rassembler de nouvelles forces. La diplomatie doit alors venir en aide à la direction militaire ; peut-être réussira-t-elle à arrêter l'adversaire dans sa marche victorieuse et à empêcher l'immixtion d'un tiers. Peut-être même parviendra-t-elle à nous trouver des amis au moment où le malheur nous accable. Dans de telles circonstances, la direction militaire tout à l'heure prépondérante devient la subordonnée de la politique, et pour que les opérations militaires ne soient pas alors enrayées à tout jamais, il faut que la direction de la guerre déploie une grande activité, que la diplomatie soit animée d'un grand esprit de dévouement, et que de part et d'autre on ait des idées bien nettes.

Mais c'est surtout dans la guerre de coalition que les rapports entre la direction de la guerre et la politique sont nombreux.

Lorsque plusieurs États se coalisent, la force totale qu'ils déploient est toujours inférieure à la résultante des forces partielles de chacun d'eux. Une coalition suppose que les alliés poursuivent à la guerre un objectif commun, ou que tout au moins il y a entente entre eux, relativement aux concessions particulières que, dans les opérations communes, chacun d'eux cherchera à arracher à l'adversaire. Mais cela ne nécessite nullement que l'*objectif final* soit le même pour tous les alliés, ni que

chacun d'eux ait un intérêt aussi grand à voir la guerre réussir. De même, chacun des alliés peut chercher à faire peser sur les autres le poids de l'entreprise commune, autant que cela ne porte pas atteinte à sa part d'intérêt. L'un des alliés désire peut-être arracher à l'adversaire commun certains avantages et s'en contenter. L'autre allié veut bien appuyer les efforts faits dans ce sens, mais il poursuit dans son propre intérêt l'anéantissement de l'adversaire, tandis que, peut-être, le premier a avantage à l'affaiblissement de l'ennemi, tout en désirant qu'il conserve une certaine puissance. Souvent on a vu un État imposer son alliance à un autre, dans le but principal de l'empêcher d'obtenir certains avantages.

Mais même en admettant que, avant de commencer la guerre, il y ait eu entre les alliés une entente complète et loyale, que chacun d'eux a la ferme intention de sauvegarder les intérêts des autres comme les siens propres, on n'a pas encore ainsi fait disparaître les difficultés qui vont surgir, si, comme c'est souvent le cas, le cours de la guerre force à changer les objectifs politiques que l'on poursuivait. Alors il doit s'établir entre les alliés une nouvelle entente, et ces négociations agissent toujours d'une façon désavantageuse sur la conduite des opérations militaires.

Aux obstacles que créent aux alliés les différences existant entre leurs intérêts politiques, il faut encore ajouter ceux qu'ils rencontrent lorsqu'ils veulent faire agir avec ensemble et avec à-propos les forces et les moyens de guerre dont ils disposent, par suite des grandes variétés d'origine et de valeur des uns et des autres. Ce ne sera qu'imparfaitement qu'on parera à un tel inconvénient, en créant une direction militaire commune, parce qu'elle ne pourra jamais manier avec autant de sûreté les forces et les moyens de guerre de l'allié, que ses propres ressources. Cela résulte de ce que cette direction n'a pas, vis-à-vis de l'allié, les moyens suffisants pour faire respecter son autorité, et de ce que jamais l'entente ne sera complète.

La défiance, la défaveur, la jalousie, la mésintelligence,

l'incapacité et l'intrigue ont toujours un champ plus vaste dans les guerres de coalition que dans celles faites sans allié.

En outre, la disposition des ressources nationales de chacun des États alliés sera toujours confiée à plusieurs autorités.

Une bonne partie des forces qui, dans une guerre faite sans allié, sont déployées par les autorités politiques et militaires pour arriver en commun à atteindre un but bien net, doivent, dans une guerre de coalition, être employées à faire disparaître les frottements qui se produisent. Si cette tâche est d'abord confiée à la diplomatie, son action acquiert par cela même une influence prépondérante sur l'action militaire, et comme il faut, pour réussir, qu'il y ait entente complète entre ces deux actions, l'autorité militaire a les mains liées par la politique. Ici, on ne peut poursuivre un objectif militaire nettement défini, parce que l'appui de l'allié est refusé ou paraît incertain ; là, on doit éviter de risquer une entreprise hardie, parce que, l'insuccès du moment pourrait porter atteinte à l'amitié de l'allié. Dans d'autres cas, l'attitude douteuse de l'allié conduit à agir trop précipitamment ; parfois, enfin, on doit renoncer à un succès militaire pour ne pas éveiller sa jalousie.

Heureux le général qui, dans de telles circonstances, est à même d'aplanir les difficultés politiques par des succès militaires rapides et décisifs, et qui peut, grâce à la victoire, entraîner son allié. Mais au contraire, si la situation militaire devient critique, si les revers apparaissent, l'alliance est alors soumise à une dure épreuve. Jamais, dans ce cas, le danger n'est le même pour chacun des alliés, jamais ils n'ont à redouter des conséquences égales ou tout au moins également prochaines, et rarement ils ont le même intérêt à continuer résolument la guerre. L'histoire nous montre peu d'exemples d'alliés ayant supporté l'adversité avec la même énergie, et qui, négligeant leurs intérêts particuliers, aient employé toutes leurs forces pour arriver à changer la fortune.

Celui qui a à combattre des forces coalisées doit faire son possible pour tirer parti des faiblesses inhérentes à toute coalition. Le but principal de sa diplomatie et de son action militaire doit être de trouver les points faibles résultant chez les adversaires du manque d'unité. C'est là qu'il doit frapper ses coups. La diplomatie peut ici rendre de grands services, mais c'est encore à l'action militaire que revient le rôle principal. Toutefois, dans une guerre contre des États coalisés, on doit, en général, avoir plus égard aux considérations politiques que dans une guerre contre un État isolé. Ce qui contre un seul ennemi serait une faute, peut dans la lutte contre une coalition être le comble de la sagesse. Il peut suffire, dans une guerre contre une coalition, de faire sur un point des efforts peu sérieux pour y paralyser pendant longtemps certaines forces adverses, alors que contre un seul État il eût fallu porter sur ce point la masse de ses forces. De même encore une simple démonstration qui serait une imprudence contre un État isolé peut, contre des États coalisés, amener un résultat décisif.

Il est évidemment très important, pour juger la situation politique et militaire d'une coalition, de tenir compte de la position géographique des États alliés et de celle de leur adversaire. Suivant que, par suite de cette situation géographique, les alliés sont en état d'attaquer immédiatement leur adversaire ou bien suivant que la chose est impossible ; — suivant que les alliés sont exposés à une attaque immédiate de leur adversaire ou qu'au contraire ils sont garantis contre cette tentative ; — enfin suivant que, placés l'un à côté de l'autre ou l'un derrière l'autre, les alliés peuvent se soutenir directement, ou qu'au contraire ils sont obligés de combattre sur des théâtres d'opérations séparés, les conditions politiques et militaires sont tellement différentes pour l'un et pour l'autre des partis belligérants, qu'il est inutile d'essayer d'émettre à ce sujet des considérations générales ayant quelque valeur.

Toutefois, il faut faire observer que dans une coalition il est d'autant plus difficile d'obtenir et de maintenir

l'unité dans les objectifs politiques et militaires, que les États alliés ont leurs intérêts fondamentaux plus dissemblables, que l'espace qui les sépare est plus grand, que les communications qui les réunissent sont plus défectueuses, enfin que leur situation géographique diffère davantage de celle de l'État adverse.

Dans les considérations précédentes nous avons montré les rapports qui existent entre la guerre et la politique extérieure. Mais la politique intérieure joue encore un grand rôle à la guerre. Il est évident que la puissance militaire d'un État dépend beaucoup de sa situation politique intérieure. Non seulement celle-ci influe sur la valeur, la constitution et la rapide concentration des forces et des moyens de guerre, mais elle se fait encore sentir dans l'emploi de ces moyens, c'est-à-dire sur l'action militaire. Un gouvernement qui n'a pas son autorité et sa considération bien assises dans le pays est impatient de rapides succès, et il limite l'action militaire comme temps et comme espace. Des mouvements rétrogrades, même s'ils sont nécessités par des intérêts militaires, mettent un tel gouvernement en danger. D'autre part, un gouvernement exercé par plusieurs mains donne à l'autorité militaire un caractère incertain et paralyse la préparation à la guerre.

Aussi, à la guerre, le succès dépend de la politique intérieure de l'État tout autant que d'une bonne entente entre la politique extérieure et la direction militaire, et cette entente elle-même dépend beaucoup de l'organisation intérieure de l'État.

La guerre exige que la direction de la politique extérieure et de la politique intérieure, soit initiée aux choses militaires, que la direction militaire soit initiée aux choses politiques et qu'enfin il y ait un concours harmonieux entre la direction militaire et l'autorité représentant la politique intérieure et extérieure. Un adversaire adroit et entreprenant tirera parti des défectuosités qu'un État pourra présenter à ce point de vue.

Il est clair qu'un État ne peut arriver à satisfaire com-

plètement à toutes ces exigences que s'il confie à la même main la direction supérieure des affaires politiques et militaires, et encore est-il nécessaire que cette direction soit bien réelle et non factice ; il faut en outre que cette direction unique, à laquelle obéissent volontairement tous les organes, concentre vers la guerre toutes les forces physiques, intellectuelles et morales de l'État.

Voilà pourquoi des républiques mûres, laissant de côté toutes autres préoccupations, ont dans les grandes guerres cherché leur salut dans la dictature. Mais, même en agissant ainsi, elles n'ont jamais été assurées d'avoir un déploiement de forces aussi grand que celui d'un État dont le monarque légitime, marchant à la tête de ses armées, réunit dans sa main habile et énergique tous les fils de la politique et de la guerre, et peut disposer sûrement et rapidement des forces du pays suivant les exigences de la situation.

CHAPITRE VI.

DÉFINITION ET OBJET DE LA STRATÉGIE.

« *Stratégie* » signifie (en allemand) l'art du général, c'est-à-dire l'art d'employer les forces et les moyens militaires pour atteindre le but de la guerre.

Dans le langage du métier on attribue à ce mot un sens plus restreint. On a compris sous le nom de « tactique » tout ce qui a trait à l'emploi des forces militaires dans le combat et tout ce qui les réglemente en vue du combat. Sous le nom de « stratégie » on comprend l'art du général, abstraction faite de ce qui est du domaine de la tactique.

Stratégie et tactique sont donc considérées comme deux domaines voisins et distincts, mais soumis au même maître, et dont les limites chevauchent souvent l'une sur l'autre.

Lorsque, comme cela se présente souvent, on est obligé de livrer un combat par suite d'une rencontre fortuite de l'ennemi, on fait une opération tactique ; mais lorsque l'on recherche le combat dans un but défini, on fait un acte de stratégie. La mission de la stratégie est de rassembler en temps et lieu les moyens dont a besoin la tactique. C'est encore à la stratégie qu'incombe la tâche d'assurer la retraite, de menacer celle de l'adversaire, ce qui exerce souvent une grande influence sur la marche du combat.

La stratégie fixe à l'armée le but et la direction. C'est à la tactique qu'incombe le soin de l'exécution.

Ce n'est pas sans à-propos que l'on a dit que la stratégie et la tactique constituent deux parties distinctes d'un même tout, mais que leur objet est identique. Lorsque

dans une opération militaire on rencontre les deux éléments, on doit attribuer à la stratégie la détermination du but ; à la tactique, l'exécution. Dans ce sens, on peut dire que la tactique est au service de la stratégie, mais celle-ci ne doit demander que ce que la tactique peut donner. En outre, les décisions tactiques constituent le principal facteur avec lequel la stratégie ait à compter.

La stratégie est un art ; elle suppose des connaissances multiples, mais, par suite de son essence même, elle ne peut être une science.

Pour exceller en stratégie, il faut avoir surtout des vues larges et étendues, un esprit inventif, une grande netteté de jugement et avant tout de grandes qualités de caractère. Ce serait méconnaître la nature de la stratégie que de chercher à la transformer en un système savant parfaitement déterminé. Lorsque l'on fait des études stratégiques, on doit seulement se proposer de développer le coup d'œil et le jugement en matière de stratégie, d'augmenter le don naturel des combinaisons stratégiques et d'acquérir des données pour l'application de cet art.

Pour y arriver, deux voies s'offrent à nous. L'une prend l'histoire militaire comme point de départ, et cherche ainsi à trouver la relation entre la cause et l'effet. L'autre part de l'étude des forces agissant à la guerre et des sphères d'action où elles se meuvent, pour tirer de là des conclusions.

Nous nous proposons de suivre uniquement cette dernière méthode : toutefois, nous nous laisserons guider par les expériences et les enseignements de l'histoire militaire. Autrement on serait d'autant plus exposé au danger de faire fausse route et de négliger des conclusions pratiques utiles, que la guerre a un certain caractère conventionnel qui relève plutôt de l'histoire que des facteurs essentiels de la guerre.

En général, les conditions du succès dans la lutte se déduisent de la nature et de l'essence des forces et des moyens de guerre mis en œuvre par chacun des partis opposés. Aussi devons-nous tout d'abord étudier

les éléments caractéristiques des forces militaires et les liens qui les unissent, leur organisme et leur esprit, les conditions indispensables à leur existence et à leur emploi dans les diverses situations de la guerre. Nous rechercherons aussi, en ce qui concerne les moyens militaires, ce qui caractérise leur action et leur emploi.

Prenant ensuite comme point de départ les principes ainsi obtenus, nous passerons à des considérations ayant trait à l'emploi stratégique des forces et des moyens militaires, pour arriver à détruire ceux dont dispose l'adversaire. Dans l'étude des autres parties de la stratégie la théorie ne peut guère nous offrir que les indications contenues dans les chapitres précédents.

Dans l'étude des moyens de guerre on rencontrera des facteurs qui sont de tous les temps et de tous les pays, bien qu'ils présentent des variétés infinies, parce qu'ils résultent de principes généraux identiques. Cela est particulièrement vrai pour les hommes. Ils constituent l'élément principal des forces militaires, qui en reçoivent un caractère identique sous beaucoup de rapports. A d'autres points de vue, la nature des forces militaires est constamment variable. Cela est encore bien plus vrai pour les moyens de guerre.

Il résulte de là que l'on ne devra pas attacher une valeur absolue aux considérations que nous déduirons de l'étude des moyens de guerre, pour arriver à leur emploi à la guerre. Souvent, dans nos considérations, nous aurons égard à notre époque et à notre situation militaire, et par suite nos conclusions n'auront de valeur qu'autant que l'on se placera à ces points de vue particuliers.

DEUXIÈME PARTIE.

EXPOSÉ DES MOYENS DE GUERRE.

CHAPITRE PREMIER.

DES MOYENS DE GUERRE EN GÉNÉRAL.

Sous le nom de *moyens de guerre* ou moyens destinés à faire la guerre, nous comprenons :

Les *forces militaires*, y compris les moyens et les dispositions prévues pour leur entretien ;

Les *fortifications ;*

Les *moyens de communication*, particulièrement les chemins de fer et les télégraphes.

Les *forces militaires* sont tirées de la puissance militaire du pays au moyen de l'organisation militaire et avec l'aide des ressources de l'industrie. Elles renferment en elles les principaux éléments de la puissance militaire de la nation, et par suite elles forment le moyen le plus important dont on dispose pour la guerre.

Les États qui ont des frontières maritimes sont en général obligés de se tenir prêts à défendre leurs intérêts sur terre et sur mer. Aussi pour parer à cette éventualité, divisent-ils leurs forces militaires en : *forces de terre* et *forces de mer*.

Dans la fixation du rapport qui doit exister entre l'importance relative de ces forces, les États doivent avoir égard à la considération suivante qui a une grande valeur : c'est que d'abord les forces de terre peuvent défendre l'État contre des attaques venant du côté de la mer,

tandis qu'en général les forces de mer ne peuvent rien ou presque rien pour la défense directe des frontières de terre ; en outre, lorsque deux États ont des frontières communes, les décisions de la guerre sont toujours obtenues par les succès de l'armée de terre, parce que celle-ci seule peut atteindre jusqu'au cœur la puissance militaire de l'adversaire.

D'autre part, les intérêts maritimes d'un État, qui ont souvent une grande influence sur la valeur de sa puissance militaire sur terre, ont besoin de la protection des forces maritimes. Celles-ci peuvent encore, en défendant les côtes du pays ou en attaquant celles de l'ennemi faciliter et soutenir les opérations militaires des forces de terre.

C'est seulement lorsqu'un État est placé dans une île et que par suite les intérêts maritimes ont pour lui une importance capitale, qu'il peut consacrer aux forces maritimes la plus grande partie des ressources dont il dispose. Mais même dans ce cas il a besoin de quelques forces de terre, soit dans l'intérêt de sa sécurité qui ne peut toujours être assurée par les troupes maritimes, soit par cette considération que souvent on protège indirectement des intérêts maritimes par des opérations militaires faites à terre. D'ailleurs, l'influence de cet État sur la politique continentale dépend surtout de la force des troupes de terre qu'il peut mettre en ligne, parce que les guerres des États continentaux, même lorsque ceux-ci ont des frontières maritimes, ne se décident que sur terre.

Comme la stratégie n'a de rapport avec les forces maritimes qu'autant que celles-ci opèrent sur terre, nous n'envisagerons dans ce qui va suivre sous le nom de forces militaires que les forces de terre.

Les *fortifications* sont des modifications apportées au terrain dans le but d'augmenter la puissance défensive de certaines localités qui ont besoin d'une protection spéciale, soit pour elles-mêmes, soit parce qu'elles doivent servir de points d'appui aux forces mobiles. Leur utilité est très grande, aussi bien lorsqu'il s'agit d'une guerre conti-

nentale que pour la défense des côtes contre les forces de mer.

Les *moyens de communication* facilitent l'emploi des forces aussi bien sous le rapport de l'espace que sous celui du temps. C'est pour cette raison qu'il faut les comprendre parmi les moyens de guerre, car à la guerre la rapidité augmente la force. Aussi les chemins de fer et les télégraphes ont-ils, en particulier, acquis une grande importance comme moyens de guerre des temps modernes.

CHAPITRE II.

DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FORCES MILITAIRES.

De tous les éléments constitutifs des forces militaires, l'homme est le plus important. Ce sont ses qualités physiques, intellectuelles et morales, qui caractérisent avant tout les forces militaires et qui les rendent propres aux choses de la guerre. Les forces militaires ne peuvent accomplir que ce dont l'homme est capable. Tout ce qui augmente ou diminue la valeur de l'homme, tout ce qui met sa vie en danger, a un effet semblable sur les forces militaires.

Il faut d'abord utiliser celle des qualités physiques de l'homme qui lui permet de développer une certaine force, et mettre ensuite cette force au service des moyens de guerre naturels et artificiels, en particulier du bon emploi des armes. En outre, il faut utiliser la faculté que l'homme possède de se déplacer.

Toutefois, les forces physiques de l'homme sont très limitées et très subordonnées aux influences extérieures.

L'homme ne peut supporter qu'un certain degré de fatigue physique. Si on abuse de ses forces, on arrive fatalement à les épuiser. Après une action fatigante, l'homme a besoin de repos pour rassembler de nouvelles forces ; il peut difficilement être privé du repos de la nuit pendant un temps un peu long. Pour le bon entretien de ses forces, il faut une nourriture suffisante et appropriée. L'homme ne peut supporter que pendant peu de temps la faim et la soif. Le climat et l'état atmosphérique ont une grande influence sur le corps humain ; une chaleur ou un froid extraordinaires, de brusques changements de température, une humidité persistante, etc..., peuvent

être funestes à l'homme, surtout s'il bivouaque et si son habillement est insuffisant ou mal approprié aux circonstances.

Dès que les fatigues et les privations physiques ainsi que les conditions anormales de l'existence atteignent un certain degré, il en résulte pour l'organisme humain un dérangement qui se traduit au moins par un malaise physique et une diminution de la valeur de l'homme, mais qui peut aussi engendrer des maladies, et même amener la mort. Ces effets peuvent se produire soudainement ou se développer peu à peu. Ils peuvent aussi être facilement et subitement provoqués par des causes extérieures contre lesquelles le corps humain n'offre que peu de résistance.

Les qualités physiques de l'homme étant si étroitement limitées par ses besoins et par la sensibilité de son organisme, on s'attachera d'autant plus à faire ressortir que ce sont ses qualités intellectuelles et morales qui constituent son degré d'aptitude aux choses de la guerre, aussi bien que sa valeur générale. C'est à ses qualités intellectuelles et morales bien plus qu'à ses qualités physiques, que l'homme doit la faculté de pouvoir faire usage de sa force et résister à celle de l'ennemi. Son intelligence le rend capable de reconnaître ce qui est avantageux et ce qui est nuisible au but de la guerre, — d'utiliser pour arriver à ce but les avantages que la nature ou la science met à sa disposition — et surtout de comprendre et de mettre à exécution les idées d'un autre. Sans cette faculté, on serait dans l'impossibilité de conduire avec ensemble vers un but unique toutes les forces d'une réunion d'hommes.

Un sain jugement se traduit dans la pratique par : pouvoir et vouloir. Nous avons déduit plus haut en nous basant sur les qualités physiques de l'homme quelles étaient à la guerre les limites imposées à sa puissance. Quant à sa force de volonté, elle n'a nulle part à supporter des épreuves aussi dures qu'à la guerre. A ce sujet, il faut avant tout remarquer l'influence réciproque du corps

et de l'esprit. Il n'est pas rare qu'au milieu des circonstances pénibles de la guerre, une disposition d'esprit passagère ait plus d'influence qu'un sain jugement sur les hommes et sur leurs déterminations. Si, d'une part, une volonté énergique peut augmenter d'une manière surprenante les aptitudes physiques, d'un autre côté, les souffrances physiques tendent à paralyser la volonté. L'empire de l'esprit sur le corps ne peut dépasser certaines limites. Ces limites sont plus ou moins étendues, suivant la valeur morale de l'individu, mais elles existent pour tous, et dès qu'elles sont dépassées, le physique l'emporte sur la volonté. Toutefois on ne peut pas dire que cet empire du corps sur l'esprit affaiblit toujours la volonté. Parfois, à la guerre, les besoins et les désirs du corps peuvent, au contraire, pousser à agir, si l'action prend pour but la satisfaction des exigences du corps. Lorsqu'en 1796, en Italie, Napoléon commença sa carrière glorieuse à la tête des soldats déguenillés et affamés de la République, il agit avec succès sur leur volonté, en leur montrant les richesses et les jouissances qui les attendaient dans les plaines de la Lombardie. De même en 1812, il chercha à relever le courage défaillant de ses troupes en leur promettant de trouver à Moscou la satisfaction de leurs besoins. Enfin l'appât du butin a souvent été le mobile principal des guerres de peuples barbares. Néanmoins, en campagne, la volonté a souvent beaucoup à souffrir de sa dépendance du corps. Lorsque à la suite de fatigues et de privations exagérées, les forces physiques sont abattues, la force de volonté diminue aussi, et, en présence du danger, le sentiment de la conservation se réveille dans le cœur de l'homme et menace de paralyser son énergie.

Ces effets peuvent se produire lentement, comme cela a lieu à la suite de souffrances physiques persistantes, et ils suivent alors une progression rapidement croissante ; ou bien ils peuvent se faire sentir brusquement comme conséquence d'impressions violentes, telles que celles que l'on éprouve dans le combat.

Lorsque la mort et les blessures éclaircissent les rangs, lorsque chacun sent que le danger d'éprouver le même sort que le camarade qui tombe est de plus en plus proche, tandis qu'au contraire le succès est de plus en plus douteux, alors le découragement apparaît brusquement. Il peut arriver jusqu'à l'angoisse et se transformer en panique ; et l'homme qui pendant la chaleur de l'action avait méprisé le danger n'est plus accessible qu'à la seule pensée de sauver son existence. C'est seulement lorsqu'on s'est éloigné du danger et quelquefois loin, très loin du théâtre de la lutte, que les esprits reprennent leur tranquillité et leur équilibre.

De même que les qualités physiques, intellectuelles et morales de l'homme ainsi que leur développement influent sur la valeur générale des hommes, elles rendent également variable leur aptitude à la guerre. Ici nous voyons des hommes vigoureux, adroits, patients, sobres et endurcis à la fatigue, qui, bien que médiocrement nourris, peuvent parcourir rapidement des espaces considérables et passer la nuit en plein air, exposés à toutes les intempéries, sans que cependant leur valeur physique en soit affaiblie ; là au contraire on trouve des natures faibles, énervées, maladroites, et efféminées qui sont incapables de faire un effort persistant et qui succombent rapidement sous les peines et les privations. Sur un point seulement, mais toutefois très important à la guerre, les constitutions des hommes présentent à peine des différences. Ils sont en effet également sensibles à l'action des violences extérieures. La balle et la baïonnette traversent avec la même facilité la poitrine du fort et celle du faible, et exercent leurs ravages sur les uns comme sur les autres.

Si nous considérons les qualités de l'esprit, nous voyons encore qu'elles créent des différences très grandes dans la valeur militaire des hommes. Les uns ont l'esprit éveillé, comprennent facilement, ont le jugement sûr et rapide, reconnaissent avec une logique facile quelles sont les causes véritables des faits et quelles seront les conséquences de leurs actes, s'orientent partout, sont aussi entrepre-

nants et ingénieux dans le choix des moyens que promptement décidés à les appliquer avec suite; enfin ils possèdent les connaissances qui leur permettent de bien juger une situation et d'en tirer le meilleur parti. Les autres ont, au contraire, l'esprit paresseux et le jugement borné, ils sont irrésolus, lourds, sans initiative, ignorants, ou incapables d'appliquer les connaissances qu'ils ont acquises.

Enfin, au point de vue de la résistance morale contre les effets écrasants de la guerre, les hommes sont encore bien différents les uns des autres. Le courage naturel, qu'il résulte de l'indifférence pour la vie, de la confiance en Dieu ou du fatalisme, — l'amour de la patrie et le sentiment de l'honneur national, — le devoir et l'honneur, — l'habitude d'obéir et l'attachement aux chefs, — l'esprit de corps ou de camaraderie, des passions même moins nobles telles que la haine, le désir de la gloire, l'ambition, l'intolérance, peuvent augmenter dans des proportions considérables la force de volonté et par suite la valeur militaire de l'homme.

Les considérations qui précèdent nous montrent ce que doit être le soldat idéal, quelle est la limite de sa résistance aux influences destructives et démoralisantes de la guerre, et quelle marche on doit suivre dans la recherche des moyens propres à vaincre ce soldat idéal. Mais le nombre de ces moyens est bien plus grand et leur action est bien plus énergique lorsque l'on considère le soldat réel, bien inférieur au soldat idéal. Si nous cherchons comment varie cette infériorité nous voyons que dans les diverses armées, elle dépend, d'un côté, des qualités que possèdent les hommes au moment où on les enrôle dans les forces militaires, et de l'autre des résultats obtenus au point de vue physique, intellectuel et moral, par l'organisation, les exercices et l'éducation militaires.

Dans le chapitre qui traite de la « puissance militaire d'un État » nous avons montré l'influence des qualités de la nation sur sa puissance militaire et nous avons fait remarquer qu'elles en sont le facteur le plus important. Ici

nous ferons seulement ressortir encore une fois que la force d'un peuple résulte bien des qualités primitives de sa race mais aussi que cette force se modifie avec ces qualités sous l'influence de l'histoire, du climat, du sol et des conditions sociales et politiques.

Avant de rechercher comment la valeur des forces de l'homme peut être augmentée grâce à une bonne organisation des forces militaires, grâce aussi aux exercices et à l'éducation militaires, nous allons jeter un coup d'œil sur les autres éléments constitutifs des forces militaires.

Parlons d'abord du cheval. Supérieur à l'homme par sa force physique, par sa rapidité, et, tout au moins dans une certaine limite, par sa résistance, il met volontairement ses forces à notre disposition. Il rend, à la guerre, des services excellents que rien ne peut remplacer. Tantôt il porte son cavalier d'un lieu à un autre, tantôt il l'aide à enfoncer les rangs ennemis. Il n'est pas moins précieux pour le transport des fardeaux, qu'on l'emploie comme animal de trait ou de bât, bien que pour ce but, d'autres animaux (mulets, ânes, chameaux, etc.) puissent être employés aussi utilement, et dans certains cas même plus avantageusement.

Mais l'existence du cheval et des autres animaux dépend de maintes conditions. Ils sont exposés à périr sous l'action des causes extérieures violentes, et incapables de supporter au delà de certaines limites, les fatigues et les privations. En général, à la guerre, il est plus difficile de les faire vivre que les hommes, et s'ils sont moins accessibles que ces derniers aux influences démoralisatrices, par contre il leur manque la possibilité de relever le physique par le moral.

Après les éléments animés des forces militaires, vient le matériel qui constitue une partie nécessaire et importante de ces forces. Pour arriver à briser la résistance de l'ennemi, l'homme a besoin d'avoir des armes et d'autres accessoires, surtout des munitions. Les armes et les munitions sont en partie portées par les hommes, en partie

transportées par des animaux. Les hommes doivent être habillés et équipés en vue de la guerre, c'est-à-dire pourvus de tout ce qui peut servir à leur existence ou les protéger contre les intempéries et contre l'effet des armes ennemies. Toutefois ces objets transportés ne doivent pas restreindre au delà de certaines limites, la liberté de mouvement de l'individu isolé et des troupes. De même il faut que l'équipement du cheval soit à la hauteur des exigences de la guerre.

Mais les approvisionnements sont en général si lourds et demandent tant de place, que l'homme et le cheval ne peuvent en porter qu'une quantité relativement faible. La plus grande partie des approvisionnements doit donc être transportée sur des voitures ou des animaux de bât, à moins que l'on ne soit sûr de pouvoir y suppléer par les ressources du théâtre de la guerre.

Enfin le traitement des malades et des blessés, la destruction et la création des moyens de communication (ponts, routes, chemins de fer, télégraphes), des défenses accessoires et des abris, entraînent l'emploi d'un matériel considérable et exigent d'importants moyens de transport.

Pour que les troupes puissent, dans la marche et au combat, fournir tout ce dont elles sont capables, il faut les munir, dans des proportions convenables, de tout ce matériel et de toutes ces ressources. Si elles ne possèdent pas ces moyens d'entretien, leur existence même est directement mise en danger.

Il faut remarquer cependant que tout ce matériel placé à la suite des troupes, gêne d'autant plus leur marche, que les transports ne peuvent se faire presque exclusivement que sur les chemins empierrés. Le matériel est de plus exposé à être détruit par l'ennemi, ou mis hors d'usage par suite d'un long emploi ou par les intempéries ; enfin son fonctionnement régulier est subordonné à l'existence et à la santé des hommes, ainsi qu'à celles des chevaux affectés à son transport.

CHAPITRE III.

RÉFLEXIONS SUR L'ORGANISATION DES FORCES MILITAIRES ET SUR L'INSTRUCTION DES TROUPES.

---

1. Considérations générales.

La valeur des forces militaires dépend de leur aptitude au combat et de leurs qualités manœuvrières, c'est-à-dire des qualités qui leur permettent de se mouvoir facilement, rapidement, et avec des moyens d'existence assurés.

La valeur des forces militaires à ce double point de vue dépend non seulement des qualités naturelles de chaque élément, mais encore de la manière dont il est employé et fondu dans l'ensemble.

Ce n'est pas à nous de développer les considérations qui permettent d'atteindre ce résultat. L'organisation et l'instruction militaires ne sont pas du domaine de la stratégie, et elles s'imposent au général appelé à manier les forces militaires. Il est donc indispensable qu'il connaisse leur valeur offensive et défensive, afin de pouvoir les employer avec à-propos à la destruction de l'adversaire. Aussi, à ce point de vue, doit-on, dans un ouvrage de stratégie, traiter les questions générales qui se rapportent à l'organisation et à l'instruction des troupes.

Les conditions que doivent remplir les troupes pour être à même de combattre et de manœuvrer ne sont pas identiques dans tous leurs détails. On doit donc, dans l'organisation et dans l'instruction militaires, chercher à satisfaire à ces diverses exigences.

L'armée peut être constituée par de grossiers mercenaires ou au contraire renfermer les meilleurs éléments

d'une nation instruite et policée; les armes employées peuvent être la lance, le sabre ou le fusil rayé se chargeant par la culasse; les voies de communication peuvent être de mauvais chemins ou au contraire des voies ferrées ou de bonnes chaussées; la guerre peut avoir lieu dans un pays montagneux ou dans une région plate, le théâtre des opérations peut être riche ou s'étendre sur des territoires stériles. Tous ces cas et bien d'autres font tellement varier les méthodes de guerre qu'il est nécessaire de s'imposer, suivant les circonstances, tel ou tel objectif dans l'organisation et l'instruction des troupes. Toutefois l'essence de la guerre et les propriétés fondamentales des éléments militaires étant indépendants du temps et des circonstances extérieures, il en résulte qu'il y a dans l'organisation et dans l'instruction des troupes des principes fondamentaux invariables. Parmi ces principes, les suivants nous paraissent être les plus importants.

Lorsqu'à la guerre il s'agit d'atteindre un but donné, si on concentre les forces d'un grand nombre d'hommes, et si on les fait agir avec ensemble, on obtient un résultat plus important que si chacun avait poursuivi un objectif distinct, ou si on n'avait pas réglé les efforts individuels en vue d'arriver à un but déterminé. Mais à la guerre les faits se succèdent avec une grande rapidité et nous entraînent; les buts à atteindre varient aussi constamment, et il est impossible d'obtenir une unité d'action s'il n'y a pas un chef unique auquel tous les éléments obéissent. La réglementation de cette subordination constitue le point de départ de l'organisation des troupes. Là où elle fait défaut, les forces militaires se décomposent en éléments isolés. Mais le nombre d'hommes qu'un seul chef peut directement diriger est limité. Si ce nombre est grand, il faut des intermédiaires qui non seulement transmettront la pensée du chef et veilleront à l'exécution, mais qui dirigeront cette exécution en tenant compte des diverses circonstances résultant déjà de la grande étendue occupée par les éléments isolés. Il est donc néces-

saire de grouper les troupes en unités et en sous-unités et de leur donner des chefs qui auront le commandement direct des éléments placés sous leurs ordres.

Comme, en outre, les exigences de la guerre et les ressources techniques qu'elle emploie sont trop multiples pour qu'il soit possible de parer à tous les cas en donnant à toutes les unités le même armement, le même équipement et la même instruction, il est nécessaire de répartir les forces militaires en diverses espèces d'armes. Il y a de plus à tenir compte des services que le cheval peut rendre à la guerre.

Dans cette répartition des forces militaires, on doit donner à chaque espèce d'arme l'importance qui répond le mieux aux exigences générales de la guerre.

Enfin, dans l'organisation des troupes, on doit encore s'efforcer de pourvoir chaque unité de tout ce qui rend son emploi possible à la guerre, et prévoir les mesures permettant de remplacer, durant le cours des opérations, les pertes en hommes, en chevaux et en matériel; en un mot, de maintenir toujours les troupes prêtes à combattre.

Par l'instruction militaire, on doit s'efforcer de développer les forces physiques, intellectuelles et morales de l'homme; d'approprier celles-ci aux exigences de la guerre; d'exercer chaque troupe au maniement de ses armes et de la préparer à la mission spéciale qu'elle a à remplir; d'apprendre surtout aux chefs le maniement de leur troupe; de discipliner les troupes et de les exercer au combat, etc...

2. Classification des forces militaires.

On divise les forces militaires en trois groupes, en prenant comme point de départ, leur valeur spéciale et le droit plus ou moins étendu que le gouvernement a de les employer. (Pouvoir exécutif.)

1° L'*armée* qui comprend toutes les forces dont le gouvernement dispose d'une manière absolue pour faire la

guerre; elle est organisée de manière à pouvoir dans une guerre régulière opérer sous un commandement unique.

2° Les *milices* c'est-à-dire les troupes dont le gouvernement ne peut disposer que pour la défense territoriale et à l'intérieur des frontières de l'État ou de certaines provinces. Répondant à ce but restreint, les milices sont moins solides que les troupes de l'armée, mais cependant elles peuvent faire une guerre régulière sous la conduite de chefs réguliers.

3° Les *troupes franches* (habitants en insurrection, guérillas, francs-tireurs), c'est-à-dire des bandes armées qui se forment pour faire une guerre irrégulière, et qui ne sont pas soumises aux lois militaires du pays.

Les grandes puissances continentales de l'Europe ont toutes adopté comme base de leur constitution militaire, le principe du service militaire obligatoire. Partout les armées se subdivisent en :

1° Troupes de campagne.
2° Troupes de réserve.
3° Troupes de remplacement.

Les *troupes de campagne* sont destinées au combat de première ligne. En général, elles sont si nombreuses, que pour des raisons financières et sociales, aucun État n'est à même de les maintenir pendant la paix sur le pied de guerre. Mais, dès le temps de paix, on a des cadres plus ou moins nombreux, et tout est préparé pour que, lorsque la guerre éclate, l'armée reçoive dans un temps relativement court, une organisation répondant aux exigences de la grande guerre.

En ce qui concerne les *troupes de réserve*, on entretient pour elles pendant la paix, des cadres peu nombreux, quelquefois même on n'en entretient pas du tout. L'instruction militaire des hommes des réserves a, en général, besoin d'être revue. Pour des raisons d'économie, on ne prépare pas, en temps de paix, le matériel qui serait nécessaire pour mettre les troupes de réserve à hauteur

des exigences de la guerre ou, tout au moins, ce matériel n'existe qu'en petite quantité. Par suite, au moment de la guerre, il faut un certain temps avant qu'il soit possible d'employer les troupes de réserve dans les opérations actives de la campagne, et dans tous les cas, les corps que l'on forme avec ces troupes arriveront difficilement à posséder une valeur militaire aussi grande que celle des troupes de campagne dès le début des hostilités. Néanmoins, peu après le commencement de la guerre, on peut déjà employer avec avantage les troupes de réserve à des missions secondaires pour l'accomplissement desquelles on devrait sans cela affaiblir les troupes de campagne. Pendant le cours des opérations, lorsque les forces des troupes de campagne commencent à faiblir, circonstance qui se présente inévitablement, même si on est vainqueur, on peut faire appel aux troupes de réserve pour donner le coup décisif.

Enfin, les *troupes de remplacement* sont destinées à fournir aux corps placés devant l'ennemi, les remplacements dont ils ont besoin, en hommes, chevaux et matériel. De même que pour les troupes de réserve, on n'entretient pendant la paix pour les troupes de remplacement que des cadres très limités, ou même on n'en a pas du tout. Souvent les troupes de remplacement ne disposent pour leur formation que d'un nombre restreint d'hommes instruits et de chevaux dressés ; aussi leur principale mission consiste-t-elle à instruire des hommes, à dresser des chevaux, et à créer du matériel de toute sorte. On doit attacher une très grande importance aux troupes de remplacement, car c'est surtout du nombre et de la valeur des renforts qu'elles envoient à l'armée en campagne que dépendent la possibilité de continuer la lutte et la conservation de la valeur militaire de cette armée. En raison des méthodes de guerre actuelles, il est particulièrement important que les troupes de remplacement soient en mesure, peu de temps après l'ouverture des hostilités, de combler les vides produits dans l'armée de campagne. En cas de nécessité, on peut immédiatement employer contre l'en-

nemi les troupes de remplacement, ou en former le noyau de nouvelles troupes de réserve.

Cette énumération des forces militaires nous montre que la résistance de l'armée ennemie ne sera vaincue que si cette armée ne peut recevoir une vie nouvelle des renforts que lui envoie la patrie, soit parce que ses ressources sont épuisées, soit parce que l'armée est dans un état de dissolution tel que les renforts qu'elle reçoit sont incapables de lui donner la cohésion qu'elle a perdue. Il résulte aussi des considérations précédentes que si la tâche la plus difficile du commandement est remplie par la défaite de l'armée de campagne, on ne doit pas supposer, sans commettre une grave erreur, que cette défaite suffise pour briser la force de volonté d'un adversaire opiniâtre. Derrière cette armée de première ligne, l'adversaire peut en organiser une seconde avec ses troupes de réserve, et, s'appuyant sur son système de fortification ou quelquefois sur l'insurrection du pays, fournir une nouvelle résistance. Plus tôt on réussit à vaincre l'armée de campagne de l'adversaire, et à frapper ainsi un grand coup moral, moins la résistance ultérieure sera forte; mais nous ne pourrons finalement être sûrs de la victoire que si nos propres forces sont à même de vaincre les troupes que l'ennemi peut rassembler en deuxième ligne, et de lui enlever ensuite les derniers moyens qu'il possède pour organiser de nouvelles forces militaires.

Les *milices* doivent, dans l'intérieur des frontières et conformément aux lois qui règlent leur emploi, jouer un rôle analogue à celui des troupes de réserve. Toutefois, elles se distinguent surtout de ces dernières par la particularité suivante : les cadres et les hommes qui composent les milices ne reçoivent en temps de paix qu'une instruction militaire tout à fait superficielle qui leur est donnée dans des périodes d'appel de courte durée.

La valeur militaire des milices dépend principalement de la durée de ces périodes d'exercices, de la capacité des cadres, et aussi des mesures prévues dès le

temps de paix pour leur levée en temps de guerre. Lorsque la guerre est longue, les milices peuvent, jusqu'à un certain point devenir capables de faire la guerre de campagne. Si on les met en première ligne, à défaut d'une armée de campagne, elles ont, même dans des circonstances particulièrement favorables, peu de chances de succès lorsqu'elles se trouvent en présence de l'armée de campagne d'un adversaire sérieux.

L'organisation des *troupes franches* se fait difficilement dans un pays où tous les citoyens valides sont assujettis au service obligatoire de longue durée, parce que, dans ce pays, l'armée enlève la majeure partie des éléments capables de porter les armes. Comme le droit des gens autorise, dans une guerre de partisans, l'emploi de dures représailles vis-à-vis des troupes franches, il en résulte, à moins que cette guerre ne puisse être menée avec une très grande énergie, qu'elle est plus nuisible qu'utile au pays. Sans doute, une nation courageuse n'hésitera pas, par crainte de malheurs passagers, à engager tout ce dont elle dispose pour sauver son honneur et son indépendance ; mais tant qu'il lui reste l'espoir de battre l'ennemi dans une guerre régulière, il n'est pas de son intérêt de chercher son salut dans une guerre de partisans. La situation est toute autre, s'il s'agit d'un pays qui n'a pas les moyens nécessaires pour faire une guerre régulière, et dont les meilleurs éléments sont par conséquent disponibles pour la guerre de partisans. L'histoire montre que, dans de telles circonstances, la guerre de partisans peut être très efficace si elle est favorisée par le caractère du peuple et celui du pays (Espagne, Tyrol).

3. Des différentes espèces d'armes.

Depuis l'invention des armes à feu, on distingue trois armes principales : l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie. En outre, il entre dans la composition des forces militaires des troupes techniques de plusieurs sortes.

L'*infanterie* est l'arme la plus indépendante et celle dont l'emploi peut être le plus varié. Sa valeur tient surtout à ce qu'elle peut développer sur un espace restreint une grande somme de forces humaines et d'intelligence, sans être gênée par des éléments étrangers. Le fantassin porte sur lui tout ce dont il a besoin pour le combat. Partout où l'homme peut vivre et se mouvoir, l'infanterie trouve un champ à son action. Lorsqu'elle se déplace, ses mouvements ne sont pas entravés par les chevaux et le matériel qui arrêtent les autres armes. Également propre à la lutte éloignée et à la lutte rapprochée, à l'offensive et à la défensive, l'infanterie peut, quelque précieux que puisse être pour elle l'appui des autres armes, combattre seule sur tous les terrains et dans toutes les circonstances. Par suite des perfectionnements continuels apportés à l'armement, sa valeur tactique, comparée à celle des autres armes, surtout à celle de la cavalerie, a encore augmenté. Plus que jamais c'est l'infanterie qui décide du sort des batailles.

La valeur de la *cavalerie* repose sur la rapidité et la résistance du cheval. Il porte le cavalier armé là où on a besoin de sa force, de sa résolution, de son adresse, de sa sagacité. Dans le combat, on tire encore parti de la force et de la fougue du cheval; mais l'emploi de la cavalerie reste subordonnée au terrain. Il est vrai que, pendant le jour, des cavaliers adroits et hardis, montant des chevaux bien dressés, peuvent à peu près se porter sur un point quelconque, bien que ce ne soit pas toujours par le chemin le plus court; mais lorsqu'il s'agit de masses de cavalerie, elles ne peuvent se mouvoir que sur un terrain ouvert et peu coupé. Une haie, un chemin creux quelque peu important les arrête.

Dans le combat, la cavalerie n'a qu'une tactique. Une bonne cavalerie ne connaît que le sabre et prend toujours l'offensive. Même lorsqu'elle est condamnée à la défensive, elle ne combat que par l'offensive. En donnant à la cavalerie des armes à feu à longue portée, on peut, il est vrai, la rendre capable de combattre de

loin, soit dans l'offensive, soit dans la défensive. On augmente ainsi beaucoup son indépendance pour les opérations de la petite guerre; mais lorsqu'il s'agit de la bataille, l'arme à feu ne peut servir à la cavalerie. Pour faire le coup de feu, le cavalier doit mettre pied à terre, et comme il faut tenir les chevaux, une grande partie des hommes ne peut prendre part au combat. D'ailleurs la nécessité de ne pas exposer les chevaux, et la gêne que le cavalier éprouve par suite de son équipement, imposent au combat à pied des limites si étroites que ce combat sera toujours un expédient. La cavalerie y a recours lorsqu'elle se trouve en présence d'une faible infanterie qu'elle ne peut atteindre avec son sabre, par suite de circonstances locales. Il faut enlever cheval et éperons à une cavalerie qui prend le fusil pour combattre un adversaire que son sabre ne peut atteindre, d'autant plus qu'à la guerre, il est souvent difficile de nourrir les chevaux.

Grâce à la rapidité du cheval, la cavalerie peut s'approcher de troupes faisant feu. L'effet moral que cause son impétueuse approche, la force naturelle du cheval, l'efficacité de l'arme blanche donne espoir de succès dans une mêlée. L'approche est encore favorisée par la surexcitation naturelle qui s'empare des cavaliers durant la charge et qui diminue l'effet moral que causent les pertes produites par le feu de l'ennemi. Toutefois, dans une charge partant de loin contre une infanterie en bon ordre, qui est armée du fusil moderne à longue portée et à tir sûr et rapide, ces pertes sont si grandes que l'on ne peut croire au succès d'une telle attaque, quelle que soit la valeur de la cavalerie; elle peut tout au plus détourner momentanément l'attention de l'infanterie d'un autre objectif. Ce résultat peut dans certains cas être suffisamment important pour que l'on y sacrifie une partie de sa cavalerie; mais dans l'état actuel des choses on ne peut rien exiger de plus. Par contre, même une bonne infanterie court de grands dangers lorsque, en proie aux effets meurtriers du combat,

elle est surprise à courte portée par une charge de cavalerie. Il est vrai que jamais cette surprise ne pourra être faite par de grandes masses de cavalerie. Vis-à-vis d'une infanterie mauvaise ou démoralisée par le combat, la cavalerie est tout aussi puissante que dans le passé. Une infanterie peu solide qui voit arriver contre elle à toute vitesse des masses de cavalerie, perd la tête aussi facilement qu'autrefois. Alors, si au lieu de se confier à l'emploi raisonné de son arme, elle tire en l'air et cherche son salut dans la fuite, il est tout à fait indifférent qu'elle ait un fusil portant à 200 ou à 1500 mètres, et qu'elle puisse brûler 4 ou 10 cartouches à la minute.

Nous résumerons notre opinion sur la valeur de la cavalerie en disant qu'elle a une moins grande influence qu'autrefois sur le sort des batailles, mais que par contre elle peut encore aujourd'hui accomplir de grands exploits, si on l'utilise pour recueillir les fruits d'une bataille décisive. Nous verrons plus loin quels services la cavalerie peut rendre dans la petite guerre, le service des renseignements, de sûreté et de rideau, pour lesquels rien ne saurait la remplacer.

L'importance de l'*artillerie* résulte de la grande portée de ses pièces et de la puissance de destruction de ses projectiles. Elle se compose d'un matériel lourd, d'hommes et de chevaux. Le matériel constitue son élément principal; hommes et chevaux ne sont que les moyens dont elle a besoin pour le service et la traction de ce matériel. Mais ces trois éléments lui sont indispensables, et l'artillerie est impuissante si elle ne les a pas tous. Elle peut à de grandes distances faire essuyer de grosses pertes à un ennemi même abrité, et l'ébranler par ces pertes ou par l'effet moral que produit l'éclatement de ses projectiles. Elle détruit encore des obstacles dont la présence arrête la marche des autres armes. Aussi est-elle d'une utilité considérable pour préparer et soutenir le combat des deux autres armes. Mais incapable de soutenir le combat rapproché, elle ne saurait seule livrer un combat et obtenir un résultat décisif. Elle a un besoin impérieux

de la protection des autres armes. Plus encore que la cavalerie, l'artillerie dans ses mouvements est obligée de tenir compte du terrain ; si, d'un côté, elle peut, par-dessus eau et marais, atteindre avec ses projectiles meurtriers un ennemi qui défie les autres armes, d'un autre côté, son efficacité est diminuée ou même annulée par tout ce qui restreint la portée de son horizon, c'est-à-dire l'obscurité, le brouillard, les dénivellations et même les cultures. Malgré ces inconvénients, l'appui que le canon donne dans le combat aux autres armes, à l'infanterie surtout, est si important, que le rôle de l'artillerie sera toujours considérable. Cela est surtout vrai, depuis les grands perfectionnements réalisés au point de vue de la portée, de la justesse, des effets du tir, de la mobilité et de la légèreté du matériel.

Outre ces trois armes principales, nous trouvons encore plusieurs espèces de *troupes techniques auxiliaires*, dont le but est d'augmenter la valeur générale des autres armes, soit au point de vue de la manœuvre, soit au point de vue du combat. Parmi ces auxiliaires, on compte les troupes du génie ou les pionniers (sapeurs, pontonniers, mineurs), pour construire des retranchements, améliorer les routes, jeter des ponts, exécuter des travaux de destruction et faire la guerre de mines ; les troupes de chemins de fer, les sections télégraphiques, etc..... En général, ces troupes sont à pied, et sont en partie munies d'un matériel important. Cette dernière particularité, et leur destination spéciale constituent leur caractéristique.

C'est encore avec raison que l'on range parmi les troupes techniques auxiliaires l'artillerie de position (artillerie de forteresse, de siège). Cette artillerie a, à grande distance, une action encore plus efficace que celle de l'artillerie de campagne, mais elle a une mobilité moins grande. Ses lourdes pièces ne peuvent se déplacer que lentement et sur un sol ferme et uni ; elles ne peuvent, pendant l'action, quitter la position qu'elles ont prise, et si le combat tourne mal, elles sont généralement perdues. C'est exceptionnellement que, dans la guerre de

campagne, on peut avoir l'occasion d'employer l'artillerie de position (Belfort).

Quelles sont les meilleures proportions à adopter entre les différentes armes?

Il n'est pas possible de faire une réponse générale à cette question; car, abstraction faite de la préférence qu'une époque ou une nation a pu avoir pour telle ou telle arme, et bien que nous reconnaissions que cette préférence était justifiée, il faut tout d'abord remarquer que l'importance relative des différentes armes a beaucoup varié avec leurs progrès techniques. Aussi les proportions ont-elles souvent changé, et probablement changeront-elles encore.

Si à l'époque de Frédéric le Grand, la cavalerie avait dans les batailles une importance plus grande que de nos jours, tandis que le contraire se présente pour l'artillerie, cela s'explique facilement. Les pièces étaient alors plus lourdes, le tir était plus incertain et les chemins étaient plus mauvais qu'aujourd'hui. Par contre, la cavalerie pouvait passer sur le ventre d'une infanterie intacte et décider la victoire.

La valeur des différentes armes change encore avec les théâtres de guerre et les qualités des troupes à combattre. Dans les pays montagneux, l'emploi de la cavalerie et de l'artillerie est moins facile que dans les pays de plaine, et si l'on fait la guerre dans des contrées pauvres en fourrages, on est forcé de réduire le nombre des chevaux au strict nécessaire. D'ailleurs, on désire volontiers avoir une artillerie et une cavalerie égales, sinon supérieures, à celles de l'adversaire, à la double condition, toutefois, qu'on n'ait pas de motifs d'admettre que ces deux armes ont dans l'armée opposée un développement exagéré, et qu'en recherchant nous-même cet avantage, nous ne léserons pas des intérêts plus importants.

Enfin dans la fixation des proportions à établir entre les différentes armes, il faut tenir compte des dépenses, de la richesse du pays en chevaux et du temps dont on dispose pour l'organisation et l'instruction. La cavalerie et l'artil-

lerie sont des armes coûteuses, particulièrement dans les pays manquant de chevaux propres au service de guerre, et qui, par suite, doivent les acheter à l'étranger. De plus, on peut, avec des éléments non dégrossis, former une infanterie passable et susceptible de combattre, en beaucoup moins de temps qu'il n'en faut pour créer une cavalerie ou une artillerie capables de rendre des services. Ce n'est que chez les peuples cavaliers que cette règle trouve une exception. Dans tous les cas, on devra prendre l'infanterie comme point de départ. En raison de son emploi varié, et de la propriété qu'elle a de pouvoir seule décider la victoire, l'infanterie doit former le noyau et la masse des forces militaires. On ne lui adjoint de la cavalerie et de l'artillerie que suivant les besoins et la richesse du pays. Celui qui peut se donner une supériorité en cavalerie telle que, non seulement la cavalerie adverse ne puisse pas agir avec indépendance, mais encore qu'elle soit obligée de chercher son salut dans l'appui immédiat des autres armes, celui-là, comme nous le verrons plus loin, augmente beaucoup les chances qu'il a de pouvoir employer avec à-propos le reste de ses forces. Une cavalerie suffisante pour assurer cette sécurité aux opérations, peut, tout au moins dans les circonstances actuelles, suffire aussi aux autres exigences de la guerre, et par suite il n'est pas à recommander de donner à la cavalerie plus de moyens et plus de forces si on ne peut le faire qu'au détriment des autres armes. On chercherait à tort à égaler en effectif la cavalerie de l'adversaire, si on ne peut aussi l'égaler en qualité. Une cavalerie nombreuse, mais incapable de repousser celle de l'adversaire ne sert à rien, tandis qu'une cavalerie peu nombreuse mais excellente, peut être très utile, particulièrement pour le service des renseignements.

De même, on est tenté de chercher à avoir, dans une rencontre, une artillerie supérieure ou tout au moins égale à celle de l'adversaire. Celui qui, dans le combat, réussit à réduire les pièces ennemies au silence, a beaucoup gagné, en admettant toutefois qu'il ait assez d'in-

fanterie pour utiliser le succès obtenu, sans quoi l'avantage ne signifie rien. Cette infanterie fera défaut, si on lui a donné pour mission principale de servir de soutien à l'artillerie, soutien dont elle ne peut aisément se passer, — si les mouvements de l'infanterie sont tellement entravés par ceux de l'artillerie qu'elle ne puisse arriver à temps, — et enfin si les finances de l'État sont tellement absorbées par les dépenses de l'artillerie que l'infanterie ait à en souffrir comme nombre et comme qualité. Il ne paraît pas superflu d'attirer l'attention sur ce point, en présence des tendances qui se font jour de divers côtés, et qui montrent que l'on voudrait voir la supériorité de l'armée principalement basée sur le nombre des bouches à feu. Si l'on considère que l'artillerie d'un corps d'armée allemand exige un front de combat de 1 kilomètre et demi ; — que, dans les circonstances normales, cette artillerie, n'ayant que les voitures qui lui sont indispensables, occupe en marche une profondeur de 7 kilomètres, — et que l'infanterie, qui marche derrière toutes les batteries, arrive au moins une heure plus tard sur le champ de bataille, par suite de la place occupée par l'artillerie dans la colonne, — on reconnaîtra qu'il n'est pas à recommander d'augmenter le nombre des bouches à feu d'un corps d'armée, dans le cas même où d'autres États adopteraient cette mesure. Le meilleur moyen d'augmenter l'effet utile de l'artillerie est de la perfectionner et non de la rendre plus nombreuse. Déjà, sur les champs de bataille de Spicheren, Wœrth et Gravelotte, l'artillerie allemande, quoique moins nombreuse qu'aujourd'hui, manqua d'espace pour se déployer, tandis que jamais on n'a eu trop d'infanterie.

Il est des cas, cependant, où l'artillerie peut corriger le manque d'infanterie et remédier à certaines infériorités de cette arme. Par exemple, dans la guerre de 1870-71, l'artillerie allemande a, par sa supériorité, compensé avec succès l'armement inférieur de l'infanterie. D'un autre côté, une vieille expérience nous apprend que, lorsque durant le cours de la guerre l'infanterie de-

vient moins nombreuse et moins bonne, elle trouve un précieux point d'appui dans une artillerie beaucoup plus considérable que ne le veulent les circonstances normales. Mais, dans tous les cas, le feu aux grandes distances est le seul point sur lequel l'artillerie puisse toujours remédier par son action à celle insuffisante de l'infanterie. Lorsque l'infanterie est mauvaise ou trop peu nombreuse, et que, par suite, on est obligé de rechercher le succès par l'action principale de l'artillerie à courte distance, la guerre prend un caractère indécis et une marche très lente.

4. Des corps de troupes et des unités d'armée.

Dans les temps passés, on trouvait parfois, même dans les plus petites unités, diverses armes réunies : infanterie et cavalerie, ou infanterie et artillerie. Partout, aujourd'hui, les petites unités ne renferment qu'une seule arme. Les plus petites unités tactiques pouvant encore combattre à la voix de leur chef sont : la compagnie, de la force de 200 à 250 hommes; l'escadron, de 120 à 150 chevaux; la batterie, de 4 à 8 pièces (en général elle en a 6). Il ne paraît plus rationnel de considérer comme unité tactique le bataillon de 800 à 1000 hommes, parce que, le bataillon, combattant en principe avec ses compagnies déployées, ces compagnies ne peuvent plus être dirigées à la voix par le chef de bataillon, mais bien par les commandants de compagnie, qui reçoivent les ordres des chefs de bataillon, et ont une certaine liberté dans le choix des moyens à employer pour atteindre le but qui leur est assigné. On pourrait plutôt considérer le régiment de cavalerie comme étant une unité tactique, car le commandant du régiment peut encore, dans le combat, diriger tous ses escadrons, soit par les commandements à la voix, soit qu'il ait recours à l'emploi des sonneries.

Dans l'infanterie, on compte en général quatre compagnies par bataillon, quelquefois plus. Plusieurs bataillons forment un régiment; plusieurs régiments, une brigade. Avec deux ou trois brigades, et par l'adjonction de plu-

sieurs batteries formant groupe ou régiment, on constitue une division. Dans presque toutes les armées, on affecte aussi de la cavalerie à la division, généralement un régiment à quatre escadrons. Aussi doit-on normalement considérer la division comme la plus petite unité contenant les trois armes. Il est bien entendu que lorsqu'il s'agit de missions spéciales, comme c'est surtout le cas dans la petite guerre, on pourra détacher temporairement d'une division ou constituer d'une manière permanente des fractions moindres qu'une division et comprenant les trois armes. Dans la grande guerre, deux ou trois divisions d'infanterie sont en général groupées sous le nom de « corps d'armée » et placées sous un commandement unique. En se basant sur les dernières guerres, on affecte au corps d'armée, d'une manière permanente, une masse d'artillerie (artillerie de corps), laquelle ne fait pas partie des divisions. Dans le cas où cette masse d'artillerie n'est pas constituée à l'avance, on réunit, au moment où le corps d'armée s'engage, une masse d'artillerie empruntée aux divisions et placée sous les ordres directs du commandant du corps d'armée. Lorsque l'on ne donne pas de cavalerie aux divisions, on doit tout au moins en doter le corps d'armée d'une quantité suffisante. La masse de la cavalerie est aujourd'hui, chez toutes les grandes puissances de l'Europe, répartie en divisions de cavalerie à deux ou trois brigades de deux ou trois régiments. A la division de cavalerie on affecte encore quelques batteries à cheval. Ces divisions de cavalerie sont alors ou adjointes au corps d'armée, ou destinées à agir d'une manière indépendante. Nous préférons cette dernière manière de faire (*).

Il est en général nécessaire que chaque jour on assigne aux corps d'armée et aux divisions de cavalerie le but à atteindre, afin que, dans leur action commune pour la recherche de l'objectif général, les unités s'entr'aident et ne se gênent pas les unes les autres.

(*) Voir IIIe partie, chapitre III.

Si, à cause de la grande étendue qu'occupent les forces militaires ou à cause de leur nombre, le généralissime ne peut lui-même donner cette direction d'ensemble, il est alors nécessaire de créer des intermédiaires entre lui et les corps d'armée ou les divisions de cavalerie. De cette considération découle la nécessité d'avoir des *armées*, qui sont les plus grandes unités militaires. Leur existence n'empêche pas le généralissime de se réserver en permanence ou d'une manière temporaire la direction directe de certains corps d'armée, ou de quelques divisions de cavalerie, ou même, dans quelques cas, de fractions moins considérables.

Il est presque impossible de diriger avec ensemble une masse comprenant plus de cinq corps d'armée auxquels on a adjoint le nombre correspondant de divisions de cavalerie indépendante. Si les forces militaires dont on dispose sont d'un effectif plus considérable, il est nécessaire de les répartir entre plusieurs armées, ou tout au moins de créer une armée en laissant certains corps indépendants. D'ailleurs la force des armées varie avec la mission qui leur est assignée, la nature du théâtre d'opérations et les qualités des généraux qui les commandent.

5. Conditions indispensables pour le bon emploi des forces militaires.

Si tout d'abord on fait abstraction des dispositions que prendra l'adversaire pour nous gêner, on voit que les troupes ne peuvent se déplacer en toute liberté et avec des moyens d'existence assurés, qu'autant qu'elles sont en mesure de satisfaire à leurs besoins, de triompher des obstacles qu'elles rencontreront, et de remplacer le matériel disparu. Tous ces moyens peuvent être fournis aux troupes par les ressources nationales ou par l'exploitation du territoire occupé. Les ressources que le théâtre d'opérations peut offrir sont très précieuses, mais sont insuffisantes pour satisfaire aux besoins si variés (par exemple, le remplacement des munitions) d'un effectif quelconque

placé dans une situation déterminée. Aussi les troupes ne sont-elles réellement assurées de pouvoir agir qu'autant qu'elles peuvent se passer de ces ressources.

Les hommes et les chevaux des corps de troupes peuvent bien porter eux-mêmes, sans en être surchargés, indépendamment de leur habillement, de leur équipement et de leur armement, tout ce qui est essentiel pour maintenir ces divers objets en bon état, pour satisfaire aux soins d'hygiène, et, en outre, des munitions en quantité suffisante pour une petite affaire, quelques outils et des vivres pour peu de jours.

Les corps de troupes peuvent encore emmener avec eux d'autres ressources, en se servant soit de voitures, soit d'animaux de bât. Mais ils diminuent ainsi leur liberté de mouvement ; les colonnes de marche s'allongent considérablement, et, par suite, les troupes marchent moins vite et sont moins prêtes à combattre.

Si déjà pour ces motifs on doit restreindre au strict nécessaire la quantité de véhicules et d'animaux de bât des corps de troupes, il est encore préférable, pour d'autres raisons, de répartir en arrière des troupes, entre différents échelons (colonnes de voitures, colonnes d'animaux de bât), les objets nécessaires au recomplètement des approvisionnements portés par les hommes et par les chevaux des corps de troupes, ainsi que les divers autres objets destinés aux grandes unités. On est surtout amené à adopter cette solution par la considération que les besoins ne sont pas les mêmes dans tous les corps de troupes. L'un a brûlé toutes ses munitions avant qu'un autre n'ait touché aux siennes. Une partie des troupes trouve pendant plusieurs jours dans ses cantonnements des ressources en abondance, tandis qu'une autre est obligée d'avoir recours aux vivres qu'elle transporte. Avec des approvisionnements destinés à l'usage d'un effectif considérable, on peut facilement tout concilier, et, en outre, il est plus facile de surveiller leur emploi et d'en tirer bon parti. Divers objets, indispensables aux troupes pour pouvoir manœuvrer et combattre dans de bonnes

conditions, ne peuvent pas, par suite de leur nature même, être affectés à chaque corps de troupes, mais doivent faire partie du matériel des grandes unités. Cela est particulièrement vrai pour le matériel de pont, les outils nécessaires à l'exécution des grands travaux de terrassement, la construction des voies ferrées et des communications télégraphiques, le transport des malades et des blessés et les soins à leur donner; la création d'abattoirs et de boulangeries, et l'organisation du service postal avec la mère-patrie.

Il serait, en outre, dangereux ou impossible de laisser exclusivement aux corps de troupes le soin de pourvoir à leurs besoins multiples en exploitant et utilisant les ressources du théâtre de la guerre. Pour opérer ainsi, il faudrait un personnel administratif beaucoup trop nombreux, qui pourrait être difficile à recruter faute d'éléments convenables, et l'on créerait en outre des tiraillements continuels. Enfin, il pourrait y avoir excédent d'un côté, tandis qu'il y aurait disette de l'autre.

D'autre part, étant donné l'effectif des armées actuelles, une même autorité ne peut administrer tous les approvisionnements de réserve destinés à l'armée. S'il en était ainsi, l'armée serait une lourde masse qui, étroitement concentrée sur un espace restreint, ne pourrait se mouvoir que difficilement, sans qu'on puisse être assuré d'avoir sous la main en temps et lieu ce dont on aurait besoin.

Ces considérations conduisent à n'organiser l'administration et le service des subsistances que pour des troupes d'un certain effectif. On a établi plus haut la nécessité, pour faciliter la transmission des ordres et satisfaire aux exigences du combat, de fractionner l'armée en unités plus ou moins fortes : il reste donc maintenant à décider à laquelle de ces unités seront affectés les services administratifs.

Il n'est pas possible de donner à cette question une réponse satisfaisant à tous les cas. Pour des motifs semblables à ceux qui empêchent de munir de tout les diffé-

rents corps de troupes, on ne doit pas choisir des unités trop petites. Par contre, si on prend des unités trop fortes, on se heurte à des difficultés presque aussi grandes que celles que l'on rencontrerait dans une centralisation du service pour toute l'armée. Aussi, en ce qui concerne la grande guerre, n'a-t-on plus à hésiter qu'entre la division ou le corps d'armée. Dans les principales armées de l'Europe, on s'est décidé pour le corps d'armée. Cela n'empêche pas que quelquefois, par exemple dans la guerre de montagne, des divisions, ou même des unités plus faibles encore, seront pourvues, soit en permanence, soit temporairement, de tout ce dont elles ont besoin pour manœuvrer d'une manière indépendante. De même, il est admissible et même opportun d'adjoindre à une unité plus forte que le corps d'armée, — à une armée, — certains organes nécessaires au bon emploi des troupes, ceux, par exemple, qui sont relatifs à la construction et l'exploitation des chemins de fer, au siège des places fortes, etc. Il est évident que le corps d'armée n'a pas un besoin direct de ces différents organes.

Aussi semble-t-il que, dans les grandes armées actuelles, les corps d'armée sont les unités avec lesquelles le général ait à compter, et aux chefs desquelles il donne directement ses instructions. Disposant de toutes les armes dans des proportions convenables, d'un effectif important, le corps d'armée a une force de résistance considérable, et, en outre, il possède tout ce qui lui est nécessaire pour opérer isolément. En raison de son organisation, le corps d'armée est une unité, c'est-à-dire que chacun des éléments qui le composent a un but bien défini dans l'ensemble, et que tous obéissent sans frottement à une volonté unique. Aussi peut-on dire que le corps d'armée est l'*unité stratégique* de la guerre actuelle.

Les divisions de cavalerie doivent aussi être à même d'opérer d'une manière indépendante ; mais, d'un autre côté, elles ne doivent pas emmener ce qui ne leur est pas absolument nécessaire, parce que la rapidité et la mobilité

sont deux qualités indispensables à la cavalerie pour réussir. Des divisions de cavalerie qui seraient rivées à des convois considérables rendraient à l'armée si peu de services qu'elles seraient plus nuisibles qu'utiles. On doit, au contraire, les organiser en prenant comme point de départ qu'ayant à opérer en première ligne, elles auront souvent occasion de vivre sur les ressources du théâtre de la guerre. Elles doivent donc avoir à leur disposition des organes suffisamment nombreux pour l'exploitation du pays. Qu'il soit permis de remarquer en passant que, pour les motifs indiqués ci-dessus, ce ne doit être que très exceptionnellement que l'infanterie pourra être adjointe aux divisions de cavalerie, même dans le cas où on peut la transporter sur des voitures.

Bien que dans les considérations qui vont suivre, on s'étende peu, en général, sur les détails d'organisation, néanmoins quelques idées paraîtront plus claires en les rattachant à des cas concrets. Ainsi, on supposera que le corps d'armée a la composition ci-après, qui est celle de la plupart des corps d'armée allemands, et il sera par suite facile d'appliquer à l'armée allemande les théories qui seront exposées.

La portion combattante des corps d'armée se compose de 2 divisions d'infanterie et de l'artillerie de corps. Chaque division d'infanterie a un effectif de 12 bataillons (répartis entre 2 brigades ayant chacune 2 régiments à 3 bataillons chacun), un régiment de cavalerie à 4 escadrons et un groupe de 4 batteries. — L'artillerie de corps se compose de 8 batteries. — Les bataillons sont de 1000 hommes; les escadrons de 150 chevaux; les batteries ont chacune 6 pièces attelées à 6 chevaux. — Les corps de troupe sont approvisionnés comme il suit : 3 jours de vivres pour les hommes; — 1 jour de vivres pour les chevaux; — 110 cartouches par fantassin; — 50 cartouches par cavalier, 135 coups par pièce. Ces approvisionnements ainsi que les objets destinés aux premiers soins à donner aux malades et aux blessés et à divers autres besoins, sont portés partie par les hommes et les chevaux,

partie chargés sur les voitures des corps de troupes. A cet effet, chaque bataillon d'infanterie a une voiture à 6 chevaux, 1 à 4 chevaux et 7 à 2 chevaux; chaque escadron a une voiture à 2 chevaux; chaque batterie, outre ses 6 pièces, a 12 voitures à 6 chevaux.

A chaque division d'infanterie est attachée une compagnie de pionniers munie du matériel nécessaire à la construction d'un pont de 35 mèt. de long, et de 3 voitures d'outils de terrassiers. Chaque corps d'armée a, en outre, une 3e compagnie de pionniers avec un matériel de pont plus considérable, permettant de jeter un pont de 125 mètres de long.

Outre les munitions transportées par les corps de troupes, le corps d'armée a 60 cartouches par fantassin, et environ 140 coups par pièce, transportés par environ 200 voitures à 6 chevaux. En ce qui concerne les vivres, le corps d'armée a, à peu près, 8 jours de vivres et fourrages, y compris ceux transportés par les corps de troupes. Les vivres et fourrages destinés à tout le corps d'armée sont portés sur 160 voitures à 4 chevaux et 400 voitures à 2 chevaux.

Abstraction faite des médecins, des aides et des médicaments des corps de troupes, le service des malades et des blessés est assuré au corps d'armée par 3 détachements sanitaires de 100 hommes chacun, et 12 ambulances de campagne. Les détachements sanitaires, ayant chacun 12 voitures à 2 chevaux, ont pour objet d'assister les médecins des corps de troupes dans les premiers soins à donner sur le champ de bataille, et de transporter les blessés aux ambulances de campagne. Chacune de ces ambulances de campagne a le personnel et le matériel nécessaires au traitement de 200 malades; de telle sorte que l'on peut, au corps d'armée, traiter 2,400 malades ou blessés. Le matériel de chaque ambulance de campagne est chargé sur 6 voitures.

Enfin nous supposerons que chaque corps d'armée dispose du personnel et du matériel nécessaires à la construction et à l'exploitation de 20 kilomètres de communi-

cations télégraphiques, et de tout ce qui est relatif à l'organisation d'un service postal reliant l'armée au territoire national.

L'ensemble du corps d'armée est ainsi organisé de telle sorte que l'on peut sans difficulté détacher un élément constitutif, une division par exemple, en lui donnant ce qui est indispensable pour opérer isolément dans une certaine limite.

En résumé, la portion combattante du corps d'armée se compose de : 24 bataillons, soit 24,000 fantassins ; — 8 escadrons, soit 1200 cavaliers, — et 16 batteries, soit environ 2,000 artilleurs et 96 pièces. Mais l'effectif total, y compris les officiers et les employés (effectif des rationnaires), est d'environ 36,500 hommes et de plus de 10,000 chevaux. Le nombre des voitures affectées au corps d'armée, non compris les canons, s'élève à environ 1500, dont 380 à 6 chevaux et 260 à 4 chevaux.

Le général commandant le corps d'armée et les commandants de division ont à leur disposition le personnel nécessaire à la transmission régulière des ordres, ainsi que celui qui est chargé de l'administration (État-major, Adjudanture, Intendance, Employés des subsistances, Trésorerie, Aumônerie, Justice militaire, Postes de campagne). Tous les états-majors et les organes administratifs sont pourvus des moyens de transport nécessaires ; ils ont été compris dans les chiffres indiqués ci-dessus.

6. Formation de paix. — Formation de guerre. — Mobilisation.

Aucune puissance n'est en état d'entretenir en temps de paix les grandes armées que fournit le service obligatoire pour tous. Mais il n'est nullement nécessaire qu'il en soit ainsi. Au contraire, l'expérience montre que l'on satisfait aux exigences militaires de la guerre en appelant, en temps de paix, les hommes soumis à l'obligation militaire, pendant le temps qui est seulement nécessaire à leur instruction et à leur éducation militaires; et, ce résultat étant sérieusement obtenu, en rendant ces hommes

aux occupations de la vie civile, auxquelles on les enlève de temps en temps pour les rappeler à l'activité et les entretenir dans les exercices et les habitudes militaires.

Pour arriver à ce résultat, il est nécessaire d'avoir, en temps de paix, des troupes servant de cadres qui seront employées au moment de la guerre à la formation de l'armée de campagne. Ces troupes seront alors mises sur le pied de guerre en rappelant les hommes en congé et en les incorporant, autant que possible, dans les corps qui les ont instruits.

Il résulte de ce qui précède que les cadres ont un double objet : ils sont en temps de paix les instructeurs des jeunes gens aptes au service militaire, et ils constituent la base des formations de guerre. Ce double but sert de point de départ à la fixation de l'effectif des cadres et à leur composition.

Si ces cadres peuvent être exercés aux différents services qu'une troupe est appelée à fournir en temps de guerre, — si on peut arriver à les bien initier à ces services, — si ces services peuvent être dirigés dans des conditions similaires de celles de la guerre, on est dans la situation la plus favorable. Il est alors possible d'instruire les chefs et les hommes et de préparer l'armée au combat.

C'est seulement lorsque les cadres sont nombreux que l'on peut obtenir et conserver l'ordre, la forte discipline et le véritable esprit militaire, qualités qui font la force principale d'une armée. Les hommes se pénètrent alors de cet esprit avant de rentrer dans leurs foyers, et ils le reprennent vite lorsque, à la guerre, ils se retrouvent au milieu des exigences et des rigueurs de la vie militaire. Les corps de troupes de formation récente acquièrent eux-mêmes de la consistance dans un temps relativement court, lorsqu'ils sont composés d'hommes ayant reçu leur instruction et leur éducation dans des cadres solides.

Au contraire, si les cadres sont peu nombreux, l'entrain disparaît, l'instruction des chefs et des hommes est incomplète, et ils ne peuvent offrir un point d'appui solide au nombre considérable d'hommes rappelés lors de

la guerre, auxquels ils auront en outre donné, pendant la paix, une instruction insuffisante.

Il est difficile, toutefois, de concilier le nombre « et la bonté ». En effet, avec le nombre, la bonté diminue, et inversement. De plus, si, dans l'intérêt de la sûreté de l'État, il semble complètement juste, pour obtenir une solide organisation et une instruction complète des cadres, de retenir les hommes sous les drapeaux au delà du temps minimum nécessaire à leur instruction militaire, on est cependant étroitement limité par des motifs financiers et sociaux.

Aucune des puissances qui ont adopté le service militaire obligatoire n'est en état d'entretenir en permanence un nombre de cadres solides suffisant pour pouvoir, à la déclaration de guerre, recevoir toute la population astreinte à l'obligation militaire. En conséquence, les États peuvent, soit baser leurs formations de guerre sur un nombre élevé de cadres du temps de paix, peu solides, soit sur un nombre moins élevé de cadres meilleurs, et, dans ce dernier cas, employer leurs excédents d'hommes valides à la formation de nouveaux corps de troupes plus nombreux que dans le premier. Et, en effet, si on considère les diverses armées européennes de notre époque, on voit ces deux systèmes employés avec diverses nuances. Le général qui cherche à se rendre compte de la valeur de ses troupes et de celles de l'adversaire doit tenir un grand compte du rapport qui existe entre les formations du temps de paix et celles du temps de guerre.

Pendant la paix, il est avantageux de grouper déjà les divers corps de troupes en grandes unités semblables à celles du temps de guerre. Le passage du pied de paix au pied de guerre amène des frottements inévitables et si nombreux, que l'on ne doit rien négliger pour les diminuer. Or, on atteint évidemment ce dernier résultat, si le commandement du temps de paix est le même que celui du temps de guerre, si les troupes qui doivent opérer ensemble à la guerre sont déjà unies entre elles par la for-

mation de paix, et si, au moment de l'ouverture des hostilités, chefs et troupes se connaissent déjà.

Pour des considérations multiples, il n'est pas toujours possible d'appliquer complètement ces principes. Il est particulièrement difficile d'éviter de grands changements dans les emplois des gradés, là où le passage au pied de guerre exige beaucoup de formations nouvelles. En outre, il est bien évident que l'avantage en question ne peut exister que pour l'armée de première ligne, puisque pour l'armée de réserve, il faut non seulement organiser les grandes unités, mais encore les corps de troupes. Mais plus la formation de paix se rapprochera de celle du temps de guerre, plus on est sûr d'avoir à la guerre une armée bien organisée.

Pour des raisons financières et sociales, il n'est pas possible d'avoir, pendant la paix, les corps de troupes et les grandes unités, toujours prêtes à entrer en campagne. Les organes administratifs dont on a besoin à la guerre ne trouvent pas, en général, en temps de paix, un champ suffisamment vaste à leur action. La nourriture et le logement des troupes, les mesures d'hygiène et les soins à donner aux malades nécessitent en général, d'autres mesures qu'à la guerre. L'entretien permanent des nombreux trains qui doivent suivre l'armée en campagne absorberait des fonds trop importants pour que les avantages qui résulteraient de cette disposition soient en rapport avec les dépenses. Aussi renonce-t-on, en général, à prendre cette mesure en se contentant de tenir prêts les véhicules nécessaires, le harnachement des chevaux de trait et le matériel que l'on doit charger sur ces voitures ou sur les animaux de bât, à moins qu'il ne soit possible, comme cela arrive pour une grande partie des provisions de bouche, de se procurer ce matériel en peu de jours et en tout temps.

Quant à l'organisation des trains et des services administratifs, particulièrement en ce qui concerne les chevaux, on se contente de préparer les mesures qui, à la déclaration de la guerre, permettront de faire fonctionner ces services le plus rapidement possible.

Quelque bien préparée que puisse être la formation de guerre de l'armée au moyen de l'organisation du temps de paix, il restera encore, avec le système militaire basé sur le service obligatoire, tant à faire, lors de la « mobilisation », c'est-à-dire au moment où l'on met les forces militaires sur le pied de guerre, qu'il faut la mise en œuvre de toutes les forces de la nation pour arriver à accomplir vite et sûrement cette opération, et pouvoir ainsi, si cela est possible, devancer l'adversaire. Il s'agit d'appeler à l'armée des centaines de mille hommes; dans les grands États, peut-être des millions. Ces hommes, après avoir en toute hâte réglé leurs affaires domestiques, vont être rassemblés sur des points déterminés, puis versés dans les cadres de l'armée ou employés à former des corps de troupes nouveaux : il faudra les habiller, les équiper, les armer. Il faut, en outre, organiser les corps de troupes et les grandes unités que ces hommes vont former, leur donner un commandement, organiser les services administratifs que la guerre exige, se procurer les chevaux nécessaires aux voitures, atteler et charger celles-ci, organiser les trains, tandis qu'en même temps il faut se procurer de nombreux approvisionnements pour l'entretien des troupes. Enfin, dans tous les ateliers du pays, et au moment où ils disposent d'un nombre de bras restreint, il doit régner la plus grande activité, afin de pouvoir rapidement remplacer le nombreux matériel que la guerre va bientôt mettre hors de service.

La mobilisation remue profondément la vie sociale : l'ordre de partir pénètre dans la chaumière et dans l'atelier; une animation fiévreuse s'empare de la population; les forces de tous les organes publics sont aussi tendues que possible; et la grande œuvre ne pourra réussir que si, à l'avance, on a assigné à chacun sa place et son rôle, si chacun remplit complètement et avec une conscience scrupuleuse la tâche qui lui incombe, et si partout la prudence et une sage réflexion s'allient au dévouement à la chose publique. L'indifférence, la paresse, le manque de conscience ou de constance, entravent l'opération aussi

bien qu'une agitation et une surexcitation infructueuses. Si les dates fixées sont dépassées par suite de retards, de demandes inutiles ou d'autres motifs analogues, le désordre se produit rapidement. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les dispositions prises pour les transports ; tous les préparatifs sont alors bouleversés, et, comme le temps est étroitement compté, on ne peut plus que difficilement réparer les désordres. Ces inconvénients se présentent toujours si la mobilisation est insuffisamment préparée par suite du manque de prévoyance ou de conscience des fonctionnaires de l'État.

Dans les conditions actuelles, la mobilisation de l'armée est une sanction certaine de la valeur de l'organisme général d'un État et de l'esprit de sa population. Aussi, s'il importe beaucoup pour le résultat de la guerre que la mobilisation se fasse vite et bien, on reconnaît ici la justesse de l'idée émise ailleurs, qu'aujourd'hui plus qu'autrefois la guerre fait ressortir la valeur réelle des peuples et des États.

Tout d'abord, dans la mobilisation, intervient l'autorité militaire. Si elle ne dirige pas la préparation et l'exécution de la mobilisation avec une véritable intelligence des besoins militaires et des conditions de la vie publique, elle stérilise l'action des autres organes de l'État. Dans l'organisation militaire du pays, on doit tenir compte de cette considération. Pour y satisfaire, il importe que les commandants des grandes unités aient déjà, pendant la paix, la direction des affaires militaires territoriales des circonscriptions qui, à la mobilisation, doivent fournir aux troupes qu'ils commandent les ressources en hommes, chevaux et matériel ; — que ces troupes, pendant la paix, se recrutent dans ces circonscriptions ; — et enfin, qu'elles y aient leurs garnisons et leurs lieux de mobilisation, ou que tout au moins elles les aient à proximité de ces circonscriptions. En outre des autres avantages nombreux que présente cette organisation, on obtient encore ainsi, dans la préparation et l'exécution de la mobilisation, une décentralisation qui ne peut être que très avan-

tageuse au milieu de toutes ces opérations si compliquées.

7. De l'instruction des troupes.

Les hommes capables de porter les armes, lorsqu'ils sont appelés sous les drapeaux pour y être instruits, n'ont pas, pour la plupart, atteint leur complet développement physique. Beaucoup n'ont pu se développer entièrement par suite de leur genre de vie; d'autres, au contraire, en raison de leurs travaux spéciaux, n'ont développé que le système musculaire; enfin, peu sont suffisamment maîtres de leur corps pour être à même de tirer parti avec à-propos de toutes leurs forces. Faire disparaître tous ces défauts, augmenter la résistance et la ténacité du corps, enseigner l'emploi convenable des forces physiques, telle est la première tâche de l'instruction militaire. On fait marcher en même temps les instructions et les exercices relatifs à l'usage des armes et aux nombreuses exigences de la vie militaire.

Cette vie impose à l'intelligence du simple soldat des obligations beaucoup plus grandes qu'autrefois. Il est vrai que le service militaire obligatoire fournit à l'armée une plus grande somme d'intelligence que les anciens systèmes de recrutement; mais il n'est pas rare de voir des jeunes gens d'un esprit cultivé manquer de coup d'œil pratique, et, dans la grande masse des hommes astreints au service militaire, on rencontre même, là où l'instruction générale est comparativement étendue, beaucoup d'individus dont la puissance de compréhension et de jugement doit être développée si on veut en faire des soldats adroits.

L'homme de troupe doit apprendre l'emploi de ses forces physiques, intellectuelles et morales, non seulement dans le but d'arriver à se conduire à la guerre, mais aussi pour être à même, en sa qualité de membre d'une grande communauté, d'unir ses efforts à ceux des autres soldats.

Mais la partie la plus importante de l'éducation militaire est toute morale. La guerre impose au moral de chaque soldat des obligations aussi grandes qu'à l'esprit général des troupes.

Si l'on songe que les hommes les plus capables ont durant toute leur existence cherché à perfectionner leur force de caractère sans pouvoir y arriver complètement, on voit combien sont éloignés de ce résultat les jeunes gens qui remplissent les rangs de l'armée. Aussi, sur ce point, y a-t-il un vaste champ offert aux efforts. Si l'éducation est bonne, elle sait éveiller et stimuler les qualités qui donnent à l'homme la force d'envisager résolument et froidement le danger, et de supporter des peines et des privations extraordinaires sans perdre sa force d'action, — le sentiment du devoir et de l'honneur, — la confiance en lui-même, — le désintéressement, — l'amour de la patrie et le sentiment de la camaraderie.

Une bonne éducation militaire doit tout faire pour développer le courage individuel; mais elle doit tout particulièrement s'appliquer à habituer le soldat à une discipline sévère, à l'ordre et à l'obéissance, et à implanter dans les troupes cette discipline qui constitue le meilleur moyen de retenir l'homme dans le chemin du devoir et de l'honneur, de l'attacher au drapeau et à ses chefs. Grâce à cette discipline, il est possible de donner aux efforts des troupes cette direction sûre et bien réglée qui seule permet d'employer le grand nombre de forces individuelles dont se compose une armée à l'accomplissement de la pensée d'un seul.

Il s'est trouvé des gens qui ont cherché à faire croire que la discipline pouvait être remplacée par l'enthousiasme qu'engendre la cause pour laquelle on combat. Une telle assertion repose sur l'ignorance de la nature de la guerre.

L'enthousiasme facilite bien des choses à la guerre, et dans beaucoup de cas c'est un précieux renfort; mais l'enthousiasme est exigeant, et lorsque la guerre apparaît dans sa triste réalité, et qu'au lieu d'exalter constamment

par des succès bien visibles, elle fait des appels croissants au dévouement et au désintéressement de chacun, alors l'enthousiasme se refroidit vite, et les espérances qu'on fondait sur lui sont réduites à néant. Lorsque les troupes souffrent de la faim dans un bivouac froid et humide, lorsque pendant des heures entières elles restent passivement exposées au feu de l'ennemi, ou même lorsque, après une défaite, elles se voient poursuivies par le vainqueur, alors il n'y a plus chez elles place pour l'enthousiasme, et c'est en vain que l'on compterait sur lui pour le salut. Dans ces conditions et dans cent autres, il n'y a que la discipline qui puisse assurer la cohésion des troupes, ou qui permette de leur rendre rapidement la solidité qu'elles ont perdue. Lorsque l'on réussit à briser dans une armée, les liens de la discipline, on est bien près d'avoir complètement détruit cette armée.

La véritable discipline est d'ailleurs loin d'enrayer l'enthousiasme ou toute autre noble passion. Elle n'exige pas de l'homme la servitude, mais cet empire de soi-même qui augmente les forces intellectuelles et morales. L'histoire montre qu'à toutes les époques la valeur personnelle se rencontrait dans les armées bien disciplinées.

L'éducation militaire et l'instruction des troupes ont des tâches multiples et très étendues. La valeur d'une armée leur est subordonnée tout autant qu'à la force des éléments constitutifs et à la bonté de l'organisation.—Une éducation et une instruction vraiment militaires ne peuvent être données à de jeunes soldats qu'au moyen de cadres d'une force et d'une composition bien appropriées. Nous avons précédemment énoncé que ce n'est que dans les cadres solides que l'on rencontre l'esprit vraiment militaire qui permet au jeune soldat de se former, et que, de plus, le métier ne peut s'apprendre que dans les corps de troupes d'un effectif suffisant. Si les cadres sont si faibles qu'ils ne puissent donner une idée suffisamment rapprochée de la réalité des services que peut rendre un corps de troupes placé sur le pied de guerre, alors instructeurs et soldats se font des idées fausses qui deviennent dange-

reuses à la guerre. Dans cet ordre d'idées, il peut même arriver, surtout après une longue paix, que l'instruction dévie et que l'on perde de vue les nécessités de la guerre. En outre, les cadres doivent contenir beaucoup de bons officiers et sous-officiers. Si les instructeurs et les éducateurs sont insuffisants, soit parce qu'ils ne sont pas assez nombreux, soit parce qn'ils ne sont pas à la hauteur de leur mission, l'instruction des troupes ne répondra pas aux exigences de la guerre et les résultats ne seront pas proportionnés aux sacrifices de temps et d'argent.

Pour obtenir de bons résultats, il faut d'abord que les instructeurs connaissent leur métier. Mais ceci ne constitue pas à beaucoup près, toutes les conditions que doit remplir un bon corps d'officiers et de sous-officiers. Ils ne sont pas seulement les instructeurs du soldat en temps de paix ; ils sont avant tout les représentants de cet esprit militaire d'où dépend surtout le succès à la guerre; ils sont aussi les piliers de la discipline et les chefs du peuple en armes quand sonne l'heure du danger.

Si, à toutes les époques, la valeur des troupes a surtout résulté de l'aptitude des chefs, cela est particulièrement vrai dans les armées de nos jours qui procèdent du service obligatoire et qui contiennent des hommes ayant passé relativement peu de temps sous les drapeaux. Dans de pareilles armées, les officiers et les sous-officiers sont les seuls soldats complets, puisque les hommes sont renvoyés dans leurs foyers peu de temps après la fin de leur instruction. Si les hommes n'emportent pas dans la vie civile le respect de leurs chefs et de leurs instructeurs et la confiance qu'ils doivent avoir en eux, si même la nation tout entière n'a pas une considération profonde pour les officiers, alors on ne possède ni les éléments les plus indispensables de la discipline, ni la sécurité que doit inspirer l'armée en temps de guerre.

On n'aura de bons sous-officiers que là où il y aura un bon corps d'officiers pour les instruire. Aussi le corps d'officiers est-il la pierre fondamentale de l'édifice militaire. Un corps d'officiers qui est à hauteur de la belle mission

qui lui incombe; — qui joint le savoir, l'activité, la persévérance à cet esprit chevaleresque qui met l'honneur et le devoir au-dessus de l'existence et des jouissances de la vie, — un tel corps constitue la plus sûre garantie de la valeur de l'armée et de la confiance qu'elle doit inspirer.

Lorsqu'un tel corps d'officiers existe, il remplit toute l'armée de l'esprit qui l'anime et cette armée prospère; s'il fait défaut, tous les sacrifices que l'État s'impose pour sa puissance militaire sont infructueux.

La constitution des cadres doit encore répondre à une autre condition : s'ils ne sont composés que d'officiers, de sous-officiers et de recrues (dépôts de recrues), non-seulement ils ne peuvent former un noyau solide dans les formations de guerre, mais ils ne remplissent qu'imparfaitement leur rôle d'éducateurs. Dans tout établissement d'éducation bien dirigé, on tient compte de l'influence que les jeunes gens déjà instruits exercent sur les novices, parce que l'exemple et les conseils des égaux font souvent beaucoup plus et conduisent plus vite au but que les prescriptions et les exhortations des maîtres. Ceci est particulièrement vrai pour l'éducation militaire. Quelque nombreux que puissent être les officiers et les sous-officiers, leurs forces ne peuvent suffire pour initier les recrues à tous les détails de la vie militaire qui leur sont si étrangers; dans tous les cas, en entreprenant cette tâche, ils perdraient un temps très long et très précieux pendant lequel les soins à apporter à la discipline intérieure seraient assez négligés pour que les instructeurs eux-mêmes soient exposés par la suite au danger de perdre la juste notion de ce qu'ils doivent chercher à obtenir au point de vue de la discipline.

L'éducation se présente dans des conditions tout autres si les recrues sont versées dans des cadres qui renferment déjà un nombre important de soldats assez avancés. C'est seulement dans de tels cadres que les recrues trouveront des guides suffisants et une vraie direction; c'est seulement là que, dès le début dans le métier militaire,

ils trouveront d'une manière continue l'exemple de la discipline rigoureuse et de l'ordre auxquels ils doivent se soumettre.

Dans les cadres qui contiennent un nombre considérable de soldats ayant déjà accompli la première période de leur éducation militaire, l'idée de la guerre et de ses exigences se maintient plus vivace que dans un dépôt de recrues. Ici, l'inexpérience, le mal du pays et le manque d'aplomb du jeune soldat exigent la prudence et la douceur des supérieurs. Là, au contraire, le terrain est favorable ; on peut beaucoup exiger, avoir une discipline sévère, et développer ce vif esprit militaire qui enlève les paresseux et les indifférents.

Pour que ces avantages se fassent sentir il faut renoncer à envoyer en congé les hommes dès qu'ils savent plus ou moins bien le maniement des armes et les détails du service les plus indispensables. Mais il y a encore d'autres motifs pour ne pas agir ainsi. Sans doute, avec de bons instructeurs, on peut dans un temps relativement très court initier les recrues au maniement des armes et aux détails du service ordinaire, et ils peuvent ensuite faire bonne figure dans les rangs d'une troupe solide. Mais dans ces conditions ils ne sont pas les représentants de l'esprit militaire ; ils ont, au contraire, besoin d'être soutenus par lui. Lorsqu'on veut arriver à transformer les hommes que le service obligatoire fournit, en soldats accomplis, — c'est-à-dire tels que malgré la surexcitation et les dangers du combat, ils ne suivent que la voix de leurs chefs et celle du devoir, et qu'ils sachent spontanément tirer parti des forces du corps et de l'esprit, — il faut pour arriver à ce résultat une instruction systématique et une grande habitude de la vie militaire et de ses exigences. Il ne suffit pas surtout que les soldats reconnaissent la nécessité de l'ordre et d'une discipline sévère pour qu'il soit en leur pouvoir de s'y soumettre dans les circonstances difficiles. L'habitude seule permet de les dépouiller de leur personnalité d'une manière suffisante pour que, membres actifs de tout un ensemble, ils

puissent agir sous la volonté d'un seul homme, et souffrir sans murmurer.

Même avec des méthodes d'instruction bien appropriées, il faut longtemps avant que le jeune soldat se soit dépouillé de son incertitude et de son manque d'aplomb, à un point tel qu'il se sente à l'aise au milieu des exigences ordinaires du service militaire en temps de paix. Combien il est plus difficile encore d'arriver à faire passer dans sa chair et son sang les exigences de la guerre et de l'empêcher de les oublier lorsque la mort le menace !

Il est incontestable, et l'expérience le prouve, qu'une armée qui est animée d'un véritable esprit militaire, qui possède une bonne organisation et un corps d'officiers et de sous-officiers excellents, peut en trois ans donner aux hommes une instruction plus complète que telle autre en cinq ans. Il est certain toutefois que dans l'un et l'autre cas la valeur de l'armée aurait à souffrir de la diminution de la durée du service.

Plus l'homme libéré du service actif devra rester longtemps astreint à la loi militaire, plus il est nécessaire de lui donner une éducation complète. Les exercices ultérieurs qu'il aura à faire ne doivent avoir pour but que de l'entretenir dans ce qu'il sait.

Étant donné le service obligatoire, la bonne éducation militaire que les jeunes gens reçoivent dans l'armée a pour résultat, outre le but que l'on poursuit, une action puissante sur le caractère de la nation et par suite sur les qualités militaires des générations futures.

De plus, en se plaçant à un point de vue politique et social, il importe de faire observer que le développement des forces intellectuelles, morales et physiques de la jeunesse virile, dans une armée nationale animée du véritable esprit militaire, non seulement procure à l'État la sécurité qui lui est nécessaire, mais dédommage largement des sacrifices financiers et sociaux que la nation fait pour l'entretien de l'armée.

8. Réflexions sur le rapport qui existe entre la qualité et l'effectif des troupes.

A la guerre, on n'a jamais trop de soldats à la condition toutefois que l'on puisse les nourrir. Là où l'on ne peut les employer tous, là où peut-être le nombre serait gênant, on laisse provisoirement en arrière une partie de ses forces. D'un autre côté, les troupes ne sont jamais trop bonnes. La supériorité résulte, abstraction faite de l'influence du commandement, non seulement de la supériorité numérique, mais aussi de la meilleure qualité. Il est vrai que la faiblesse numérique des troupes ne peut être compensée que jusqu'à un certain point par leur valeur. Aujourd'hui, comme du temps de Charles XII, un corps d'élite serait insuffisant pour conquérir des empires qui seraient défendus par des armées, même mauvaises. D'un autre côté, on est aussi étroitement limité lorsqu'on cherche à parer par le nombre à la mauvaise qualité des troupes. Si, à notre époque, des changements ont été apportés, c'est la valeur plus que le nombre qui a augmenté en importance. Tout le monde ne paraît cependant pas être de cet avis. Même dans la littérature militaire allemande, on a vu maintes fois apparaître l'opinion que, aujourd'hui plus qu'autrefois, le succès appartenait aux masses bien plus qu'à la valeur. On a voulu baser cette assertion sur des exemples tirés des expériences des dernières guerres et sur des considérations théoriques.

Tout d'abord, cet appel fait aux expériences des dernières guerres ne paraît pas heureux. Dans la guerre de 1866, l'armée prussienne du Mein remporta la victoire sur une armée ennemie qui lui était supérieure en nombre, et en Bohême, la supériorité numérique des Allemands n'était pas considérable. En 1870, les Allemands font, il est vrai, la guerre à l'armée impériale française avec des forces supérieures. Dans la guerre avec la République, les Français eurent au contraire toujours la supériorité numérique. Et cependant nous avons remporté la victoire plus facilement dans la deuxième partie de la guerre que

dans la première, lors des batailles livrées à la brave armée impériale (*).

Les raisons théoriques invoquées à l'appui de l'opinion précédente se déduisent presque toutes des progrès de l'armement. On dit que dans le combat les armes à feu sont de beaucoup le facteur le plus important, et que c'est le plus grand nombre de fusils qui donne la victoire. A l'encontre de cette opinion, nous faisons remarquer que les armées de la République française de 1870-71 étaient non seulement plus nombreuses, mais en général mieux armées que les soldats victorieux de l'Allemagne. D'ailleurs le perfectionnement des armes à feu n'a pas, comme on pourrait le croire, augmenté d'une manière générale l'efficacité du feu. On le voit en considérant les pour cent des pertes totales éprouvées dans les combats modernes. Non seulement ils ne sont pas plus grands, mais ils sont plus faibles que dans les batailles d'autrefois.

Si, par contre, le perfectionnement des armes à feu a eu pour conséquence de faire éprouver aux troupes au moment décisif, sur certains points importants et dans un temps relativement très court, des pertes très grandes, et de n'accorder la victoire qu'aux troupes qui peuvent les supporter, nous en concluons qu'aujourd'hui plus que jamais le succès appartient à la valeur des armées.

On arrive à la même conclusion en remarquant que plus les armes sont perfectionnées, plus grande est la différence qui existe entre deux troupes dont l'une sait faire de son arme un usage opportun et énergique, tandis que l'autre en est incapable.

Les considérations qui vont suivre donneront plusieurs fois occasion de revenir sur cette question, et nous le ferons d'autant plus volontiers qu'elle est de la plus haute importance, non seulement au point de vue de la stratégie, mais encore pour le développement de l'ensemble de notre

(*) Dans la lutte contre l'armée impériale les armées allemandes ont, dans les quatre premières semaines environ, perdu 78,000 h. pendant les cinq mois suivants 51,000 hommes.

puissance militaire. Car la propagation de l'idée que, à la guerre, la valeur des troupes importe moins qu'autrefois, conduit à rabaisser l'armée et à paralyser son activité. Cette opinion porte également atteinte à l'esprit d'initiative, car il y a peu d'espoir à fonder sur des chefs qui, dans le cas d'une rencontre, comptent le nombre de leurs adversaires, au lieu de chercher les conditions du succès principalement en eux-mêmes et dans la valeur de leurs troupes.

La valeur et le nombre des troupes d'un État dépendent l'un de l'autre, en ce sens que l'ensemble des forces perdra en qualité dès que l'on aura dépassé un certain chiffre. Les ressources que les États peuvent consacrer pendant la paix à leurs institutions militaires sont limitées. On ne peut, avec ces ressources, entretenir dans de bonnes conditions qu'une armée permanente d'une force définie; et, en outre, pour être solide, cette armée ne peut, en cas de guerre, recevoir qu'un nombre déterminé d'hommes. En particulier, étant donné l'effectif de paix d'une armée, on ne peut former qu'un certain nombre de cadres sérieux. Si sans augmenter l'effectif de l'armée on augmente le nombre des cadres, on diminue leur valeur. De même, étant donné l'effectif de paix d'une armée, il y a un rapport entre le nombre de recrues à appeler chaque année et la durée du service actif; car si on augmente le nombre des recrues, on doit diminuer la durée de l'activité. D'un autre côté, étant donné la durée de l'obligation militaire, les effectifs de guerre de l'armée en hommes instruits dépendent du nombre annuel de recrues. On voit donc que, l'effectif réglementaire du temps de paix étant fixé, on ne peut augmenter l'effectif de guerre que si on abrège la durée moyenne du temps d'instruction; et alors si, avec un effectif de guerre ainsi augmenté, on ne veut pas manquer de cadres, on doit augmenter le nombre des cadres existants au détriment de leur valeur.

Aussi voyons-nous que certains États (en admettant toutefois que la durée du service actif du temps de paix qu'ils ont adoptée ne dépasse pas ce qui est militairement

utile) ne peuvent élever l'effectif de leurs forces militaires, sans en diminuer la valeur, qu'à la condition d'augmenter les sacrifices du temps de paix. Si l'on ne veut pas se résoudre à faire ces dépenses, on diminue la valeur des troupes dès que l'on veut en accroître le nombre.

Néanmoins, il serait faux d'établir sous ce rapport des comparaisons entre diverses puissances, en partant de la même base. Nous avons fait précédemment observer que deux États ayant la même organisation militaire et la même durée de service actif, arrivent à des résultats très différents au point de vue de la qualité des troupes, suivant les aptitudes et le degré de culture de la population, et suivant la valeur du corps d'officiers et de sous-officiers. Pour d'autres motifs encore, on ne peut prendre la même mesure lorsque l'on veut comparer le rapport qui, chez les divers États, doit exister entre le nombre et la valeur de leurs forces militaires. Il importe de signaler, en particulier, que tous les États ne disposent pas également d'éléments convenables pour remplir les places de gradés et de fonctionnaires que comportent les grandes armées. L'État, même le mieux organisé, se heurte sur ce terrain à de grandes difficultés, et il doit bien se garder d'enlever à son armée de première ligne trop d'officiers de valeur pour les affecter à des formations nouvelles moins solides. L'ensemble ne gagne pas toujours ce que le fond perd alors en bonté.

CHAPITRE IV.

LES FORCES MILITAIRES EN POSITION DE STATIONNEMENT.

A la guerre, les troupes, lorsqu'elles ne combattent pas, sont en stationnement ou en mouvement. Dans ce dernier cas, elles peuvent se déplacer à pied, en chemins de fer, ou être transportées par les voies fluviales ou maritimes.

De là résultent des conditions d'existence et des règles dont on doit posséder la connaissance préalable, afin de pouvoir employer les troupes avec à-propos et juger les événements militaires ; nous allons, en conséquence, nous en occuper tout d'abord d'une façon détaillée.

Le repos peut être donné aux troupes dans des cantonnements étendus, dans des cantonnements resserrés, sous des tentes ou des huttes, dans des baraques, au bivouac, ou dans une formation de rassemblement.

1° Cantonnements étendus.

Si les troupes sont logées chez les habitants de telle sorte que hommes et chevaux sont à l'aise, on dit qu'elles sont en *cantonnements étendus*. Ce genre de logement est tout à fait favorable à la conservation des troupes et du matériel, et permet d'utiliser facilement les ressources du pays pour l'entretien des troupes, surtout si le soldat est nourri par l'habitant. Mais ce mode de stationnement entraîne, en particulier dans les pays peu peuplés, un grand éparpillement des troupes, ce qui entrave la rapidité de la transmission des ordres et de la concentration.

Les mouvements de fractions importantes peuvent être ralentis, si, en faisant usage des cantonnements étendus, on occupe, comme c'est l'habitude, des loca-

lités situées sur les côtés de la route suivie. En quittant ainsi la route pour venir de nouveau la reprendre, on dépense des forces qui sont perdues pour la marche en avant, et cet inconvénient n'est que partiellement compensé par l'avantage d'un meilleur logement.

Aussi, les cantonnements étendus conviennent-ils surtout aux repos un peu longs, et dans les situations de guerre telles que les considérations de bien-être à donner aux troupes priment celles relatives à la préparation au combat.

2° Cantonnements resserrés.

On nomme ainsi les abris donnés aux troupes, sans avoir égard à leur commodité, mais en leur donnant toit et foyer, et en les maintenant aussi concentrées que possible. Pour nourrir le nombre considérable d'hommes que l'hôte est ainsi obligé de loger, ses provisions seraient insuffisantes; en conséquence, les vivres doivent être pris, partie sur les convois régimentaires, partie sur les convois administratifs, à moins que l'on ne dispose de magasins sur place, ou que l'on ne puisse, en temps utile, se procurer les denrées nécessaires par des achats ou des réquisitions faites sur le pays. En outre, dans les cantonnements resserrés, les hommes sont généralement obligés de préparer leurs repas eux-mêmes.

Aussi, les troupes sont-elles moins ménagées dans les cantonnements resserrés que dans les cantonnements étendus; mais les cantonnements resserrés sont encore meilleurs pour les hommes et le matériel que les bivouacs, surtout si les circonstances atmosphériques sont défavorables.

Si la population est dense, on peut, en employant les cantonnements resserrés, concentrer sur des espaces restreints, des masses considérables de troupes.

3° Tentes et camps de huttes.

Ce mode de stationnement permet d'avoir une concentration encore plus grande que les cantonnements resserrés. On abrite ainsi relativement les hommes contre le vent et les intempéries. Mais le transport de la tente entraîne une surcharge pour l'homme, ou une augmentation des impedimenta déjà si nombreux, que réclame la guerre de mouvement.

Il faut du temps pour arriver à réunir les matériaux nécessaires à la construction des huttes, et souvent il est difficile de se les procurer. — L'emploi des tentes et des huttes ne permet pas d'abriter les chevaux. Pour l'alimentation, on ne dispose même plus des quelques ressources que l'on trouvait chez l'hôte, dans le cas du cantonnement resserré.

Aussi, dans ces derniers temps, toutes les grandes puissances européennes ont-elles renoncé à munir leurs troupes de tentes, et, sur les théâtres d'opérations de l'Europe centrale, on n'aura plus recours, en général, aux tentes, que s'il s'en trouve un dépôt à proximité, comme par exemple dans les grandes places fortes. Il en sera de même dans les circonstances où l'on peut s'en servir, sans nuire à des intérêts supérieurs, ainsi que cela arrive lorsque les troupes doivent, pendant un certain temps, rester stationnées et prêtes à combattre sur un point déterminé (siège des places fortes).

On peut faire la même observation pour ce qui concerne l'emploi des huttes; si l'on peut se procurer les matériaux nécessaires, on ne devra pas négliger de s'abriter ainsi, et l'on sera bien récompensé de sa peine.

4° Des Bivouacs.

Les bivouacs sont des campements en plein air. Lors des grandes concentrations qui précèdent la bataille, ils

offrent aux troupes un repos relatif, car, en général, au bivouac, une division massée sur une superficie de 70 hectares, ou un corps d'armée établi sur 150 hectares environ, peuvent être mis en mouvement dans une direction quelconque environ un quart d'heure après avoir reçu l'ordre de départ.

Par contre, les bivouacs, lorsqu'ils sont prolongés, ou lorsque les circonstances atmosphériques sont défavorables, ont une influence fâcheuse sur la santé des hommes et la conservation du matériel. Les chevaux sont dans des conditions encore plus désavantageuses. Au bivouac, l'alimentation des troupes présente les mêmes désavantages que dans les camps.

En conséquence, on ne fera bivouaquer les troupes que lorsque la situation militaire exigera une concentration encore plus grande que celle résultant de l'emploi du cantonnement resserré. Avec des méthodes de guerre énergiques, ce cas se présentera très souvent, particulièrement dans les contrées peu peuplées. Il est à recommander de toujours utiliser les localités situées à proximité du bivouac, afin d'accorder au moins à une partie des troupes les avantages du cantonnement.

5° Formation de rassemblement.

La formation de rassemblement est employée lorsque les troupes doivent se mettre en mouvement immédiatement après en avoir reçu l'ordre.

Dans la formation de rassemblement, les troupes n'occupent pas le quart de l'espace qui leur est nécessaire pour bivouaquer. Aussi, des masses, même considérables, ainsi rassemblées, peuvent agir à la voix de leur commandant.

Les soulagements que ce mode de stationnement offre aux troupes sont fort restreints : les fantassins peuvent former les faisceaux et, le cas échéant, mettre le sac à terre; les cavaliers peuvent mettre pied à terre. Aussi ne

doit-on employer la formation de rassemblement que dans des situations très tendues et ne devant pas se prolonger, par exemple lorsqu'il s'agit de masser des troupes en arrière et à proximité d'une position de combat que l'on a l'intention d'occuper, en attendant que l'ennemi, par la direction de ses attaques, ait indiqué le dispositif qu'il convient d'adopter.

CHAPITRE V.

DES MARCHES.

La marche à pied est, en général, à la guerre, le mode de locomotion des troupes. Suivant les cas et suivant les situations militaires, cette marche a lieu à travers champs, sur les routes, et dans diverses formations.

Si tout d'abord nous faisons abstraction de la marche de troupes déployées en ordre de combat, dont nous parlerons plus loin, on voit que la marche en formation de rassemblement (formation de rendez-vous) est celle qui permet de passer le plus vite à la formation de combat. Les troupes sont bien dans la main de leurs chefs; les chefs de grades élevés peuvent facilement et rapidement donner leurs instructions à leurs subordonnés; de plus, il est facile de changer la direction de la marche, et en outre cette formation permet de se déployer très rapidement et avec ordre dans une direction quelconque.

Par contre, dans les mouvements en formation de rassemblement, on ne peut utiliser les chemins. La marche a lieu à travers champs, les hommes et les chevaux se fatiguent et on est à la merci du terrain. Dès que la largeur du sol praticable diminue, il faut faire des détours ou rétrécir le front. Il est vrai que lorsque l'on a à déplacer de grandes masses en formation de rassemblement, on peut adopter des fronts plus ou moins étendus, et la formation n'en continue pas moins à donner les mêmes avantages; mais les ponts et les défilés de toute nature ne peuvent être franchis, même si on a adopté le front minimum. Il faut alors passer à la formation de marche.

Par suite, les mouvements en formation de rassemble-

ment ne sont possibles que sur les terrains ouverts, non coupés de cours d'eau et de chemins creux. On ne peut donc employer cette formation dans les pays de culture que s'il s'agit de parcours restreints. Pour des trajets plus étendus, la marche ne peut avoir lieu que sur les routes praticables, ce qui oblige à employer la formation de marche.

La largeur ordinaire des routes et des ponts est telle que l'infanterie doit marcher par 4, la cavalerie par 3, les pièces et les voitures les unes derrière les autres. On a alors l'espace indispensable pour le tournant des voitures, pour la circulation des voitures marchant dans le sens opposé à celui de la colonne, pour le passage des officiers isolés, des estafettes, etc., etc.

Cette formation de marche force donc les troupes à occuper un front étroit et une profondeur relativement considérable. Quelle est cette profondeur dans les circonstances normales? Elle est indiquée dans le tableau suivant, qui donne la profondeur de marche pour les différents éléments :

Tableau donnant les profondeurs de colonne.

UNITÉS.	PROFONDEUR de marche de la partie combattante, y compris : voitures de munitions, voitures médicales, voitures d'outils et les équipages de pont dans les divisions. *a*	PROFONDEUR de marche des autres voitures, (bagages des états-majors, des troupes ; voitures de cantinières). *b*	TOTAUX de *a* et de *b*. *c*	PROFONDEUR de marche des convois administratifs, des trains et des colonnes. *d*	TOTAUX de *c* et de *d*. *e*	OBSERVATIONS.
	mèt.	mèt.	mèt.	mèt.	mèt.	
1 bataillon d'infanterie............	302	83	385	»	»	Dans les chiffres ci-contre, on a compris les distances reconnues, par expérience, nécessaires à ménager entre 2 éléments consécutifs. — Les distances sont données en mètres. —
1 brigade d'infanterie............	1,952 (En chiff. rond 2 kil.)	533	2,485	»	»	
1 régiment de cavalerie...........	686	83	769	»	»	
1 batterie montée...............	424	»	»	»	»	
1 groupe de 4 batteries montées....	1,758	34	1,792	»	»	
1 batterie à cheval..............	444	»	»	»	»	
1 division d'infanterie, y compris la comp. de pionniers, 1 équip. de pont, le détachement sanitaire, mais les autres trains et colonnes exclus....	7,296 (En chiff. rond 7 k. 1/2)	1,311	8,607	117	8,724	
1 division de cavalerie (sans trains).	5,464 (En chiff. rond 5 k. 1/2)	594	6,058	72	6.130	
Artillerie de corps..............	3,664 (En chiff. rond 3 k. 1/2)	80	3,744	»	»	
1 colonne de munitions...........	»	»	»	570	»	
1 colonne de vivres..............	»	»	»	565	»	
1 colonne du train des équipages...	»	»	»	970	»	
1 ambulance de campagne.........	»	»	»	125	»	
1 corps d'armée.................	18,790 (En chiffre rond 19 kil.)	2,878	21,668	16,850	38,518 (38k,5 mil.)	

Les longueurs normales contenues dans ce tableau augmentent si les chemins sont mauvais, si les circonstances atmosphériques sont contraires, lorsqu'il y a du désordre dans la marche, et lorsqu'il faut passer sur les ponts militaires. Dans les cas très défavorables, ces longueurs peuvent même doubler.

Les conséquences d'une mauvaise discipline de marche se font particulièrement sentir dans la longueur des colonnes : si, par exemple, dans l'infanterie, la distance de route entre deux rangs consécutifs s'allonge seulement de $0^{m},25$, cette irrégularité donne une augmentation de profondeur de 1500 mètres dans le cas de la colonne de corps d'armée.

Si les distances ne sont pas rigoureusement observées; si la tête, au lieu de conserver une allure régulière, va, au contraire, tantôt plus vite et tantôt plus lentement, on voit alors se produire des à-coups et des refoulements vers la tête ; tous ces effets vont en augmentant de la tête à la queue, et deviennent pour les troupes des causes de fatigue en même temps qu'ils déterminent l'allongement des colonnes.

Quant à la rapidité de marche, si on admet des circonstances moyennes, on voit que, en tenant compte des pauses indispensables, une longueur de 22 kilom. et demi (3 milles) peut être franchie :

Par un régiment de cavalerie ou une batterie à cheval, en 4 heures ;

Par un bataillon d'infanterie isolé ou une batterie montée, en 5 heures ;

Par une colonne de voitures, en 6 heures ;

Dans une colonne composée de différentes armes, la vitesse de marche résulte naturellement de celle de la troupe qui va le moins vite, c'est-à-dire de l'infanterie.

Des troupes d'élite particulièrement exercées à la marche peuvent, il est vrai, atteindre une rapidité de marche un peu plus grande, et même, si la distance à franchir est faible, une rapidité relativement beaucoup

plus considérable. Au contraire, les durées indiquées augmentent beaucoup si les troupes sont peu entraînées, fatiguées, mal disciplinées ou lorsque le chemin est mauvais et les circonstances atmosphériques défavorables. Les durées peuvent alors être doublées, et même triplées, s'il s'agit de convois.

Si on veut en une seule marche franchir une distance plus grande que celle donnée ci-dessus, les durées qui en résultent n'augmentent pas proportionnellement à la longueur parcourue, mais plus rapidement, par suite de la fatigue qui va en croissant et des haltes plus longues que l'on doit faire.

Une marche de 22 à 30 kilomètres (3 à 4 milles) doit, en général, être considérée comme étant la distance maximum qu'hommes et chevaux peuvent, sans être surmenés, franchir plusieurs jours de suite. Cette considération ne doit pas empêcher de faire parcourir accidentellement, non seulement à la cavalerie, mais aussi à l'infanterie, des distances plus considérables, en vue d'atteindre un but important (*).

S'il s'agit des convois, comme leurs forces peuvent être moins ménagées que celles des combattants, on peut, si les circonstances l'exigent, leur faire parcourir, même pendant plusieurs jours, de très grandes distances.

Dans les marches de nuit, en raison de l'obscurité et de la fatigue des hommes et des chevaux, il est difficile de maintenir un ordre aussi rigoureux et une discipline aussi sévère. Aussi les marches de nuit répétées sont-elles en général plus lentes que celles de jour; elles ont, en outre, une influence fâcheuse sur la santé et l'entrain des hommes et sur les forces des chevaux; elles ruinent enfin la discipline des troupes.

(*) Voir entre autres, dans le n° 84 du *Militar Wochenblatt* de 1871 la description de la marche du 9e corps dans les journées des 16 et 17 décembre 1870. Dans cette circonstance, le régiment de fusiliers de Magdebourg, n° 36 fit en 36 heures 3/4 (dont 6 de repos pendant la nuit) 79 kilomètres (10 milles 3/4). Le 3e bataillon ne laissa pas un seul homme en route.

Les rapports de temps et d'espace donnés ci-dessus sont très importants pour la compréhension de la guerre. Nous en tirons les conclusions suivantes :

1° Considérons un corps d'armée prenant la formation des marches de guerre, c'est-à-dire formé d'une première colonne de troupes où ne se trouvent que les voitures de munitions et les voitures médicales (colonne *a* du tableau); —du 2e échelon comprenant les voitures régimentaires (colonne *b* du tableau);—et des trains (colonne *d* du tableau).

Ce corps d'armée quittant le bivouac ou sa position de rassemblement pour exécuter une marche de 22k,5 (3 milles) sur une seule route, les troupes arriveront au plus tôt à destination aux heures ci-après :

Les premières troupes..	5 heures	Après la mise en route des premiers éléments.
Les dernières troupes..	10 heures	
Les dernières voitures régimentaires.......	11 heures	
Les derniers trains.....	16 heures	

En admettant même que la marche commence de grand matin, les troupes ne peuvent recevoir leurs voitures de 2e échelon ou compléter leurs approvisionnements aux échelons les plus avancés du convoi que vers la fin du jour.

Si on retarde le départ de la colonne pour permettre aux troupes de disposer de leurs voitures, le matin, pendant quelques heures afin de renouveler leurs approvisionnements, alors une partie des troupes arrivera si tard à destination qu'elles ne pourront plus faire la soupe, et que, si les jours sont courts, elles ne pourront plus s'installer tranquillement pour la nuit. Dans ces conditions, les trains ne peuvent plus marcher que la nuit, et si ces marches se répètent, hommes et chevaux sont rapidement usés.

Si un corps d'armée exécute une série de marches sur une seule route, il est nécessaire de donner de temps en temps un jour de repos, afin de pouvoir faire arriver jusqu'aux troupes les ressources nécessaires portées par les voitures des corps de troupes ou par celles des convois.

Ces jours de repos, à raison de 1 tous les 4 jours, si cela est possible, sont d'ailleurs nécessaires dans les longues marches, pour permettre aux hommes et aux chevaux de se remettre de leurs fatigues, pour maintenir les troupes en état, et de même pour nettoyer et réparer sérieusement le matériel, particulièrement les armes et la chaussure.

2° Lorsque de grandes masses de troupes se déplacent sur une seule route, si la situation militaire n'exige pas qu'à la fin de la marche elles prennent une position de rendez-vous, il faut les faire bivouaquer ou les cantonner en échelons placés les uns derrière les autres. On procure ainsi aux troupes un soulagement sensible, et il est plus facile de les abriter.

3° Les troupes de deux corps d'armée placés l'un derrière l'autre peuvent, si les circonstances sont favorables, parcourir en 24 heures une distance de 22 kilom. (3 milles), mais à la condition d'employer la nuit. Les trains ne peuvent suivre que le lendemain. Si on avait à exécuter de telles marches plusieurs jours de suite, les trains ne pourraient plus rejoindre leurs corps.

4° La transmission d'un ordre de la tête à la queue d'une colonne de corps d'armée exige au moins trois quarts d'heure. Si on veut aller jusqu'aux derniers trains il faut plus de deux heures.

Si un corps d'armée en formation de marche doit faire demi-tour, il faut un temps notable avant que la tête ne puisse entamer son mouvement rétrograde, même dans le cas où l'ordre peut être transmis par sonneries.

5° Pour passer de la colonne de route à une position de rassemblement à hauteur de la tête ou en arrière à hauteur de la queue, — ou pour prendre la formation de combat, — les troupes d'une division d'infanterie mettent au moins une heure trois quarts ; celles d'un corps d'armée, au moins cinq heures. Le déploiement sur le centre de la colonne est le plus rapide, et se fait en moitié moins de temps.

6° Une division ou un corps d'armée mettra autant

de temps pour évacuer un bivouac, une position de rassemblement ou une position de combat, et venir se former en colonne sur une seule route, que pour se déployer en avant étant en colonne.

Mais si les trains ont été amenés à proximité de la position que l'on évacue, l'écoulement est plus long. Il faut aux durées indiquées ci-dessus ajouter le temps nécessaire aux trains pour démarrer, soit au moins six heures dans le cas d'un corps d'armée.

7° Les considérations précédentes montrent d'abord qu'un corps d'armée en position ne peut éviter le combat en s'écoulant sur une seule route, si, à une petite journée de marche, il y a des troupes ennemies qui rompent en même temps que lui avec l'intention de l'attaquer. Si ce corps d'armée avait ses trains avec lui, les troupes ennemies l'atteindraient même en se mettant en marche beaucoup plus tard que lui.

En conséquence, pour assurer au gros des forces la liberté de mouvement et de résolution, il est nécessaire que les troupes se couvrent par une avant-garde ou une arrière-garde poussée assez loin dans le direction de l'ennemi pour pouvoir l'observer et même le combattre, afin de donner au gros des forces le temps de s'écouler ou de se déployer pour le combat.

En outre, les trains doivent être laissés suffisamment loin pour qu'ils ne gênent pas les troupes dans une marche rétrograde. Toutes les fois que l'on a chance de rencontrer l'ennemi, on doit ne faire avancer qu'un nombre de voitures aussi restreint que possible, seulement suffisant pour distribuer aux troupes ce qui leur est strictement nécessaire, et ne garder ces voitures que pendant un temps limité.

Des considérations analogues obligent, dans des conditions de marche semblables à celles que nous venons d'examiner pour un corps d'armée en position, à se faire précéder d'une avant-garde dans la marche en avant, à disposer une arrière-garde dans la marche en retraite, et à tenir les trains suffisamment éloignés pour ne pas gêner un mouvement rétrograde des troupes.

8° Des mêmes relations d'espace et de temps on déduit en outre qu'un corps d'armée ne peut, sur une seule route, faire une marche de flanc en présence de troupes ennemies éloignées d'une journée de marche, sans être obligé de combattre, si l'ennemi, cherchant une rencontre, rompt au moment où la tête du corps d'armée arrive à sa hauteur ; encore admettons-nous que les trains du corps d'armée suivent une route parallèle du côté opposé à l'ennemi.

Les marches de flanc que l'ennemi peut atteindre doivent donc avoir une protection de flanc, c'est-à-dire qu'il faut pousser, dans ce cas, sur le côté menacé de la colonne, des détachements qui ont une mission analogue à celle des avant-gardes et des arrière-gardes, dans les circonstances envisagées plus haut.

9° Enfin, les profondeurs de marche indiquées au tableau montrent qu'un corps d'armée se concentre plus vite sur sa tête, si ses divisions marchent chacune sur une route, que si elles sont toutes les deux sur une seule, même en supposant entre les deux routes un écartement de 7 kilom. 500 (1 mille), à moins toutefois qu'elles ne soient séparées par un obstacle infranchissable.

En répartissant les troupes sur plusieurs bonnes routes, on diminue beaucoup la fatigue, même en s'exposant ainsi à faire quelques petits détours.

Si, pendant plusieurs marches consécutives, on n'a pas intérêt à réunir les colonnes chaque jour, la marche en plusieurs colonnes offre, en outre, l'avantage de permettre de mieux utiliser les ressources du pays, de donner aux troupes de meilleurs cantonnements. Enfin, en combinant bien la marche, les troupes ont ainsi plus rapidement leurs voitures et les ressources du convoi, que dans le cas de la marche sur une seule route.

Les remarques précédentes trouvent une application directe ou indirecte, lorsqu'il s'agit des mouvements d'armée. Toutefois, les mouvements d'une armée que nous supposons composée de cinq corps d'armée et de

trois divisions de cavalerie, nous obligent à compléter nos considérations sur plusieurs points.

10° Une pareille armée ne pourrait se mouvoir sur une seule route que dans le cas où les objectifs de marche des différents corps seraient à une forte journée de marche les uns des autres.

Une armée étant ainsi disposée en profondeur, il faudrait au moins cinq ou six jours pour que les corps puissent se réunir sur un point placé à 22 kilom. 500 (3 milles) en avant du front. Au contraire, si les corps marchent sur cinq routes convergentes et à la même hauteur, ils peuvent en une seule journée atteindre le même point.

Une armée se mouvant sur un front de 75 kilom. (10 milles) en suivant des routes distinctes pour les différents corps d'armée, se concentrera plus rapidement, soit en avant, soit en arrière, que si ces corps d'armée marchaient l'un derrière l'autre sur une même route. La marche en plusieurs colonnes permet aux corps d'armée de se mouvoir plus vite et avec moins de fatigue. De plus, il est facile de tirer parti des ressources du pays. Si donc on veut prendre l'offensive contre un ennemi éloigné de plusieurs journées de marche, on doit éviter de faire une concentration préalable, car autrement on serait obligé de séparer les corps à nouveau, afin de leur faire utiliser toutes les routes d'accès.

11° Pour qu'une armée puisse se concentrer en deux jours sur un point quelconque de son front, il ne faut pas que le front ait une étendue de plus de 37 à 45 kilom. (5 ou 6 milles) au maximum, et que sur une même route, il n'y ait pas plus de deux corps l'un derrière l'autre. En conséquence, sur le front indiqué, il faudrait que l'armée pût disposer de trois routes au moins. Une armée marchant ainsi pourrait se concentrer sur son centre en un jour, sans compter toutefois le jour où elle a déjà fait une marche.

Si une armée veut pouvoir concentrer ses forces encore plus rapidement, elle doit diminuer son front et sa profondeur. Alors elle doit renoncer, même dans les pays les

plus cultivés, à n'utiliser pour la marche que les bonnes routes. Elle doit se résoudre à ne tirer que peu de parti des ressources locales, tant pour la nourriture que pour le cantonnement des troupes. Elle ne pourra faire arriver que difficilement jusqu'aux troupes les approvisionnements qu'elle a sur ses convois, et encore faudra-t-il que les états-majors et les divers organes des services administratifs soient habiles et bien organisés. Les mouvements de l'armée deviennent plus difficiles, si l'on exige beaucoup des troupes et si on ne leur donne pas les moyens de réparer leurs forces.

12° Quelle étendue une armée peut-elle occuper sans danger? Cette étendue est déterminée par l'éventualité plus ou moins probable d'avoir à concentrer ses forces, et dépend par conséquent de la distance à laquelle l'armée est protégée sur son front et sur ses flancs.

Les avant-gardes des différents corps d'armée (Voir n° 7) les protègent bien, il est vrai, contre les surprises. Mais étant donné leur force, elles ne peuvent suffire, si on les pousse trop en avant, à constituer sur le front et sur les flancs une sphère de protection sérieuse.

Cette mission incombe surtout aux divisions de cavalerie qui, par leur nature et en raison de leur grande mobilité, sont particulièrement propres à ce service.

Elles s'étendent en avant du front et sur les flancs de l'armée, à des distances telles que celle-ci peut parer à temps à un danger qui la menace, soit au moyen d'un changement de front, soit en concentrant ses forces.

Pour remplir leur mission, les divisions de cavalerie doivent observer tout ce qui se passe chez l'ennemi et en rendre compte le plus vite possible. Quelquefois, pour arriver à ce résultat, elles devront avoir recours à la force.

Sauf le cas de la guerre de montagne, on ne pourrait sans cavalerie remplir qu'imparfaitement et péniblement cette mission. Peut-être pourrait-on alors avoir recours à l'espionnage ou à l'emploi de corps volants ne comprenant pas de cavalerie.

Il est évident que la distance à laquelle s'étend une ob-

servation sérieuse a une influence immédiate sur le front que l'on peut, en toute sécurité, donner à l'armée.

Si des forces ennemies importantes pouvaient, avant que l'on eût reconnu leur nombre et leurs intentions, s'approcher à 15 kil. (2 milles) de l'une des ailes d'une armée occupant un front étendu et ayant déjà fait sa marche du jour, on ne pourrait peut-être parer au danger qu'en faisant rétrograder l'aile menacée ou peut-être l'armée tout entière. Mais nous avons précédemment signalé (n° 7) toutes les difficultés et tous les inconvénients d'une pareille situation. Les conséquences les moins funestes qui puissent en résulter, c'est que le commandant de l'armée perde momentanément sa liberté de projets et d'action; car avec une armée peut-être supérieure à celle de l'adversaire il ne sera pas en état de profiter de cette supériorité.

Un commandant d'armée qui se trouve en présence d'un adversaire entreprenant et énergique, doit, s'il veut agir avec sûreté, régler la dispersion de ses forces, d'après la portée de son horizon, c'est-à-dire, d'après la distance à laquelle sa cavalerie l'éclaire. Avant que cette distance ne soit réduite à une journée, par suite d'attaque ou de résistance de l'adversaire, l'armée devra, si l'on ignore la force et les intentions de l'ennemi, se resserrer vers la direction menacée, de manière à pouvoir y porter en un jour des forces suffisantes.

Pour que le commandant de l'armée puisse retarder la concentration le plus longtemps possible, en raison des inconvénients qu'elle présente, et pour qu'il ne l'exécute qu'au dernier moment, lorsqu'il sera fixé sur les intentions de l'adversaire, il faut qu'il maintienne entre lui et sa cavalerie la distance indispensable. Pour cela il doit, suivant les cas, faire arrêter ou rétrograder son armée. Dans ces circonstances, il peut également être utile de faire appuyer la cavalerie par l'infanterie ou l'artillerie (*).

(*) Voir les chapitres III et IV de la 3e partie, au sujet du rôle stratégique de la cavalerie.

Les armées improvisées manquent, en général, d'une bonne cavalerie, et lorsqu'elles se trouvent en présence d'armées mieux instruites et mieux organisées, elles sont pour ce motif obligées de se tenir très concentrées. Cette concentration leur est d'ailleurs encore indispensable en raison de la faiblesse et du peu de valeur de leurs éléments constitutifs, qui autrement ne pourraient se soutenir. D'un autre côté, ces armées, par suite de leur organisation et de leur instruction défectueuses, se passent difficilement des avantages qu'offre la répartition des troupes sur de grands espaces. Cette contradiction est une des principales raisons pour lesquelles on doit, autant que possible, éviter d'employer ces armées dans la guerre de campagne.

CHAPITRE VI.

DU TRANSPORT DES TROUPES PAR CHEMINS DE FER.

Par suite du développement continuel du réseau ferré chez tous les peuples modernes civilisés, les chemins de fer prennent, comme moyen de transport des troupes, une importance toujours croissante.

L'avantage de ce moyen de transport se voit immédiatement, si l'on songe qu'un bataillon d'infanterie, qui met au moins 7 heures pour parcourir 30 kilom. (4 milles), peut, au moyen des chemins de fer, être transporté dans le même temps à 210 kilom. (28 milles) du point de départ. De plus, après une marche à pied de 30 kilom. (4 milles), les forces du bataillon sont, en général, épuisées pour 24 heures; tandis que, sans fatigue sérieuse, on peut, par chemin de fer, faire parcourir 750 kilom. (180 milles) au bataillon.

Lorsqu'il s'agit de transporter par chemin de fer de grandes masses de troupes, on doit les fractionner en autant de parties qu'il faut de trains pour leur transport. — Car le nombre des voitures d'un train est limité par la force de traction et pour d'autres causes d'ordre technique. Ce nombre n'est pas le même pour toutes les lignes; il dépend des conditions de leur construction, à tel point que, d'une manière générale, on calcule le rendement d'une ligne d'après celui de son tronçon le plus défavorable.

En faisant abstraction de certaines voies particulièrement difficiles, on doit admettre que des trains de 100 essieux peuvent marcher partout à la vitesse de 22 à 30 kilom. (3 à 4 milles) à l'heure, et que sur un tel train on peut charger, en y comprenant troupes, chevaux et voitures :

Un peu plus d'un bataillon d'infanterie,
Un peu plus de 1 escadron 1/3 de cavalerie,
Une batterie d'artillerie.

On doit se demander combien il peut arriver de trains semblables à destination dans un temps déterminé. Cela dépend de beaucoup de circonstances :

1° Du nombre de trains qu'on peut charger dans le temps donné. Ce nombre dépend lui-même du nombre d'emplacements de chargement dont on dispose, de la rapidité avec laquelle on peut former sur ces points les trains nécessaires, et de la rapidité du chargement.

2° De la rapidité de déchargement au point d'arrivée, et de la rapidité d'évacuation du matériel vide.

3° De la distance qu'il est indispensable de laisser entre deux trains consécutifs en marche pour éviter tout danger. Ici on a particulièrement à se demander si les trains déchargés doivent, avant la fin du transport des troupes, être ramenés en arrière sur la même ligne, soit parce qu'il est nécessaire de dégager les points de débarquement, soit parce qu'au point d'embarquement on a besoin du personnel et du matériel vide.

Si on doit ramener le matériel vide en arrière par la même ligne, il en résulte, dans le cas d'une ligne à une voie, un notable retard dans le transport, surtout si les stations sont éloignées les unes des autres, et si l'on ne dispose pas de voies de garage en dehors de celles des stations. Dans le cas où la ligne est à deux voies, on n'a pas à se préoccuper de cette particularité ; aussi le rendement des lignes à deux voies est-il notablement plus grand que celui des lignes à une voie.

Les remarques précédentes doivent suffire pour montrer que lorsqu'il s'agit de transporter de grandes masses de troupes, la rapidité dépend de facteurs très nombreux, et qu'il faut un certain temps de préparation pour rassembler le personnel et le matériel nécessaires, pour régler les détails d'embarquement, de débarquement et du transport lui-même (tableaux de marche, etc.....).

Ces préparatifs seront d'autant moins longs et le rende-

ment des lignes sera d'autant plus grand que, dès le temps de paix, on aura tenu compte des intérêts de la défense nationale dans la construction et l'exploitation des voies ferrées, — que les administrations des chemins de fer seront plus capables et plus habituées à agir spontanément et avec ensemble, — que dans les institutions de l'État et dans l'organisation des chemins de fer on sera plus persuadé qu'ils sont des moyens de guerre puissants, et que par suite, en cas de guerre, ils doivent être à la disposition absolue de l'autorité militaire.

D'un autre côté, l'autorité militaire doit éviter de trop exiger des chemins de fer. Elle doit aussi observer que des irrégularités et des défauts de précautions, même insignifiants, constituent, dans les transports de grandes masses, non seulement un danger pour les troupes transportées, mais peuvent encore, comme le prouve l'expérience, entraîner des désordres considérables et avoir des conséquences incalculables. — Il faut aussi songer que les forces du personnel des chemins de fer sont limitées. Ce personnel ne peut pendant longtemps, si on ne le fait pas reposer ou relever, servir avec l'attention qui est indispensable à l'ordre et à la sécurité dans un service aussi surchargé.

Dans la coordination des grands mouvements de troupes, il faut aussi apprécier jusqu'à quel point les nécessités d'ordre militaire obligent à restreindre le trafic privé, et par suite à léser les intérêts sociaux. Enfin, il faut aussi décider dans quelle proportion devra se faire le transport du matériel et des approvisionnements destinés à l'armée.

Jusqu'à la dernière guerre franco-allemande, on admettait généralement que, en moyenne, l'on pouvait lancer par jour 8 trains sur une ligne allemande à une seule voie, et 12 sur les lignes à deux voies. Grâce à une meilleure organisation et aux perfectionnements apportés aux méthodes d'exploitation, on peut atteindre un rendement plus grand, Mais si nous nous en tenons à ces nombres de 8 et 12 trains, il est alors possible de transporter :

a. — *Sur une ligne à une voie :*

Une division d'infanterie (y compris toutes les voitures des états-majors, des services administratifs et des troupes), en 2 jours 3/4.

Une division de cavalerie (*idem*), en 2 j. 5/8.

Un corps d'armée (*idem*), sans trains ni colonnes, en 7 jours.

Un corps d'armée avec tous les trains et colonnes, en 11 jours.

b. — *Sur une ligne à deux voies :*

Une division d'infanterie (y compris toutes les voitures des états-majors, des services administratifs et des troupes), en 1 j. 5/6.

Une division de cavalerie (*idem*), en 1 jour 3/4.

Un corps d'armée (*idem*), sans colonnes et trains, en 4 jours 2/3.

Un corps d'armée avec colonnes et trains, en 7 j. 1/2.

Pour avoir la durée totale qui s'écoule depuis le moment de l'embarquement jusqu'à celui du débarquement, il faut, aux chiffres ci-dessus, ajouter le temps nécessaire pour franchir la distance à parcourir. Le résultat final sera peu différent, car avec une vitesse moyenne de 26 kilom. (3 milles 1/2) à l'heure, on peut parcourir 157 kilom. (21 milles) en 6 heures, 315 kilom. (42 milles) en 12 heures, 630 kilom. (84 milles) en 24 heures.

En nous basant sur ces chiffres, nous arrivons à conclure que s'il s'agit de faire franchir une distance de 900 kilom. (120 milles) à un corps d'armée, il mettra 2 mois par la voie de terre, 13 jours sur une ligne à une voie, 9 jours sur une ligne à deux voies.

Par contre, le transport par chemin de fer d'un corps d'armée à une distance de 112 kilom. (15 milles) exige : sur une ligne à deux voies 8 jours, sur une ligne à une voie 11 jours, tandis que par voie de terre, cette même dis-

tance peut être franchie en 5 jours. Il s'ensuit qu'il n'est avantageux d'employer les chemins de fer que lorsque la distance à parcourir dépasse une certaine limite. Cette limite est facile à déterminer dans chaque cas ; il suffit de connaître l'élément à transporter et le rendement de la ligne employée. Plus on s'éloigne de cette limite, plus il est avantageux d'employer les chemins de fer.

De l'influence toute relative que la distance à parcourir a sur la rapidité des grands transports de troupes, il résulte, en outre, qu'il importe peu que la voie ferrée à utiliser pour aller au but soit directe ou fasse des détours. De là, la possibilité de pouvoir utiliser simultanément plusieurs lignes pour le transport, vers un même objectif.

Il est à peine nécessaire de signaler le grand avantage qui résulte de ces transports simultanés : toutefois, un exemple le rendra plus sensible. Une armée composée de 5 corps et de 3 divisions de cavalerie ne franchit pas plus vite (en admettant 12 trains par jour et une seule ligne à deux voies), une distance de 675 kilom. (90 milles), que si elle faisait le trajet par étapes. Mais cette armée gagnera déjà une avance de 30 jours, sur la durée du trajet par terre, si elle peut disposer de 3 lignes à deux voies.

Il faut toutefois que, pendant la durée du transport, les lignes utilisées soient autant que possible à l'abri des entreprises de l'ennemi ; les troupes embarquées ne peuvent rien pour la protection de la ligne, elles sont même sans défense, et si l'adversaire peut atteindre la voie ferrée, il lui est facile de la rendre impraticable en très peu de temps, avec de faibles moyens et des forces insignifiantes.

Lorsque l'on apprécie la valeur militaire des voies ferrées, il ne faut pas perdre de vue cette délicatesse de leur fonctionnement et l'état de désarmement dans lequel se trouvent les troupes durant le transport. Il y a aussi à tenir compte des inconvénients résultant de ce que les divers éléments d'une grande unité que l'on transporte sont à de grandes distances les uns des autres tant que le transport total n'est pas terminé. Aussi doit-on mettre beaucoup de prudence dans l'emploi des chemins de fer

lorsque l'on est à proximité de l'ennemi. On devra, surtout dans les grands transports, prendre toutes les dispositions pour que les troupes débarquées les premières n'aient pas à soutenir l'attaque de forces supérieures avant l'arrivée du restant des troupes. Cette considération détermine la distance de la frontière à laquelle il est opportun d'opérer le déploiement stratégique de l'armée au début d'une campagne.

CHAPITRE VII.

DU TRANSPORT DES TROUPES PAR VOIE D'EAU.

La navigation fluviale est, sur les théâtres d'opérations en Europe, de peu d'importance pour le transport des troupes. On ne peut guère employer pour ces transports que les grands bateaux à vapeur, que l'on trouve sur les cours moyens et inférieurs des principaux fleuves ; mais même ces bateaux ne peuvent porter qu'une ou deux compagnies d'infanterie, et sont tout à fait impropres au transport des chevaux ; leur nombre est en outre fort restreint, et ces deux motifs suffiraient pour qu'il ne puisse être question de transporter sur les rivières de grandes masses de troupes. De plus, en ce qui concerne l'Allemagne, il faut aussi tenir compte de la direction du cours des principaux fleuves, qui coulent du sud au nord, et qui ne permettent pas les transports de l'est à l'ouest, ou inversement.

La navigation maritime est plus importante pour les transports militaires, car non seulement elle dispose de moyens mieux appropriés, mais, en outre, elle est beaucoup moins limitée relativement à la route à suivre.

Les transports maritimes peuvent avoir lieu, ou sur les bâtiments de guerre, qui, par suite, sont momentanément détournés de leur destination ; ou sur des bâtiments de la marine de guerre spécialement construits pour le transport des troupes ; ou enfin sur des bâtiments de la marine marchande.

Les grands navires de guerre ne sont pas très propres au transport des troupes, car, en dehors de ce qu'on les détourne ainsi de leur destination véritable, ils ont encore l'inconvénient d'avoir un fort tirant d'eau, ce qui rend

difficile l'embarquement et le débarquement des troupes et du matériel de guerre. Les grands vaisseaux de guerre ne peuvent, en effet, s'approcher de terre que jusqu'à une profondeur de huit brasses, et les corvettes, de quatre.

Les bâtiments à vapeur de la marine marchande sont, suivant leur grandeur, plus ou moins propres au transport des troupes. Les plus grands d'entre eux peuvent, en admettant une longueur de 100 mètres, une largeur de 12 mètres et un tirant d'eau d'environ 6 mètres, transporter chacun un bataillon, ou un escadron, ou une batterie; mais il est nécessaire de leur faire subir un aménagement et une organisation intérieurs appropriés, opération qui est considérable et qui exige beaucoup de temps.

Cet inconvénient ne se présente pas dans l'emploi des bâtiments-transports de la marine de guerre, car par nature leur aménagement est organisé uniquement pour le transport des troupes et du matériel de guerre, et l'espace à bord peut être utilisé de la manière la plus complète. Mais leur contenance n'est guère supérieure à celle des grands vapeurs du commerce, parce que les bâtiments-transports doivent avoir un tirant d'eau aussi faible que possible. Toutefois, pour obtenir cet avantage, on ne peut pas rester au-dessous d'une certaine limite, car les bâtiments qui doivent tenir sûrement la haute mer ne peuvent pas avoir un tirant d'eau moindre de 5 à 6 mètres.

Le temps qui est nécessaire pour transporter les troupes par mer d'un point à un autre résulte : du temps nécessaire à l'embarquement, — du temps nécessaire au parcours du trajet, — du temps nécessaire au débarquement.

L'embarquement et le débarquement ont lieu dans des conditions très différentes:

Dans les grands ports militaires, l'embarquement est indépendant du vent et des circonstances atmosphériques. On sort comme on veut, à la condition toutefois que le port ne soit pas bloqué par la flotte ennemie. Si au préa-

lable on a armé les bâtiments, les troupes s'embarquent donc rapidement et à quai.

Le débarquement est bien autrement difficile.

On ne peut débarquer sur les côtes rocheuses, sur les falaises, ou sur les côtes plates, s'étendant très au large. En outre, les points de la côte favorables à un débarquement, particulièrement les baies qui sont à l'abri des vents, sont surveillés par l'ennemi. Mais, même en faisant abstraction des mesures prises par l'adversaire, tout débarquement est une opération très difficile. Il s'agit tout d'abord, étant donné une côte favorable à cette entreprise, de savoir jusqu'à quelle distance peuvent s'en approcher les plus grands bâtiments, car dès que ceux-ci sont arrivés à la limite de leur tirant d'eau, il faut que les hommes, les chevaux et le matériel soient transbordés sur des bâtiments plats, (chaloupes, radeaux, chalands), qui sont amenés aussi près que possible de terre au moyen des chaloupes à vapeur de la flotte. Ces chaloupes ellesmêmes ne peuvent s'approcher du rivage que jusqu'à un mètre d'eau de profondeur ; arrivé à cette limite, il faut entrer dans l'eau.

Avec une mer tout à fait calme, les chaloupes ou autres embarcations, lorsqu'elles sont chargées, mettent vingt minutes pour franchir un kilom.; vides, elles parcourent la même distance en dix à quinze minutes. Le chargement des hommes sur les chaloupes, et leur débarquement exigent environ trente minutes. Si on dispose d'une quantité suffisante de ces embarcations on peut charger simultanément douze chaloupes, à trente hommes chacune autour d'un transport portant un bataillon ; par suite, le débarquement des hommes d'un bataillon embarqué sur un bâtiment mouillé à 1000 mètres exigerait trois heures y compris le temps nécessaire pour le retour des embarcations.

Si la distance est de 2,000 mètres la durée du débarquement peut être de cinq et même de six heures, parce que plus la distance augmente, plus les équipages se fatiguent.

Le transbordement des chevaux dans les petites embarcations exige un temps considérable ; et lorsqu'il s'agit de les mettre à terre, ainsi que les voitures et le matériel, on ne peut construire des pontons d'atterrissage qu'après que les premiers détachements d'infanterie débarqués ont pu s'installer solidement.

D'ailleurs tout débarquement est retardé par une mer agitée, et devient tout à fait impossible s'il y a tempête, circonstance qui peut amener un désastre pour la partie des troupes déjà débarquée.

Enfin la durée du débarquement des grandes masses de troupes, dépend du nombre de vaisseaux que l'on peut décharger simultanément. Si nous admettons que les bâtiments d'une flotte de transport portent chacun 1 bataillon, ou 1 escadron, ou 1 batterie, il faut, dans cette hypothèse, environ 50 bâtiments pour transporter la partie combattante d'un corps d'armée.

Chaque bâtiment ayant 100 mèt. de long, pour que la flotte puisse s'approcher de la côte en ordre, et pour que les bâtiments aient leur liberté de manœuvre, on doit laisser entre eux un intervalle de 300 mèt., soit 3 fois leur longueur.

Si donc on veut les décharger tous simultanément, il faut une plage de débarquement d'environ 20 kilomètres de long.

Cette condition sera rarement satisfaite, et le débarquement devra alors avoir lieu par échelons, comprenant chacun un nombre plus ou moins grand de bâtiments. Il durera donc plus ou moins longtemps, d'autant plus que la nuit forcera de l'interrompre.

Le flux et le reflux, là où ils existent, favorisent ou entravent le débarquement.

Si on réfléchit à toutes les difficultés que présente cette opération, on voit qu'il y a peu de côtes qui se prêtent au débarquement de la partie combattante d'un corps d'armée ; et si l'on dispose d'une telle plage, il faut encore 48 heures, avec des circonstances atmosphériques favorables et une préparation complète, particulièrement en

ce qui concerne les moyens d'atterrissage, qui doivent être très nombreux (chaloupes, etc...). A cette durée, il faut ajouter celle qui est nécessaire au débarquement des colonnes et des trains, indispensables au corps pour pouvoir opérer, et qui nécessitent des moyens de transport beaucoup plus considérables que ceux indiqués plus haut.

Si, grâce à l'emploi de la vapeur, le transport maritime a considérablement gagné en vitesse et est devenu presque indépendant du vent, on doit cependant, dans son emploi, tenir compte des incidents qui peuvent se produire et des dangers nombreux dont il est entouré. On doit aussi avoir égard à l'état d'abattement qui s'empare pendant la traversée des hommes et des chevaux, et qui diminue beaucoup leur valeur pendant les premiers jours qui suivent le débarquement.

Nous ne ferons pas ressortir ici combien sont grandes les difficultés qu'un corps débarqué éprouve pour se relier avec la mère-patrie et pour faire venir ses approvisionnements, ni l'échec qui l'attend si l'ennemi le force à se rembarquer (*).

(*) Voir IIIe partie, chapitre XVI, n° 3.

CHAPITRE VIII.

DES LIGNES DE COMMUNICATION DE L'ARMÉE AVEC L'ARRIÈRE.

Pour mettre les troupes en état de combattre et pour leur conserver toute leur puissance, il faut constamment pourvoir à leurs moyens d'existence, leur éviter toute fatigue inutile, et combler à temps les pertes qu'elles éprouvent en hommes, chevaux et matériel.

On tient compte de ces nécessités dans l'organisation des troupes entrant en campagne, en les munissant de vivres, de munitions, etc...., ainsi que des moyens nécessaires à la préparation des vivres (boulangeries, boucheries) et aux soins à prodiguer aux malades et blessés (ambulances de campagne).

Toutefois, dans cette organisation, on est arrêté par le degré de mobilité nécessaire à l'armée, et d'ailleurs, quel que soit le développement donné à ces moyens, jamais une armée ne pourra transporter à sa suite tout ce dont elle aura besoin pendant toute la durée d'une guerre.

En général, le théâtre des opérations peut fournir quelques vivres et d'autres ressources. D'ailleurs tous les approvisionnements qui sont nécessaires à une armée, mais qu'elle ne peut emmener avec elle ou trouver dans la zone de ses opérations, doivent être tenus prêts à proximité suffisante pour que l'on puisse, en temps opportun, les envoyer à l'armée, ou pour que celle-ci puisse les faire prendre par les troupes dont elle dispose à cet effet (colonnes de vivres, de munitions, etc...).

Pour que ces approvisionnements soient toujours prêts, on les dispose dans des localités appropriées (dépôts).

Les pertes en chevaux ne peuvent être remplacées

qu'en partie par les ressources du théâtre d'opérations ; celles en hommes ne sont naturellement comblées qu'au moyen des dépôts établis dans l'intérieur.

Ces dépôts doivent en outre être organisés de manière à recevoir les blessés susceptibles d'être transportés, les hommes gravement malades, les prisonniers, le matériel et les trophées enlevés à l'ennemi. Ils doivent être de plus en état de réparer les armes.

Il faut aussi, en pays ennemi, créer des dépôts dans des localités spéciales, pour y installer les ambulances destinées à recevoir les malades et les blessés non transportables et pour rapprocher de l'armée ce dont elle a le besoin le plus immédiat.

Les considérations précédentes montrent toute l'importance des relations qui existent entre l'armée de campagne et ses dépôts.

Sur les routes qui relient ces dépôts à l'armée, c'est-à-dire sur les *lignes de communication avec l'arrière*, il existe un mouvement considérable, qui s'augmente encore par ce fait que, en général, ces mêmes routes sont utilisées pour le service des postes, des télégraphes, des courriers, ainsi que pour le transport de certains objets ou de matériel nécessaires à des entreprises diverses qui surviennent au cours des opérations, comme, par exemple, les sièges, la construction de voies ferrées, l'établissement de ponts importants, etc....

Une armée ne peut s'éloigner de ses dépôts, sans mettre en danger son existence et sa faculté de combattre, qu'autant qu'elle est sûre de pouvoir en tirer en temps utile ce dont elle aura besoin. Si les opérations s'étendent, les dépôts doivent suivre; il faut reporter en avant ceux qui existent ou en créer d'autres plus rapprochés de l'armée.

Diverses considérations fixent la distance qui doit exister entre l'armée et ses dépôts :

1° Le degré d'urgence des ravitaillements à recevoir des dépôts;

2° Le rendement des lignes de communication avec

l'arrière, en tenant compte dans cette appréciation de la quantité et de la rapidité ;

3° La nécessité où l'on est de protéger les communications et les dépôts.

Les besoins en renforts d'une armée augmentent avec la grandeur et la difficulté de la tâche qu'elle a à remplir. Dans une guerre acharnée, contre des troupes aussi bonnes que celles dont on dispose, il faut prévoir de grandes pertes en hommes, en chevaux, en armes et en matériel, et une grande consommation de munitions. Souvent le succès dépendra de la rapidité avec laquelle on remplacera les pertes éprouvées.

Les besoins seront surtout sensibles là où de grandes masses de troupes resteront pendant un certain temps concentrées sur un espace restreint. Dans ce cas, on a vite épuisé les ressources du pays, même s'il est très riche ; et si l'on ne reçoit pas de ravitaillement de l'arrière, la nécessité fait une loi de se rapprocher de ses ressources.

Une armée moins nombreuse, bien organisée, pourvue de bons moyens de transports, et qui, surtout dans la guerre de mouvement, sait utiliser les ressources du pays, est beaucoup plus indépendante.

Enfin une armée qui bat en retraite est réduite à ses propres ressources ; elle prendra dans ses dépôts ce dont elle a besoin et sera souvent obligée de détruire ce qu'elle ne pourra emporter.

Le rendement des lignes de communication avec l'arrière, en tenant compte dans cette appréciation de la quantité et de la rapidité, dépend des modes de transport et de l'organisation du service.

Les transports peuvent se faire par voie de terre, de fer ou d'eau. Si on emploie les routes, les hommes ne peuvent se déplacer qu'à pied ou au moyen de voitures ; les chevaux, par la marche seulement, et le matériel, au moyen de voitures ou d'animaux de bât. Le mouvement n'a donc lieu qu'au moyen d'une grande dépense de force, et de plus il exige d'importantes mesures d'organisation,

principalement pour assurer la nourriture des hommes et des chevaux.

On rencontre des difficultés particulières, lorsque la contrée que traverse la route n'offrant pas de quoi nourrir les bêtes de somme ou de trait, on est par suite obligé de distraire une partie des forces de ces animaux pour transporter le fourrage nécessaire à leur nourriture.

Si à l'aller comme au retour, les convois de voitures doivent emporter du fourrage pour leurs attelages, les services rendus à l'armée seront relativement faibles.

En outre, une route quelconque ne saurait être employée comme ligne de communication avec l'arrière. Elle doit avoir une largeur suffisante pour permettre une circulation commode dans les deux sens, ainsi que des abris échelonnés à des distances de marche convenables (étapes).

De plus, pour que les mouvements soient possibles, il faut que la route soit bien construite, ait des pentes à faible rampe et puisse résister aux effets d'un long et rude usage.

La circulation sur une route servant de ligne de communication avec l'arrière est en général si grande, lorsque l'armée est considérable, que même en supposant cette route en bon état, elle devient bientôt impraticable, si, dès le début, on n'affecte pas en permanence des forces et des moyens importants à son entretien.

Tous ces inconvénients et toutes ces difficultés font immédiatement ressortir combien il est avantageux de se servir des chemins de fer comme ligne de communication, surtout avec l'emploi du télégraphe.

En quelques heures, le télégraphe fait connaître jusque dans les endroits les plus reculés, les besoins de l'armée.

En 24 heures, un train amène d'une distance de 400 à 500 kilomètres (50 à 70 milles) les ressources nécessaires à l'alimentation d'un corps d'armée pendant un jour, et cela sans que des pertes se produisent, circonstance qui se présente toujours dans les longs transports par terre,

soit par suite des détériorations, soit par suite des prélèvements faits pour nourrir hommes et bêtes affectés aux transports.

En employant les chemins de fer on a rapidement les renforts : hommes, chevaux ou matériel de guerre. En outre, grâce à leur emploi, on peut faire agir à un moment donné des troupes placées en arrière, tandis que si l'on n'avait eu que les routes, on aurait été obligé de se passer de ces troupes, en raison des marches trop longues qu'on aurait dû leur imposer.

Par contre, en se servant du chemin de fer comme ligne de communication avec l'arrière, on est rigoureusement attaché à la voie même, tandis que la communication par voie de terre peut à la rigueur, et bien que cela ne soit pas sans difficulté, être modifiée sur tout ou partie du parcours. La voie ferrée présente, en tant que ligne de communication avec l'arrière, une sorte de rigidité caractéristique, particulièrement dans les pays où le réseau ferré est peu dense. Cet inconvénient est d'autant plus grand que certaines parties d'une voie ferrée peuvent soudainement être mises hors d'emploi pour longtemps, soit par suite de dégradation du corps de la voie, soit par des fautes d'exploitation, soit par des accidents de toute nature.

Aussi, quelque grands que soient les avantages des voies ferrées, il est prudent de ne pas se confier à elles seules pour établir la ligne de communication de l'armée avec ses dépôts, et de toujours s'assurer à côté de la voie ferrée une communication bien organisée par voie de terre.

Les cours d'eau présentent aussi des avantages comme lignes de communication avec l'arrière, parce qu'en les employant, on peut, avec des moyens relativement faibles, transporter de lourds fardeaux, et qu'on ne rencontre pas les difficultés qui, dans les transports par terre, se présentent si souvent en raison de la nécessité de nourrir les animaux des convois.

On peut donc employer les canaux et les rivières navigables, si toutefois la voie d'eau ainsi choisie va du territoire national vers le théâtre de la guerre ou inversement.

Les avantages sont particulièrement importants si le touage est organisé. Dans le cas contraire, les transports sont lents et leur vitesse dépend de l'époque de l'année et de l'état de la température (sécheresse, froid). Les transports par eau sont surtout utiles pour les mouvements de matériel, de malades ou de blessés.

L'emploi de la mer pour établir les lignes de communication avec l'arrière dépend de la situation géographique du théâtre d'opérations par rapport à celle du pays d'où l'armée tire ses ressources.

Il faut d'abord être maître de la mer; il faut en outre disposer de moyens de transport suffisants, et de points d'embarquement et de débarquement convenables.

Souvent la ligne de communication avec l'arrière sera constituée par l'emploi combiné de diverses voies de transport. Ainsi on peut d'abord charger sur les chemins de fer les ressources venues par mer; puis, comme on pourra rarement, en général, pousser ces ressources jusque dans la zone d'opérations par voie d'eau ou de fer, on sera obligé de les décharger à une certaine distance de l'armée, et de leur faire franchir le reste du trajet par voie de terre. Dans le cas où l'on ne peut prévoir à coup sûr le cours des opérations, il est indispensable de ne pas pousser trop près de l'armée les ressources qui lui sont destinées, même lorsque le chemin de fer est praticable jusqu'à proximité de l'armée et qu'il présente sur ce point une station répondant à toutes les exigences d'une grande exploitation.

Par la nature même des choses, il y a, en effet, à la station terminale une grande agglomération de malades, de blessés et d'approvisionnements de toute sorte, et, en cas de retraite, il faut un certain temps pour arriver à tout replier. Ce temps fera défaut si la station est trop rapprochée de l'armée.

Lorsque la ligne de communication avec l'arrière est ainsi organisée au moyen des divers modes de transport, on a un rendement que l'on peut déduire de celui des divers éléments dont elle est composée.

Enfin nous avons à examiner la longueur qu'il convient de donner à la ligne par suite de la nécessité où l'on est de la protéger ainsi que les dépôts.

Le danger peut provenir, soit des troupes ennemies, soit d'une population hostile.

Nous verrons plus loin comment, en ce qui concerne les forces principales de l'ennemi, l'armée couvre ses dépôts et ses communications par la nature de ses opérations.

Pour parer au danger de tentatives faites par des partis ennemis, il faut détacher de l'armée principale d'opérations des forces qui seront chargées d'assurer la protection de l'arrière et qui permettront ainsi au commandant supérieur de l'armée de se débarrasser autant que possible de préoccupations secondaires, pour ne songer qu'à la poursuite des objectifs principaux.

Le danger de telles entreprises de la part de l'ennemi n'est pas le même dans tous les cas, et par suite les mesures de sécurité sont plus ou moins urgentes. En général, et pour des motifs qui semblent évidents, il est moins nécessaire de protéger autant la ligne de communication dans ses parties rapprochées de l'armée, que dans celles qui en sont éloignées.

Les conditions géographiques et l'état de civilisation du théâtre de la guerre facilitent ces entreprises ou les rendent plus difficiles.

Il n'est pas rare qu'une armée qui rétrograde sur un large front dans la direction de sa ligne de communication, protège ainsi suffisamment cette ligne contre l'ennemi par suite de la grande distance qui lui en rend l'approche difficile.

Une armée qui, après une bataille décisive, poursuit énergiquement l'ennemi en fuite, n'a rien à craindre sur ses derrières, tant que l'ennemi n'aura pas repris contenance. D'un autre côté, il est vrai qu'une armée qui bat en retraite devant un adversaire qu'elle ne peut arrêter de front, songe bien vite à entraver sa marche au moyen d'entreprises dirigées contre sa ligne de communication.

Enfin une armée qui combat sur le sol national a beaucoup moins à craindre de voir ses derrières menacés par des partisans ennemis que dans le cas où elle est profondément engagée sur le territoire de l'adversaire. En effet, les entreprises ont beaucoup plus de chances de réussir si elles sont favorisées par la population, que si cette dernière est hostile ou seulement indifférente.

Ceci posé, nous arrivons à la question capitale : Quelle longueur importe-t-il de donner à la ligne de communication avec l'arrière, pour que celle-ci et les dépôts aient une protection suffisante?

Tout d'abord, les dépôts situés sur le territoire national sont d'autant mieux protégés qu'ils sont plus éloignés du théâtre de la guerre. Pour les relier avec l'armée, on peut employer toutes les voies de communication qui se trouvent dans la portion du territoire non occupée par l'ennemi.

L'organisation des lignes de communication d'une armée opérant sur le territoire national consiste uniquement à régler les transports sur les lignes choisies, et dans cette tâche l'autorité militaire est secondée par le concours de l'autorité civile et de la population. Si des corps ennemis cherchent à tourner les ailes de l'armée pour atteindre ses derrières, ils sont gênés dans leurs entreprises par la résistance passive ou même effective de la population. D'ailleurs ces tentatives ont d'autant moins de chances de succès que, en arrière du front, on n'est pas limité dans le choix de la ligne de communication, et qu'il est au contraire relativement facile d'en changer la direction.

Les circonstances sont bien autrement défavorables, si on considère une armée opérant en territoire ennemi, au milieu d'une population hostile. D'abord, dans l'installation des dépôts et dans l'organisation du service sur les routes servant de lignes de communication, elle se heurte à des difficultés de toutes sortes : l'administration locale n'existe plus, les employés ont disparu, les moyens de transport ont été enlevés, les ponts détruits, etc.; elle a

de plus à compter avec la résistance de la population. Il faut une grande prudence et une volonté énergique, un grand déploiement de forces et de matériel pour arriver à surmonter toutes ces difficultés.

Dans la zone d'opérations de l'armée et immédiatement derrière elle, c'est la situation même qui, en général, créera et maintiendra l'ordre et la sécurité. Mais lorsque l'armée s'éloigne, si elle veut protéger ses dépôts et leurs lignes de communication avec l'armée, si elle veut maintenir son autorité sur le territoire conquis, elle doit employer à ces missions des forces militaires, qui peuvent être tirées de l'armée ou amenées de l'arrière. Ces forces doivent être suffisamment sérieuses pour être à même de contenir la population du territoire ennemi traversé par la ligne de communication et pour protéger cette ligne contre les entreprises des partisans.

La difficulté de cette tâche augmente avec la sensibilité des lignes de communication, c'est-à-dire avec la facilité que l'ennemi a de les détruire et avec l'importance des inconvénients que cette éventualité entraînerait.

Il faut donc autant que possible empêcher que des partis ennemis ne viennent faire de simples irruptions sur la route servant de ligne de communication ; car non seulement tout le matériel de transport existant sur la partie attaquée de la route est alors détruit ou enlevé, mais il en résulte un trouble général qui amène des désordres de toutes sortes sur les derrières de l'armée.

Il faut tout particulièrement protéger les travaux d'art qui peuvent exister sur la route utilisée, surtout si, en cas de destruction, on ne peut reporter la ligne de communication sur une autre route à proximité.

Mais de toutes les lignes de communication qu'une armée peut adopter, ce sont les chemins de fer qui ont la plus grande sensibilité, telle qu'elle est définie plus haut, et qui, pour ce motif, ont le plus besoin d'être protégés. En effet, par suite, de la nature même de leur construction, ils peuvent rapidement être rendus impraticables par

quelques hommes et les conséquences qu'entraîne l'interruption d'une voie ferrée s'apprécient en réfléchissant à l'importance considérable de ce moyen de transport pour le ravitaillement de l'armée, en raison de son puissant rendement.

Les lignes de communication en territoire ennemi sont exposées à des attaques de flanc sur toute leur longueur.

Si la ligne de communication est longue, on ne saurait songer à la couvrir en échelonnant des troupes suffisantes sur tout son développement. Pour arriver à la protéger, on doit au contraire chercher à concentrer, en temps opportun, sur des points convenablement choisis, les forces nécessaires pour repousser les attaques de l'ennemi. Il faut pour cela répartir ces forces d'une façon judicieuse, et faire observer au loin les directions probables d'attaque.

En général on n'a, en pays ennemi, que ses propres observations pour savoir ce qui se passe sur les flancs de la ligne de communication.

Aussi est-on obligé d'occuper le territoire ennemi à droite et à gauche de cette ligne et jusqu'à une certaine distance. Cela est encore indispensable pour maintenir la population du territoire que la ligne traverse, et pour pouvoir utiliser de la manière la plus efficace les ressources du pays, soit au profit de l'ensemble de l'armée, soit tout au moins pour le service des étapes et les troupes d'occupation.

Si l'on est obligé de placer des dépôts sur le territoire ennemi, on leur donnera une protection plus grande en les installant dans des localités faciles à défendre et que l'on renforcera à l'aide de la fortification. On pourra encore employer la fortification dans d'autres cas et avec grands avantages, par exemple : pour protéger certains points particulièrement importants de la ligne de communication ou du territoire occupé.

Quelle bande de terrain doit-on occuper à droite et à gauche de la ligne de communication ? Quelle force doit-on affecter à sa protection ? C'est aux circonstances

à décider. Il est particulièrement important de tenir compte du degré de sensibilité de la ligne de communication, de l'attitude de la population, du degré de probabilité qu'il y a d'être attaqué par l'ennemi, et des forces qu'il pourra employer.

En général, on a peu à craindre sur les derrières immédiats de l'armée et même à une distance considérable en arrière, tant que l'armée avancera en occupant un front étendu à peu près perpendiculaire à sa ligne de communication. Peu de forces suffiront donc dans cette zone pour la protéger.

Plus l'armée s'éloigne du territoire national, plus il faut de forces pour protéger la ligne de communication. Le danger est particulièrement grand, si l'ennemi employant les chemins de fer de son territoire, peut à l'improviste jeter des troupes sur des points de cette ligne éloignés de l'armée.

Dans ce cas, pour avoir la protection nécessaire, on sera obligé d'occuper à droite et à gauche de la ligne de communication des bandes de terrain considérables, et de les défendre au moyen d'un grand déploiement de forces. Dans tous les cas, lorsque l'on décide quelle longueur il importe de donner à la ligne de communication, on doit tenir compte de la quantité de troupes que l'on peut affecter à sa protection.

Jadis, lorsque l'on commença à employer le système des réquisitions, il se produisit une révolution dans les méthodes de guerre, en ce sens que les armées devinrent beaucoup plus indépendantes de leurs dépôts. Mais l'effectif des armées actuelles, la rapidité avec laquelle les grandes batailles se succèdent, les besoins devenus ainsi plus considérables, ont rendu aux lignes de communication toute leur importance.

Toutefois, dans cette question, il y a lieu d'observer que d'autres grands changements ont eu lieu en même temps que l'augmentation d'effectif des armées. Pour

satisfaire leurs besoins devenus plus considérables, les armées ont à leur disposition non seulement les ressources du théâtre de la guerre, qui sont plus grandes qu'autrefois, mais encore tous les moyens que leur offre l'emploi de la vapeur et de l'électricité. Il y a donc une sorte de compensation : les besoins sont plus grands, mais on a plus de moyens pour les satisfaire.

Un État qui a un réseau de chemins de fer et de télégraphie bien développé, n'est pas, comme dans le cas contraire, obligé d'entasser de longue main sur la frontière menacée les moyens dont il aura besoin pour l'entretien de son armée et pour combler ses pertes.

Les chemins de fer et le télégraphe raccourcissent le temps et l'espace à tel point que tout le pays est la base d'opérations de l'armée en campagne. Les différents corps de l'armée sont réunis à leurs dépôts par les lignes de communication, quelle que soit la distance qui les sépare, pourvu que ces dépôts soient à proximité des voies ferrées. Il serait plus nuisible qu'utile de rapprocher tous les dépôts de la frontière. Par contre, lorsque l'on pénètre sur le territoire ennemi, il est de la plus grande importance de prolonger les chemins de fer et les télégraphes nationaux au delà de la frontière. Si on n'a pas l'occasion ou le moyen de le faire, si en outre on fait la guerre dans un pays naturellement pauvre ou dévasté, on peut alors rencontrer des entraves telles qu'il ne soit plus possible de jeter le poids des masses dans le plateau de la balance.

CHAPITRE IX.

FORTIFICATION.

Fortification, tel est le nom que l'on donne ordinairement aux transformations artificielles du terrain, aux constructions que l'on exécute dans le but d'augmenter la puissance défensive de certaines localités, en rendant leur approche plus difficile à l'ennemi, soit directement en augmentant l'efficacité des armes dont on dispose, soit indirectement en diminuant celle des armes de l'adversaire.

La fortification se distingue en : *fortification de campagne*, *fortification provisoire* et *fortification permanente*.

Les *fortifications de campagne* sont des ouvrages de circonstance que les troupes exécutent pour défendre la position qu'elles occupent, en employant les outils dont elles disposent ou qu'elles trouvent sur place. L'étendue et la solidité de ces ouvrages dépendent du but à atteindre, du temps et des moyens dont on dispose, et de l'habileté des troupes à utiliser ces moyens.

Leur importance a augmenté avec l'efficacité des armes à feu contre un but découvert. A Plewna, on a constaté le fait remarquable de la possibilité d'exécuter, en présence de l'ennemi, des travaux de campagne ayant, par rapport aux moyens de guerre de campagne, une valeur défensive aussi grande que celle de la fortification permanente par rapport aux moyens de la guerre de siège.

Toutefois, il est encore possible aujourd'hui d'enlever, avec les moyens dont on dispose en campagne, des ouvrages de fortification de campagne même importants.

La *fortification permanente* n'est employée que là où l'on veut avoir une résistance permanente. S'il s'agit de commander des points importants, passages sur les fleuves, défilés en pays de montagne, ces ouvrages prennent le nom de *forts d'arrêt;* s'il s'agit d'entourer d'ouvrages une ville importante, de manière à protéger les ressources considérables qu'elle renferme, on a les *places fortes*. Ces ouvrages sont construits pendant la paix, avec toutes les ressources de l'art. Comme ils sont en général très coûteux, on se contente d'occuper les points principaux, laissant l'organisation des intervalles qui les séparent à la *fortification provisoire*, que l'on exécute après la déclaration de guerre.

La première condition que l'on impose à la fortification permanente est d'être à l'abri de l'assaut, c'est-à-dire de ne pouvoir tomber entre les mains de l'ennemi par les moyens dont il dispose dans la guerre de campagne. Dans les ouvrages de fortification provisoire, on cherche à se rapprocher le plus possible de cet état de choses; mais leur but temporaire, le manque de forces et de temps, leur donnent en général le caractère des ouvrages de campagne.

Les ouvrages de fortification permanente et de fortification provisoire ont besoin d'une garnison stable qui soit bien au courant de leur organisation et qui connaisse les moyens à mettre en œuvre pour les défendre le plus efficacement possible ; ces moyens reposent surtout sur l'emploi du tir. C'est là que les bouches à feu les plus puissantes jouent le rôle le plus opportun. Dans leur zone d'action, l'ennemi ne peut rien avec son matériel de campagne; mais l'action d'une place s'arrête à la limite de la portée de ses canons. Au delà, elle n'a qu'une influence indirecte sur la marche des événements militaires, soit qu'elle serve de point d'appui ou de soutien aux forces mobiles, soit qu'elle les recueille en cas de nécessité, soit enfin qu'elle leur vienne en aide par ses ressources matérielles ou qu'elle couvre leur retraite.

TROISIÈME PARTIE.

DE L'EMPLOI DES FORCES MILITAIRES ET DES MOYENS DE GUERRE.

CHAPITRE PREMIER.

GÉNÉRALITÉS SUR LES PRINCIPES DE DESTRUCTION ET DE CONSERVATION.

A la guerre, l'objectif le plus important et le plus direct est de chercher à vaincre les forces de l'adversaire et à détruire son matériel de guerre. On doit s'efforcer d'anéantir les forces et les ressources de l'ennemi, ou tout au moins de les mettre dans un étal tel qu'il soit dans l'impossibilité de s'en servir avec l'espoir d'arriver à faire triompher sa volonté.

Ce résultat ne peut être atteint d'un seul coup, mais bien à la suite d'une succession d'opérations.

En outre, on doit admettre que l'ennemi poursuit le même but vis-à-vis de nous.

Dans la lutte que ces tendances adverses engendrent, la balance de la victoire penche du côté de celui qui a pu infliger à l'autre les pertes les plus grandes, tout en sauvegardant le plus possible ses propres forces.

De là, deux facteurs également importants : détruire les forces de l'ennemi, et chercher à conserver les siennes.

Dans l'art de la guerre, et particulièrement en stratégie, on doit tout subordonner à ce double objectif. Toutefois, dans la réalité, chaque parti belligérant attache plus ou moins d'importance tantôt à l'un des facteurs, tantôt à l'autre. En outre, lorsque l'on cherche à conserver ses

forces, on paraît surtout se préoccuper du moyen; lorsque au contraire on tend à détruire celles de l'ennemi, on semble plus particulièrement rechercher le but. Mais on ne peut jamais, sans s'exposer à de graves mécomptes, négliger complètement l'un ou l'autre des deux facteurs du problème.

Même celui qui serait sûr d'obtenir un grand succès ne devrait pas moins s'efforcer de ne pas l'acheter au prix de trop grands sacrifices. D'un autre côté, celui qui recule devant son adversaire ne doit jamais perdre de vue, même au milieu des plus grands malheurs, qu'il doit chercher à reconquérir la supériorité, afin d'être en état de détruire son ennemi.

Quelque différentes que soient, dans leurs détails, les forces militaires, il n'est pas moins vrai, ainsi qu'on l'a vu dans la IIe partie, que les conditions fondamentales de leur existence et de leur puissance sont les mêmes. En se basant sur ces conditions et sur les divers exemples que nous fournit l'histoire militaire, on peut dire qu'à la guerre les forces militaires sont soumises aux effets destructeurs suivants :

1° Diminution des effectifs par la mort. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps et autant que les troupes de dépôt le permettront, qu'il sera possible de combler par des forces instruites les vides ainsi produits.

2° Diminution des effectifs par suite de blessures et de maladies. Ces vides résultant principalement des fatigues et des privations de la guerre, n'amènent qu'une diminution passagère, si toutefois, grâce à un service sanitaire bien organisé, on hâte le retour à la santé des hommes indisponibles.

3° Diminution des effectifs par suite des hommes tombés entre les mains de l'ennemi.

Cette diminution dure jusqu'à la fin de la guerre. Les pertes ainsi essuyées sont aussi importantes que si elles résultaient de la mort.

4° Perte ou dégradation du matériel.

Des troupes qui ont perdu leurs armes ou dont les

armes sont hors d'usage, sont dans l'impossibilité de combattre. On doit fonder peu d'espoir sur une artillerie qui a ses pièces dégradées ou sur une infanterie qui n'a plus de chaussures, tant que ces troupes n'ont pas reçu ce qui leur fait défaut. La perte des convois et des approvisionnements qu'ils transportent entrave plus ou moins les opérations des troupes, et peut même, dans certains cas, compromettre leur existence.

5° La disparition ou le relâchement des liens tactiques peut être tel que les troupes n'aient plus aucun degré de résistance et qu'il soit impossible de les diriger. Mais si les troupes sont bien disciplinées, on peut dans un temps relativement court, en leur donnant quelque repos, rétablir chez elles l'ordre disparu.

6° La fatigue et l'affaissement moral disparaissent rapidement si on laisse reposer les troupes. Mais le malaise qu'elles éprouvent dégénère en maladies, si l'on exige trop d'elles et si on les soumet à des privations persistantes; elles sont alors décimées et leur activité est paralysée.

7° A la guerre, et particulièrement lorsque la fortune est contraire, il est difficile de maintenir intacte la discipline et par suite la valeur des troupes. Dès que l'espoir de réussir diminue et que les pertes et les souffrances augmentent, la confiance dans le commandement et la foi en soi-même disparaissent. Un tel état de découragement peut se produire lentement, mais il peut arriver à la suite d'un grand désastre. Toutefois, si les troupes sont bonnes, si la guerre devient heureuse, on voit bientôt l'ancien état de choses se rétablir.

Le principe de la conservation exige que l'on écarte des troupes les effets destructeurs que l'on vient de signaler, autant toutefois que cela est compatible avec l'objectif que l'on poursuit, c'est-à-dire la destruction de l'adversaire. De même, il est nécessaire de réparer toujours aussi vite et aussi bien que possible les pertes éprouvées.

Mais, quoi qu'on fasse pour combler ces pertes, on ne pourra jamais les faire disparaître complètement, même

dans le cas où l'on serait toujours heureux. En effet, le vainqueur doit lui-même acheter son succès par des pertes, moins grandes, il est vrai, que celles éprouvées par le vaincu. Aussi un général doit-il faire les plus grands efforts pour maintenir le bien-être matériel de ses troupes, pour conserver et surveiller la discipline, enfin pour entretenir dans ses troupes l'entrain et l'esprit militaire.

A la guerre, les pertes des deux adversaires qu'elles proviennent de décès, de prisonniers, de blessures, de maladies ou de destruction de matériel, sont vite réparées si les États possèdent une bonne organisation militaire. Toutefois, on doit observer que la valeur des éléments dont on dispose pour ces remplacements va constamment en diminuant.

Des batailles sanglantes obligent à tirer peu à peu du territoire national tous les hommes instruits dont on dispose. On éprouve des difficultés encore plus grandes lorsqu'il s'agit de remplacer les chefs de tous grades qui ont disparu. En outre, les dépôts ne peuvent en peu de temps faire des soldats avec les hommes que leur fournit le recrutement.

Voilà pourquoi il est si avantageux de mener rapidement les opérations tout en ménageant ses propres forces. En agissant ainsi, on ne laisse pas à l'adversaire le temps d'utiliser les ressources importantes dont il pourrait disposer pour réparer ses pertes.

CHAPITRE II.

DE L'IMPORTANCE D'UNE JUSTE APPRÉCIATION DE SES PROPRES FORCES ET DE CELLES DE L'ENNEMI.

Les meilleurs voies et moyens à employer pour atteindre ce double but : « destruction des forces de « l'ennemi, conservation aussi grande que possible de « celles dont on dispose » dépendent surtout dans toutes les guerres, de la valeur relative des troupes en présence.

Tout le monde déclarerait insensé le général qui voudrait avec des milices entreprendre une guerre d'invasion analogue à celles de Napoléon Ier. D'un autre côté Napoléon échoua complètement lorsqu'il voulut subjuguer l'immense empire russe en employant des méthodes de guerre semblables à celles qui, en d'autres circonstances, lui avaient donné des résultats si grandioses. Un général prudent entrerait difficilement en Bohême comme les Prussiens l'ont fait en 1866, s'il avait pour adversaire un Frédéric le menaçant de sa canne. Cependant il y a des critiques qui, se basant sur une théorie abstraite, déclarent vicieux le mode d'invasion de la Bohême par l'armée prussienne, sous prétexte que cette manière de faire eût pu avoir de fâcheuses conséquences si l'ennemi avait fait ceci ou cela. De tels critiques méconnaissent que les résultats de la guerre sont la conséquence de l'action réciproque de forces vivantes et non de l'application mécanique de formules immuables. De tels reproches ne seraient justifiés que si l'on pouvait prouver que les armées prussiennes n'étaient pas à la hauteur de la tâche qui leur était imposée, ou bien que l'état-major prussien

avait mal jugé la conduite probable que tiendrait l'ennemi, ou bien même qu'il ne s'en était pas préoccupé.

Ce qui vis-à-vis tel adversaire serait une folie, peut, vis-à-vis tel autre (toutes choses égales d'ailleurs), passer pour être le comble de la sagesse. En outre, un général qui commande des troupes d'élite, peut obtenir les succès les plus brillants par des entreprises qui eussent piteusement échoué s'il n'avait disposé que de troupes médiocres. Toute théorie qui méconnaît ces considérations, qui veut par des formules mortes enchaîner l'action réciproque de forces vivantes, doit être rejetée, car pratiquement, elle a des conséquences funestes.

Un général doit être fixé sur la valeur et sur les capacités des troupes de l'ennemi et de celles dont il dispose.

Cette connaissance constitue un des éléments les plus importants, lorsqu'il s'agit de se décider à la guerre, et d'établir un plan de campagne. Elle n'est pas moins nécessaire à l'exécution de ce plan dans ses détails, car elle seule permet aux généraux d'approprier avec quelque certitude le but à atteindre aux moyens dont ils disposent.

Des entreprises faites avec des moyens insuffisants, portent en elles le germe de l'insuccès. Mépriser son adversaire, avoir une trop grande opinion de ses propres forces, a conduit souvent à de graves catastrophes. D'un autre côté, il est également funeste d'attribuer à l'ennemi une supériorité exagérée, car on devient alors hésitant et on laisse passer les occasions favorables. Il est déjà difficile d'apprécier sainement les éléments extrêmement multiples qui constituent la puissance militaire d'un État; mais lorsqu'il s'agit de comparer les éléments dont on dispose avec ceux de l'adversaire, les difficultés augmentent encore par suite de la préférence parfaitement explicable que l'on a pour ses propres institutions. L'orgueil national nous pousse souvent à voir un fétu de paille dans l'œil du voisin, alors que nous n'apercevons pas la poutre qui est dans le nôtre.

Ces considérations doivent être la préoccupation constante du grand état-major, qui a pour mission d'étudier, dès le temps de paix, les forces militaires, les moyens de guerre et tous les autres éléments constitutifs de la puissance militaire des divers États avec lesquels on peut avoir des conflits, tout en les comparant aux forces de son propre pays. Toutes les fois qu'on le peut, on doit étendre ces études jusqu'à l'observation du caractère et des qualités des commandants d'armée de ces divers États. Car par là on s'assure la connaissance d'un facteur important, entrant dans les calculs de la stratégie; souvent même c'est de ce facteur que dépend la solution.

La connaissance de l'armée ennemie est d'autant plus indispensable que sans elle, à la guerre, il est difficile, souvent même impossible, de reconnaître et d'apprécier à leur juste valeur les actes et les intentions de l'adversaire.

CHAPITRE III.

DE LA CONNAISSANCE DES OPÉRATIONS ET DES DESSEINS DE L'ADVERSAIRE.

A la guerre, une connaissance aussi sûre et aussi rapide que possible des actes, des négligences et des intentions de l'ennemi, est une des conditions les plus indispensables à la réussite.

Le général peut avoir beaucoup de renseignements sur l'ennemi par des voies indirectes. La valeur de ces renseignements est aussi variable que leur origine.

Celui qui fait la guerre dans son propre pays ou sur un territoire ami, et qui s'appuie sur une population patriote, recevra beaucoup de renseignements par l'intermédiaire de cette population. Il est moins exposé à recevoir de fausses nouvelles répandues par l'adversaire dans le but de le tromper. Toutefois, comme les habitants du théâtre de la guerre sont peu au courant des événements et sont sous le coup d'une surexcitation facilement explicable, on doit apporter beaucoup de discernement dans l'appréciation des renseignements qu'ils fournissent. Néanmoins, une population naturellement bien douée et habituée aux choses militaires pourra aider puissamment le commandement par les nouvelles qu'elle lui fournira. Il importe seulement de ne pas la laisser agir au hasard, mais d'organiser un service de renseignements et de le diriger. Il est vrai que le droit des gens autorise l'ennemi à sévir énergiquement contre une population prenant une telle part aux choses de la guerre, mais là où règne un véritable amour de la patrie, les répressions ennemies auront peu d'effet.

En territoire ennemi, le commandement doit, en général, renoncer à chercher un appui dans la population.

Cependant, jamais il n'a dédaigné de tirer parti de la témérité ou de la cupidité de certains individus, qui, sous le masque de l'espion, sont décidés à épier la conduite de l'adversaire; à l'avenir, il en sera certainement encore ainsi. Mais les renseignements obtenus de cette façon sont, en général, à cause de leur origine, peu précis, et ne méritent qu'une confiance limitée. En outre, aux moments difficiles, alors qu'on a surtout besoin de ces renseignements, on en est généralement privé, parce que le danger est plus grand.

Par suite des relations existant aujourd'hui entre tous les États civilisés, on peut encore recevoir indirectement des nouvelles quelquefois très importantes. Si les relations sont rompues entre les nations belligérantes, elles subsistent toujours entre elles et les puissances neutres, et c'est alors ces puissances qui procurent les renseignements. Par cette voie, on peut recevoir les journaux paraissant chez l'adversaire, ou bien apprendre par lettres ce qui se passe sur son territoire. Bien que par ce chemin détourné, les journaux et les lettres arrivent très tard à destination, cette source de renseignements est cependant fort utile parce qu'elle permet d'apprécier la situation générale de l'ennemi.

Par le même procédé, on peut, au moyen du télégraphe, avoir très rapidement des renseignements sur un événement grave. C'est par le télégraphe que le grand quartier général allemand eut en 24 heures connaissance des allusions, qui, vers la fin d'août 1870, furent faites à l'Assemblée législative, à Paris, relativement aux entreprises qui allaient être tentées pour délivrer le maréchal Bazaine enfermé dans Metz.

Néanmoins les renseignements obtenus par ces moyens indirects sont rarement suffisants pour qu'il soit possible, en se basant sur eux, de prendre une détermination importante. L'armée doit chercher à les confirmer et à les compléter. C'est surtout aux divisions de cavalerie qu'incombe naturellement cette mission, principalement tant que les deux armées ne seront pas en contact immédiat.

Nous avons déjà fait ressortir ailleurs (*) les grands services que la cavalerie peut rendre au commandement en opérant sur le front et les flancs de l'armée. Il ne s'agissait tout d'abord que de protéger contre les surprises de l'ennemi une armée marchant sur plusieurs colonnes; la mission de la cavalerie s'étend maintenant en ce sens qu'elle doit être, au delà de la sphère de protection, l'œil au moyen duquel le général observe constamment l'adversaire, et guette l'occasion favorable pour agir.

Pour remplir cette mission, la cavalerie doit chercher au loin le contact et s'efforcer de toujours le conserver. Non seulement elle observe directement l'ennemi, mais elle permet encore au commandement de juger la situation, grâce aux renseignements qu'elle lui fournit et qu'elle a obtenus en enlevant des courriers, en saisissant des lettres, en emportant les registres de dépêches des bureaux du télégraphe, en faisant des lectures sur les fils télégraphiques de l'ennemi, en interrogeant les habitants, etc.

Ce fut par un détachement de cavalerie lancé à trois journées de marche en avant du front de l'armée que le grand quartier général allemand, déjà renseigné comme on l'a dit plus haut par une voie indirecte, sur les entreprises projetées en vue de délivrer Bazaine, eut la certitude que l'armée du maréchal Mac-Mahon avait quitté le camp de Châlons. Quelques jours plus tard, nous voyons l'armée française entourée dans le nord de l'Argonne par plus de cent escadrons allemands, dont les renseignements servirent à établir la base des opérations qui aboutirent à la glorieuse journée de Sedan.

Le chef d'une division de cavalerie doit être mis au courant par le commandant de l'armée de la situation générale, autant que cela est nécessaire pour savoir sur quels points il doit porter principalement son attention, et il règlera ses dispositions en conséquence.

Dès que le contact a été pris avec l'ennemi, le général commandant la division reçoit de ses divers organes d'ob-

(*) Voir page 109.

servation des rapports écrits et verbaux. Ces rapports se succèdent rapidement, mais ils sont souvent contradictoires et nécessitent des éclaircissements ultérieurs.

Ces contradictions s'expliquent facilement, si l'on se représente la situation d'un officier et surtout d'un simple cavalier au moment où il observe l'ennemi. Avec une complète tranquillité d'esprit, il leur serait déjà difficile d'apprécier la force et les actions de l'adversaire, et de juger quelles sont celles de leurs observations qui peuvent intéresser leurs supérieurs, depuis leurs chefs directs jusqu'au général en chef. Ils ne pourraient agir avec certitude que s'ils possédaient une complète intelligence des exigences générales de la grande guerre, et s'ils connaissaient l'ensemble de la situation. Mais on ne doit pas compter que les organes inférieurs d'observation seront jamais à même de remplir ces conditions.

A ces considérations, on doit ajouter que devant l'ennemi, les reconnaissances et les rapports ne se font pas avec la même tranquillité d'esprit que dans le cabinet. L'observateur est naturellement sous l'empire d'une surexcitation plus ou moins grande, qui s'explique par sa position toujours pleine de dangers, où ses forces physiques et morales sont complètement tendues.

Aussi doit-on compter que beaucoup de renseignements intéressants seront négligés ou transmis trop tard, tandis que l'on recevra beaucoup de rapports faux, exagérés ou embrouillés.

Le chef d'une division de cavalerie doit juger quelle est la valeur de tout rapport fourni et ordonner, s'il est nécessaire, des reconnaissances complémentaires; mais avant tout, il doit avoir soin que les résultats obtenus soient, aussi rapidement que possible, portés à la connaissance de ceux qui en ont un besoin direct pour la conduite des opérations.

Voilà pourquoi il est très opportun que le commandement de l'armée soit en rapport direct et sans intermédiaire avec le service de découverte, et qu'il soit relié avec les divisions de cavalerie par de bonnes lignes de

relais. Si, en outre, le temps et les moyens permettent d'installer des communications télégraphiques, on sera dans d'excellentes conditions.

Malgré leurs relations directes avec le commandant de l'armée, les divisions de cavalerie ne sont évidemment pas dégagées de l'obligation de transmettre directement à tout chef en sous-ordre, et particulièrement aux commandants de corps d'armée, les renseignements qui pourraient déterminer ceux-ci à prendre une résolution immédiate. De même, il est de la plus grande importance que tout chef porte à temps à la connaissance des corps voisins, de ses supérieurs et de ses inférieurs immédiats, les nouvelles sur l'ennemi qui pourraient influer sur leurs déterminations.

Mais quelque naturelle que paraisse une pareille obligation, à la guerre elle est souvent oubliée. Sous la pression des événements, les chefs et leurs divers auxiliaires sont si absorbés par l'ennemi et par ce qui concerne directement leurs troupes, qu'ils négligent facilement tout ce qui va au delà.

Aussi est-il à recommander que dans les situations difficiles, tout chef qui a un grand intérêt à être rapidement et sûrement renseigné sur ce qui se passe dans d'autres commandements, y envoie des officiers capables avec des cavaliers d'ordonnance. Ces officiers, au courant des vues et des desseins de leur chef, observeront pour lui les faits et auront uniquement pour mission de lui transmettre tout ce qui peut l'intéresser.

Le combat est, sans contredit, un des meilleurs moyens pour se renseigner sur l'adversaire. En effet, non seulement il fait connaître la valeur des troupes ennemies et celle de leurs chefs, mais il permet généralement, moyennant une attention convenable, de reconnaître approximativement quelles sont les troupes qui ont pris part au combat, et quelles sont celles qui se trouvent à proximité du champ de bataille. C'est surtout après un combat heureux que l'on peut, si l'on a une connaissance suffisante de l'orga-

nisation de l'armée ennemie, savoir, au moyen des prisonniers et des morts, quelles sont les troupes qui ont combattu.

Dans certains cas, on recherchera le combat uniquement dans le but de se renseigner. Toutefois, on ne doit pas oublier que si une reconnaissance offensive heureuse peut éclairer sur la force et l'emplacement des troupes ennemies, la situation peut être totalement modifiée peu de temps après.

Les reconnaissances offensives ont donc une utilité très restreinte; cependant, à un moment donné, cette utilite peut être suffisante pour justifier l'emploi de ce moyen de renseignements. Dans tous les cas, il faut soigneusement examiner s'il est opportun d'y avoir recours, car, par essence, un combat de reconnaissance se termine toujours par une retraite.

Ce côté désavantageux de tout combat de reconnaissance doit d'autant plus être signalé que l'histoire militaire nous montre un grand nombre de ces combats entrepris sans utilité et ayant eu des conséquences funestes. Souvent ils ne sont que la manifestation de l'embarras dans lequel se trouve le commandement. Un chef qui ne veut pas être plus longtemps inactif, ou qui veut sans risquer beaucoup simuler l'activité, bien que ne sachant pas au juste quelle détermination prendre, a, dans ces circonstances, recours à la reconnaissance offensive. Si cette opération est faite avec des forces importantes, on oblige l'armée ennemie à montrer ce que l'on désire voir. Mais cette reconnaissance devient inutile si on ne profite pas aussitôt des renseignements ainsi obtenus sur la situation.

On doit se rappeler, en outre, que ce n'est pas les troupes qui combattent qui peuvent observer, mais bien des officiers à ce destinés et aptes à ce service.

Bien montés et sachant habilement utiliser le terrain, ces officiers s'approchent de l'ennemi hardiment, à l'improviste et sans combattre; ils reconnaissent ce qu'il est nécessaire de savoir. Ils évitent toute rencontre, peuvent

se retirer dans une direction quelconque, et font, s'il est nécessaire, de grands détours pour revenir à l'armée où ils apportent d'importantes nouvelles.

Il suffit de les faire suivre à quelque distance, par des troupes de soutien destinées à leur servir d'appui et à les mettre en état de surmonter rapidement les légers obstacles que l'ennemi pourrait leur opposer dans le but d'entraver leurs opérations.

A plusieurs reprises, dans les chapitres précédents, on a fait ressortir l'utilité du télégraphe dans le service des renseignements. L'avantage que son emploi procure est si évident, qu'il est superflu d'en parler de nouveau. L'importance d'une nouvelle augmente avec la rapidité de sa transmission, et cela est d'autant plus vrai que les opérations militaires ont lieu sur un théâtre plus étendu.

En combinant toutes les nouvelles télégraphiques qui, de toutes les parties du théâtre de la guerre, même des plus éloignées, arrivent au centre des opérations, on peut souvent juger quelle est la situation générale, alors qu'il eût été impossible de le faire sans ce nouveau moyen de guerre. C'est ainsi qu'en janvier 1871 les renseignements télégraphiques transmis au grand quartier général allemand à Versailles et venant de la Bourgogne, de la Loire et du nord de la France, vinrent compléter les observations déjà faites devant Paris, permirent de se faire une idée d'ensemble sur la situation générale de la guerre, et firent connaître quelles étaient les intentions de l'ennemi sur les diverses parties du théâtre des opérations. Il fut alors possible de s'y opposer à temps, dans les diverses directions.

Si, dans une armée, chacun a conscience de l'importance d'un bon service de renseignements, ce service sera fait avec discernement et dévouement, et alors le général possédera de nombreux documents pour juger la situation militaire.

Des dispositions particulières doivent être prises au quartier général de l'armée et au grand quartier général du généralissime, lorsqu'il existe plusieurs armées, afin de

pouvoir utiliser les nombreux renseignements obtenus et en dégager la vérité. Cependant ce serait une grande erreur de croire qu'à la guerre il sera toujours possible de se faire, au moyen de ces renseignements, une idée nette et absolument vraie de l'ensemble des intentions et des actes de l'adversaire et d'en saisir les relations réciproques.

Tous ces renseignements se rapportent à des faits plus ou moins isolés au milieu des phénomènes si variés et si nombreux de la guerre; rarement on est assez heureux pour obtenir davantage. Les renseignements reçus sont plus ou moins vrais, et il est difficile d'être fixé sur leur valeur réelle; de plus, ils se rapportent à des faits qui ont eu lieu à des moments différents; enfin ils présentent des contradictions réelles ou apparentes. C'est pourquoi il est si difficile alors que la tête et le cœur sont assaillis par les émotions de la guerre, de tamiser ces nouvelles pour en tirer des conclusions exactes relativement à l'ensemble des actions et des desseins de l'ennemi. Pour réussir, il est nécessaire de posséder une profonde connaissance des divers phénomènes de la guerre, de connaître le génie particulier de l'ennemi, enfin d'être assez heureux pour allier une imagination vive à un jugement froid.

Mais même lorsque l'on a pu se faire une idée exacte de la situation, il faut encore posséder une grande confiance en soi-même pour prendre une résolution basée sur les renseignements obtenus.

CHAPITRE IV.

DE LA NÉCESSITÉ DE CACHER SES DESSEINS.

Si chaque parti belligérant a un grand intérêt à connaître quels sont les actions et les desseins de l'adversaire, il en résulte comme conséquence qu'il importe à chaque parti de dissimuler tout ce qui le concerne.

C'est encore à la cavalerie qu'incombe principalement le soin d'empêcher l'ennemi d'observer directement les opérations de nos troupes. Elle doit s'efforcer de les entourer d'un rideau qui empêche les cavaliers isolés de l'ennemi de s'approcher à portée de vue, et qui soit suffisamment résistant pour ne pas être rompu par la cavalerie de l'adversaire.

Cette mission constitue la troisième partie du rôle stratégique de la cavalerie, qui consiste, par suite, à protéger, à éclairer et à masquer. Souvent, en remplissant une des parties de cette triple obligation, elle satisfera aux deux autres.

Étant donné la grande importance de cette mission, il se produira des combats de cavalerie acharnés lorsque deux armées seront opposées l'une à l'autre, et que chacune des deux cavaleries s'efforcera de remplir la mission qui lui incombe. La cavalerie d'une armée ne sera à même de satisfaire à ces obligations qu'autant qu'elle réussira à prendre sur celle de l'adversaire une supériorité marquée, et par suite à paralyser son esprit d'entreprise.

Le meilleur moyen d'empêcher la trahison est d'écarter le plus loin possible du théâtre de la guerre tout individu qui n'y est pas appelé, d'appliquer impitoyablement vis-

à-vis des traîtres reconnus les mesures qu'autorise le droit des gens, et enfin de tenir ses desseins aussi secrets que possible.

On ne peut empêcher que les habitants du théâtre de la guerre ne soient témoins de ce qui se passe à l'armée. La trahison est en général beaucoup moins à redouter de la part des habitants qui sont sédentaires que des individus qui circulent sur le théâtre de la guerre, et qui, sous différents prétextes, accompagnent les troupes. De tels individus doivent être éloignés de l'armée, et si des considérations d'ordre supérieur amènent à les tolérer, comme c'est le cas pour certaines catégories de marchands, alors il y a lieu de surveiller étroitement leurs agissements.

Mais il ne suffit pas de rechercher les espions, il faut encore faire en sorte qu'ils apprennent le moins de choses possible. Aussi importe-t-il d'écarter aussi loin que faire se peut de l'armée, et principalement des quartiers généraux, tous les individus dont la présence n'est pas nécessaire aux intérêts des opérations.

En général, les espions apprennent beaucoup plus en écoutant les conversations irréfléchies des désœuvrés et des colporteurs de nouvelles que par n'importe quel autre moyen.

Il faut aussi pour éviter des indiscrétions que les projets des chefs ne soient connus, seulement en temps opportun, que du personnel chargé de leur exécution. En ce qui concerne les plans du général et les dispositions qu'il prend, il faut qu'à son état-major, chaque officier ne connaisse que ce qui rentre dans sa spécialité, et que tous les officiers gardent le secret si profondément, qu'il soit même impossible de tirer des renseignements de l'étude de leur physionomie. On ne doit jamais porter sur soi des notes écrites qui pourraient servir à l'ennemi.

Il faut aussi exercer une surveillance spéciale sur la presse nationale, et, toutes les fois qu'on le peut, l'empêcher de publier des renseignements ayant trait à des mesures ou à des événements militaires dont la connais-

sance pourrait être utile à l'ennemi; car, par suite des moyens actuels de communication, on ne pourrait en cacher la publication à l'adversaire.

Chez les nations civilisées, astreintes au service obligatoire, le commandement éprouvera toujours de grandes difficultés dans l'accomplissement de cette tâche de contrôle.

Le légitime intérêt qu'inspirent à la nation les destinées de la patrie et les conséquences de la guerre, les inquiétudes du pays au sujet de ses enfants placés devant l'ennemi, sont des sentiments dont on doit tenir compte si l'on ne veut pas porter atteinte aux efforts généreux que fait toute la nation et au concours zélé des divers organes du pays.

Il serait dangereux de méconnaître l'influence qu'exerce l'opinion publique sur la marche des événements de la guerre moderne. Si le sentiment public n'est pas satisfait, non seulement il paralyse les efforts de la nation, mais encore il réagit sur le moral de l'armée dont les membres appartiennent à toutes les classes de la société, et qui, grâce aux moyens de communication actuels, restent en relation avec le pays. Si on voulait rompre ces relations, on porterait atteinte aussi bien au moral de la nation qu'à celui de l'armée. Pour arriver à accomplir de grandes choses, il faut au contraire stimuler le moral de l'armée et celui de la nation, et créer entre elles des rapports qui auront une influence réciproque et favorable.

Mais les relations privées entre les divers membres de l'armée et leurs proches ne suffisent pas pour satisfaire le désir ardent et justifié qu'a la nation de recevoir des nouvelles de la guerre. On est obligé d'avoir recours à la publicité, et l'on est ainsi amené à se demander quelle latitude on peut lui laisser sans qu'il en résulte plus d'inconvénients que d'avantages.

Il faut considérer comme nuisible toute publication donnant des renseignements sur des événements ou des projets que l'ennemi aurait intérêt à connaître.

Le meilleur moyen de concilier tous ces intérêts contraires, consiste à faire livrer périodiquement par le commandement toutes les nouvelles qu'il n'est pas nécessaire de tenir cachées à l'ennemi.

Pour que de pareilles communications remplissent le but qu'on se propose, il faut que la population puisse leur accorder une entière confiance et qu'elles ne taisent que ce qui pourrait servir à l'ennemi. En livrant à la presse des relations inexactes et déguisées, on peut tromper le public pendant un certain temps, mais le contre-coup est d'autant plus sensible lorsque finalement on doit dire la vérité.

Un peuple patriote et prudent consentira volontiers à ne pas avoir connaissance de certains faits importants tant que cela pourrait être défavorable aux intérêts de la patrie, et à ceux de ses enfants envoyés à l'ennemi. Au bout d'un certain temps cette crainte n'est plus justifiée. Si, par exemple, l'ennemi apprend quinze jours après une bataille, quels sont ceux de nos généraux et celles de nos troupes qui y ont pris part, quelles ont été nos pertes, etc., ces renseignements lui seront, en général, peu utiles, car, depuis cette bataille, la situation militaire a pu être totalement modifiée.

En conséquence, il faut, après un certain temps, permettre de publier librement les relations et les renseignements relatifs aux événements militaires. Cette manière de faire contribuera à augmenter la confiance dans les rapports officiels qu'il est facile de contrôler, et on excitera ainsi le dévouement à la chose publique.

Par contre, il doit être sévèrement interdit pendant toute la durée de la guerre, de publier aucun renseignement non officiel sur les mouvements et les préparatifs de guerre qui ont lieu en arrière de l'armée, soit sur le territoire national, soit sur celui de l'ennemi. La création et le rassemblement de nouveaux corps de troupes, l'organisation de moyens de guerre, la fortification de certaines localités ou toute autre mesure du même genre, se rapportent nécessairement à des éventualités plus ou

moins éloignées, et il est toujours désavantageux que l'ennemi ait eu connaissance de ces dispositions avant d'en ressentir les effets.

Étant donné les considérations précédentes, il n'est pas douteux qu'il ne saurait être question d'admettre des correspondants de journaux dans les quartiers généraux, il est préférable d'en renforcer le personnel militaire de manière à pouvoir envoyer aux journaux nationaux autant de nouvelles que possible du théâtre de la guerre.

Quant aux correspondants des journaux étrangers, il semble qu'il faille leur refuser toute autorisation, bien que souvent on les admette sous prétexte de gagner l'opinion des neùtres. Les succès de nos armées nous gagneront les autres nations bien plus que les journalistes dont la correspondance peut nuire au succès des opérations, et cette considération doit suffire pour les écarter.

Pour empêcher autant que possible l'ennemi de voir quels sont nos desseins et nos actions, il semble qu'il soit encore nécessaire de limiter les relations télégraphiques avec l'étranger. Il est tout naturel que les employés des télégraphes, en qualité de fonctionnaires de l'État, refusent, pendant une guerre, de transmettre à l'étranger toute dépêche privée chiffrée ou d'envoyer des télégrammes ayant trait à des événements dont la publicité ne serait pas permise sur notre propre territoire. Mais cela ne suffit pas pour éviter qu'on ne fasse un mauvais emploi du télégraphe, car au moyen d'une convention entre l'expéditeur et le destinataire d'une dépêche, les mots employés peuvent avoir une signification toute différente de celle qu'ils ont habituellement.

Bien que ce dernier procédé ne puisse être que d'un usage très restreint, il n'en est pas moins vrai que l'ennemi peut recevoir ainsi, par l'intermédiaire des pays neutres, certaines nouvelles importantes, par exemple, l'avis que sur tel ou tel point de notre territoire il se fait ou il ne se fait pas de grandes concentrations de troupes. En conséquence, il est bon que, pendant la guerre, aucune dépêche, si insignifiante qu'elle paraisse, ne soit

transmise à l'étranger que lorsque la personnalité de l'expéditeur offre une garantie contre le mauvais emploi du télégraphe.

Pour cacher à l'ennemi nos actions et nos desseins, on pourra utiliser quelquefois le moyen qui consiste à répandre de fausses nouvelles. Mais il est préférable de faire des démonstrations ayant pour but de cacher à l'ennemi nos véritables intentions, et de pousser l'adversaire à prendre des dispositions qui faciliteront l'accomplissement de nos projets. On obtiendra ce résultat si, sur un point éloigné de celui où l'on veut agir sérieusement, on montre des troupes qui attireront l'attention d'une partie des forces de l'ennemi.

Pour que de pareilles entreprises aient chance de succès, il est nécessaire de tenir grand compte des relations d'espace et de temps, et d'employer de bonnes troupes conduites par des chefs habiles. Il n'est pas possible de donner sur ce sujet des règles pouvant s'appliquer à tous les cas.

Enfin il convient de remarquer que le moyen le plus efficace d'empêcher l'ennemi de connaître prématurément nos desseins consiste à agir rapidement. On a d'autant plus de chances de le surprendre que l'on aura su retarder le plus longtemps possible les préparatifs de l'action projetée et les mouvements préliminaires.

CHAPITRE V.

DES INCIDENTS DONT ON NE PEUT TENIR COMPTE.

A la guerre, les événements isolés varient à l'infini et les facteurs qui leur donnent naissance sont également nombreux et variables. En outre, les rapports d'espace et de temps dans lesquels les événements isolés s'accomplissent sont constamment différents. Les combinaisons qui en résultent sont si variées que jamais le même fait militaire, si insignifiant et si secondaire qu'il puisse être, ne se reproduit de la même manière.

Dans cette étude, nous recherchons les fils conducteurs au milieu des manifestations multiples de la guerre que l'histoire nous retrace; nous étudions la nature des facteurs de ces manifestations, leurs rapports avec les conditions d'espace et de temps, et nous nous efforçons de grouper les résultats obtenus en des règles générales qui, à la guerre, nous serviront de points d'appui dans des circonstances analogues. Mais on ne peut soulever qu'en partie le voile qui couvre les secrets de la guerre.

Une opération militaire serait-elle combinée avec toute la sagesse que comportent les facultés humaines, qu'il resterait encore toujours assez de place pour l'apparition d'incidents venant renverser tous les calculs, parce que la prévision de l'homme ne peut embrasser tous les éléments agissant à la guerre, et que la volonté est impuissante à les dominer tous.

A la guerre, les actes de l'un des partis sont principalement dictés par la conduite de l'autre.

Mais nous avons précédemment montré combien la connaissance des actions et des desseins de l'ennemi était incertaine.

L'étendue que doit embrasser l'œil du général s'est considérablement accrue depuis l'augmentation d'effectif des armées et les changements apportés aux moyens de guerre (par exemple depuis l'invention des chemins de fer). La probabilité de se tromper et de prendre des décisions vicieuses a naturellement augmenté dans le même rapport.

Ce qui précède montre quel champ est ouvert au hasard et quelles chances ont les troupes et leurs chefs de se trouver en présence de circonstances imprévues. Nous croyons l'ennemi en retraite et il marche sur nous, dans le but de nous attaquer; — nous concentrons nos forces pour l'attaquer dans la position défensive qu'il nous paraît avoir prise, et nous n'y trouvons que les cendres fumantes des feux de bivouac qu'il avait allumés dans le but de nous tromper; — nous croyons que l'armée ennemie est dans l'impossibilité de franchir les montagnes pour tomber sur notre flanc et elle en débouche pour nous attaquer. Rarement l'ennemi agit ainsi qu'on l'avait prévu; heureux est alors celui qui ne voit pas ses calculs troublés par ces surprises.

Les frottements que l'on rencontre dans la mise en œuvre des divers organes de l'armée diffèrent avec chacun d'eux; mais ils sont toujours très nombreux et très variés, et, quelque insignifiants qu'ils paraissent, ils n'en exercent pas moins une grande influence sur le cours des événements. Ils sont moins nombreux et moins dangereux dans une armée bien organisée et bien dressée que dans des troupes levées à la hâte, mais néanmoins leur influence est toujours très grande. Un rapport important ne parviendra pas à son adresse ou arrivera trop tard, parce que celui qui est chargé de le porter ne remplit pas son devoir, ou éprouve en route un accident; — des ordres seront mal compris ou bien on leur donnera un sens tout autre que celui que l'on avait en vue, parce que la rédaction en est vicieuse; — des colonnes en marche se trompent de direction parce qu'elles ne connaissent pas le pays et elles n'arrivent pas là où l'on a besoin d'elles; — des routes

sur l'emploi desquelles on avait compté deviennent impraticables parce qu'elles sont encombrées par des convois ou parce que des ponts sont détruits; — le manque d'attention d'une sentinelle fait disparaître la sécurité là où on la croit assurée; — l'indisposition d'un commandant de troupes réduit à néant les espérances que l'on avait fondées sur lui.

Il serait facile d'imaginer ou d'extraire de l'histoire militaire une foule d'incidents du même genre dont l'apparition est possible et dont les conséquences sont toujours fâcheuses.

Enfin, il n'est pas rare qu'à la guerre les phénomènes naturels déjouent tous les calculs. Par suite d'une averse subite, les rivières se gonflent et entraînent les ponts sur lesquels on avait compté pour faire une opération; — un brouillard épais masque la vue, cache l'ennemi, ou fait manquer aux troupes leurs objectifs; — la neige, le verglas ou un sol détrempé arrêtent tout à coup la marche; — un hiver précoce ou une chaleur extraordinaire atteignent les troupes sans qu'elles y soient préparées et leur enlèvent les forces dont elles ont besoin.

Les deux adversaires rencontrent donc constamment, dans l'exécution de leurs projets, les difficultés et les incidents contraires les plus divers. Ces faits doivent être considérés comme inévitables; et il est d'autant plus important de savoir par quels moyens on arrive à se préserver autant que possible de ces influences fâcheuses, et à en rejeter au contraire les effets sur l'ennemi.

CHAPITRE VI.

DIRECTION ET INITIATIVE.

Diriger vers les divers buts de la guerre les éléments si nombreux et si variés des forces militaires, de telle sorte que l'on puisse en temps et lieu tirer parti de chacun d'eux et les faire agir avec ensemble, telle est la principale mission d'un commandant d'armée et de tout chef de troupes.

Ces considérations visent surtout les forces intellectuelles et morales. Ces forces ne pourront s'affirmer que si on leur fournit l'occasion et la liberté nécessaire. Mais cette liberté doit être limitée par l'unité d'action qui est indispensable pour atteindre les divers buts de la guerre.

En tactique, c'est en se basant sur ces considérations que l'on distingue l'ordre serré de l'ordre dispersé.

Pour concentrer sur un point déterminé la somme de forces que, par exemple, une compagnie représente, il suffit de faire un faible appel à l'activité d'esprit de chacun de ses membres. Le meilleur moyen que la compagnie pourra employer pour atteindre le but sera d'agir en ordre serré sous le commandement verbal de son chef, à moins que des circonstances particulières ne forcent à opérer autrement. De même, dans un combat à l'arme blanche, le meilleur moyen de tirer parti de l'ensemble des forces physiques et morales d'une troupe est l'emploi de l'ordre serré, aussi longtemps que le tir de l'ennemi ne rend pas cette formation impossible.

Mais comme l'infanterie doit aussi pouvoir supporter sans faiblir les feux de l'ennemi, elle a recours à l'ordre dispersé lorsqu'elle ne peut plus employer l'ordre serré.

En adoptant cette formation, on n'a pas eu uniquement en vue le but négatif d'offrir aux feux de l'ennemi des objectifs moins favorables, mais on a surtout l'avantage positif de permettre à chaque soldat de tirer parti de son intelligence et de son adresse, en employant judicieusement ses armes, le temps et le terrain. Aussi dans la direction d'une chaîne de tirailleurs, on se sert, non plus de commandements qui doivent être exécutés mécaniquement, mais d'ordres et de gestes qui suffisent pour montrer aux tirailleurs la direction à suivre, pour maintenir l'unité d'action nécessaire, et pour soutenir les hommes moins intelligents et moins adroits; en ce qui concerne le reste, on laisse à chacun la liberté d'utiliser, pour arriver au résultat, tous les avantages que lui donnent l'arme, le terrain et la situation.

Il est évident qu'une pareille tactique impose à l'intelligence et aux forces morales de l'individu, des obligations incomparablement plus grandes, et nécessite une discipline plus rigoureuse que la tactique de l'ordre serré.

C'est aussi en se basant sur des considérations semblables que l'on règle les relations qui doivent exister entre les divers échelons de la hiérarchie militaire. Les chefs qui, avec l'aide de leurs divers organes auxiliaires, commandent à des unités plus ou moins grandes, sont les intermédiaires entre le généralissime qui est la pensée directrice, et les nombreuses individualités qui composent l'armée. Lorsqu'il s'agit d'exécuter plus ou moins mécaniquement sur un espace limité, de simples dispositions réglementaires, on peut par des commandements et des sonneries obtenir l'intervention des chefs intermédiaires. Mais l'emploi de ces moyens est étroitement limité en raison de leur nature même et par des considérations de distance. Lorsque ces moyens sont insuffisants, le chef doit tracer d'une tout autre manière à ses sous-ordres leur ligne de conduite. Il n'est plus lié, comme dans l'emploi des commandements et des sonneries, par des formes invariables. Ses prescriptions peuvent être aussi brèves, aussi formelles et aussi étroites que des commandements;

elles peuvent se borner à l'indication du but à atteindre, et laisser le choix des moyens à celui qui est chargé de l'exécution, ou bien elles peuvent contenir des instructions qui enchaînent l'exécution. Entre ces limites, il y a une infinité de formes intermédiaires.

Le résultat dépend principalement de la juste observation de ces limites. Si la direction laisse à l'exécution une initiative trop grande, l'unité d'action est compromise, les forces s'éparpillent et on ne les a plus sous la main là où l'on en a besoin. Si, au contraire, l'exécution est limitée au delà du nécessaire, les forces sont paralysées, alors que pour atteindre le but, on aurait souvent besoin de leur complet déploiement.

Souvent il est difficile au commandement de trouver la juste limite. Il faut pour y arriver posséder un grand empire sur soi-même et un tact très juste. Cela est d'autant plus difficile qu'en général le temps de la réflexion est très court. Mais le tact suppose avant tout la connaissance de principes exacts : l'importance de ce sujet justifie donc le développement que nous donnons à ces diverses considérations.

La juste mesure nous paraît exiger le principe suivant : Quiconque donne un ordre à un subordonné, doit lui indiquer clairement et nettement le but à atteindre, mais lui laisser dans le choix des moyens d'exécution une liberté d'initiative correspondante à ses capacités, à moins qu'il ne soit nécessaire de limiter cette initiative dans l'intérêt de l'unité d'action avec d'autres troupes.

En conséquence, il faut d'abord indiquer clairement et nettement le but à atteindre. La mission à assigner à une armée chargée de soutenir l'offensive d'une autre armée en opérant sur le flanc droit de l'adversaire, peut être tracée d'une manière aussi formelle, que l'ordre à donner à un régiment pour l'attaque d'une hauteur.

Nous avons indiqué que, en général, les éléments dont on dispose à la guerre pour apprécier la situation, sont assez incertains toutes les fois qu'ils concernent l'adversaire; et cependant toute mission donnée doit avoir pour

point de départ des hypothèses très nettes, bien connues de celui qui est chargé de l'exécution, afin qu'il puisse agir selon l'idée du chef qui prescrit l'opération.

On pourra souvent admettre qu'il y a entente sur l'appréciation de la situation entre celui qui ordonne et celui qui doit exécuter, comme, par exemple, pendant le combat, lorsque l'un et l'autre en ont pu suivre le développement; s'il en est autrement, on devra, en assignant une mission, faire connaître à celui qui en est chargé quelles en sont les principales données, que ces données résultent de renseignements précis, ou de simples suppositions. Dans un cas seulement on peut renoncer à cette manière de faire : c'est lorsqu'il s'agit de missions très simples dont l'exécution ne doit faire aucun appel à l'initiative de celui qui en est chargé.

De même que l'indication du but à atteindre, l'exposé de la situation militaire doit être esquissé aussi brièvement et aussi clairement que possible. En rappelant des particularités insignifiantes ou des renseignements que l'on peut supposer connus, on crée plus d'obscurité que de lumière.

En ce qui concerne le choix des moyens pour arriver au but, nous avons signalé ci-dessus la nécessité de ne laisser à celui qui est chargé de l'exécution, que la liberté d'action compatible :

1° Avec l'initiative dont il est capable ;

2° Avec la nécessité de limiter cette initiative dans l'intérêt de l'unité d'action avec les autres troupes.

Pour démontrer cette nécessité, admettons d'abord que la mission assignée à un officier susceptible d'initiative, soit tout à fait indépendante. Pour quels motifs alors, serait-il nécessaire et même opportun de limiter le choix des moyens à employer pour arriver au but? Souvent il n'est pas possible de préciser à quel moment et en quel lieu il est préférable d'agir, parce que cela dépend des dispositions de l'adversaire, et aussi peut-être parce que l'on n'est pas suffisamment renseigné sur certaines circons-

tances dont on doit tenir compte dans l'exécution, par exemple, sur les conditions du terrain.

Mais même lorsque celui qui ordonne est en état de préciser la marche et le lieu de l'opération, comme lorsqu'il s'agit de chasser l'ennemi d'un village, il ne peut encore prévoir avec certitude quelle conduite tiendra l'adversaire. En voulant faire disparaître cette incertitude par des prescriptions parant à toute éventualité, on n'aboutit trop souvent qu'à gêner, et même quelquefois qu'à déconcerter celui qui est chargé de l'exécution, lorsqu'il se trouve vis-à-vis d'un cas non prévu.

L'apparition fréquente des incidents fortuits qne l'on a signalés dans le chapitre précédent fait ressortir tout particulièrement la nécessité qu'il y a de laisser aux chefs de tous grades une liberté d'action suffisante. C'est là un moyen très efficace pour parer autant que possible aux conséquences funestes de pareils incidents.

D'un autre côté, ce n'est que dans les limites de l'indépendance qui lui est laissée, qu'un officier est en état de tirer parti, au profit de l'intérêt général, des fautes et des défauts de l'adversaire, choses que l'on ne peut prévoir.

La difficulté de prévoir juste augmente naturellement pour celui qui ordonne à mesure que l'opération a une importance et une durée plus grandes ; le danger qu'il y a à enchaîner l'exécution croît alors dans le même rapport. De plus, il ne faut pas gêner inutilement l'exécution dans le choix des moyens, parce qu'à la guerre, on arrive souvent au même but par des moyens différents. Il peut dès lors être avantageux d'utiliser les qualités particulières de celui qui est chargé de l'exécution, en lui laissant le choix des moyens. Sa responsabilité devient sans doute plus grande, mais plus grande aussi est sa part au succès.

Un chef de troupes réellement capable d'initiative déploie, lorsqu'il y est fait appel, une énergie plus grande et par suite plus favorable au succès. D'un autre côté, il est plus facile au général qui peut, en toute confiance, abandonner à ses sous-ordres les détails d'exécu-

tion de ses projets, de se maintenir dans les vues d'ensemble et d'embrasser des horizons étendus.

Néanmoins on est souvent obligé de limiter les sous-ordres dans le choix des voies et moyens à employer pour l'accomplissement de la mission qui leur est confiée, afin qu'ils puissent unir efficacement leurs efforts à ceux d'autres troupes, et de maintenir l'unité dans les opérations. On doit toujours avoir ces considérations présentes à l'esprit, soit que l'on ordonne, soit que l'on exécute.

Mais lorsque ces motifs forcent à restreindre l'initiative des sous-ordres, on ne doit le faire que dans la limite du nécessaire. Si un bataillon reçoit l'ordre d'attaquer une ferme, le commandant doit assigner à chacune des compagnies le rôle qui lui incombe, leur donner les points d'attaque, tout au moins les directions générales à suivre, et enfin régler le moment de leur action d'ensemble. Mais il n'indique pas comment chaque compagnie doit remplir la mission qui lui est réservée, ni dans quelles formations elle doit combattre, etc.... En général, il est préférable de laisser le soin de ces détails aux commandants de compagnie, si toutefois ils sont capables de les régler.

De même, partout à la guerre, les supérieurs doivent, dans le maniement des troupes qui leur sont confiées, assurer l'unité d'action tout en utilisant les connaissances de leurs subordonnés.

Il est vrai que l'on ne peut utilement et sans danger laisser aux sous-ordres le choix des voies et moyens, pour arriver au but, que dans la limite de l'initiative dont ils sont capables. Un chef qui suppose que ses subordonnés ne peuvent agir selon ses vues qu'autant qu'il entrera dans tous les détails, cherchera à parer autant que possible à cet inconvénient en les dirigeant. Grâce à cette sorte de tutelle, il ne se prive pas des moyens que possèdent ses subordonnés, mais il supplée tant bien que mal à ceux qui leur manquent. Il devra attentivement étudier les conditions d'espace et de temps afin d'avoir ses subordonnés et leurs troupes aussi près de lui que possible, et régler autant qu'il le pourra chacun de leurs pas,

tout au moins de manière à pouvoir parer à temps aux conséquences de mesures défectueuses. Mais, même un chef possédant le plus vaste génie, ne peut suppléer, à la guerre, au manque d'initiative de ses subordonnés.

Pour que les chefs soient à même d'agir avec initiative, il faut d'abord que leurs connaissances s'étendent au delà de la sphère d'action qui leur est départie, et qu'ils comprennent les manifestations et les exigences de la guerre. Grâce à ces qualités, ils sont à même, lorsque la guerre les place dans une situation particulière, d'apprécier sûrement et rapidement non seulement son importance propre, mais encore celle qu'elle a par rapport à l'ensemble des opérations. En outre, ces qualités sont les meilleures garanties contre le danger réel que l'initiative des divers membres de l'armée pourrait faire courir à l'unité d'action.

L'initiative exige aussi le courage moral, grâce auquel on exécute résolument et énergiquement ce que l'on juge opportun de faire, sans se laisser influencer par la peur de la responsabilité.

Le courage et le discernement d'un chef seront particulièrement soumis à une dure épreuve, lorsque les hypothèses qui ont donné lieu à un ordre reçu seront reconnues inexactes, et que, tout en s'écartant de cet ordre, il lui faudra prendre une résolution aussi conforme que possible à la pensée de celui qui l'a donné.

Enfin, pour que l'on puisse faire appel à l'initiative des subordonnés, il faut qu'ils possèdent une abnégation telle que l'on soit sûr qu'ils se soumettront volontairement et complètement aux desseins des supérieurs qui les dirigent. On aura sur ce point une garantie certaine et d'une importance que l'on ne saurait trop signaler, si les nominations aux divers degrés de la hiérarchie se font conformément à de justes principes. La majorité s'incline volontiers devant la supériorité du talent, la force de caractère et l'expérience, tandis que le sentiment d'une injustice dont on est la victime rend la subordination plus pénible. Néanmoins, si un corps d'officiers ne possède

pas le véritable esprit militaire, on ne pourra, même avec le meilleur système d'avancement, éviter les abus d'autorité, l'envie et la jalousie. Si des chefs en sous-ordre sont animés de pareils sentiments, il est nécessaire, dans l'intérêt de l'unité d'action, de restreindre leur initiative.

Le courage moral qui, à la guerre, est lié indispensablement à l'esprit d'initiative, est presque toujours accompagné d'une autre qualité qui rend plus nécessaire encore une juste liberté d'action; nous voulons parler du désir de bien faire et de se signaler.

Si les chefs, par esprit d'initiative, s'efforcent d'accélérer l'exécution des projets de celui qui les commande, si, pour y arriver, ils saisissent toutes les occasions favorables, s'ils engagent leur responsabilité pour profiter du moment propice, sans le laisser passer en demandant des explications, il se produit alors dans les opérations, cet entrain qui double les forces et paralyse celles de l'adversaire.

Jamais, dans une armée, l'ardeur ne sera trop grande, et il suffira de s'attacher seulement autant qne possible à ce qu'elle ne dégénère pas en une sorte de « fuite en avant », comme cela arriverait vite, si l'importance de l'unité d'action était méconnue ou appréciée d'une manière insuffisante. Mais, quoi qu'il en soit, il vaut mieux s'exposer à voir un trop vif esprit d'initiative pousser à une « fuite en avant », que de négliger et même d'étouffer dans une armée l'esprit qui engendre l'initiative et la personnalité.

Au contraire, éveiller et développer cet esprit, le guider dans le droit chemin, le restreindre à ses véritables limites, constitue une des tâches les plus importantes et les plus difficiles de ceux qui sont appelés à exercer une influence quelconque sur la vie et les efforts de l'armée.

Déjà dans l'organisation de l'armée, il faut tenir compte de ces considérations. Si les divers éléments de ce puissant organisme ne sont pas réglés et agencés d'une manière précise, il n'est pas possible de les faire agir avec ensemble. Il faut donc que certains règlements, certaines

dispositions soient communs à tout l'ensemble de l'armée, et que d'autres soient particuliers aux diverses unités qui la composent. Mais on ne doit rien réglementer, ni rien centraliser de ce qui peut être laissé au jugement individuel sans porter atteinte à l'unité d'action des troupes.

En donnant aux individus et aux troupes, pour tout ce qui est élémentaire, des règles fixes et qui sont devenues pour eux une habitude, on a un moyen efficace de débarrasser l'esprit des chaînes que lui impose le soin constant de parer à de petits détails; mais en abusant des règles, on embarrasse l'esprit.

Là où la direction des affaires militaires est trop fortement centralisée, les commandants de troupes perdent l'habitude de l'initiative et de la responsabilité. Bien au contraire, il est important, dès le temps de paix, de laisser à chacun la part d'initiative que comporte sa sphère d'action.

En outre, l'autorité des supérieurs n'est jamais mieux assurée que si, en donnant leurs ordres, ils se bornent au nécessaire, et s'ils veillent avec une sévérité d'autant plus grande à leur stricte exécution. Tout en se limitant ainsi dans leurs commandements, les supérieurs ne devront pas négliger l'instruction et l'éducation de leurs inférieurs; mais on doit, au contraire, déclarer vicieuse toute éducation qui ne sait ni éveiller l'initiative des inférieurs, ni obtenir une soumission volontaire et raisonnée.

Une telle tâche ne peut être entreprise, il est vrai, que dans une armée où le terrain est préparé par l'instruction intellectuelle préalable et les dispositions de caractère de ceux qu'on doit former pour en faire des chefs. Ce sont les éléments composant le corps des officiers, et l'esprit qu'on y entretient et qu'on y développe, qui font surtout qu'en cas de guerre l'État pourra ou ne pourra pas compter sur les grands avantages que procure l'initiative des chefs. Cette initiative et cette individualité des chefs ont été très utiles à toutes les époques, mais leur importance s'est encore accrue depuis que les armées sont devenues

plus considérables, et que par suite les opérations militaires ont pris une extension correspondante.

Les masses que les grandes puissances modernes peuvent faire entrer en campagne agiront mal, péniblement et avec mollesse, même sous la direction d'un homme de génie, si celui-ci ne peut compter sur l'initiative de ses sous-ordres. Cette initiative doit surtout se rencontrer au plus haut degré dans les commandants des grandes unités (armées, corps indépendants). Un chef occupant une pareille situation ne pourra rien faire de grand, s'il n'a pas toutes les qualités d'un général, et s'il ne dispose pas d'un bon état-major; de tels hommes ne se rencontreront en nombre suffisant que dans une armée où l'on aura soigneusement cultivé l'esprit d'initiative.

Il importe de se demander jusqu'à quel point les difficultés que l'on rencontre dans la direction des grandes masses sont diminuées par suite de l'emploi du télégraphe.

Aujourd'hui le télégraphe est un moyen très puissant pour obtenir à la guerre l'entente entre le commandement supérieur et les diverses unités. La rapidité avec laquelle il transmet les rapports, les ordres, les demandes et les réponses paraît presque indépendante de la distance. Par suite, il est particulièrement propre à diminuer les difficultés de commandement provenant de ce que aujourd'hui les troupes occupent des espaces plus grands qu'autrefois. Aussi, chaque commandant d'armée devra-t-il s'efforcer d'utiliser tous les avantages que procure son emploi.

Mais d'un autre côté, il faut se garder d'accorder à ce moyen une importance exagérée.

D'abord la communication télégraphique n'a pas une rapidité telle que l'occasion propice pour agir ne puisse s'envoler pendant l'intervalle qui s'écoule entre la demande et la réponse. L'envoi de la dépêche à la station la plus rapprochée, la transmission qui ne peut pas toujours se faire directement, la réception de la dépêche à la

station d'arrivée et la remise au destinataire qui n'est pas toujours à proximité, sont des opérations exigeant un certain temps, se chiffrant presque toujours par des heures. Ainsi, dans la soirée du 14 janvier 1871, le général von Werder demande par le télégraphe au grand quartier général à Versailles s'il devait accepter, sur la Lisaine, l'attaque des forces ennemies supérieures aux siennes. Ce ne fut que dans la soirée du 15 qu'il reçut la réponse affirmative. Mais déjà en se basant sur l'esprit des instructions générales écrites qu'il avait reçues, il s'était, de sa propre initiative, décidé, dès le 15 au matin, à accepter l'attaque de l'ennemi.

Si l'on fait un grand usage du télégraphe, les dépêches restent souvent pendant longtemps à la station de départ ou dans les postes intermédiaires, avant de pouvoir être transmises.

Dans la guerre de campagne, surtout en pays ennemi, il n'est pas toujours possible, au moins avec les moyens connus aujourd'hui, de relier régulièrement par le télégraphe le quartier du généralissime avec ceux des commandants d'armée, et ces derniers avec les commandants de corps d'armée. Même lorsque la chose est possible, il se produit de fréquentes interruptions qui sont dues aux phénomènes naturels, aux entreprises de l'ennemi et à des incidents de toutes sortes. Enfin ce n'est qu'exceptionnellement que l'on pourra prolonger les relations télégraphiques au delà des quartiers généraux des corps d'armée, c'est-à-dire relier ceux-ci avec leurs sous-unités.

Aussi, quelque important que soit le télégraphe pour transmettre des renseignements et pour entretenir entre les grands commandements l'unité de vues sur l'ensemble de la situation et les objectifs généraux que l'on poursuit, il n'est cependant pas en mesure de suppléer à l'initiative et à l'esprit de résolution des chefs, ni même de diminuer la valeur de ces qualités.

En outre, le peu de sûreté de ce moyen de communication exige qu'on l'emploie avec discernement, même dans les cas où on peut en disposer, afin que les chefs en

sous-ordre ne perdent pas l'habitude d'agir avec initiative et qu'ils ne soient pas indécis et embarrassés lorsque le télégraphe fera défaut.

Se servir du télégraphe pour tenir ses subordonnés en lisière et diriger ainsi tous leurs actes, entraîne des inconvénients qui ne sont nullement en rapport avec les avantages isolés que ce moyen de communication peut fournir.

Des considérations précédentes sur la direction et l'initiative, il résulte que la mesure d'indépendance dont les chefs ont besoin pour agir en temps opportun résulte principalement de deux conditions :

D'abord de l'étendue de leur sphère d'action, et ensuite du temps nécessaire pour communiquer avec leurs supérieurs ou, en général et en tenant compte du peu de sécurité et de l'insuffisance des communications télégraphiques, de la distance qui sépare la direction de l'exécution.

En conséquence, le généralissime donne aux commandants d'armée et aux corps opérant d'une manière indépendante des « directives » qui leur tracent la marche générale à suivre pour arriver aux objectifs les plus immédiats.

De même, les commandants d'armée ne pourront pas toujours diriger leurs corps d'armée par des ordres journaliers. Les rapports relatifs aux événements qui ont eu lieu la veille dans chacun des corps arrivent en général trop tard au quartier général de l'armée pour qu'il soit possible de les utiliser dans la rédaction des ordres pour le lendemain. Presque toujours il faudra laisser aux commandants de corps d'armée la faculté d'agir à leur gré, selon les directives générales.

Ce n'est qu'aux chefs d'un rang moins élevé qu'on envoie chaque jour des ordres (dispositions, instructions). Quelquefois même les ordres sont plus fréquents lorsque les circonstances l'exigent, ou lorsqu'il s'agit de missions spéciales.

Délimiter nettement les attributions de manière que

chacun ait une sphère d'action déterminée et ne la dépasse jamais; exiger qu'en principe chaque chef ne donne des ordres qu'à ses subordonnés immédiats et que jamais il n'empiète sans nécessité sur leurs attributions, telles sont les conditions essentielles à satisfaire pour que les opérations aient une bonne direction.

Des circonstances particulières, comme il s'en présente surtout dans les situations difficiles de la guerre, exigent que parfois on s'écarte de ces principes. Ainsi il peut arriver que le généralissime soit obligé, après avoir fait connaître ses dispositions, d'envoyer le même jour d'autres instructions et même de donner des ordres précis relatifs aux détails de direction d'une armée. De même on comprend parfaitement que dans des cas déterminés, le général commandant un corps d'armée dispose directement de certaines fractions de troupes, à la condition toutefois d'en informer le plus tôt possible leur chef direct.

Comme cette manière de faire a souvent des conséquences fâcheuses, il ne faut l'employer que pour parer à de plus grands inconvénients. Parmi ces conséquences, on a surtout à craindre l'incertitude qui gagne les chefs et la fatigue qui s'empare des troupes, si, comme cela a lieu ordinairement lorsque l'on s'écarte des règles posées plus haut, les ordres donnés sont fréquemment changés avant ou pendant l'exécution.

Ce serait une erreur de croire qu'à la guerre on peut arriver à ne pas donner de contre-ordres, mais il n'en est que plus important d'éviter ce mal toutes les fois que cela est possible.

De là une autre règle, qui concerne tous les degrés de la hiérarchie : les prescriptions doivent s'arrêter là où il devient impossible de prévoir les événements avec quelque certitude.

Aux considérations qui précèdent relativement aux ordres, nous voulons enfin, en raison de l'importance du sujet, en ajouter quelques autres :

1° Un ordre qui se montre inexécutable porte toujours

atteinte à l'autorité du supérieur qui l'a donné, et diminue la confiance en la direction. C'est encore un motif pour ne pas trop prévoir et pour ne pas imposer à la conduite des subordonnés des limites trop étroites.

L'impression que produit un ordre est particulièrement fâcheuse, lorsque l'impossibilité où l'on est de l'exécuter résulte d'erreurs palpables que l'on aurait pu éviter, et que les subordonnés reconnaissent aisément ; par exemple, lorsque le supérieur qui donne l'ordre n'a pas suffisamment tenu compte du temps nécessaire à sa transmission et à son exécution.

Il semble si naturel que cette question de temps doive toujours entrer en compte, que nous n'en aurions pas fait une mention spéciale, si par expérience nous ne savions qu'elle est très fréquemment oubliée. Même dans les ordres d'un Napoléon, on rencontre parfois des erreurs de ce genre, telles que l'on en est étrangement surpris.

2° Si plusieurs corps de troupes ou fractions d'armée sans liens organiques entre eux, se trouvent momentanément réunis pour exécuter en commun une mission déterminée, il est de première nécessité, dans le but de parer à un éparpillement des forces, de les placer sous un commandement unique pendant toute la durée de la mission. L'oubli de cette règle a souvent eu des conséquences funestes.

3° L'unité d'action sera facilitée si les commandants de corps d'armée connaissent les missions assignées aux corps d'armée voisins. Dans beaucoup de circonstances, il sera donc très utile de leur donner à tous les mêmes directives générales.

4° Pour avoir une transmission rapide et sûre des ordres, il faut que celui qui commande fasse un choix judicieux de l'endroit où il se tiendra, c'est-à-dire qu'il se place là où il peut le plus facilement être en relation avec ses subordonnés. S'il peut prévoir qu'il aura plus tôt à intervenir d'un côté que d'un autre, sa véritable place est naturellement de ce côté.

Les sous-ordres devant pouvoir en toutes circonstances

et sans perte de temps trouver le chemin qui conduit auprès du chef, il doit toujours indiquer l'emplacement qu'il a choisi. S'il se déplace souvent, la chose devient plus difficile.

5° La rapidité et la sûreté de la transmission des ordres dépendent enfin de la valeur des organes employés à ce service et du degré de confiance qu'ils inspirent. Parmi ces organes, on doit comprendre non seulement les officiers de l'état-major, de l'adjudanture, les officiers d'ordonnance et les employés du télégraphe; mais encore, par extension, les cavaliers employés à ce service de transmission. La cavalerie ne pourra satisfaire aux exigences de ce service que si ses hommes sont intelligents et très disciplinés.

CHAPITRE VII.

DES AVANTAGES QUE DONNENT L'ACTIVITÉ ET L'INITIATIVE.

Ce n'est pas la possession des forces mais leur emploi qui, à la guerre, décide du succès.

L'histoire militaire ne témoigne aucune admiration pour la force qui recule ni pour la sagesse qui faiblit. L'histoire militaire honore le nom des hommes qui ont su employer énergiquement et avec adresse les forces confiées à leur direction, même lorsqu'ils n'ont pu cueillir les lauriers de la victoire; elle condamne, au contraire, ceux qui, à la guerre, n'ont pas fait tout ce qu'il était en leur pouvoir d'accomplir.

Plus les efforts qu'une nation s'impose pour s'assurer le succès sont grands, plus il importe de chercher, non seulement la victoire, mais encore à terminer rapidement la guerre. Les armements des puissances modernes sont trop considérables pour qu'ils puissent être soutenus longtemps. En donnant aux forces une vive impulsion, on abrège la durée de ces armements.

La rapidité dans les opérations, alliée à une sage direction, augmente les forces de l'individu et celles de toute l'armée. Des troupes qui sont habituées à considérer une marche de 15 kilomètres (2 milles) comme leur tâche d'un jour, se fatiguent plus rapidement que d'autres qui auraient déjà plusieurs fois accompli des marches de 30 kilomètres (4 milles).

En employant les troupes avec activité, on augmente encore leur moral, à la condition toutefois qu'elles puissent espérer que le succès couronnera leurs efforts. Des

marches et des contre-marches sans but ne peuvent naturellement amener ce résultat, et les troupes sentent, en général, très bien, si elles sont conduites avec méthode ou avec incertitude.

L'activité et la rapidité dans l'emploi des troupes équivalent à une augmentation d'effectif. Un commandant d'armée qui, après avoir battu aujourd'hui une partie des forces de l'ennemi, se portera demain par une marche rapide vers l'autre partie pour l'accabler, double les forces dont il dispose par suite de l'énergie et de la rapidité de ses opérations. « Activité, activité, vitesse, » crie Napoléon à ses maréchaux, lorsque en 1809, il commence ses brillantes opérations entre l'Abens et l'Isar, afin de les pousser à tirer parti du temps et des forces.

Les heures sont précieuses à la guerre; souvent une avance de temps décide du résultat d'une opération importante.

Par l'énergie et la rapidité de nos opérations nous rendons plus difficile à l'ennemi la connaissance de nos projets et l'emploi opportun des contre-mesures destinées à y parer; nous obtenons ainsi les avantages que donne toujours la surprise.

En outre, une semblable conduite est, à la guerre, l'unique moyen de placer l'ennemi dans une dépendance telle qu'il épuisera ses forces pour obvier aux conséquences fâcheuses qu'auront pour lui nos opérations, et que, par suite, il sera obligé de renoncer à ses propres desseins. Agir ainsi, c'est « faire la loi à l'adversaire » et « gagner la main ».

Celui qui a « la main » choisit ses objectifs, recherche les points faibles de l'ennemi afin d'y porter des forces supérieures.

Celui qui attend que son adversaire ait agi, pour en déduire ses résolutions, arrivera souvent trop tard pour les exécuter, et viendra se heurter à de nouvelles dispositions de l'ennemi qui bouleverseront ses projets.

Si on gagne *la main*, on augmente en outre le moral de l'armée. Celui qui se propose un objectif net et déter-

miné, et qui emploie toutes ses forces pour l'atteindre, acquiert une supériorité morale sur celui qui est obligé de prendre comme point de départ de sa conduite les vues et les dispositions de son adversaire.

Comme il est difficile à la guerre d'être exactement renseigné sur les intentions de l'ennemi, celui qui subordonne le plus son action à la connaissance de ces renseignements en souffre plus que son adversaire. Ici, netteté de volonté, et par suite augmentation du moral et tension plus grande des forces physiques et intellectuelles; là, doute, inquiétude constante et luttes intérieures qui ruinent les meilleures troupes.

Celui-là seul qui emploie ses troupes offensivement peut tirer des avantages positifs des fautes de son adversaire; celui qui ne prend pas cette offensive doit se contenter d'être parfois préservé par les fautes de son adversaire, du mal que celui-ci aurait pu lui causer.

En prenant l'initiative, on peut parer souvent aux conséquences fâcheuses que les oublis, les malentendus ou les autres frottements amènent dans les opérations, soit en différant la mise à exécution d'une idée, soit en cherchant à atteindre autrement le même but. Si, au contraire, ces incidents se produisent chez l'adversaire, il peut ne pas être à même d'en empêcher les conséquences fatales.

Si les deux adversaires sont en contact immédiat, et s'il arrive, comme cela a été le cas à Beaumont, qu'un corps ne reçoive pas l'ordre de départ qui lui a été envoyé, on se représente facilement combien les conséquences seront différentes suivant que ce corps appartiendra à l'un ou à l'autre des deux partis.

Celui qui est vaincu par un adversaire plus résolu et plus actif, peut presque toujours et sans s'écarter de la vérité, citer un grand nombre d'incidents qui ont contrarié ses desseins et favorisé au contraire ceux de son ennemi. Mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas par hasard, mais bien par la force des choses que celui-là seul qui montre de l'activité, récolte les fruits que peut produire « le hasard ».

A toutes les époques, les grands généraux ont employé offensivement leurs troupes, même dans la défensive.

CHAPITRE VIII.

DÉFINITION ET IMPORTANCE DE LA LIGNE NATURELLE DE RETRAITE.

Pour dégager des troupes de l'étreinte d'un adversaire supérieur, il faut évidemment les ramener là où elles pourront trouver une protection contre ses coups, ou recevoir des renforts qui leur permettront de résister de nouveau.

Le chemin que ces troupes doivent suivre pour atteindre ce point le plus rapidement et le plus sûrement est leur ligne naturelle de retraite.

En général, cette ligne sera le chemin praticable le plus direct. Lorsqu'il s'agit de forces considérables, on n'a plus une ligne unique, mais bien un faisceau de chemins plus ou moins parallèles entre eux.

Il faut ajouter en outre que quelquefois on peut employer des voies ferrées, même si elles s'écartent sensiblement de la ligne naturelle de retraite.

La retraite peut se faire vers un point fixe ou vers un objectif mobile. Un corps de partisans sorti d'une place forte rétrogradera naturellement vers cette place s'il est pressé par des forces contre lesquelles il ne peut tenir. Le chemin le plus court pour atteindre la place forte est alors sa ligne naturelle de retraite. On peut encore se retirer sur des points fixes d'une autre nature, par exemple; sur les points de passage d'un fleuve, sur les cols d'une chaîne de montagnes, etc.

Un détachement qui opère temporairement loin d'une armée ou d'une fraction d'armée dans le but de remplir une mission spéciale cherche naturellement, lorsqu'il est forcé de rétrograder, à se retirer dans la direction où il trouvera l'appui efficace des forces principales. Il se di-

rige donc sur le gros des forces soit en ligne droite, soit obliquement de manière à pouvoir convenablement unir ses efforts à ceux de l'armée. Si cette armée est elle-même en mouvement, la ligne naturelle de retraite du détachement se déplace en conséquence.

Enfin pour l'ensemble des forces d'un parti belligérant, la ligne naturelle de retraite se déduit de cette considération que le territoire national peut seul fournir des renforts. Par conséquent, si l'on est obligé de rétrograder, il faut exécuter ce mouvement de manière à conserver les lignes de communication menant vers le gros des ressources nationales. On doit chercher en même temps à protéger ces lignes le plus possible. Il résulte de ces considérations qu'en pays ennemi, la ligne naturelle de retraite du gros des forces se confond, en général, avec les lignes de communication avec l'arrière.

Lorsque l'on est obligé d'abandonner des contrées ennemies occupées jusqu'alors, on rencontre dans ce mouvement rétrograde des difficultés de toutes sortes. Ces difficultés sont dues principalement à l'hostilité de la population, hostilité qui ne manque jamais d'éclater. Pour y parer, on ne peut créer des points d'appui et rassembler des ressources que dans la partie du territoire ennemi que l'on occupe. Mais ces ressources, en cas de retraite, ne pourront suffire que si le gros des troupes se maintient à proximité des lignes de communication avec l'arrière. Il est en outre nécessaire que ces lignes soient couvertes pendant le mouvement rétrograde afin d'avoir le temps d'évacuer le matériel et le personnel qui y sont échelonnés. En se retirant ainsi, l'armée trouvera le moyen de recevoir ses premiers renforts, en faisant venir à elle les troupes qui avaient été laissées pour l'occupation du territoire conquis et, en particulier, celles chargées de la surveillance des lignes de communication avec l'arrière.

Lorsque la retraite a lieu sur le territoire national ou en pays ami, ces considérations disparaissent complètement, ou bien elles n'ont qu'une importance plus ou

moins grande suivant le plus ou moins de facilités que l'on a de déplacer les lignes de communication avec l'arrière. Dans le cas surtout où l'on dispose de voies ferrées, on peut relier l'armée avec la partie du territoire située en arrière, au moyen de plusieurs lignes de communication. La retraite de la masse des forces doit alors se faire de manière à couvrir les principaux centres de ressources, et à tirer le meilleur parti des appuis que fournissent la nature du pays et le système de fortification.

Si l'on n'avait égard qu'aux considérations précédentes, on trouverait souvent plusieurs lignes de retraite répondant à la question. Ainsi par exemple, si on suppose qu'une armée française postée sur la Moselle supérieure soit battue, cette armée peut rétrograder dans la direction de Paris ou dans celle de Lyon. Dans l'un et l'autre cas, elle trouve des points d'appui, et elle peut utiliser les ressources de son territoire et les protéger contre les tentatives de l'ennemi. Mais lorsqu'un cas semblable se présente, on finit toujours par donner la préférence à l'une des directions possibles, et c'est alors celle-ci qui doit être considérée comme la ligne naturelle de retraite, bien qu'elle n'ait pas en elle-même une importance exclusive.

Il n'est pas nécessaire de faire ressortir davantage combien il est indispensable de pouvoir retirer ses forces dans la direction de la ligne naturelle de retraite, lorsqu'il s'agit de les soustraire à l'ennemi qui les menace et aux conséquences des revers qu'elles ont déjà essuyés.

Tout aussi grand est l'intérêt de l'adversaire à empêcher que la retraite ait lieu dans cette direction. Il a plus de chances de conserver la supériorité et d'en user, s'il réussit à rejeter les forces ennemies en dehors de la ligne qui doit leur fournir secours et appui.

La ligne naturelle de retraite d'une armée ou d'un corps est compromise lorsque l'adversaire peut s'établir avec supériorité sur un point quelconque de cette ligne, avant que cette armée ne l'ait franchi. Il est indifférent que cette supériorité de l'adversaire soit fondée sur des

forces plus nombreuses ou meilleures, ou sur les avantages du terrain.

En employant des forces numériquement plus faibles que les nôtres, mais par suite plus mobiles, l'adversaire peut presque toujours atteindre notre ligne de retraite, en admettant toutefois qu'elle ne soit pas protégée par des dispositions particulières. Des entreprises de ce genre peuvent, il est vrai, rendre très précaires nos lignes de communication avec l'arrière, et nous forcer à faire des haltes fâcheuses; mais en général elles ne suffiront pas pour couper notre retraite et pourront même dans certains cas tourner au désavantage de notre adversaire (Kulm, Hanau 1813).

Une ligne de retraite ne peut nous être absolument interdite que dans le cas où elle est barrée par des obstacles que nous ne pouvons enlever.

En général, les circonstances sont telles que les avantages que l'on se donne en menaçant la ligne de retraite ennemie entraînent pour la sienne propre une diminution de sécurité. Cette considération a peu d'importance si l'on a pris sur son adversaire une supériorité marquée, tant que l'on n'est pas exposé à la perdre. Mais les choses sont tout autres s'il y a quelque chance que la situation devienne favorable à l'adversaire, surtout si cela se présente au moment où une action décisive se prépare. Dans ce cas, l'avantage que l'on se donne en menaçant la ligne de retraite de l'ennemi entraîne presque toujours, ou des chances moindres de le battre, ou une diminution de sécurité pour notre propre ligne de retraite. Le premier cas se présente lorsque, pour menacer la ligne de retraite de l'adversaire, on détache des forces qui ne pourront pas prendre part à l'action décisive; le second, lorsque la tendance générale de l'acte décisif sera de rejeter l'adversaire hors de sa ligne de retraite; nous verrons plus loin les exceptions à ces principes.

Celui qui a peu d'espoir de sortir vainqueur d'un engagement décisif, se préoccupera surtout d'assurer sa propre retraite, et ne sacrifiera volontairement rien ou presque

rien dans le but d'augmenter l'importance de la victoire, si l'issue de l'engagement venait à lui être favorable.

On s'expose surtout beaucoup lorsqu'on découvre sa ligne de retraite naturelle, pour chercher le combat en ayant son front tourné du côté de ses propres lignes de communication avec l'arrière. On ne devra se hasarder à agir ainsi que dans le cas où l'on a une grande confiance en l'issue favorable de l'engagement. Mais pour prendre une telle détermination, il faut être doué d'une résolution extraordinaire et être bien hardi; car cette confiance ne repose que sur des probabilités qui, quelquefois, sont trompeuses, et peuvent être anéanties par suite d'incidents imprévus.

Il est vrai que si dans ces conditions l'action décisive tourne à notre avantage, les résultats sont proportionnés aux risques que l'on pouvait courir. Le rapport entre l'enjeu et le gain peut être avantageux lorsque la situation relative des deux lignes de retraite favorise les tentatives que l'on peut faire pour couper celle de l'adversaire. Si on suppose, par exemple, qu'au moment où l'engagement va avoir lieu, les deux armées en présence ont, l'une sa ligne de retraite placée derrière son front, tandis que l'autre a la sienne sur un de ses flancs, il est alors évident, toutes choses égales d'ailleurs, que cette dernière armée a sa ligne de retraite plus menacée que celle de son adversaire.

Il en est encore ainsi lorsque, deux armées étant en présence, l'une fait front du côté de sa ligne de retraite, tandis que l'autre a sa ligne de retraite sur un de ses flancs.

On doit aussi tenir compte des conditions géographiques et de la nature respective des lignes de retraite des deux adversaires. Si l'ennemi doit franchir des montagnes ou de grands fleuves pour nous tourner et atteindre notre ligne de retraite, tandis que nous n'aurions pas les mêmes obstacles à surmonter pour aborder la sienne, il est évident que ces circonstances augmentent la sécurité de notre ligne de retraite, tandis qu'elles favorisent les

entreprises que nous pouvons faire contre celle de l'ennemi. Si la ligne de retraite d'une armée traverse des défilés nombreux et difficiles, tandis que celle de l'adversaire se développe au milieu d'un pays ouvert et praticable, il est encore évident qu'il est plus facile de barrer la retraite à la première armée qu'à la deuxième.

Enfin nous devons encore signaler l'avantage évident de disposer de lignes de retraite secondaires que l'on peut utiliser après la perte de ses lignes principales.

La retraite est une des questions capitales de la stratégie. Il n'y a presque aucune situation à la guerre où l'on n'ait pas à s'en préoccuper. Aussi reviendrons-nous encore à plusieurs reprises sur ce sujet.

Nous appellerons encore ici l'attention sur la nécessité de bien distinguer la ligne de retraite de la ligne de communication avec l'arrière. Elles se confondent souvent, mais leur but et leur importance sont complètement différents. Particulièrement, en ce qui concerne le but et les moyens, on ne saurait comparer l'idée de rompre les lignes de communications avec l'arrière à celle de barrer la ligne naturelle de retraite.

CHAPITRE IX.

DU COMBAT.

De tous les moyens à employer pour affaiblir les forces de l'adversaire, le combat est de beaucoup le plus important.

L'emploi des troupes dans le combat est du domaine de la tactique et en constitue même la partie la plus essentielle. Au contraire, c'est à la stratégie à décider quand et pourquoi on doit se battre, à tenir prêtes les forces nécessaires pour livrer bataille, et à tirer parti du succès obtenu.

Par suite le commandement doit, dans ses résolutions, tenir compte de considérations tactiques et stratégiques. Souvent les unes et les autres seront concordantes. Parfois il arrivera que le champ de bataille s'imposera d'après le but du combat; dans d'autres cas au contraire, on aura une certaine latitude pour le choisir en satisfaisant aux exigences de la tactique. On peut dire qu'il en est de même lorsqu'il s'agit de décider si le combat doit être mené offensivement ou défensivement. La nature du but que l'on poursuit ne suffit pas toujours pour prendre une décision : souvent un résultat défensif peut être atteint par l'offensive. Souvent on cherchera à régler l'emploi des troupes de manière à tirer parti du succès que l'on espère en menaçant la ligne de retraite de l'adversaire; mais dans les dispositions tactiques que l'on prendra alors, il ne sera pas moins important de ne négliger aucune des mesures destinées à couvrir notre propre ligne de retraite, et ces mesures sont du domaine de la stratégie.

Mais la stratégie doit encore plus tenir compte des exigences de la tactique. L'une des tâches les plus impor-

tantes de la stratégie consiste à saisir le moment opportun pour combattre, et à rassembler en temps et lieu les forces nécessaires pour atteindre le but que l'on poursuit; mais elle ne pourra arriver à ce résultat que si elle a une connaissance approfondie des conditions entraînant le succès tactique dans les circonstances les plus diverses.

Ces considérations montrent jusqu'à quel point on doit, dans un ouvrage de stratégie, s'étendre sur les considérations se rapportant au combat. On ne peut pas exclure les questions tactiques, mais il ne faut pas les étudier dans leurs détails. On ne doit les considérer qu'au point de vue de leur importance stratégique, et ne voir tout d'abord que ce qui est relatif :

1° Au but et à l'effet du combat;

2° A la préparation et à l'utilisation du combat.

1° Du but du combat.

Un combat peut être la conséquence des desseins que poursuivent les deux adversaires, ou résulter d'une rencontre fortuite. Dans l'un et l'autre cas, on peut se proposer : d'affaiblir l'adversaire et de l'anéantir s'il est possible; — ou bien on veut pousser l'ennemi à tenter une action contraire à ses intérêts, ou l'empêcher d'en tenter une défavorable à notre cause.

Nous appellerons les combats du premier genre des *combats d'extermination*, et les autres, des *combats secondaires*.

Le choc violent des grandes masses, *la bataille*, a toujours, lorsque les méthodes de guerre sont énergiques, plus ou moins le caractère d'un *combat d'extermination*.

Parmi les objectifs donnant lieu à des *combats secondaires*, nous citerons comme exemples les suivants : chasser l'ennemi d'une localité dont la possession nous est utile; — empêcher l'ennemi de s'emparer d'une telle localité; — maintenir devant soi des forces ennemies, alors

que l'intérêt de l'adversaire est de les retirer; — leur faire abandonner un point où elles nous gênent; — arrêter l'ennemi pour lui faire perdre du temps ou pour nous en faire gagner; — tromper ou fatiguer l'adversaire; — le forcer à nous montrer ses troupes afin que nous puissions juger quelle est leur force (combats de reconnaissance)...

La distinction entre le *combat d'extermination* et le *combat secondaire* ne peut être établie que d'après l'objectif que l'un ou l'autre des partis poursuit dans la lutte. Si, en effet, on considère le développement de l'action, on voit que les combats secondaires peuvent être aussi acharnés que les combats d'extermination. Cependant ceux-ci, par suite de leur essence, doivent avoir le caractère d'une lutte faite avec les plus suprêmes efforts. Dans de tels combats, les questions de temps et d'espace ne sont que des moyens destinés à permettre l'anéantissement de l'ennemi.

Dans les combats secondaires, au contraire, il s'agit presque toujours de gagner du temps ou de l'espace, ou bien de se maintenir sur un point déterminé. Les pertes infligées à l'ennemi ne sont considérées que comme un moyen permettant d'atteindre le but ci-dessus. Il peut parfois être nécessaire d'employer ce moyen avec la plus grande rigueur; mais cette éventualité est due alors à la résistance que l'ennemi oppose à l'accomplissement de nos projets, et quelquefois à leur importance.

La distinction entre les deux genres de combat se fera mieux sentir en prenant comme exemple un cas concret : l'ennemi que l'on projette d'exterminer occupe un village; s'il l'abandonne, nous n'avons rien obtenu, et nous devons le suivre pour l'attaquer plus loin.

Si, au contraire, on se proposait seulement d'occuper le village, le résultat est atteint dès que l'ennemi l'a évacué. C'est seulement si l'adversaire oppose une résistance énergique que la lutte prend le caractère du combat d'extermination, jusqu'au moment où la possession du village est assurée; ce résultat atteint, il faut décider de nouveau si on ira plus loin.

Si les combats secondaires peuvent quelquefois être aussi acharnés que les combats d'extermination, sans que cependant leur différence caractéristique soit détruite, d'un autre côté, on peut aussi, dans les combats d'extermination, avoir en vue des objectifs particuliers ayant trait aux conditions d'espace et de temps. On peut même dire qu'il en est toujours ainsi lorsque, dans une bataille décisive, on se propose de couvrir les ressources de son pays tout en cherchant à enlever à l'ennemi celles qu'il possède.

Cela tient à ce qu'aucune action isolée, quelle que soit son importance, ne peut suffire pour décider seule de la guerre; elle n'est qu'une des parties de l'action d'ensemble qui constitue la guerre. Et, d'ailleurs, la guerre n'est elle-même que le moyen d'arriver à obtenir certains résultats politiques dominant tout le reste; mais la distinction faite entre les combats, en se basant sur le but que l'on poursuit en les engageant, ne perd pour cela rien de son importance.

2° Conditions générales du succès dans le combat d'extermination.

Après un combat d'extermination, un des deux partis, perdant l'espoir de vaincre, évacue le champ de bataille pour aller plus loin organiser une nouvelle résistance, — ou bien il continue à se retirer jusqu'à ce qu'il reçoive de nouvelles forces, — ou bien enfin, si celles-ci font défaut, si toute retraite ultérieure est impossible, il dépose les armes au bout de quelques jours ou de quelques semaines.

Dans tous les cas, l'un des deux partis est vainqueur, mais il ne l'est complètement que si la dernière éventualité se présente. Si, au moment de la fin de la lutte, les deux partis restent en présence, le combat est indécis et il faut un nouvel engagement ou l'apparition de certains facteurs pour décider de la suite des opérations.

On doit signaler, en passant, un cas qui s'est présenté

souvent, celui où les deux partis se croyant l'un et l'autre battus ont évacué en même temps le champ de bataille. Dans ce cas, le vainqueur est celui qui reconnaît le premier son erreur et qui agit ensuite conformément à cette appréciation de la situation.

Les effets du combat sur les troupes qui y ont pris part se manifestent par :

1° L'épuisement physique et les pertes matérielles ;
2° La désorganisation de l'ordre tactique ;
3° Des effets moraux.

La mort, les blessures et les prisonniers éclaircissent les rangs; un usage de longue durée détériore les armes. Lorsque le combat dure longtemps, il se produit forcément un affaiblissement des forces physiques.

Le combat mélange les troupes et les prive d'une partie de leurs chefs. Ces particularités créent pour la direction des difficultés telles que, dans la tactique actuelle, les chefs supérieurs, dès que le combat est engagé, ne peuvent presque plus agir sur sa marche que par l'emploi opportun des réserves qu'ils ont conservées.

L'effet moral du combat est tout puissant. Aucune nature humaine n'est assez forte pour se dérober entièrement à l'impression qu'engendrent le bruit étourdissant du combat, la vue des camarades mourants, les cris de douleur des blessés, le danger menaçant de la mort ou de la mutilation.

Toutefois, suivant le caractère de l'individu, suivant l'appui qu'il puise dans le sentiment de la solidarité, il est plus ou moins affecté et en état de conserver le libre usage de ses facultés physiques et morales.

En général, on peut dire qu'étant donné une troupe quelconque, celle-ci n'est susceptible de résister que jusqu'à une certaine limite, aux effets destructeurs du combat, sans en être ébranlée ; et qu'au delà de cette limite, il devient douteux que cette troupe puisse poursuivre la mission qui lui incombe. Si cette limite est

atteinte avant que l'adversaire ne soit ébranlé, il faut, pour permettre aux troupes de continuer la lutte, leur donner une impulsion nouvelle. Elle ne peut, en général, être obtenue qu'en jetant de nouvelles forces dans le combat, ou bien par l'approche de troupes de secours. Si cette impulsion nouvelle fait défaut, les troupes ne peuvent plus rien donner; leur vigueur est brisée, et souvent alors il suffit d'une circonstance insignifiante pour jeter la panique parmi elles, et entraîner une fuite désordonnée.

Le moral d'une troupe est surtout rudement éprouvé par des pertes considérables, lorsque ces pertes sont subies dans un temps très court, et lorsque la troupe est dans une position passive. L'histoire militaire nous montre peu de troupes ayant continué le combat jusqu'à leur entière destruction, si elles avaient les voies et moyens pour se dérober à ce sort. Le courage héroïque qui marche à une mort *certaine* dans le but de contribuer au succès, peut bien se trouver chez quelques individus, mais rarement, jamais même dans toute une troupe.

L'impression que font naître les pertes éprouvées, augmente au fur et à mesure que diminue l'espoir de vaincre. Cet espoir enhardit, tandis que personne ne veut se sacrifier pour une cause qu'il croit condamnée d'avance. Voilà pourquoi l'attitude de l'adversaire pendant le combat a une si grande influence sur la résolution de nos troupes. C'est d'après cette attitude qu'elles mesurent instinctivement les chances de réussir et la grandeur probable des pertes qu'elles devront subir pour acheter la victoire ou payer la défaite.

Les deux partis sont soumis l'un et l'autre aux effets accablants du combat. Celui qui succombe est celui qui le premier devient incapable de continuer la lutte ou désespère du succès.

Ce qui donne l'espoir de vaincre, c'est :

1° La supériorité du commandement ;

2° La supériorité dans la qualité des troupes et celle des procédés tactiques ;

3° La supériorité numérique.

1° La nature du combat, l'utilisation des propriétés du champ de bataille, même lorsqu'il nous est imposé, font tout d'abord ressortir quelle est la valeur de la direction. Cette valeur se mesure encore à la judicieuse répartition des troupes et aussi aux objectifs assignés à chaque fraction. A ce point de vue, il importe surtout de bien choisir le point et le moment où doit se faire l'effort principal et d'assurer la continuation de cet effort par un judicieux emploi des forces.

Ce que nous avons dit touchant, en général, les avantages qu'offrent une rapide et juste appréciation des projets de l'ennemi et l'habileté que l'on met à lui dérober les siens, s'applique également, et d'une manière extrêmement efficace, à la situation particulière que présente le combat. Ici, la surprise est un facteur tout puissant.

Mais la supériorité de direction se reconnaît surtout à l'énergie et à la ténacité avec lesquelles on poursuit le but du combat, et à l'empressement que l'on met à tirer parti des avantages qui se présentent.

2° Des troupes habiles et manœuvrières éprouvent dans toutes les périodes du combat des pertes moins grandes que d'autres n'ayant pas ces mêmes qualités; elles infligent à l'ennemi des pertes plus fortes et l'influencent par leur fermeté et leur attitude résolue. De bonnes troupes peuvent en outre supporter sans faiblir des pertes qui auraient amené la retraite de troupes de moindre valeur. Si les troupes sont disciplinées et bien instruites, l'ordre règne encore, plus ou moins, en traversant des circonstances difficiles; et même lorsqu'il a tout à fait disparu, on peut rapidement le rétablir.

L'état des troupes, au moment où s'engage le combat, dépend de leur composition et des effets produits sur elles par les événements antérieurs au combat. Des troupes dont les forces physiques sont épuisées par les fatigues et les privations ou dont la force morale est ébranlée par des

insuccès, sont dans des conditions défavorables, vis-à-vis de troupes fraîches et habituées à vaincre.

3° L'espoir de vaincre augmente avec le nombre des combattants que l'on peut faire entrer en ligne simultanément ; mais cet espoir est également subordonné à la persistance de l'effort déployé.

On a précisément fait observer à ce sujet que les forces d'une troupe sont limitées, et qu'au bout d'un certain temps, il faut les raviver par l'entrée en ligne de troupes fraîches. Dans les combats d'extermination, il n'est pas rare que le vainqueur soit celui qui a pu le dernier faire donner de telles troupes. Si l'on est obligé d'engager ses dernières forces, il n'est plus possible de tirer tout le parti de la victoire ou, si l'on est battu, d'empêcher la défaite de se changer en déroute. Dans tous les cas, la solidité des troupes présente le grand avantage que leur résistance s'épuise moins vite pendant le combat, et que par suite il faut faire donner moins de réserves. Mais la confiance augmente naturellement avec le nombre des combattants dont on dispose, et les intérêts mis en jeu dans un combat d'extermination sont si importants que jamais on ne peut trop faire pour mettre le succès de son côté.

En parlant de l'organisation des forces militaires d'un pays, nous avons recommandé de ne pas trop sacrifier la qualité au nombre ; en ce qui concerne le combat d'extermination, on ne peut rassembler trop de troupes, qu'elles soient bonnes ou mauvaises. C'est un des principes les plus importants de la stratégie, que pour un combat d'extermination, on doit toujours rassembler le plus de troupes possible.

Nous avons fait ressortir ailleurs les sérieux avantages qu'offrait la grande dispersion des troupes au point de vue du mouvement et de la conservation. Pour pouvoir rassembler à temps, en vue de la bataille, les forces ainsi dispersées, il faut qu'on puisse prévoir avec certitude l'époque et le lieu de la rencontre, et calculer exac-

tement, selon les aptitudes manœuvrières des troupes, le temps et l'espace qui sont les facteurs des mouvements de concentration.

Relativement à la première condition, on voit toute l'importance d'un bon service de renseignements et de sûreté.

On voit en outre, combien l'expérience et l'esprit d'initiative des chefs en sous-ordre sont favorables; car, quelque bien organisé que puisse être un service de renseignements et de sûreté, jamais on ne pourra complètement éviter, ainsi que l'expérience le prouve, les rencontres fortuites avec l'adversaire. En pareil cas, il est de la plus grande importance que les chefs en sous-ordre puissent, par esprit d'initiative, conjurer le danger menaçant et s'entr'aider mutuellement.

Enfin le danger d'être surpris au moment où les forces sont dispersées, diminue au fur et à mesure que l'on réussit à subordonner les déterminations de l'ennemi aux siennes propres, et à paralyser son esprit d'entreprise.

Il n'est pas toujours possible de rassembler toutes ses forces; mais on peut, lorsqu'elles sont dispersées, diriger celles dont on dispose contre les fractions ennemies vis-à-vis desquelles elles auront la supériorité numérique, et surprendre l'ennemi au moment où il est fractionné, sans dévoiler ses propres projets.

Tout ce qui vient d'être dit touchant le combat d'extermination, s'applique aussi à la lutte de fractions plus considérables, à celle d'armées contre armées, et par suite à la bataille.

On comprend que rien n'ébranle plus une troupe que de voir reculer la fraction qui combat à ses côtés, parce qu'alors elle sait qu'elle sera obligée de supporter seule, de front et de flanc, tout le choc de l'ennemi. Il en résulte que dans un combat où des forces considérables sont engagées, il n'est pas absolument nécessaire de refouler l'ennemi sur tout son front; il suffira souvent de percer ce front en un point quelconque pour entraîner probablement la défaite de toute la ligne.

3. Conditions générales du succès dans le combat secondaire.

Le but que l'on se propose en livrant un combat secondaire est atteint, si l'adversaire renonce à l'action qu'il méditait ou s'il subit la détermination que nous lui imposons. Ce but atteint, il faut, en général, rompre le combat.

Étant donné le but restreint du combat secondaire, il ne faut pas y faire participer des troupes qui pourraient être nécessaires à un combat d'extermination livré au même moment sur un autre point.

Toutefois, en livrant à l'ennemi un combat secondaire, on peut puissamment contribuer au succès du combat d'extermination, si l'on retient ainsi des troupes ennemies qui pourraient y être employées.

Abstraction faite de ce cas, et considérant le combat secondaire en lui-même, il est bien entendu que l'on doit y engager le plus de troupes possible. Dans la fixation de l'effectif à engager, on doit tenir compte, non seulement de l'effectif et de la valeur des troupes ennemies, mais encore de l'importance probable que l'adversaire attache à l'objectif qui détermine ce combat. Il peut croire qu'il est de son intérêt de transformer le combat secondaire en combat d'extermination, et alors si on estime ne pas pouvoir accepter la lutte dans ces conditions, il paraît opportun de remettre à une époque ultérieure la poursuite du but que l'on avait en vue. Une juste appréciation de la valeur de l'objectif de la lutte doit décider de l'importance de l'enjeu à y engager.

Dans un combat secondaire, on peut aussi trouver l'occasion favorable de dépasser le but que l'on s'était proposé, et de pousser, si l'on est vainqueur, le combat jusqu'à l'extermination de l'adversaire. Le chef doit alors, en pesant les divers facteurs en jeu, décider s'il peut utiliser cette circonstance sans porter atteinte à des intérêts supérieurs. Dans le cas de l'affirmative, il faut profiter de la situation qui est offerte pour détruire les

forces adverses, à moins qu'en agissant ainsi, on n'aille à l'encontre de résultats plus décisifs.

Afin de ne pas pousser l'ennemi à transformer, contrairement à nos intérêts, un combat secondaire en combat d'extermination, il est toujours important de le tromper le plus longtemps possible sur l'effectif de nos forces. Ce cas se présente, surtout lorsqu'il s'agit de tenir, pendant un temps donné, l'ennemi supérieur en nombre à distance d'un point quelconque ou de le maintenir dans la position qu'il occupe. On peut alors, suivant les circonstances, employer des attaques brusquées ou bien dissimuler ses forces jusqu'au dernier moment.

Souvent dans un combat secondaire, il peut être utile de rompre la lutte habilement et à propos, et de s'éloigner rapidement du champ de bataille. De pareilles missions sont plus facilement remplies par des fractions peu nombreuses mais solides et occupant un front étendu, que par des masses importantes. Cette considération a d'autant plus de valeur que souvent dans les combats secondaires, on ne dispose que de peu de troupes.

Dans la composition des troupes devant prendre part à un pareil combat, on doit avoir égard aux missions qu'elles auront probablement à remplir. Si l'on a pour objet de tromper l'ennemi sur l'importance des forces dont on dispose, de le forcer à se déployer à de grandes distances,on aura alors, en général, à livrer des combats de reconnaissance, de retraite, ou à faire des démonstrations, etc. Ces différentes missions exigent surtout une nombreuse artillerie. Pour tous ces cas, et pour d'autres analogues, il n'est nullement nécessaire d'avoir une infanterie nombreuse, mais il faut qu'elle soit très manœuvrière et très résistante. C'est seulement pour livrer de sérieux combats de localités, et lorsque le terrain gêne considérablement l'emploi des autres armes, que l'infanterie a le rôle principal dans le combat secondaire. Si à l'artillerie on adjoint de la cavalerie, on a alors des troupes qui ont un faible pouvoir défensif mais qui peuvent agir de loin et avec rapidité. Ces deux qua-

lités sont souvent, dans le combat secondaire, plus nécessaires que la faculté de résister longtemps.

4. Rapports de temps et d'espace.

Tout combat, pour être livré avec à-propos et énergie, demande des forces disposées en profondeur.

Si toutes les troupes étaient déployées simultanément à la même hauteur, on aurait une ligne étendue, partout également forte mais aussi partout également faible. On ne pourrait ni combler les vides produits par les armes ennemies, ni porter des secours sur les points de ce front étendu qui seraient pressés par l'adversaire, alors que l'on aurait peut-être sur d'autres points de ce front, des forces qui se trouveraient sans emploi. En outre, on n'aurait pas la possibilité de profiter, par un redoublement d'efforts, des circonstances favorables là où elles se présenteraient, ni d'assurer un succès obtenu contre les retours offensifs de l'ennemi.

Dans le combat du bataillon d'infanterie on tient compte de cette considération en maintenant la plus grande partie de la troupe massée sur un ou plusieurs échelons en arrière des tirailleurs qui combattent en première ligne. De même les unités d'infanterie plus considérables combattent toujours sur deux ou trois lignes.

Une armée composée de plusieurs divisions ou de corps d'armée se constitue en outre une réserve spéciale, laissée à la disposition absolue du général commandant. Cette réserve doit être maintenue suffisamment en arrière pour qu'avant d'être employée elle n'ait pas à souffrir sérieusement du feu ennemi. La distance est variable avec la nature du terrain qui tantôt offre des abris, ou tantôt est découvert. Cette réserve doit, dans tous les cas, être placée de manière à pouvoir rapidement gagner le point de la position qui, selon toute apparence, aura le plus besoin de secours, ou bien d'où elle aura le plus de facilités pour faire une attaque décisive.

La force respective de chaque ligne et de la réserve est

variable. Elle dépend de la résistance probable de l'adversaire, des pertes que l'on prévoit devoir essuyer, et de la possibilité que l'on a de juger quelles seront les péripéties du combat. Si on a à combattre un adversaire entreprenant et tenace, il faut avoir une profondeur plus considérable que dans le cas où l'on a devant soi une armée hésitante et passive. Le besoin de profondeur est plus grand dans les combats d'extermination que dans les combats secondaires.

La largeur du front de combat varie en sens inverse de la profondeur, de telle sorte que le front est d'autant plus étendu que l'on a moins besoin de garder en arrière des forces importantes; tandis qu'au contraire il est d'autant plus restreint que l'on est obligé d'avoir en profondeur des forces plus considérables. Dans les combats d'extermination, on ne doit guère au début engager en tirailleurs plus du tiers des effectifs des bataillons de première ligne, afin de pouvoir éviter autant que possible la nécessité de renforcer la ligne par des détachements tirés d'autres bataillons, ce qui jette toujours du trouble dans la direction et entraîne du désordre. Il résulte de là que le front normal de combat du bataillon est d'environ 200 mètres. Un régiment de cavalerie en ligne a, en nombre rond, un front de 300 mètres; une batterie, 90 mètres; l'artillerie d'une division d'infanterie, 400 mètres; l'artillerie de corps, 700 mètres au moins; toute l'artillerie d'un corps d'armée a un front de plus de 1500 mètres.

Dans l'étendue du front de combat de corps composés de différentes armes, la longueur occupée par l'artillerie est toujours la même, car elle ne combat jamais que sur une ligne. Le terrain situé en avant de l'artillerie ne peut guère être utilisé par les autres armes, si on ne veut pas gêner son action. De plus, les batteries ne peuvent soutenir nos troupes d'infanterie en tirant par-dessus elles, jusqu'au commencement du combat décisif, que si ces batteries ou l'adversaire lui-même occupent une position dominante. Dans les autres cas, l'artillerie ne

peut soutenir l'infanterie que si elle trouve à côté d'elle un emplacement dégageant son champ de tir.

Par suite, une division d'infanterie occupant un front de 1500 mètres placerait à côté de son artillerie 6 bataillons sans intervalle, et aurait en arrière ses 6 autres bataillons et son régiment de cavalerie.

Un corps d'armée combat sur un front de près de 4 kilomètres si, au début, il dispose la moitié de son infanterie et les 2 régiments de cavalerie divisionnaires en 2e et 3e lignes, et s'il ne laisse aucun intervalle entre ses bataillons de 1re ligne. Lorsqu'un corps d'armée isolé livre un combat d'extermination, et que les circonstances l'obligent à conserver une réserve particulièrement forte, il peut prendre un front moins étendu que le précédent, mais cependant très peu inférieur; car l'artillerie exigeant un front de 1500 mètres, il n'y aurait plus assez d'espace pour l'action des autres armes, particulièrement de l'infanterie, même si on voulait ne déployer ses forces que très progressivement.

Par contre, dans les combats secondaires, les étendues de front indiquées ci-dessus peuvent, suivant le but et les circonstances, être considérablement augmentées. On peut alors avoir des fronts atteignant jusqu'à une fois et demie la largeur normale.

Nous pensons aussi que dans un combat d'extermination, le front de combat d'un corps d'armée faisant partie d'une armée, doit être de 4 kilomètres, en supposant l'armée de cinq corps et de trois divisions de cavalerie, dont un tiers environ (soit au plus un corps d'armée entier, une division d'infanterie et deux divisions de cavalerie) serait d'abord laissé en arrière comme réserve générale.

Une armée ainsi disposée occuperait un front d'environ 14 kilomètres (presque 2 milles). En adoptant un front moindre, on trouverait difficilement occasion de tirer parti de toute la force vive de l'armée, et de l'utiliser avec à-propos; il faut songer surtout que l'artillerie d'une armée, y compris celle de la réserve, occupe à elle seule un front de 8 kilomètres.

Il est très important, en stratégie, de posséder, dans chaque cas particulier, une juste appréciation de la durée probable de l'engagement. Mais cette durée dépend tellement de circonstances spéciales à chaque cas, qu'il n'est pas possible d'établir à ce sujet des discussions théoriques générales ayant quelque valeur pratique. Un cas particulier étant donné, les facteurs essentiels entrant dans l'appréciation du temps sont : le but de l'engagement, — la force et la valeur des troupes dont on dispose, — l'habileté de la direction, — la nature du terrain, — et le degré de résistance probable qu'offrira l'ennemi. On connaît approximativement le temps nécessaire au déploiement pour le combat et aux déplacements qu'entraîne son développement. Pour le reste, on tiendra compte des observations faites au cours de la guerre.

Nous allons donner ici quelques conclusions importantes au point de vue stratégique, conclusions qui se déduisent des relations de temps et d'espace indiquées ci-dessus.

1° Toute troupe a besoin d'un espace minimum pour tirer parti de toute la puissance de combat dont elle est susceptible. Plus les forces engagées sont considérables, plus il est difficile à un chef de choisir son champ de bataille, lorsqu'il est guidé par des considérations stratégiques. Une armée ne trouvera que rarement, peut-être jamais, un champ de bataille dont les propriétés tactiques lui soient toutes favorables, et défavorables à l'action de l'adversaire. Une armée devra être d'autant moins exigeante sous ce rapport que son adversaire lui laissera moins de liberté, comme temps et comme espace, dans le choix de son champ de bataille.

2° L'avantage d'avoir la supériorité numérique sur le champ de bataille est limité par l'espace nécessaire au déploiement des forces. La disposition des troupes en profondeur n'influe sur l'issue de l'engagement, qu'en donnant la possibilité de soutenir les troupes de pre-

mière ligne au moyen de celles placées en arrière. Si le combat est finalement défavorable aux troupes de première ligne, on peut, il est vrai, recommencer la lutte avec celles placées en arrière, mais en général elles auront alors à agir dans de mauvaises conditions.

3° Des corps déployés en ordre de combat ne peuvent se déplacer que difficilement. Les changements de front sont particulièrement très difficiles et très longs. Sous le feu ennemi, on ne peut guère marcher en ordre que dans une direction perpendiculaire au front général; on doit donc, à moins que des circonstances particulières ne forcent à faire autrement, reculer le déploiement jusqu'à ce que l'on soit fixé, non seulement sur le combat à livrer, mais encore sur le front à occuper. Les mouvements de fractions importantes doivent surtout se faire en formation de rassemblement (si le terrain n'exige pas le passage à la formation de marche), jusqu'à ce qu'elles arrivent sur la ligne choisie, ou jusqu'à ce qu'elles n'aient plus qu'à marcher droit devant elles pour gagner l'endroit où elles doivent s'engager.

4° L'espace considérable qu'occupe le champ de bataille d'une armée en rend la direction difficile. Rarement le général en chef pourra voir l'ensemble, même d'une manière sommaire. Les rapports ne parent qu'imparfaitement à cet inconvénient, en supposant même que dans la chaleur de l'action, on n'oubliera pas de les faire parvenir à temps.

En tout cas, les ordres et les rapports éprouveront des retards par suite des grandes distances à franchir.

Là où le temps et les circonstances le permettent, on peut établir une communication télégraphique entre le point où se tient le général en chef et les points principaux du champ de bataille. On a ainsi un moyen important et précieux d'accélérer la transmission des rapports courts et des ordres brefs; mais la transmission télégraphique a encore besoin de recevoir de bien grands perfectionnements avant d'être en état de remplacer les communications verbales faites entre les divers degrés du

commandement au moyen d'officiers montés, et de suppléer à l'avantage de voir par soi-même.

Plus le champ de bataille est étendu, plus l'initiative et l'énergie des chefs en sous-ordre augmentent d'importance. Il est vrai qu'ils ont difficilement connaissance de la situation générale et par suite de l'effet décisif à produire.

Plus l'influence du général en chef, sur les détails du combat, diminue, plus les dispositions préparatoires qu'il prend acquièrent d'importance. Cette appréciation se rapporte aussi à l'emplacement judicieux, et à l'emploi opportun de la réserve. Plus le champ de bataille est étendu, plus il est difficile d'assigner à la réserve une position lui permettant de se déployer rapidement sur le point décisif, et de saisir le moment opportun pour son entrée en ligne.

Toutes ces difficultés pèsent surtout sur celui qui règle le parti qu'il doit prendre d'après la conduite de l'adversaire, et c'est l'esprit d'initiative qui aide à les surmonter.

5° La concentration d'une armée pour une bataille, même en faisant momentanément abstraction du déploiement des différents corps, entraîne des difficultés et des inconvénients de toute sorte qui proviennent surtout des questions de marches, d'alimentation et d'entretien, inhérentes aux troupes étroitement concentrées. On est un peu moins gêné si, à proximité de l'armée, il y a de grands dépôts, surtout une place forte abondamment pourvue en ressources de toutes sortes.

Une armée qui veut quitter le champ de bataille pour continuer sa marche, doit au préalable s'étendre en largeur.

La concentration pour une bataille et l'élargissement de son front font perdre à l'armée au moins deux jours, et augmentent encore ses fatigues.

5. Défensive et offensive.

Défensive et offensive, telles sont les deux formes fondamentales du combat.

Pour discuter la valeur de chacune d'elles, nous allons d'abord nous représenter deux fantassins également bien armés et également adroits combattant l'un contre l'autre.

L'un est placé dans une position abritée, a un champ de tir dégagé et peut faire l'usage le plus complet de son arme. Il peut tirer dans une position commode en appuyant son fusil, et il a sous la main des munitions en quantité suffisante. Il a reconnu les distances et les a repérées par rapport au terrain. Son abri le protège contre les effets de l'arme de son adversaire. Celui-ci, en cherchant à atteindre l'abri de son ennemi, se découvre entièrement; de plus, à cause des mouvements en avant qu'il doit exécuter, il ne peut faire qu'un usage restreint de son arme; enfin, pour pouvoir tirer et utiliser les abris qu'il rencontre, il doit interrompre sa marche en avant. Il doit être, en outre, économe de ses munitions, car il ne peut songer à les remplacer avant la fin de l'attaque.

L'augmentation de portée, la rapidité de chargement et la justesse des armes à feu actuelles, sont plus favorables à la défense qu'à l'attaque. L'espoir qu'a l'assaillant de réussir est d'autant moindre que l'espace à parcourir dans des conditions aussi défavorables est grand.

Le résultat est le même si, à la place de deux combattants isolés, nous supposons deux détachements de tirailleurs de même force, disposant d'une même quantité de renforts et placés dans les conditions indiquées ci-dessus.

Dans ce cas, la situation est encore plus défavorable à l'assaillant, car si la défense a convenablement choisi et organisé sa position, elle peut dérober ses troupes à rangs serrés aux feux de l'attaque jusqu'au moment de leur

emploi efficace, tandis que celles de l'assaillant doivent traverser toute la zone de feu pour arriver à l'objectif.

Il est vrai que le mouvement en avant augmente le courage d'une bonne troupe et la rend susceptible de supporter des pertes plus fortes que ne peut le faire la défense immobile; celle-ci se voit, en effet, menacée par cette marche; d'autre part, les pertes de l'assaillant se répartissent sur une étendue plus grande et, par suite du mouvement, sautent moins aux yeux des troupes que celles subies de pied ferme.

Mais cet avantage a pour contre-partie la position désavantageuse dans laquelle se trouve l'assaillant au moment où il aborde la position puisque, déjà très affaibli, il doit dans cet état frapper le dernier coup.

La situation est encore plus défavorable à celui qui attaque, si on admet que les deux partis ont une artillerie également nombreuse et également bonne, et si on suppose que les abords de la position sont découverts dans les limites de la portée de l'artillerie. L'assaillant doit alors éprouver des pertes avant d'arriver dans la zone de mousqueterie du défenseur, qui, jusqu'à ce moment n'est pas obligé de sortir de ses abris.

Ces considérations montrent évidemment que dans les circonstances décrites ci-dessus le défenseur a un avantage marqué sur l'assaillant.

Cet avantage diminue au fur et à mesure que l'assaillant trouve dans l'étendue de la position et dans les couverts du terrain, de plus nombreuses occasions d'agir par surprise.

Cependant, même en supposant un terrain moins favorable au défenseur, l'avantage est encore de son côté. Néanmoins l'histoire militaire et l'expérience nous montrent que l'attaque a maintes fois battu une défense aussi forte et même plus nombreuse.

En présence de cette contradiction apparente entre la théorie et la pratique, on doit admettre que l'attaque contre-balance quelquefois les avantages matériels de la défense par ceux qui résultent d'une énergie plus grande,

et d'un meilleur emploi de ses troupes; et il est certain que ces mêmes troupes placées sur la défensive dans les mêmes conditions, eussent finalement remporté la victoire.

Si nous voulons, dans ces considérations abstraites, arriver à une conclusion certaine, nous devons admettre que la valeur morale des deux partis soit la même. Il reste alors à examiner quelle est l'importance d'une supériorité numérique, les autres conditions restant les mêmes, et jusqu'à quel point cette supériorité numérique peut l'emporter sur les avantages de la défense.

Si l'assaillant est plus nombreux, il peut, adoptant un dispositif en profondeur, s'assurer de nombreuses réserves, renouveler ses attaques et chercher ainsi à ébranler la résistance de l'adversaire; mais dans ses attaques successives, il ne peut augmenter le nombre des fusils mis en ligne. Chaque nouvelle tentative coûte de nouvelles victimes et le succès demeure douteux.

Si on veut pouvoir faire sentir à l'adversaire la supériorité numérique dont on dispose, on est obligé d'avoir un développement plus considérable, d'occuper un front plus étendu que le sien. Ce résultat peut être obtenu soit par un mouvement tournant, — soit par une attaque enveloppante, — soit par un débordement d'aile.

Les mouvements tournants ne sont pas du domaine de la tactique, ils appartiennent entièrement à la stratégie. Nous avons précédemment montré combien il était important de maintenir ses communications avec le foyer de ses ressources. Si le défenseur d'une forte position voit cette communication compromise par l'adversaire, il ne peut prendre que deux résolutions : sortir de la position et attaquer, — ou bien évacuer la position. Dans les deux cas, il perd les avantages de la défensive. S'il veut, malgré son infériorité numérique, s'opposer au mouvement tournant au moyen d'un détachement, on pourra lui prédire une double défaite.

Si nous sommes en présence d'un défenseur entreprenant, il adoptera la première de ces deux solu-

tions, et il nous attaquera. Par suite, pendant toute la durée du mouvement tournant, nous devons laisser devant lui des forces suffisantes pour être à même de résister à son attaque la plus violente ; car si cette attaque de l'ennemi contre le gros de nos forces vient à réussir, c'en est fait de la fraction chargée du mouvement tournant.

L'attaque enveloppante est le mouvement tournant compris dans un sens tactique. Le mouvement tournant (stratégie) a des effets moraux et indirects ; l'attaque enveloppante (tactique) a des effets matériels et immédiats.

Rarement il sera possible d'envelopper les deux ailes de la position ennemie. Cette opération suppose une supériorité numérique telle que, en général, l'adversaire ne voudra pas attendre une lutte s'engageant dans de pareilles conditions.

Quel effectif doit-on avoir pour être à même d'envelopper une des ailes de l'ennemi ? Cela dépend des circonstances et il est impossible de le fixer théoriquement. On peut seulement dire que l'opération a des chances de succès, même avec une faible supériorité numérique, si on peut agir par surprise, et si la position que l'on occupe en face de celle de l'ennemi est elle-même très forte.

L'attaque d'une aile ennemie est précédée d'un mouvement tournant fait en dehors de la portée des armes de l'adversaire, et par conséquent d'une marche qui dure généralement plusieurs heures et qui quelquefois n'est terminée que le soir de la bataille (corps saxon à Saint-Privat).

Pendant toute la durée de ce mouvement tournant, le gros de nos forces doit non seulement pouvoir se maintenir vis-à-vis de l'ennemi, mais encore l'occuper et le contenir de telle sorte qu'il soit dans l'impossibilité de renforcer efficacement celle de ses ailes qui est menacée.

Pour cela, nous devrons d'abord livrer un combat traînant à grande distance. Nous avons plus de place que notre adversaire pour déployer notre artillerie. Au fur et à mesure que le feu des batteries ennemies est éteint

notre infanterie se porte en avant en profitant du terrain. Puis, peu à peu, les batteries se rapprochent de manière à s'engager dans leur zone de feu la plus efficace. Elles sont protégées contre l'infanterie ennemie par nos tirailleurs poussés en avant d'elles.

Lorsque le défenseur voit un de ses flancs menacés, il doit prendre immédiatement l'offensive avec toutes ses forces, et se tourner contre le gros de l'assaillant, — ou renforcer son flanc, soit en prolongeant son front, soit en formant un crochet défensif, — ou enfin chercher à prendre de flanc les troupes chargées de le tourner. Dans le premier cas, il doit se soumettre à toutes les difficultés de l'attaque, et nous laisser tous les avantages de la défensive, avantages qui ont été énumérés plus haut. Dans les autres cas, il affaiblit son front et, par suite, nous facilite la marche en avant.

Dès que le détachement qui est chargé de l'attaque de flanc arrive à hauteur de l'adversaire, il fait un mouvement de conversion. En adoptant un front étendu, le détachement compensera par un plus grand nombre de fusils mis en ligne la diminution d'effet utile qui résulte des feux en marchant.

Le mouvement devra se continuer sans arrêt et sans prendre de positions intermédiaires jusqu'à ce que le détachement arrive sur l'ennemi.

A ce moment l'attaque principale prend elle-même l'offensive.

Avec la portée des armes à feu actuelles, le mouvement isolé d'une brigade, par exemple, attirerait sur elle, non seulement le feu des troupes ennemies qui lui font face, mais aussi celui des troupes collatérales. L'attaque doit donc être générale, même si par là on court le risque d'être arrêté sur quelques points. C'est seulement ainsi que l'on a le moyen d'occuper l'ennemi partout.

L'artillerie, ayant pris position à portée efficace, ne doit suivre l'infanterie dans son mouvement en avant qu'autant qu'elle ne pourrait, de la position qu'elle occupe, canonner la ligne ennemie jusqu'au moment où les feux

rapides d'infanterie acquièrent toute leur puissance. A ce moment on se trouve à si courte distance de l'adversaire, que la crise ne peut durer que quelques instants. Si notre infanterie donne ensuite l'assaut, les batteries restées en position continuent à tirer en dirigeant leurs obus contre les réserves de l'adversaire qui, selon toute probabilité, se portent principalement du côté de l'aile menacée.

La marche en avant enveloppante et simultanée de toutes nos forces contre le flanc et le front de notre adversaire, telle est la meilleure garantie pour le succès de l'attaque sur la défense.

6° Commencement de la retraite et poursuite tactique.

Si l'attaque décisive réussit, la défense est chassée de la position qu'elle occupait, et elle se trouve alors dans une situation très difficile.

La force de résistance des troupes qui ont pris part au combat est brisée. Plus la résistance a été énergique, plus le défenseur avait confiance dans la solidité de sa position, plus alors sont grands l'abattement qui suit la défaite et le relâchement des liens tactiques.

Instinctivement, le soldat sent que le danger va augmenter pour lui dès qu'il abandonnera, en présence de son ennemi, la position qui l'abritait, et qu'il va être accablé par les projectiles du vainqueur qui le presse. Le vaincu ne peut répondre que péniblement au tir ennemi par celui des réserves qui auront pu s'installer sur quelques positions de retraite. D'ailleurs, ce feu est encore masqué par les troupes qui se retirent.

C'est à ce moment que la cavalerie du vaincu, soigneusement ménagée durant la lutte, doit agir pour arrêter la poursuite impétueuse du vainqueur. Sans la cavalerie, les réserves mêmes courent le risque d'être entraînées par la retraite, peut-être par la fuite des autres corps.

Mais, d'un autre côté, les troupes victorieuses qui ont pénétré dans la position, sont dans un certain état de désorganisation et d'épuisement. Aussi, pour ce motif,

paraît-il prudent de ne pas leur laisser dépasser le bord opposé de la position conquise (par exemple, l'autre côté de la ligne de hauteurs, de la forêt, du village..... que l'on vient d'enlever). Il est préférable de s'arrêter sur ce point, de poursuivre de ses feux l'ennemi qui se retire, de rétablir l'ordre parmi les troupes, et d'organiser solidement la position dont on s'est emparé contre les retours offensifs que peuvent faire les réserves ennemies.

C'est le moment où l'infanterie de l'attaque remet la baïonnette au fourreau pour saisir la pelle et la bêche. L'artillerie doit chercher à arriver aussitôt que possible en première ligne, afin d'augmenter le succès et de contribuer à l'assurer. Mais elle est loin en arrière, et, d'un autre côté, ce n'est qu'au bout d'un certain temps que l'attaque pourra amener sur la position ses réserves de cavalerie et d'infanterie.

Le défenseur met ce temps à profit pour opérer sa retraite dans les conditions les moins défavorables, ou pour chercher à reconquérir la position qu'il a perdue. Mais les mêmes circonstances qui rendaient l'attaque difficile, facilitent à l'assaillant son maintien sur la position conquise. Dans ses tentatives pour la reprendre, le vaincu n'a de chances de réussir que s'il emploie des troupes fraîches, et si le vainqueur n'a pas encore eu le temps de se fortifier et d'appeler à lui ses réserves.

Si cette contre-attaque échoue, ou si elle n'a pas lieu, l'assaillant doit alors se porter en avant avec toutes ses forces dès que ses réserves sont arrivées ; car, de tous les moyens de nuire, une poursuite énergique est celui qui permet d'infliger à l'ennemi les dommages les plus considérables, avec le moins de pertes pour soi-même.

Le sentiment de l'impuissance, sous le feu meurtrier du vainqueur, force les troupes du vaincu à se retirer en laissant les blessés à sa merci. En vain les cadres s'efforcent de rassembler les soldats dispersés et affolés : leurs efforts sont inutiles tant que les hommes se sentent exposés au danger d'être atteints par les projectiles ou les sabres du vainqueur.

C'est ainsi que le vaincu se retire en conservant le front étendu qu'il avait pour combattre : semblable à un torrent, il entraîne avec lui tout ce qui n'est pas assez fort pour résister à l'ennemi victorieux.

Si la poursuite n'est point énergique, ou si des troupes fraîches ont maintenu le vainqueur, la distance qui sépare les deux partis devient plus grande, et le danger devient moins pressant. Le vaincu reprend alors ses sens, les cadres recouvrent leur influence, et peuvent progressivement rétablir l'ordre, non pas complètement, mais d'une façon suffisante au début.

Mais la retraite exécutée sur un front aussi étendu que celui de combat ne peut se prolonger longtemps. La marche à travers champs est pénible et plus lente que sur une route; aussi doit-on tôt ou tard, en raison des obstacles du terrain, passer du front de combat à la formation de marche.

Nous avons vu combien, dans des circonstances normales et lorsqu'il s'agit de grandes masses, cette opération était longue. Elle durera plus longtemps encore s'il s'agit de troupes désorganisées se pressant sur des points où l'on doit forcément prendre la formation de marche.

L'impatience qu'engendre l'attente, augmente le désordre, et, même dans le cas favorable où le vainqueur ne menace pas d'une nouvelle attaque, la colonne de route du vaincu présentera les mélanges de troupes les plus variés.

Tout ce qu'on peut demander, même à des troupes solides battues et se retirant devant l'adversaire, c'est qu'elles cherchent à rétablir l'ordre tactique à la première halte faite loin de l'ennemi.

Mais combien est difficile la position du vaincu si, pendant la retraite, le vainqueur le talonne avec ses troupes supérieures et victorieuses ! Les réserves que le vaincu leur oppose reculent elles-mêmes en désordre et, par suite, viennent encore augmenter le trouble et la consternation !

C'est alors, ainsi que le montre l'histoire, que souvent la cavalerie du vaincu foule aux pieds sa propre infanterie, — que celle-ci jette ses sacs et ses armes, — que les artilleurs coupent les traits de leurs chevaux ; chacun n'ayant plus qu'un but, sauver sa chère existence.

Heureux le vaincu, si l'obscurité de la nuit empêche l'adversaire d'arriver déployé jusqu'au point où le terrain force impérieusement les deux partis à prendre la formation de marche !

S'il fait jour, c'est seulement à cet endroit que le vainqueur doit cesser la poursuite tactique, et c'est là qu'il remportera ses plus beaux succès. Plus la balle, la baïonnette et le sabre pourront agir près de ce point, plus la victoire sera fructueuse, plus les résultats de la poursuite stratégique seront mieux préparés.

Si le défenseur n'avait pas toutes ses forces dans la position enlevée ou en arrière, et si cette position n'était, au contraire, qu'un point du front de combat contre lequel l'attaque ait porté son coup décisif, la situation, pour les troupes ayant participé à cette attaque, et pour celles de la défense placées sur ce point, est analogue à celle que nous avons décrite plus haut. Mais il est nécessaire, en outre, que les réserves de l'attaque qui accourent sur la brèche ainsi faite, agissent contre les flancs des troupes ennemies, de manière à assurer aussi la victoire de ce côté.

L'action des troupes jetées dans la brèche se fait bientôt sentir jusqu'à l'aile extérieure. La préoccupation bien justifiée qu'a le défenseur au sujet de sa retraite paralyse son action, et bientôt l'attaque ne trouve plus sur toute la ligne qu'une résistance relativement faible.

Les troupes repoussées se retirent naturellement dans le sens du choc qu'elles subissent, et tant que celui-ci dure elles peuvent difficilement changer de direction. Par suite, si les troupes occupant la brèche et les parties voisines se retirent perpendiculairement au front, tandis que les troupes latérales se retirent obliquement, il en

résulte pour le vaincu un plus grand désordre et des difficultés plus sérieuses pour passer plus tard à la formation de marche.

Il n'est pas rare, en pareil cas, qu'après une bataille perdue, plusieurs corps d'armée se voient dans la nécessité de se servir d'une seule et même route.

Si le front de combat d'une armée est oblique à la ligne naturelle de retraite, il en résulte que le nombre des routes directes utilisables pour se retirer est moins grand, et qu'il se produit alors, à la suite d'une bataille perdue, une poussée latérale vers l'aile la plus rapprochée de la ligne naturelle de retraite.

Si l'attaque décisive est dirigée contre cette aile, autant que possible en l'enveloppant, on est dans les meilleures conditions pour la poursuite tactique.

Nous verrons plus loin quelle influence exerce le choix du point principal d'attaque, par rapport à la ligne naturelle de retraite, sur la poursuite stratégique, c'est-à-dire sur la poursuite d'une armée ennemie qui, après une bataille perdue, a repris sa formation de marche.

Si l'assaillant échoue dans une attaque décisive, il est dans une situation plus difficile que celle que nous avons décrite pour le défenseur forcé de rétrograder devant une attaque victorieuse.

Tant que l'assaillant n'a pas enlevé la position, ses pertes sont plus grandes que celles du défenseur. S'il réussit à la prendre, il parvient, par le feu dont il couvre le vaincu pendant sa retraite, à compenser les pertes. Mais si, au contraire, l'attaque échoue, les pertes que l'assaillant éprouve sont incomparablement plus grandes que celles du défenseur.

L'ordre tactique de l'assaillant, au moment où il aborde la position ennemie, est plus fortement ébranlé que celui du défenseur qui réussit à s'y maintenir. Si, à ce moment, celui-ci met à profit les résultats qu'il a obtenus, s'il passe à l'offensive, et si après le succès de la contre-attaque il poursuit l'adversaire, il met de son côté tous

les avantages que nous avons vus appartenir à l'assaillant lorsqu'il marchait en avant après avoir emporté la position ennemie.

Toutefois le défenseur dans sa poursuite ne peut, en général, profiter des avantages résultant d'une attaque enveloppante, parce qu'il n'a ni le temps ni l'espace nécessaires pour pouvoir, au moment où il prend l'offensive, envelopper une des ailes de l'adversaire.

Par contre, la défense a plus de facilités pour exécuter la poursuite tactique, parce qu'en général ses troupes sont moins fatiguées que celles de l'assaillant, qui ont dû beaucoup se déplacer, soit avant, soit pendant l'engagement.

Si la défense se contente de refouler l'assaillant, elle reste, il est vrai, victorieuse, mais elle laisse échapper l'occasion la plus favorable d'infliger à son adversaire une défaite décisive. Bientôt le vaincu aura repris les forces nécessaires pour recommencer la lutte.

Les motifs qui poussent à tirer parti de la victoire par une poursuite énergique sont si puissants, qu'on pourrait croire que jamais ils n'ont été méconnus, tout au moins par des commandants d'armée ou par des troupes comprenant la guerre. Et cependant l'expérience nous prouve qu'il n'en est nullement ainsi ; bien souvent, au contraire, le vainqueur a négligé la poursuite, après avoir, pendant la bataille, donné des preuves d'une haute sagesse et d'une grande force de volonté. On s'explique ce fait en se représentant l'état et le moral d'une armée victorieuse à la fin de la lutte. Les troupes ennemies sont repoussées, peu à peu le feu s'éteint..... la victoire est enlevée ! La poitrine se soulève plus librement, le cœur bat joyeusement, et le bonheur que nous éprouvons se manifeste par des cris d'allégresse. On cherche ses amis, on se réjouit de se retrouver, on échange le récit des événements du jour, on se dit comment tout à l'heure on a été a deux doigts de la mort et de la ruine, et combien maintenant on est heureux de se compter parmi ceux qui peuvent, sains et saufs, contempler la victoire. Tels sont les récits

qui volent de bouche en bouche; il faut les faire connaître à ceux qui nous sont chers, ou, tout au moins, leur donner le plus tôt possible signe de vie. Combien ils doivent être dans l'anxiété au milieu de la joie générale que cause là-bas l'annonce de la victoire! Et quelle influence aura le combat d'aujourd'hui sur l'issue de la guerre? On s'informe du sort des camarades disparus..... Bientôt de nouveaux cris de joie se font entendre, c'est le bien-aimé général commandant l'armée qui parcourt les rangs pour remercier, d'un cœur ému, ses braves, du dévouement qu'ils ont montré, et pour voir par lui-même dans quel état se trouvent les troupes après la rude action qui vient d'avoir lieu.

Le moral des troupes est excellent, mais elles sont en désordre, exténuées par les fatigues de la journée et affamées. Dans quelques heures, la nuit va tomber et des milliers de blessés gémissent encore dispersés sur le champ de bataille. Il faut maintenant consacrer tous ses soins aux mesures à prendre pour ne pas abandonner ces malheureux à leur sort au milieu de l'obscurité, et faire manger les troupes, afin de leur donner des forces avant qu'elles ne bivouaquent entre les morts et les mourants.

C'est ainsi qu'en laissant le temps s'écouler, on commet une lourde faute que, toutefois, la nature humaine explique. Si, au contraire, rejetant toute autre préoccupation, on poursuivait l'ennemi avec toutes les troupes disponibles, on pourrait, au prix de pertes insignifiantes, obtenir des résultats qui, plus tard, coûteront la vie à des milliers de ceux dont on veut maintenant épargner les forces, par reconnaissance et par compassion.

Peut-être cette faute serait-elle moins fréquente, si les chefs supérieurs de l'armée victorieuse voyaient de leurs propres yeux le désordre régnant chez le vaincu. Mais comme cela n'a presque jamais lieu, ils se laissent influencer en reconnaissant l'épuisement de leurs propres forces.

Bientôt les troupes battues disparaissent à nos yeux, et on ne peut plus voir ce qui se passe chez elles, parce qu'elles sont cachées par les réserves, qui prennent, vis-

à-vis du vainqueur, une attitude défensive sérieuse ou apparente. Celui-ci s'exagère alors les efforts et les pertes qu'il devrait faire, s'il voulait continuer la lutte, et le résultat lui paraît beaucoup plus douteux qu'il ne le serait réellement.

L'histoire militaire montre que, le soir de la bataille, le vainqueur connaît rarement l'importance de la défaite qu'il a fait essuyer à son adversaire, et qu'il arrive parfois qu'il croit la bataille indécise, ou même perdue, alors que les masses ennemies sont en fuite.

Il est difficile dans la défensive de saisir le moment opportun pour passer à l'offensive. Nous avons dit que les circonstances étaient particulièrement favorables lorsqu'on avait repoussé une attaque décisive de l'adversaire; mais là où ce résultat a été obtenu, règne ce sentiment que nous venons de décrire et qui accompagne la victoire. D'ailleurs, on ignore quelle est la situation sur les autres points du champ de bataille.

Les chefs en sous-ordre sentent combien est lourde la responsabilité qu'ils assumeraient en abandonnant la position qu'ils ont si bien défendue, pour tenter une opération offensive, alors qu'une opération semblable a été sous leurs yeux fatale à l'adversaire. S'ils restent en position pendant que l'armée ennemie se retire, ils seront les héros du jour. D'ailleurs, l'assaillant va peut-être renouveler son attaque, et l'on croit alors avoir des chances de succès bien plus grandes en restant sur la position qu'en tentant une contre-attaque toujours fort meurtrière.

Cette contre-attaque peut échouer; et si elle n'est pas justifiée par la situation générale, si elle gêne d'une manière malheureuse les vues du général en chef, alors quelle avalanche de reproches justifiés va tomber sur ces malheureux! A quoi bon les succès qu'ils ont remportés !

Ces pensées, et d'autres semblables, n'empêcheront pas seuls les chefs en sous-ordre d'un caractère faible

de passer, de leur propre initiative, d'une défensive heureuse à l'offensive. Non; il faut encore, pour pouvoir prendre une telle détermination, être doué d'un esprit particulièrement net et d'une grande force de volonté.

Les troupes de l'assaillant qui, après avoir chassé l'ennemi de la position principale qu'il occupait, continuent à le poursuivre sans relâche, afin de compléter le succès, méritent à coup sûr des éloges; mais elles ne font que continuer l'acte auquel elles doivent leur succès, elles ne font que suivre l'impulsion qui leur a été donnée. Tandis que la défense victorieuse doit s'arracher de sa position pour adopter une conduite toute différente de celle qu'elle vient de tenir.

Il est vrai que le général en chef a plus de liberté; s'il reconnaît que l'ennemi a épuisé ses troupes dans des attaques stériles, il n'hésitera pas à donner l'ordre de passer à l'offensive. On peut même dire qu'il n'attend que ce moment.

Mais les champs de bataille sont aujourd'hui étendus, et il n'est plus possible de les embrasser d'un seul point d'observation. Il faut longtemps pour transmettre les rapports et les ordres, et pour faire déployer les réserves nécessaires à l'exécution de la contre-attaque.

Si cette contre-attaque dépend des ordres du général en chef, si elle n'est pas due à l'initiative des sous-ordres, on peut dire que lorsqu'on se proposera de livrer une bataille défensive pour passer ensuite à l'offensive et à la poursuite, on ne fera la plupart du temps qu'un beau rêve.

Nous voyons à quelles difficultés on se heurte dans la pratique pour appliquer ce principe indiscutable et indiscuté que, seule, une poursuite à outrance commencée dès le champ de bataille est susceptible de donner à la victoire sa véritable valeur.

Lorsque l'on dispose de troupes avides d'activité, on trouverait peut-être un moyen de surmonter ces difficultés en imposant à chaque commandant de troupes qui, après une lutte victorieuse, ne poursuivrait pas l'ennemi

de sa propre initiative, l'obligation de demander à son supérieur direct s'il est d'avis que cette poursuite ait lieu. Ainsi on serait sûr qu'à tous les degrés de la hiérarchie on réfléchirait sur cette question. Toutefois, dans une armée moins énergique, une pareille disposition paralyserait plutôt les efforts qu'elle ne les stimulerait.

Lorsque l'ennemi, après avoir été battu, se retire derrière des remparts que nous ne pouvons enlever de vive force, on ne peut le poursuivre comme il vient d'être dit. Nous verrons plus loin comment, dans ce cas, on peut tirer parti des succès obtenus.

CHAPITRE X.

DE LA RETRAITE STRATÉGIQUE APRÈS UNE BATAILLE PERDUE, ET DE LA POURSUITE STRATÉGIQUE.

Nous avons montré plus haut dans quelle position critique se trouvaient les troupes qui étaient obligées, à la suite d'un combat décisif, d'évacuer le champ de bataille en présence d'un vainqueur qui les presse.

Épuisées par la fatigue et la faim, découragées par le combat, elles se retirent d'abord dans le plus grand désordre, en occupant un front analogue à celui qu'elles avaient pour livrer combat, et ce n'est que peu à peu qu'il est possible de diminuer ce front.

En général, la nuit arrive pendant cette retraite, et le désordre augmente encore. Il n'y a plus de direction possible, personne n'obéit, et chacun ne songe qu'à gagner de l'avance. Pendant la retraite, il se produit inévitablement sur les routes des croisements de colonnes. Peut-être les routes sont-elles déjà obstruées par les trains que l'on n'a pas eu soin de tenir suffisamment en arrière, et l'on y voit étendus les hommes et les chevaux dont les forces sont épuisées.

Lorsque l'armée est démoralisée, on trouve sur les routes de retraite qu'elle suit, des sacs et même des armes jetés par ceux qui les portaient; des voitures sont renversées, des pièces sont abandonnées, et des détachements franchissent des distances tellement considérables que, dans le cas d'une marche en avant, on eût considéré la chose comme presque impossible. De telles conditions peuvent entraîner une complète désorganisation de l'armée battue.

La retraite a des effets moins funestes si les troupes sont, dès le temps de paix, rompues à la discipline et

habituées à conserver leur sang-froid. On peut alors, sous la protection d'une arrière-garde non ébranlée par la bataille, faire prendre aux troupes la formation de marche. Au premier abri de terrain on fait une halte, et alors on rassemble les fractions encore disséminées. Dès que les hommes isolés se retrouvent au milieu de leurs camarades, ils reprennent vite leur moral, et peu à peu l'ordre se rétablit. Ce résultat est le premier que l'on doit chercher à atteindre.

Pour cela, il faut que les arrière-gardes fournissent à l'armée le temps nécessaire pour reprendre possession d'elle-même. Elles doivent, pour un but aussi important, ne s'épargner aucun sacrifice. Comme on l'a dit plus haut, les arrière-gardes doivent se composer des troupes qui ont le moins souffert et joindre la ténacité à la mobilité.

Pour que les arrière-gardes soient en état de faire une résistance opiniâtre, il leur faut surtout de l'infanterie, bien que cette arme soit moins rapide que les autres. Cette infanterie, occupant une bonne position, donnera à l'arrière-garde un appui solide ; et comme ni la cavalerie ni l'artillerie de l'ennemi ne sont capables, si elles sont seules, de la déloger, l'adversaire sera obligé de déployer son infanterie et, par suite, de perdre du temps.

Mais il faut assurer les flancs de l'infanterie, la mettre à l'abri des mouvements tournants et protéger sa retraite. Pour cela, il faut lui adjoindre le plus de cavalerie et d'artillerie possible, principalement des batteries à cheval.

Le commandant de l'arrière-garde a la mission difficile de tenir aussi longtemps qu'il le pourra, tout en ayant soin d'éviter de se faire anéantir.

Si la pression du vainqueur nous a forcés à nous retirer dans une direction autre que celle de notre ligne naturelle de retraite, nous devons chercher à atteindre cette dernière dès que l'ordre est quelque peu rétabli, et que l'armée est de nouveau en état de combattre et de marcher. Quand et comment pourrons-nous le faire? cela tient surtout aux manœuvres de l'ennemi.

Le vainqueur peut, au moment où il termine la poursuite tactique, être plus près que le vaincu de cette ligne naturelle de retraite. Il peut alors le prévenir sur cette ligne s'il va aussi vite que son adversaire. Le vaincu ne peut donc la rejoindre que s'il réussit à prendre une grande avance ou à dérober à son ennemi la direction de sa marche.

On a recommandé de se fractionner après une défaite et de suivre des directions divergentes, afin de tromper le vainqueur, d'arracher ainsi une certaine partie des troupes à une poursuite immédiate, et de gagner aussitôt que possible un front étendu rendant la marche plus facile.

A une telle proposition, on objecte, avec raison, qu'une pareille dispersion volontaire des troupes ne peut que satisfaire un adversaire adroit, qui, maintenant concentrées ses principales forces, n'a à craindre aucune résistance sérieuse tant que le vaincu n'aura pas réuni ses forces éparses, et il lui est facile d'empêcher cette concentration.

Toutefois, le mode de retraite proposé apparaît sous un autre jour, si on suppose que le vaincu a sur ses derrières et sur ses flancs un vaste et important réseau de chemins de fer et de télégraphes. Dans ce cas, il peut lui être possible de rassembler ses forces dispersées dans les diverses directions, et de les établir sur un point convenable de la ligne naturelle de retraite ou sur une position de flanc. Le vaincu peut ainsi, sans imposer aux troupes des fatigues exagérées, obtenir, en un temps très court, une avance considérable, gagner du temps et avoir le repos nécessaire pour se réorganiser loin du vainqueur.

La retraite sur Châlons d'une partie de l'armée française, battue à Wœrth, nous montre un premier essai de ce genre.

Néanmoins, ce moyen, quelque efficace qu'il puisse être dans certains cas, est très limité et ne peut servir de base à un système. On peut dire, au contraire, qu'en

général le parti battu cherchera à transformer peu à peu sa retraite en une défensive énergique, et à recouvrer le plus tôt possible la faculté de s'opposer avec succès à l'adversaire.

Dans les considérations qui précèdent, on a à plusieurs reprises signalé comment agira le vainqueur pour tirer parti, après un combat, du succès qu'il a obtenu.

La poursuite stratégique doit, lorsque la chose est possible, immédiatement succéder à la poursuite tactique. Le but que l'on recherche alors est d'enlever à l'ennemi, battant en retraite, le repos qui lui est si nécessaire pour pouvoir se refaire et pour rétablir l'ordre, d'augmenter, par des attaques continues ou des menaces d'attaque, la démoralisation et le désordre des troupes ennemies, de faire prisonniers les soldats qui sont dispersés, épuisés ou découragés, enfin, de recueillir le matériel que l'ennemi a abandonné (pièces, voitures, etc...).

La poursuite nécessite principalement de la célérité et de grandes marches, et, par suite, elle est surtout exécutée par la cavalerie et l'artillerie à cheval. Mais il faut aussi avoir le plus possible d'infanterie sous la main, afin de pouvoir refouler l'ennemi là où il essaye de résister sérieusement. Dans ces conditions, il peut être très utile d'employer des voitures pour transporter rapidement l'infanterie, lorsque l'on peut se les procurer.

La conduite à tenir par les troupes chargées de la poursuite, dépend surtout de l'attitude des arrière-gardes ennemies. Le fait essentiel est de toujours faire sentir le sabre à l'adversaire. Le commandant des troupes doit, toutefois, ne pas oublier que la poursuite doit cesser dès que ses troupes essuient un échec. Il faut donc qu'il joigne beaucoup de prudence à une grande activité et à une grande énergie.

En faisant une poursuite résolue et hardie, on trouve souvent, lorsque l'on a affaire à un adversaire réellement affolé, le moyen d'obtenir des résultats que nulle autre situation militaire ne peut fournir. L'histoire militaire

nous montre comment, dans ces circonstances, des bataillons entiers ont été faits prisonniers par quelques cavaliers isolés, et la consternation que répandit pendant la nuit, dans une armée en retraite, un tambour à cheval; il serait possible de citer un grand nombre de faits analogues. Elle nous apprend aussi comment, à Marengo, Napoléon transforma sa défaite en une brillante victoire, parce qu'il sut, avec des troupes fraîches relativement peu nombreuses, surprendre les Autrichiens qui le poursuivaient sans prudence.

Dans la poursuite, il faut constamment avoir l'œi ouvert sur l'attitude de l'adversaire, afin de reconnaître ce que l'on peut obtenir par la force et la surprise, et à quel moment il est opportun d'avoir recours à des moyens plus lents, mais plus sûrs.

En menaçant de couper la retraite aux troupes qui voient leur unique moyen de salut dans un mouvement rétrograde, on produit naturellement sur elles un très grand effet. Dans la poursuite, on doit, par conséquent, constamment s'efforcer de devancer les colonnes ennemies, ou tout au moins de gagner le flanc de l'arrière-garde. Souvent l'apparition d'un régiment de cavalerie, le bruit du canon sur son flanc, suffira pour frapper l'ennemi de terreur, et pour déterminer l'arrière-garde à abandonner une position dont l'attaque eût été impossible par les forces affectées à la poursuite.

Si l'on se demande quel est celui des flancs ennemis que l'on doit attaquer, on se guidera autant que possible d'après les considérations stratégiques qui sont déterminantes dans l'offensive (*), ce qui n'empêche pas les considérations tactiques de dicter quelquefois la marche à suivre.

Une poursuite stratégique, pour être menée avec énergie, impose aux troupes de très lourdes tâches. C'est pour ce motif, et pour ceux signalés ailleurs, que l'histoire nous montre le vainqueur abandonner plus souvent la

(*) Voir chapitre XIV.

poursuite et perdre les traces du vaincu, que recueillir les fruits de la victoire par une énergique poursuite.

Mais la théorie, qui recherche des résultats pratiques, trouve encore ici une nouvelle preuve de cette vérité que l'on ne saurait proclamer trop haut : le vainqueur qui ne poursuit pas, ou qui poursuit sans énergie, perd les fruits les meilleurs et les moins coûteux de ses efforts.

Une poursuite faite à fond est plus profitable qu'une nouvelle victoire ; et cependant combien les pertes en hommes et en chevaux éprouvées alors sont insignifiantes quand on les compare aux nombreuses victimes que coûte une nouvelle bataille !

CHAPITRE XI.

IMPORTANCE DE LA VICTOIRE.

Il était nécessaire de nous représenter les conséquences d'une victoire et d'une défaite, pour être à même d'apprécier complètement l'importance d'un combat heureux comme moyen de destruction des forces ennemies. En se basant sur leur durée, les effets du combat se subdivisent en deux catégories : effets permanents et effets passagers.

1. Effets permanents.

Le combat diminue pour toujours l'effectif du vaincu. Les pertes qu'il essuie, et qui sont dues à la mort, à la captivité, au matériel perdu où dégradé, peuvent, il est vrai, jusqu'à un certain point, être comblées par les dépôts ; mais néanmoins on affaiblit toujours le chiffre des ressources totales sur lesquelles l'État se base pour savoir s'il peut continuer la lutte avec ou sans succès.

D'ailleurs, dans l'appréciation des troupes de campagne, on doit tenir compte de la valeur de plus en plus faible des ressources tirées des dépôts.

Ce que l'on vient de dire s'applique aussi aux pertes résultant de blessures qui entraînent l'invalidité. Au contraire, si on considère les hommes atteints de blessures guérissables, les forces ne sont que temporairement diminuées, à la condition toutefois que ces blessés ne tombent pas entre les mains de l'ennemi.

Il est vrai qu'au combat les deux partis éprouvent des pertes physiques et matérielles, et il n'est pas rare qu'elles soient plus grandes chez le vainqueur que chez le

vaincu tant que le combat n'est pas décidé. Mais dès que le vaincu se retire, la situation change en faveur du vainqueur, et l'avantage augmente encore si la poursuite est énergique. Le nombre des prisonniers blessés ou non blessés que l'on fait dans une poursuite est quelquefois si considérable, qu'il constitue une fraction importante de l'armée battue. C'est par le nombre des prisonniers, des pièces et des drapeaux conquis, que l'on peut juger tout d'abord la grandeur et l'importance de la victoire.

2. Effets passagers.

Parmi les effets passagers de la victoire, il faut compter l'affaiblissement que les troupes de campagne de l'ennemi éprouvent à la suite des pertes indiquées plus haut, tant qu'elles ne sont pas comblées.

Le désordre des diverses unités et l'épuisement physique qui suit la défaite, sont d'une durée relativement faible. Cette durée varie avec la grandeur de la défaite, la discipline des troupes et l'énergie de la poursuite; mais cette poursuite ne saurait se prolonger au delà d'un certain temps, car les forces des troupes qui en sont chargées sont limitées. Elles éprouvent chaque jour de plus en plus le besoin de se reposer et de se refaire, et par suite elles sont obligées de laisser à l'ennemi les mêmes avantages.

Le parti vaincu peut donc rétablir peu à peu son ordre tactique, et cette opération est en même temps le premier pas fait en vue de faire disparaître l'effet moral de la défaite.

L'histoire militaire cite des cas où l'effet moral a été si grand sur le vaincu que sa force de résistance a été brisée pour longtemps. Toutefois un tel résultat n'avait pu être atteint que par le concours d'événements antérieurs. La victoire qui avait produit un semblable effet assurait d'une façon irrévocable la supériorité déjà acquise et pesait si lourdement sur le vaincu, qu'il perdait tout espoir de continuer la résistance avec succès. Une guerre

poussée à fond doit même, en général, se terminer par une semblable victoire.

Mais les effets moraux résultant d'une seule défaite disparaissent peu à peu : l'ordre tactique se rétablit, la poursuite n'est plus aussi énergique, et par suite les troupes ont le repos nécessaire pour se refaire, les vivres arrivent régulièrement ; l'armée vaincue reprend progressivement son sang-froid, les cadres recouvrent leur influence, et les liens de la discipline se resserrent.

Si dans ces conditions on reçoit des renforts, si l'on obtient des succès partiels sur un adversaire devenu trop hardi, alors le courage et la confiance reparaissent, et, bien qu'il subsiste encore un certain malaise tant que l'on n'a pas remporté une victoire pouvant compenser la défaite essuyée, on croit néanmoins de plus en plus à la possibilité de vaincre.

Si cet espoir se réalise, la balance penche aussitôt de l'autre côté, et alors que reste-t-il du premier échec, quelle influence aura-t-il sur l'issue de la guerre ? Ce serait aller trop loin de croire que les effets moraux de cet échec ont complètement disparu. Une victoire remportée après une défaite surexcite l'esprit de l'armée plus qu'une victoire succédant à une autre ; mais cependant, dans ces conditions, le moral n'est jamais aussi solide qu'après deux victoires successives. Celui qui a subi une défaite, puis remporté une victoire, n'envisage jamais uue troisième bataille avec un courage aussi grand que celui qui a déjà vaincu deux fois.

Mais le résultat du dernier combat décisif a sur l'esprit des troupes une influence si prépondérante pour la suite des opérations, qu'il reste relativement peu de chose de l'effet moral dû aux combats antérieurs, si le dernier est presque aussi important que les précédents.

Nous voyons donc que l'effet moral d'une victoire est à considérer comme un effet passager dont les troupes ennemies peuvent s'affranchir, et que, dans ce cas, il exerce une influence relativement faible sur l'issue de la guerre.

L'importance de l'effet moral de la victoire consiste donc principalement en ce que, au début, ces effets se joignant à la destruction de l'ordre tactique de l'adversaire et à son épuisement physique, on peut avoir, dans de telles circonstances, l'occasion la plus favorable d'infliger à l'ennemi, tout en risquant peu, des pertes physiques et matérielles dont l'effet se fera longtemps sentir.

En mettant à profit cette circonstance, le vainqueur obtient en sa faveur un changement permanent dans le rapport des forces respectives ; par ce moyen, on exerce sur l'issue de la guerre une influence d'autant plus grande que les autres moyens à employer pour arriver au même résultat sont beaucoup moins efficaces, ou ne sont applicables que dans certaines circonstances spéciales, ainsi qu'on le verra plus loin.

Jusqu'ici nous n'avons envisagé l'influence de la victoire et de la défaite que sur les troupes engagées dans l'action. Mais cette influence n'est pas aussi restreinte, et l'effet de la victoire se fait encore sentir de beaucoup d'autres manières.

Nous n'avons pas en vue ici les combats secondaires dans lesquels le dommage causé à l'ennemi ne doit être considéré que comme un moyen de le pousser à un acte déterminé, ou, au contraire, de le lui interdire.

Mais même en livrant un combat d'extermination, on a presque toujours, ainsi que nous l'avons indiqué, le dessein d'atteindre aussi un autre but. La conséquence immédiate de la victoire est de nous mettre en possession de cet objectif.

Dans les grandes batailles, c'est-à-dire dans les combats d'extermination qui ont lieu entre le gros des forces des deux partis, le but particulier que l'on poursuit consiste à forcer l'ennemi à céder du terrain, pour diminuer ses ressources et augmenter les nôtres. Si le but immédiat que nous poursuivons est un but négatif, c'est-à-dire, si nous voulons empêcher notre adversaire d'occuper une région déterminée, nous devons en même

temps poursuivre le but positif de lui enlever du terrain.

En outre, la victoire décide de toutes les opérations secondaires qui ont lieu dans une certaine zone. Cette conséquence ne peut évidemment se présenter si le combat dans lequel nous avons été vainqueurs n'a été lui-même qu'une affaire secondaire par suite de l'effectif des troupes engagées, et de la proximité de forces ennemies considérables. Dans ce cas, on est bien vite arrêté dans la mise à profit des succès tactiques obtenus et dans la poursuite, par la présence de forces ennemies supérieures. La victoire ainsi remportée n'a d'influence que parce qu'elle prépare ou qu'elle soutient efficacement l'action des forces principales.

Mais si des forces ennemies se trouvent à proximité du champ de bataille, sans être assez nombreuses pour pouvoir, par leur entrée en ligne, changer la situation créée par le résultat tactique, elles sont alors entraînées et non seulement elles ont à supporter l'influence morale qui résulte de la défaite, mais encore elles compromettent leur retraite si elles négligent de rétrograder.

C'est ainsi que l'on peut apprécier la zone d'action d'une victoire. Toutes les troupes voisines du champ de bataille doivent suivre le mouvement général de retraite si elles ne veulent pas s'exposer au danger de se voir coupées par les forces supérieures du vainqueur qui pousse en avant.

On voit donc que si nous sommes complètement victorieux dans une bataille décisive, non seulement nous faisons subir de grandes pertes aux principales forces ennemies, mais encore nous décidons, du même coup, en notre faveur, de toutes les questions secondaires en suspens sur le théâtre de la guerre, et nous acquérons ainsi des ressources qui sont enlevées à l'ennemi.

L'effet d'une telle victoire se fait en outre sentir sur les populations et les gouvernements des partis belligérants. Il surexcite l'énergie des uns, paralyse au contraire l'activité des autres et les pousse à la soumission.

Cependant une défaite de l'armée a eu quelquefois pour première conséquence de réveiller chez la nation vaincue l'amour de la patrie et l'esprit de résistance. Mais un tel fait est une exception, et il est encore plus rare de voir ce réveil tardif apporter au vaincu une force de résistance sérieuse.

Enfin rien n'agit plus efficacement sur l'attitude des neutres, que le résultat d'une bataille décisive. La victoire fortifie les sentiments amicaux et prévient au contraire toute immixtion hostile.

Nous devons maintenant répondre à une question que certainement se sont posée beaucoup de nos lecteurs. Dans nos considérations sur le combat d'extermination, particulièrement sur la bataille et ses conséquences, nous avons admis que la lutte se terminait par la défaite complète de l'un des partis et la victoire absolue de l'autre. Parfois, nous avons fait pressentir que souvent l'issue pourrait être toute autre, c'est-à-dire que l'un des partis se décidera à cesser la lutte, et à battre en retraite avant que sa force de résistance ne soit complètement brisée.

Cette opération est pleine de périls, surtout si elle n'est pas favorisée par la tombée de la nuit. Ce motif est suffisamment important pour que nous commencions la lutte de bon matin, lorsque nous cherchons une victoire complète. La retraite est encore plus difficile si, les troupes étant considérables, il s'agit par suite d'une bataille et non d'un engagement secondaire. Mais l'histoire militaire montre que la retraite est toujours possible ; c'est la tactique qui doit en enseigner les règles. Pour le but que nous poursuivons dans cette étude, il suffit, après avoir constaté la possibilité de la retraite, d'exposer quelle est l'importance et quelles sont les conséquences d'un combat se terminant par une semblable opération.

L'importance de la retraite découle de ce fait que celui qui s'y résigne reconnaît ainsi la supériorité actuelle de son adversaire et par suite recule le dénouement jusqu'à

une époque qui lui soit plus favorable. En outre, il renonce ainsi à l'objectif particulier qu'il poursuivait et abandonne le terrain à l'adversaire, bien que ce soit avec l'espoir de bientôt le lui reprendre.

En général, la retraite affecte le moral de l'armée qui rétrograde, et le contre-coup se fait également sentir sur la population et le gouvernement du vaincu. Toutefois cela n'est pas toujours vrai : après de grands désastres, une bataille qui se termine par une retraite honorable peut être considérée par le vaincu comme un succès relatif (Gross-Gœrschen, Bautzen).

Une retraite effectuée en présence de l'ennemi ne sera pas sans pertes, mais elles seront moindres que celles que la poursuite ferait éprouver à la même armée complètement battue. De plus, jusqu'au moment de la retraite, les pertes du vainqueur et du vaincu sont à peu près les mêmes. On peut même ajouter que probablement elles seront plus grandes chez le vainqueur s'il a été l'assaillant.

Il résulte d'un tel état de choses que les effets d'une victoire incomplète ne sont pas considérables, tout au moins pour l'assaillant qui a dû interrompre sa marche en avant pour chercher à livrer une bataille décisive. Il peut même se faire qu'une telle bataille tourne à son désavantage, si l'adversaire vaincu peut remplacer plus rapidement que lui les pertes subies.

Pour le parti qui est sur la défensive, les effets d'une victoire, même incomplète, sont importants, si jusqu'alors il reculait devant son adversaire ; pour livrer bataille, il a dû rassembler ses forces, et un avantage, même incomplet, change la situation militaire en sa faveur.

Mais dans l'un et l'autre cas, le succès est trop chèrement payé si, dans le premier combat décisif qui suivra de très près cette victoire incomplète, on ne parvient pas à compenser, par un plein succès, les pertes précédentes.

Le combat est une épée à deux tranchants : mais qui voudrait se défendre contre ses coups en employant un

couteau ébréché? Lorsqu'un général pourra réussir à atteindre le but qu'il poursuit avec des pertes et des dangers moins considérables, il devra saisir avec empressement une telle occasion. Mais si nous voulons éviter le combat que recherche notre adversaire, nous sommes obligés de reculer constamment. Nous en sortirions à meilleur compte en nous soumettant sans résistance aux exigences que nous impose la volonté de notre ennemi.

On peut momentanément éviter la lutte que désire l'adversaire, et la reculer jusqu'à un moment plus favorable. Mais sans un dénouement tactique on ne peut atteindre le but de la guerre, qu'il soit positif ou négatif; et si on ne livre pas combat, on ne pourra même pas obtenir une diminution des prétentions politiques de l'ennemi.

C'est aller un peu loin de dire qu'à la guerre on ne peut infliger à l'adversaire des dommages permanents, ni exercer sur lui une pression, ni en obtenir des concessions, qu'en lui livrant une bataille, ou tout au moins en menaçant de l'attaquer; on a dit aussi que, si l'adversaire se soumet à notre volonté sans combattre, c'est parce qu'il veut éviter ainsi notre attaque, qui autrement lui paraît inévitable.

Cette opinion, présentée sous cette forme absolue, rencontre des contradicteurs, et l'on s'expose ainsi au danger de voir la grande vérité qu'elle renferme ne pas être suffisamment appréciée. Pour éviter ce danger, nous dirons d'abord, contrairement à l'assertion précédente, que le combat n'est pas le seul moyen, comme nous le verrons au chapitre suivant, que l'on puisse employer pour affaiblir l'adversaire, pour l'obliger à renoncer à ses prétentions ou à accepter nos conditions. Nous ne citerons ici que l'exemple suivant : Lorsqu'une armée, concentrée sur un espace restreint autour d'une grande place qu'elle assiège, perd ses moyens de ravitaillement, et que, par suite, elle doit se retirer si elle ne veut pas mourir de faim, est-il permis de dire que, dans ce cas, le combat

ou la peur de l'ennemi est le mobile de la détermination que prend cette armée? Si elle se retire, est-ce parce qu'elle craint de ne plus pouvoir combattre après qu'elle aura été décimée par la mort? Cela est un paradoxe.

Ainsi donc, il existe d'autres moyens que le combat pour affaiblir l'adversaire, ou pour l'amener à accomplir un acte déterminé. Toutefois nous devons ajouter qu'il est exceptionnel d'arriver à un résultat décisif si l'on a uniquement recours aux moyens de cette nature.

Le combat est le procédé le plus direct, le plus souvent applicable et le plus rapide. Souvent certains moyens deviennent importants parce qu'ils rendent les circonstances plus favorables pour le combat qui suivra, et alors leur application rentre dans l'opinion citée plus haut.

La grande importance pratique de cette opinion provient de ce que si on l'élève à la hauteur d'un principe, on évite de tomber dans des erreurs théoriques très dangereuses. Les idées d'humanité actuelles voudraient voir enlever à la guerre son caractère sanglant. Un tel désir trouve facilement des partisans dans une armée qui ne possède pas la notion exacte de la guerre, qui n'a pas de force de volonté, et qui, par suite de la peur inhérente aux natures faibles, redoute de porter la pesante responsabilité des conséquences sanglantes d'une action décisive. C'est ainsi que naît le désir d'obtenir par des manœuvres habiles, sans effusion de sang, ce que l'on n'a pas la force ou le courage d'arracher par la violence. Les partisans de ces idées croient pouvoir s'appuyer sur les événements de quelques guerres anciennes.

Nous avons certainement le plus grand respect pour les manœuvres habiles; mais nous ne reconnaissons comme telles que celles basées sur la conviction intime que l'ennemi manque de la force, de l'intelligence ou de la volonté nécessaires pour en empêcher l'exécution par la voie des armes.

Un adversaire qui se sent fort et qui ne redoute pas la lutte, répond à une manœuvre menaçante par un combat sanglant.

Le combat est de beaucoup la manifestation la plus importante de la guerre. On doit surtout remarquer qu'une grande bataille est comme la conséquence de tous les faits antérieurs. La victoire ou la défaite changent tellement la situation que, quelque perspicace que l'on soit, on ne peut rien prévoir au delà de la première grande bataille*; son issue fixe pour un certain temps la situation militaire des deux partis, qui ne peut être modifiée que par une seconde bataille.

On est presque toujours délivré d'une situation des plus critiques par un succès tactique d'une importance correspondante, de même qu'une défaite réduit à néant les combinaisons les plus pleines d'espérances.

Voilà pourquoi la principale tâche de la stratégie consiste à réunir les conditions favorables à l'action décisive, et à éviter, autant que possible, aux troupes de s'engager dans des combats désavantageux.

C'est notre immortel grand maître Clausewitz qui a su nous montrer d'une manière aussi claire que précise quel rôle important le combat et la bataille jouent à la guerre, et qui a su nous prémunir contre des théories erronées. Il lui revient une grande part des succès qu'ont remportés durant ces dernières années la stratégie et les armées allemandes. N'oublions jamais l'avertissement qu'il nous donne dans ces paroles profondes : « Nous ne voulons pas entendre parler des généraux qui remportent des victoires sans répandre de sang. Si une bataille sanglante est un horrible spectacle, cela doit engager à honorer davantage la guerre, et non servir à émousser de plus en plus, pour des raisons d'humanité, le glaive que nous portons, parce qu'alors un de nos voisins se lèverait bientôt, et, de son épée tranchante nous couperait les bras. »

(*) C'est ainsi que l'on doit comprendre le mot de Napoléon : « Je n'ai jamais eu un plan d'opérations. »

CHAPITRE XII.

MOYENS SECONDAIRES QUE L'ON PEUT EMPLOYER POUR AFFAIBLIR L'ENNEMI.

La guerre ne consiste pas en un certain nombre de combats se succédant les uns aux autres sans aucune liaison. Bien au contraire, la guerre est un acte continu, caractérisé par la tendance que manifeste chacun des partis belligérants à nuire à l'adversaire, tout en perdant le moins possible de ses propres forces.

Cette tendance conduit de temps en temps à de grands combats qui sont comme la résultante de tous les faits antérieurs; mais aussitôt après, les faits poursuivent leur cours avec leur double caractère de destruction et de conservation.

Entre deux affaires décisives, la pensée que nous avons d'affaiblir l'adversaire nous conduit à lui livrer des combats qui peuvent être des combats secondaires ou des combats d'extermination entre forces partielles. Il n'est pas rare de voir dans le cadre de l'action principale, des épisodes bien distincts donnant lieu à des combats d'extermination entre des fractions des armées ennemies.

Mais à la guerre, nous disposons encore d'autres moyens que le combat pour modifier le rapport qui existe entre notre effectif et celui de notre adversaire. Nous allons en parler dans ce chapitre. Signalons d'abord les effets que peuvent engendrer ces moyens secondaires.

Parmi ces effets, on doit signaler l'affaissement physique et moral des troupes ennemies. Cet abattement engendre vite des maladies qui enlèvent par la mort, à l'ennemi, un nombre plus ou moins grand d'hommes et de chevaux. Nous comptons aussi parmi ces effets ceux

qui résultent des obstacles créés à l'adversaire pour l'empêcher de recevoir des renforts en hommes, chevaux et matériel.

Tous ces effets sont temporaires ou permanents. Les premiers ne sont importants que si l'affaiblissement qu'ils causent à l'adversaire influe sur l'issue d'un combat. Si cet affaiblissement a disparu avant que la rencontre ait lieu, il n'a aucune influence sur le dénouement de la guerre. Cela est vrai, surtout pour l'affaissement passager des forces morales ou physiques, à moins qu'il ne soit tel que des troupes battant en retraite soient obligées d'abandonner les hommes exténués, qui alors tombent entre les mains du vainqueur qui poursuit.

Le déficit que produisent les maladies est également passager ; car, en général, au bout d'un certain temps, le plus grand nombre des malades redeviennent disponibles. Toutefois, lorsque les indisponibles deviennent valides, d'autres hommes tombent malades, et de plus un certain nombre sont enlevés par la mort, ou bien contractent des infirmités incurables. On voit donc qu'à la guerre, les maladies modifient constamment les effectifs et qu'elles engendrent des pertes permanentes (morts ou invalides). Les époques et les circonstances font varier les cas de maladies et de mort, mais ces cas augmentent lorsque le physique et le moral des troupes sont abattus. Cet état particulier favorise la rapide propagation d'épidémies lorsque les troupes sont concentrées sur un espace restreint.

Enfin, les effets résultant des obstacles créés à l'ennemi pour l'empêcher de recevoir des renforts en hommes, chevaux et matériel, ont en général un caractère passager, mais ils peuvent néanmoins avoir quelquefois une très grande influence sur le rapport existant entre les forces.

Quels moyens avons-nous de faire naître ces effets ou de les augmenter ? Nous affaiblirons l'ennemi physiquement et moralement si nous lui imposons constamment des fatigues considérables sans lui laisser entrevoir la possibilité d'un succès, si nous ne lui donnons pas le temps

de se refaire, et si nous lui rendons les conditions de la vie difficiles.

Il est vrai que nous ne pouvons atteindre ce résultat sans imposer des fatigues à nos soldats, et nous sommes limités dans l'emploi de ce moyen par la nécessité de ne pas exténuer nos propres troupes.

Mais si notre armée est animée de l'esprit d'initiative, — si nous avons pu, grâce à cet esprit, arriver à faire la loi à notre adversaire, — nous pouvons dans ces conditions le fatiguer, en ne faisant qu'une faible dépense de forces. Placé dans cette position subordonnée, l'ennemi est tenté de croire à des dangers là où ils ne sont qu'apparents, et comme il ne sait rien de nos projets, il est dans un état d'alarme permanent.

Lorsque nous avons parlé de la retraite et de la poursuite, nous avons fait connaître les effets qu'elles produisent. Si nous sommes en présence d'un adversaire dont nous avons brisé l'esprit d'entreprise, nous pouvons encore nous laisser dans ce cas guider par des considérations analogues à celles réglant la conduite du vainqueur dans la poursuite, et chercher à appliquer les mêmes principes, bien que les circonstances présentes soient, à la vérité, moins favorables. Pour éviter les redites, nous renvoyons à ces considérations.

En admettant même que nous n'ayons pas été assez heureux pour arriver à dicter la loi à l'ennemi, nous n'en avons pas moins beaucoup d'occasions de lui rendre la vie difficile, pourvu toutefois qu'il nous reste encore un peu d'activité.

Ailleurs nous avons fait observer combien il était important, dans l'intérêt de la conservation des troupes, de les répartir pendant la marche et le repos sur un espace aussi étendu que le permettent les exigences du combat, c'est-à-dire, sans se mettre dans l'impossibilité de les concentrer à temps. Inversement, il nous sera très avantageux de forcer l'adversaire à rester massé ou de l'obliger à d'inutiles concentrations. Nous lui ferons perdre ainsi des forces et du temps.

S'il est en notre pouvoir de fixer la nature du théâtre des opérations et l'époque de la guerre, nous aurons parfois occasion de placer l'ennemi dans des conditions désavantageuses relativement à la conservation de ses troupes. Nous avons un grand exemple de ce fait dans la campagne de Russie en 1812. Il nous serait pareillement facile d'affaiblir notre adversaire, si nous pouvions le forcer à se retirer pendant l'hiver dans des montagnes inhospitalières, tandis que nos troupes vivraient dans de riches vallées ; ou bien encore si nous pouvions l'amener à faire pendant l'été le siège d'une place forte entourée de marais malsains.

Néanmoins ces cas sont rares, et il suffit de montrer qu'ils sont possibles. Par contre, nous allons nous appesantir davantage sur un autre moyen que nous avons d'affaiblir l'ennemi, et qui, dans certains cas, devient tellement important, que, à l'exception du combat, c'est le plus efficace que l'on puisse employer. Ce moyen consiste à lui enlever ses lignes de communication avec l'arrière.

La perte des lignes de communication avec l'arrière n'a pas toujours, il est vrai, la même importance puisque l'armée ennemie leur est plus ou moins subordonnée. Des troupes qui vivent sur le pays, peuvent se passer de leurs lignes de communication avec l'arrière, tant qu'elles pourront se dispenser de recevoir des renforts en hommes et en matériel, particulièrement en munitions.

Au contraire, l'adversaire a un besoin absolu de ses lignes de communication avec l'arrière, s'il possède de grandes masses de troupes placées dans un pays naturellement pauvre ou déjà épuisé par la guerre, surtout si elles ne peuvent s'étendre ni parcourir rapidement le pays où elles se trouvent. Après avoir perdu ses lignes de communication avec l'arrière, l'ennemi, dans toutes ses résolutions, est influencé par la quantité des approvisionnements qui lui restent encore.

Pour lui enlever ses lignes de communication, on peut le rejeter hors de celles-ci ou bien les couper.

Le combat nous permet de rejeter l'ennemi hors de ses lignes de communication avec l'arrière de la même manière que de sa ligne naturelle de retraite ; souvent même ces lignes se confondent. Outre le cas où le combat est engagé et conduit en vue d'obtenir ce résultat, on ne peut encore y arriver autrement que si l'adversaire, ayant le choix d'accepter le combat ou bien de perdre soit ses lignes de communication avec l'arrière, soit sa ligne naturelle de retraite, préfère ce dernier parti.

Si nous cherchons comment on peut couper les lignes de communication avec l'arrière, nous voyons que dans cette opération, il faut tenir compte de la nature de ces lignes, des mesures de sûreté prises pour les garder, ainsi que de l'importance et de la durée de l'effet à produire. Pour interrompre une voie ferrée par des destructions partielles, il suffit souvent de quelques hommes de cœur qui, munis de matières explosives, épient et utilisent le moment et le lieu favorables pour exécuter leur dessein.

Il est plus difficile de couper les lignes de communication avec l'arrière lorsque ces lignes sont des voies de terre. On ne peut guère rendre des chaussées impraticables qu'en opérant sur quelques points particuliers (par exemple sur les ponts), qu'il est facile à l'ennemi de surveiller. Il est, en outre, plus aisé avec les routes qu'avec les chemins de fer de remédier, en général, à ces destructions, en faisant des constructions provisoires, et en utilisant des chemins latéraux.

On devra souvent, par suite, avoir recours à d'autres moyens.

On peut déjà obtenir des résultats sensibles en faisant quelques petites opérations contre les convois par terre. Ces opérations produisent, dans les convois, du désordre et des retards qui gênent beaucoup l'ennemi. Des colonnes mobiles bien dirigées peuvent dans ces cas rendre d'excellents services ; elles surgissent brusquement sur un point pour disparaître rapidement, le coup terminé, et vont recommencer ailleurs.

Si nous voulons interrompre les communications par

voie de terre de l'ennemi pendant un certain temps, il faut nous rendre maîtres d'un point convenable de la route et nous y maintenir aussi longtemps que doit durer l'interruption. L'effectif que nous emploierons dans cette opération est calculé d'après la résistance et les contre-mesures probables de l'adversaire. Le but ne pourra être quelquefois atteint que si nous jetons le gros de nos forces sur les derrières de l'ennemi.

La réussite de telles entreprises est au plus haut point subordonnée à la situation générale. Si nous sommes en présence d'une armée rétrogradant en toute hâte sur un front étendu, des fractions même très mobiles peuvent difficilement gagner les derrières de cette armée, à moins qu'elles n'aient été placées d'avance sur les côtés de la ligne de retraite, ou qu'on ait pu les transporter sur ces points par des moyens rapides (chemins de fer).

Ces entreprises sont particulièrement possibles lorsque les opérations sont en quelque sorte suspendues, ou bien lorsque nous battons en retraite. Plus notre adversaire est loin de l'origine de ses ressources, par exemple, plus il s'est enfoncé dans notre pays, plus ses lignes de communication sont vulnérables, alors que nous sommes plus indépendants des nôtres et qu'il nous est plus facile de les modifier.

Lorsque nous opérons en territoire ennemi, il nous est beaucoup plus difficile d'agir sur les derrières de l'adversaire que dans le cas où nous sommes sur le territoire national ou en pays ami. Une des conditions les plus indispensables au succès consiste à agir en secret et par surprise. Or, en territoire ennemi, on ne peut compter sur cette condition, à moins que l'on ne soit en présence d'une population très clairsemée, apathique, ou même dénuée de tout patriotisme, ou bien enfin si les voies de communication sont rares. Dans le cas contraire, l'apparition de colonnes mobiles est en général vite signalée et rapidement répandue au loin au moyen du télégraphe ou d'exprès, et l'ennemi a alors le temps de prendre les contre-mesures nécessaires. En outre, si les

troupes chargées de l'opération sont peu nombreuses, elles peuvent même échouer en présence de la résistance de la population.

Les circonstances sont tout autres lorsque nous faisons la guerre sur le territoire national. Dans ce cas, la population fait cause commune avec les troupes que nous envoyons sur les derrières de l'ennemi ; elle leur fournit tout ce qui est nécessaire à leur subsistance, les renseigne sur les mouvements de l'adversaire, leur donne des guides, et enfin elle trompe l'ennemi et prend part au combat au moment décisif.

Pour agir vite et par surprise sur les derrières d'une armée, il faut parcourir rapidement de grandes distances ; il en résulte que, si le terrain le permet, nous devons confier l'opération à des troupes de cavalerie munies d'armes à feu et de moyens de destruction. Mais si l'on suppose que l'opération projetée donnera lieu à une lutte sérieuse, la cavalerie ne pourra se passer du concours des autres armes, et alors il ne sera pas rare de voir ces dernières jouer le rôle principal.

Bien que les moyens secondaires que l'on peut employer pour affaiblir l'ennemi ne fassent en général que préparer le succès du combat, il peut cependant arriver que leurs effets aient une influence directe et décisive.

Dans presque toutes les guerres, les maladies enlevaient autrefois plus d'hommes que les balles ennemies. Aujourd'hui la situation s'est modifiée, en raison de l'énergie plus grande avec laquelle on fait la guerre, des progrès réalisés par la médecine et de la meilleure organisation du service sanitaire.

Mais si nous parvenons à mettre l'ennemi dans une position telle qu'un très grand nombre de ses soldats succombe par suite de la faim, du froid, de fatigues ou d'autres souffrances et que les survivants soient démoralisés et abattus, alors cet ennemi sera aussi éprouvé qu'après une grande bataille perdue. Toutefois on doit ajouter qu'une telle situation ne surexcite pas le moral de nos troupes comme le ferait une victoire, et que de plus

les troupes ennemies ressentent moins les pertes qu'elles font ainsi que celles qui résultent du combat. Mais d'un autre côté, le succès que nous obtenons grâce à ces moyens nous coûte en général moins cher qu'une victoire.

L'origine de quelques-unes des plus grandes catastrophes militaires est due exclusivement ou principalement aux privations ou aux souffrances qui ont accablé les troupes d'un des partis belligérants placé par l'autre dans une situation critique. Rappelons surtout ici la ruine de la « Grande Armée » en Russie en 1812, la catastrophe de l'armée française de l'Est dans le Jura en 1871, l'état de l'armée russe dans la péninsule des Balkans, à la fin de l'automne de 1828, les capitulations de Metz (1870), de Paris (1871).

Plus les armées sont nombreuses, plus le retour de pareils événements est probable. En 1870-71, les masses allemandes firent la guerre dans un pays très riche; elles furent assez heureuses pour acquérir, dès les premières semaines, une supériorité telle qu'elles brisèrent l'esprit d'initiative de l'ennemi, et purent s'étendre; sur les points où les opérations devinrent stationnaires, comme devant Metz, Paris, on put, grâce aux chemins de fer restés intacts, tirer des ressources du territoire national.

Mais dans les guerres futures, les armées d'invasion ne seront pas toujours dans des conditions aussi favorables. On peut dire qu'elles trouveront difficilement en elles-mêmes les moyens suffisants pour vaincre les difficultés qu'elles rencontreront. Il est peu probable qu'on trouve en général dans les armées modernes les forces morales et intellectuelles nécessaires à leur mission.

Il nous semble qu'il résulte de ce qui précède, des considérations se rattachant à la stratégie, dignes d'attirer l'attention.

CHAPITRE XIII.

GÉNÉRALITÉS SUR L'OFFENSIVE ET LA DÉFENSIVE STRATÉGIQUES.

A la guerre, l'emploi des forces militaires doit toujours être basé sur une des trois idées suivantes :

Rechercher la rencontre des forces ennemies (offensive).

Attendre que l'ennemi agisse, et s'opposer à ses entreprises (défensive).

Chercher à échapper à l'ennemi (retraite).

Il y a un cas où la défensive se rapproche beaucoup de l'offensive ; c'est lorsqu'on se propose de tomber sur l'ennemi dès qu'il sera à portée (défensive-offensive). Mais dans la défensive on peut aussi se proposer uniquement d'arrêter l'ennemi devant la position que l'on a prise (défensive de position), ou enfin tout en rétrogradant, de le retarder et de l'affaiblir (défensive de retraite).

Dans l'offensive, le principe dominant est celui de l'extermination. Dans la défensive-offensive, le principe d'extermination et celui de conservation ont une égale importance ; dans la défensive de position, c'est ce dernier principe qui est prédominant ; dans la défensive de retraite, cette prédominance est encore plus accentuée.

Nous ne prenons l'offensive que si nous nous sentons suffisamment forts pour chercher la décision* ; nous adop-

* *Décision* est la traduction du mot *Entscheidung* fréquemment employé par l'auteur dans son étude. Il faut entendre par là la solution finale de la crise que la guerre fait traverser. Cette solution peut être amenée par différents moyens : le combat est le plus fréquent, et il est alors l'*acte décisif*. C'est pour établir la distinction parfois nécessaire entre le but et le moyen que le mot *décision* a été employé dans le sens qui vient d'être indiqué, bien qu'il ne soit pas usuel dans notre langage militaire. (Note de l'éditeur.)

tons la défensive-offensive ou la défensive de position, lorsque, ne désirant pas momentanément cette décision que l'adversaire recherche, nous ne pouvons ou ne voulons l'éviter; nous adoptons la défensive de retraite, lorsque nous avons des motifs pour éviter l'acte décisif, tout en ayant encore la force de résister à l'ennemi s'il nous serre de près.

En général, un des partis prend l'offensive et l'autre reste sur la défensive. Toutefois il peut arriver que les deux partis marchent l'un contre l'autre en ayant chacun l'idée d'offensive; mais cela ne sera que de peu de durée, car la décision se produira forcément à bref délai, et dénouera la situation.

De même il peut se faire que les deux partis se croyant l'un et l'autre trop faibles pour chercher la décision, restent pendant quelque temps tous deux sur la défensive. Cette situation crée dans les opérations une sorte de trêve durant laquelle il ne se produit que des entreprises secondaires.

Une décision tactique force toujours le vaincu à rétrograder. Dans le cas le plus favorable, il pourra faire une défensive de retraite. Ces conséquences sont les mêmes, soit que le vaincu ait cherché la décision par l'offensive, soit qu'il l'ait attendue sur la défensive.

Nous avons dit plus haut : Nous prenons l'offensive si nous nous sentons suffisamment forts pour chercher la décision.

L'offensive suppose nécessairement ce sentiment de supériorité. Peu importe qu'il provienne de forces plus nombreuses que celles de l'adversaire, ou de ce que nous les croyons meilleures, ou bien de la conviction de notre général que, malgré son infériorité numérique, il réussira à avoir la supériorité sur le point décisif.

On ne peut mener à bonne fin l'offensive stratégique que si l'on est de taille à attaquer tactiquement. Lorsque nous avons refoulé l'adversaire dans une position telle qu'il voit ses communications et ses ressources menacées, et qu'il est obligé de nous attaquer, nous devons évidem-

ment utiliser d'abord les avantages de la défense tactique, pour attaquer ensuite. Mais la règle est que l'offensive stratégique doit rechercher la décision par l'offensive tactique; et si nous croyons ne pas être capables de surmonter les difficultés indiscutables inhérentes à l'offensive tactique, nous sommes du même coup condamnés à la défensive stratégique.

Mais l'offensive stratégique a pour elle tous les avantages de l'initiative, avantages dont nous avons signalé toute l'importance au chapitre VII. La défensive-offensive seule peut, dans certains cas, les lui disputer.

Les résultats positifs que donne l'offensive stratégique surexcitent le moral, doublent la valeur de la direction, de l'armée et de la nation. Les conséquences négatives de la défensive peuvent d'autant moins produire les mêmes effets, que l'expérience prouve que souvent la défensive, même après une décision tactique heureuse, manque d'énergie pour tirer parti du succès obtenu.

L'offensive stratégique est l'unique moyen d'éloigner la guerre du territoire national, et de la porter sur celui de l'ennemi ; par suite, d'épargner nos propres ressources, tandis que nous enlevons à l'adversaire une partie des siennes pour les utiliser à notre profit.

L'offensive stratégique fixe le moment de l'acte décisif, et elle enlève ainsi, en général, à la défensive le choix du champ de bataille.

Le but politique de la guerre nécessite souvent impérieusement l'offensive ; presque jamais ce but ne peut être atteint par la défensive seule.

Si une défensive absolue nous met, par exemple, en état de couvrir notre frontière pendant des mois contre les coups de l'ennemi, nous n'en sommes pas moins constamment menacés de nouvelles agressions, tant que nous n'aurons pas, par nos attaques, détruit les ressources de l'ennemi

On peut bien imaginer, il est vrai, qu'une résistance énergique inattendue amènera notre adversaire à se convaincre de l'insuffisance de ses forces, et à reconnaître

que les pertes qu'il ferait en poursuivant son but seraient hors de proportion avec les avantages qu'il espère. Il pourra alors diminuer ses prétentions; mais, en général, il ne les abandonnera entièrement que s'il craint de voir la situation lui devenir complètement défavorable, ce qui ne peut avoir lieu que si nous prenons l'offensive.

L'offensive stratégique est donc la méthode de guerre la plus efficace. Elle seule peut nous conduire à l'objectif politique final que nous poursuivons, but positif ou but négatif.

L'offensive ne perd pas son caractère, si, à certains moments de la guerre, ou si sur certaines parties du théâtre d'opérations, où il ne s'agit que d'objectifs secondaires, elle se transforme en défensive, en supposant, toutefois, que notre tendance générale soit de chercher la décision. Même lorsque nous disposons d'une grande supériorité numérique, nous ne pouvons prendre l'offensive sur tous les points et à tous les moments de la guerre, ne serait-ce déjà que parce que le terrain, les fortifications, les circonstances atmosphériques, etc...., protègent parfois l'ennemi contre nos attaques.

Des considérations politiques, les relations avec les puissances voisines, le désir de faire considérer l'adversaire comme étant l'agresseur, peuvent engager le plus fort à conserver la défensive au début de la guerre. Mais il n'agit ainsi qu'avec l'idée arrêtée de saisir l'offensive, dès que les motifs qui l'empêchaient de le faire auront disparu.

C'est encore cette ligne de conduite que suivra celui qui, par suite de la supériorité de l'adversaire, se résoudra à la défensive.

Lorsque nous prenons l'offensive stratégique, la marche en avant nous affaiblit de plus en plus. Cet affaiblissement est variable : il dépend de la nécessité plus ou moins grande de couvrir nos lignes de communication, de contenir une population hostile et de nous garder de tous les côtés. Nous devons combler les pertes que ces diverses exigences nous occasionnent, sinon notre bras sera paralysé.

L'espoir du parti obligé de rétrograder repose sur ce que, refoulé sur ses ressources, il sera bientôt à même de prendre l'offensive, et de transformer la situation à son avantage.

Les derniers objectifs de la défensive stratégique sont, comme ceux de l'offensive stratégique, au cœur du pays. Pour les atteindre, l'offensive cherche la ligne droite, la défensive les détours.

L'histoire militaire montre que tous les grands généraux ont fait des guerres offensives toutes les fois et aussi longtemps qu'ils considéraient leurs troupes comme assez nombreuses pour agir ainsi. Lorsqu'ils durent procéder autrement, ils adoptèrent la défensive-offensive, et ce n'est que lorsqu'ils furent forcés par la nécessité, qu'ils cherchèrent leur salut dans la défensive de position ou de retraite.

CHAPITRE XIV.

CONSIDÉRATIONS SUR L'OFFENSIVE STRATÉGIQUE.

Ce qui caractérise l'offensive, c'est la marche en avant et la recherche de la décision. Les diverses tâches que nous nous imposons alors, et les divers objectifs que nous poursuivons, sont : forcer l'ennemi à livrer combat dans des conditions aussi désavantageuses que possible pour lui ; tirer des succès obtenus un parti tel, que l'adversaire soit constamment harcelé et n'ait pas le temps de se refaire ; l'obliger à combattre avant qu'il n'ait pu recevoir des renforts, le couper de ses ressources et les ruiner, en un mot, briser complètement sa puissance militaire et le mettre dans une position si désespérée qu'il préfère se soumettre plutôt que de continuer la guerre.

Par essence, l'offensive cherche à atteindre le plus tôt possible et, si faire se peut, sans désemparer, les objectifs qu'elle s'est posés. Si nous avons réussi à intimider l'adversaire par plusieurs échecs décisifs, nous pouvons beaucoup oser, et nous paraîtrons encore plus forts que nous ne le sommes réellement si nous poussons énergiquement de l'avant. C'est surtout au moment où nous approchons de l'objectif final que nous devons agir avec une grande vigueur, et ne chercher le repos que lorsque nous avons réussi à l'enlever. Dans aucun cas la hardiesse n'est mieux justifiée que dans de telles circonstances, et jamais les avantages probables ne seront plus grands, surtout si on les compare aux conséquences fâcheuses d'une attitude hésitante.

La hardiesse n'exclue pas un froid raisonnement ; nous ne pouvons, au contraire, mener un projet à bonne fin, si nous n'avons pas auparavant soigneusement pesé les

dangers et les difficultés que nous aurons probablement à vaincre. L'offensive exige de la résolution, parfois même de la témérité; mais il faut néanmoins que le chef de l'armée conserve cette tranquillité d'esprit qui lui permet de préparer le succès par des mesures judicieuses, — de reconnaître les limites du possible, — de conserver une certaine retenue dans la victoire, — et enfin de ne pas perdre de vue, même au milieu des plus grands triomphes, que la fortune peut lui devenir contraire.

Ainsi que nous l'avons déjà fait observer, la marche en avant dans l'offensive, surtout en pays ennemi, nous fait perdre chaque jour une partie de nos forces matérielles, tandis que l'adversaire, dans sa marche rétrograde, répare plus facilement et plus rapidement ses pertes, et trouve de nouvelles ressources pour organiser sa résistance. Aussi le rapport existant entre nos forces matérielles et celles de l'adversaire peut devenir tel, que bientôt la supériorité morale que nous donne l'offensive ne suffise plus à compenser notre infériorité matérielle. C'est au commandement à apprécier à temps l'approche de ce moment, et à savoir alors se limiter.

Il est dur de s'arrêter au milieu d'une marche victorieuse; et cependant il n'est pas rare que de cette résolution, qui entraîne, il est vrai, une perte de temps, dépendent cependant la conservation des résultats obtenus et la possibilité de les compléter ultérieurement.

Dans l'offensive, nous devons nous arrêter avant que l'adversaire ne nous oblige à le faire. En agissant ainsi, nous gagnons du temps, nous nous donnons la possibilité de rassembler de nouvelles forces, — d'attirer à l'armée des renforts et des ressources de toutes sortes qui n'auraient pu nous rejoindre si nous avions continué la marche en avant, — de réparer le matériel dégradé, — de compléter nos munitions, — et d'organiser le service des ravitaillements sur de nouvelles bases. Il est à peine nécessaire d'ajouter, après les considérations développées plus haut, que nous devons reprendre l'offensive à la première occasion favorable.

Nous avons déjà dit que le commandant de l'armée doit être assez calme pour ne pas oublier, même au milieu des plus grands succès, que la fortune peut lui devenir contraire.

A la guerre, la fortune est changeante et personne ne peut se fier à sa fidélité. Elle dépend, en effet, de causes très nombreuses, très difficiles à prévoir et encore plus difficiles à diriger. La prudence exige donc impérieusement que, dans l'offensive, nous ne négligions aucune des dispositions susceptibles de diminuer les suites funestes d'un changement de fortune. Parmi ces dispositions, on compte toutes les mesures prises pour assurer la possession du territoire conquis, et pour faciliter la retraite, le cas échéant.

Cependant l'offensive ne doit affecter à ces diverses missions que les forces strictement nécessaires. Le meilleur moyen que nous puissions employer pour assurer nos derrières est la victoire, et nous diminuons nos chances de battre notre ennemi si nous éparpillons nos forces.

Revenons maintenant au principe émis au commencement de ce chapitre : ce qui caractérise l'offensive est la marche en avant et la recherche de la décision.

Nous devons constamment tendre à placer l'ennemi dans les conditions les plus défavorables, à le forcer à livrer le plus tôt et le plus souvent possible des combats décisifs, et à utiliser la victoire de manière à anéantir l'adversaire.

Si nous avons nos forces disposées de manière qu'il nous soit possible de les réunir à temps dès que nous trouverons l'occasion de livrer une bataille, et si, ainsi groupés, nous avançons résolument vers les forces vives de l'adversaire, c'est-à-dire vers le cœur de son territoire, nous pouvons être assurés que presque toujours la défense concentrera ses troupes vers le même point pour s'opposer à notre attaque.

Mais dans l'offensive, nous devons prendre garde de frapper dans le vide, et de porter nos forces contre de faibles détachements ennemis.

Si la défense a réparti ses troupes sur un espace considérable, nous pouvons jusqu'à un certain point faire de même et cependant avoir encore la supériorité numérique sur les points principaux, pourvu que sur ceux d'importance secondaire, nous gardions la défensive.

C'est surtout au début d'une campagne, que la supériorité morale donnée par l'offensive est sensible. Il n'est jamais plus facile qu'au début d'une guerre d'obtenir la supériorité qui résulte de l'initiative. Mais si nous nous laissons au contraire faire la leçon par l'adversaire, nous ne pouvons plus nous dégager de notre position subordonnée qu'en remportant une victoire décisive.

Il est particulièrement avantageux de surprendre l'adversaire avant qu'il n'ait terminé ses préparatifs de guerre. Ces préparatifs sont, dans tous les États modernes, si considérables et si compliqués, que tout dérangement qu'on y apporte se fait vivement sentir. Pour profiter de cet état de choses, nous devons évidemment avoir une mobilisation et une concentration plus rapides que celles de l'adversaire.

La question de savoir où doit être concentrée, le cas échéant, une armée destinée à opérer offensivement, se résout par la connaissance du point où les forces devront entrer en action.

Le but le plus immédiat de l'offensive ne peut et ne doit être que la principale armée ennemie.

En général, nous ne connaissons pas l'emplacement de cette armée au moment où nous devons décider comment nous concentrerons nos propres forces. Presque toujours les troupes ennemies sont alors comme les nôtres encore disséminées dans le pays. Dans tous les cas, il s'écoulera un temps assez long, avant que nous soyons en état de commencer les opérations, et nous ne pouvons faire que des hypothèses sur la conduite que tiendra l'ennemi pendant cette période. Nous nous informerons de ses projets probables, nous étudierons la répartition de ses forces et son système de voies de communication, particulièrement ses chemins de fer.

Si la proportion existant entre nos forces et celles de l'adversaire, si son caractère ou si notre rapidité plus grande à entrer en campagne, nous font supposer que, selon toutes probabilités, il conservera la défensive, la question est alors pour nous relativement simple. Nous devons concentrer nos troupes sur les points de la frontière qui nous permettront d'atteindre le plus rapidement possible le gros des ressources de l'adversaire. Nous sommes presque certains, en nous concentrant ainsi, de rencontrer bientôt les masses ennemies.

Si, comme cela arrivera souvent, les conditions énumérées plus haut ne se trouvent pas réunies, nous aurons à adopter la combinaison qui présentera le plus d'avantages. En général, le gros des ressources ennemies se trouve dans la direction de la capitale. La meilleure route d'attaque est celle qui donne à nos troupes, pour la marche et l'alimentation, les plus grands avantages possibles, et qui met l'adversaire dans les conditions les plus défavorables pour résister. Il y a également lieu de tenir compte de la longueur du chemin que nous devons parcourir pour aller de la frontière au cœur du pays ennemi; à ce point de vue, les angles saillants que notre frontière dessine sur le territoire ennemi sont pour l'offensive des points de départ favorables.

Lorsque nous étudions l'emplacement à choisir pour arriver à concentrer le plus rapidement possible nos troupes sur la frontière et les moyens à employer pour exécuter cette opération, nous devons tenir compte de leur répartition, de nos voies de communication et particulièrement des chemins de fer reliant l'intérieur de notre pays à la frontière ennemie.

Mais il nous est beaucoup plus difficile de nous concentrer judicieusement, si nous avons plus ou moins lieu de croire que l'ennemi prendra l'offensive au début de la campagne, et si nous ne sommes pas sûrs d'être prêts avant lui, quoique nous voulions faire tous nos efforts pour obtenir ce résultat.

Cette considération nous fait paraître désirable de

transporter par chemins de fer les troupes aussi près que possible des points de la frontière d'où nous comptons partir pour envahir le territoire ennemi. Cependant, en agissant ainsi, les conséquences peuvent nous être funestes, si l'adversaire prend l'offensive avant que nous n'ayons terminé notre concentration. Nous ne pouvons parer à ce danger qu'en nous basant tout d'abord, pour exécuter cette concentration, sur des considérations de défense. (Voir chapitre XV). Nous perdons ainsi, il est vrai, un temps précieux pour notre offensive et nous exposons les provinces frontières à l'invasion; mais nous sommes sûrs de pouvoir, en cas d'offensive de l'ennemi, agir avec toutes nos forces réunies.

Il peut être avantageux de nous concentrer à l'intérieur d'un angle saillant de la frontière, s'il présente des points d'appui naturels ou artificiels assez puissants pour que, selon toute probabilité, l'ennemi donne à son offensive une autre direction; mais alors, il faut nous sentir la force de marcher contre lui, dès que notre concentration sera terminée, pour le prendre ainsi à dos et en flanc.

Lorsque les deux adversaires disposent chacun, pour concentrer leurs forces d'un puissant réseau de chemins de fer leur permettant, dans toutes les éventualités, de se concentrer plus vite que ne le permettraient les marches par étapes, il est plus facile de décider comment le déploiement stratégique doit se faire, parce que, dans un temps donné, le nombre des solutions est limité. Nous pouvons avec quelques probabilités connaître les stations où l'ennemi débarquera ses troupes pour se concentrer aussi rapidement que possible sur la frontière ; nous pouvons encore calculer approximativement combien il lui faudra de temps pour effectuer les transports et grouper ses troupes de telle ou telle manière. Les mêmes considérations ont une influence décisive sur notre propre concentration.

C'est ainsi que les chemins de fer diminuent le nombre de facteurs inconnus entrant dans les calculs qui servent de base à une concentration stratégique.

Par contre, cette concentration prend un caractère beaucoup plus sérieux en ce sens que les dispositions prises à ce sujet sont à considérer comme irrévocables. Dès que les mouvements de concentration sont commencés, quelles que soient les nouvelles que nous recevions sur les actes et les projets de l'ennemi, nous ne pouvons modifier les dispositions prises, tandis que cela pourrait se faire sans difficultés si la concentration avait lieu par étapes.

Il est tout au plus possible d'avancer ou de reculer un peu les points de débarquement; et encore doit-on prévoir qu'en modifiant ainsi les dispositions primitives, on se heurtera à de grandes difficultés pratiques. La nécessité absolue de ne rien changer au tableau de marche de chemins de fer établi en vue de la concentration, ne crée aucun danger pour celui des deux adversaires qui a une avance dans les opérations de la mobilisation et de la concentration. Débarquant alors le premier, il peut, en général, exécuter sans danger les mouvements de troupes que rendent nécessaires les nouvelles reçues relativement aux agissements de l'ennemi. D'un autre côté, il est aisé de reconnaître les avantages positifs que nous acquérons si nous parvenons à nous concentrer les premiers; en prenant alors une vigoureuse offensive, nous surprenons l'adversaire avant qu'il ait terminé sa concentration stratégique basée sur son système de chemins de fer.

Les avantages que l'on a obtenus à toutes les époques, en surprenant l'adversaire pendant sa concentration, sont encore devenus plus grands depuis que les chemins de fer ont pris une importance décisive dans les préparatifs de guerre. L'état de crise, des forces en présence ayant augmenté, il en est de même de l'effet produit.

L'importance des chemins de fer doit nous pousser à chercher à gêner encore autrement l'adversaire dans l'usage qu'il peut en faire, particulièrement au moment des grands transports de troupes. Ce point est important surtout pour celui des deux partis qui, croyant que son adversaire sera prêt avant lui, est amené par suite à lui

abandonner les avantages de l'initiative. Dans ce cas, il doit naturellement lui venir à l'esprit d'entreprendre quelques opérations hardies dans le but d'interrompre l'exploitation des chemins de fer de son adversaire.

Le résultat vaut certainement la peine que l'on tente quelque chose dans ce sens, et souvent, au début de la guerre une pareille opération pourra avoir des conséquences les plus considérables. Un parti de hardis cavaliers peut alors cueillir d'immortels lauriers.

Afin de parer aux dangers analogues que l'ennemi peut nous faire courir, il importe, dès les préliminaires de la guerre, de songer sérieusement à couvrir les voies ferrées exposées.

Pour prendre l'offensive, il faut non seulement préparer les forces nécessaires, mais encore assurer les moyens indispensables à leur entretien. Une armée est plus tôt prête à défendre le sol national qu'à envahir le territoire ennemi. Il faut tenir compte de ce fait, lorsque nous nous décidons à adopter l'offensive ou la défensive.

Il est vrai que si l'on dispose de voies ferrées reliant la frontière à l'intérieur du pays, il n'est pas aussi nécessaire que dans le cas contraire d'y entasser des ressources de toute sorte.

Mais cependant, si on ne veut pas être obligé de s'arrêter au bout de quelques jours, il faut toujours ne commencer la marche en avant que lorsque l'armée est entièrement prête à entrer en campagne, c'est-à-dire qu'au moment où elle dispose de tout ce dont elle doit être réglementairement pourvue (trains de subsistances, colonnes de munitions, etc.), et lorsque le service de l'arrière est organisé.

Les troupes débarquées à la frontière seront groupées conformément au plan prévu. Si nous avons l'intention de prendre l'offensive, et si selon toutes probabilités, nous pouvons prévenir l'ennemi, il faut, tout en épargnant le plus possible les forces de nos troupes, les disposer de telle sorte, qu'une fois les transports terminés,

elles possèdent le front et la profondeur avec lesquels elles commenceront le mouvement en avant pour aller à recherche du gros des forces ennemies.

Si pour des raisons politiques ou militaires, nous ne pouvons, dès le début, prendre l'offensive, nous devons, ainsi qu'on l'a fait remarquer plus haut, nous concentrer conformément aux principes de la défensive, et subir l'inconvénient qui en résulterait, si des circonstances ultérieures nous permettaient de prendre l'offensive dès le début.

Lorsque nous prenons l'offensive, l'adversaire peut marcher à notre rencontre, ou attendre notre attaque, ou enfin chercher à éviter notre choc.

Le premier cas est le plus difficile, parce que, par suite de la marche en avant des deux partis, on a moins de temps pour préparer convenablement le combat. Mais les difficultés sont les mêmes pour l'adversaire que pour nous.

La crise que crée une telle situation est extraordinairement grave ; il n'y en a peut-être pas d'autre à la guerre dans laquelle la supériorité du commandement et la valeur des troupes se fassent autant sentir.

Si les lignes avancées des deux partis sont à 75 kilomètres (10 milles), l'une de l'autre, et si l'on suppose la continuation du mouvement par des marches ordinaires, les partis seront en présence en deux jours. Celui qui, dans le but de gagner du temps, ne se laissera pas aller à l'idée de se mettre sur la défensive, mais qui voudra s'assurer les grands avantages que l'offensive offre à ce moment, doit redoubler d'énergie dans ses actes, et n'agir que d'après des principes très simples.

L'avantage de la situation consiste surtout dans la possibilité de surprendre l'ennemi alors qu'il est dispersé, — d'attaquer avec des forces supérieures une partie des siennes — de les anéantir avant qu'elles ne puissent être

soutenues, — et enfin de nous jeter ensuite sur les autres troupes ennemies.

Ces considérations nous amènent à parler de la question si souvent débattue des lignes intérieures d'opérations. Dans cette question il y a deux facteurs à considérer : la distance existant entre les diverses fractions et la force de ces fractions.

Supposons que nous ayons affaire à un ennemi supérieur en nombre mais dispersé : nous avons alors un avantage très-grand si nous pouvons, en deux ou trois marches, nous jeter avec le gros de nos forces sur une partie des siennes, tandis que nous nous contentons d'observer et de contenir le reste.

Si la distance est moindre et si les forces sont importantes, il nous sera à peine possible, si l'on est en présence d'un ennemi vigilant, de dérober notre mouvement. Nous courons alors le danger d'être pris à dos pendant que nous attaquons.

Si notre adversaire parvient à réunir ses forces sur le champ de bataille, l'avantage stratégique des lignes intérieures devient tactiquement un désavantage, car l'ennemi peut nous envelopper (Kœniggrætz).

Dès que nous avons réussi à battre une partie des troupes ennemies, il faut aussitôt nous tourner vers le reste avec des forces supérieures. Toutefois, nous devons poursuivre ces troupes ennemies déjà battues, avec des forces suffisantes pour qu'elles ne puissent pas, comme Blücher après Ligny, prendre part à l'affaire suivante. Les résultats de la victoire remportée sur ces troupes dépendront des forces que nous pouvons affecter à leur poursuite, sans compromettre l'attaque que nous allons livrer au reste de l'armée adverse.

Sans aucun doute, l'idéal serait de pouvoir battre séparément les diverses fractions ennemies et de tirer parti de chacune de ces victoires partielles par une poursuite énergique. Si l'ennemi attend notre offensive de pied ferme, cette résolution sera généralement à notre avantage, car nous y trouverons ce que nous cherchons, c'est-

à-dire l'occasion d'exterminer les forces ennemies.

Il nous importe donc d'être renseignés le plus tôt possible sur les vues et la force de l'adversaire. Nous ne devons pas, en effet, nous exposer au danger de voir l'ennemi, en admettant qu'il lui reste quelque peu d'initiative, profiter d'une occasion favorable pour nous attaquer avec des forces supérieures et concentrées, alors que les nôtres sont disséminées. Il nous sera de plus avantageux de pouvoir, pendant les marches préliminaires, grouper nos troupes en vue de leur emploi tactique prochain.

Les considérations tactiques et stratégiques réglant les préliminaires et les phases du combat, ainsi que les dispositions à prendre pour déterminer l'adversaire à abandonner la position sans combattre, résultent de ce qui a été dit au chapitre IX de la troisième partie.

Si notre adversaire a pris position, nous devons d'abord rassembler toutes les forces disponibles pour l'attaquer immédiatement, autant que possible, en l'enveloppant. Le meilleur moyen que nous puissions employer pour le forcer à abandonner sa forte position, c'est de chercher à la tourner en menaçant ses lignes de communication. Enfin la solution qui est susceptible de nous donner les plus grands succès, mais qui est aussi la plus hasardée, consiste à livrer combat en faisant face à nos lignes de communication.

Parfois, nous pourrons exceptionnellement, en prenant l'offensive stratégique, gagner une forte position située sur les derrières de notre adversaire. Nous le forcerons ainsi à nous attaquer, parce qu'il ne pourra se maintenir dans la position qu'il occupe aussi longtemps que nous dans la nôtre ; il n'a d'ailleurs aucun autre moyen de se tirer d'affaire.

Il nous reste à voir quelle conduite nous devons tenir, lorsque dans l'offensive nous serons en présence d'un adversaire qui a adopté la retraite défensive. Il n'agit ainsi que parce qu'il veut éviter momentanément un combat décisif, et ne l'accepter que plus tard, lorsque les

circonstances lui seront plus favorables. Il peut baser ses espérances, soit sur l'affaiblissement que nous occasionnera la marche en avant, soit sur les renforts qu'il compte recevoir pendant sa marche rétrograde, soit sur les avantages d'une position défensive qu'il compte aller occuper.

Nos intérêts, à nous qui l'attaquons, sont tout à fait opposés aux siens, c'est-à-dire que nous devons chercher à le forcer à accepter le combat avant qu'il n'ait obtenu les avantages espérés. Dans ce but, il faut serrer l'adversaire d'aussi près que possible en menaçant sa ligne naturelle de retraite, de telle sorte qu'il soit obligé de l'abandonner, ou de livrer combat.

Dans ce dernier cas nous aurons à manœuvrer de manière à le rejeter hors de sa ligne naturelle de retraite, si le combat lui est défavorable.

Si notre adversaire veut nous échapper le plus vite possible, il est obligé, pour rétrograder, d'adopter un front étendu. Si nous sommes loin de lui, nous devrons suivre son exemple, et chercher de plus à diminuer peu à peu la distance en faisant des marches plus grandes que les siennes. Nous pourrons beaucoup exiger de nos troupes, parce que la marche en avant surexcite puissamment leur moral.

Si nous parvenons à nous rapprocher de l'adversaire, et s'il a conservé un front étendu, nous trouverons occasion d'attaquer une partie de ses forces, tout en nous assurant la supériorité numérique.

Mais si, pour parer à ce danger, il concentre ses forces, ses mouvements seront ralentis et nous pourrons alors le joindre et le forcer à livrer bataille.

Il est vrai que dans l'offensive, lorsque nous sommes à proximité de l'ennemi, si nous ne concentrons pas nos forces autant que lui, nous nous exposons au danger de le voir faire brusquement demi-tour et tomber sur nos troupes dispersées. Mais ce danger n'est pas aussi grand qu'il paraît tout d'abord, au moins lorsqu'il s'agit de grandes masses, car, en pratique, ce n'est pas en une

nuit que notre adversaire peut de la retraite passer à une offensive vigoureuse.

Lorsque nous avons réussi à nous rapprocher à moins d'une journée de marche de l'adversaire et que nous avons poussé en avant une de nos ailes, il ne peut nous échapper qu'en se retirant dans une direction opposée à cette aile et, par suite, en abandonnant sa ligne naturelle de retraite, à moins que nous n'ayons fait une fausse manœuvre.

Si donc nous sommes en présence d'un adversaire qui cherche à se dérober au dénouement en battant en retraite, notre objectif doit être de l'atteindre. Nous avons vaincu d'avance, si nous parvenons à le forcer à accepter un combat décisif avant qu'il ait eu le temps et l'occasion d'appeler à lui des forces nouvelles, qui lui donneraient la supériorité numérique.

CHAPITRE XV.

CONSIDÉRATIONS SUR LA DÉFENSIVE STRATÉGIQUE.

Ce qui nous préoccupe principalement dans la défensive, c'est la conservation de nos forces et la protection des ressources du territoire national; mais conservation et protection ne doivent être considérées que comme des moyens d'arriver au but principal, qui est la destruction des forces de l'adversaire.

Nous plaçons ce principe en tête de nos considérations sur la défensive, parce que, dans cette situation, on est très exposé au danger d'en perdre de vue le but final.

Tandis que, par essence, l'offensive recherche la décision, souvent au contraire, et avec raison, la défensive tend à la retarder le plus longtemps possible. Mais en agissant ainsi, nous ne devons chercher qu'à augmenter nos chances de succès pour l'acte décisif. Vouloir en principe éviter ce moment, équivaut à renoncer à la victoire.

Dans la défensive, nous ne pouvons espérer réussir que si nous nous efforçons d'affaiblir l'ennemi tout en conservant et en augmentant nos propres forces, de manière à pouvoir espérer remporter la victoire dans la bataille décisive, et par là être à même de reprendre l'offensive.

La défensive attend l'action de l'adversaire pour s'y opposer, soit en prenant l'offensive, soit en l'attendant de pied ferme, soit en se dérobant à la décision et en apportant des obstacles à la marche de l'ennemi.

Les deux premières formes de la défensive stratégique se développent de la manière la plus simple en se basant

sur les conditions d'espace et de terrain où l'on a à les appliquer.

Si le but final est de s'opposer à la marche de l'ennemi s'avançant dans une direction déterminée, le problème est le même que de l'empêcher de s'emparer d'une localité située sur la direction de sa marche, soit en l'y attendant de pied ferme, soit en prenant l'offensive.

Si nous attaquons, nous devons agir d'après les principes exposés dans le chapitre précédent. Si, au contraire, nous restons sur la défensive, l'opération est essentiellement du ressort de la tactique. Dès que nous avons rassemblé les forces nécessaires, la localité doit être défendue d'après les règles de la tactique, qu'il s'agisse de repousser complètement l'ennemi ou de l'arrêter seulement pendant un certain temps. La question de la retraite est seule du domaine de la stratégie.

Dans la défensive, nous pouvons être passifs ou actifs; mais si nous voulons être constamment passifs, nous renonçons à profiter des fautes de l'adversaire, et nous ne pouvons empêcher un ennemi relativement faible de tirer parti des avantages tactiques et stratégiques qu'il se procurera en débordant une de nos ailes, ou en exécutant contre nous une attaque enveloppante. Évidemment nous pouvons, même dans ces conditions, être vainqueurs; mais le succès est plus probable si nous nous tenons prêts à prendre l'offensive.

Si nous voulons couvrir un objectif déterminé, par exemple un corps d'armée qui fait le siège d'une place forte, contre les entreprises d'un ennemi pouvant déboucher de plusieurs directions, divers procédés sont à notre disposition :

1° Répartir nos forces sur les diverses voies d'accès que peut utiliser l'ennemi ;

2° Concentrer nos troupes dans une position centrale, observer les divers débouchés, attendre ce que fera l'ennemi et agir en conséquence.

Si nous avons recours au premier procédé, nous ne

réussirons que si chacune des fractions est assez forte, en utilisant les avantages du terrain, pour arrêter l'ennemi, ou bien encore si les divers détachements sont suffisamment rapprochés les uns des autres pour pouvoir se soutenir mutuellement en temps opportun.

Dans le cas contraire, nous devons tenir nos forces concentrées dans une position centrale placée en avant de l'objectif à couvrir, et qui doit être telle que, partant de ce point, on puisse, dans tous les cas, enrayer efficacement la marche de l'ennemi.

A cet effet, nous pouvons occuper à temps une position défensive située sur la ligne de marche que suit l'ennemi, ou tomber sur son flanc s'il cherche à défiler à proximité de la position centrale choisie.

Cette dernière manière de faire amènera un combat dans lequel les deux adversaires auront, en général, leur ligne naturelle de retraite sur un de leurs flancs, et par suite celui qui se tient sur la défensive n'agira ainsi que s'il se sent suffisamment fort; il devra de plus chercher à tirer parti des avantages que donne toujours la surprise.

Si nous sentons que nous ne sommes pas assez forts pour obliger notre adversaire à nous faire face en l'attaquant de flanc au moment où il défile devant nous, nous ne pouvons l'arrêter qu'en nous interposant à temps entre lui et l'objectif que nous voulons couvrir. Mais pour agir ainsi, il nous faut plus de temps que pour attaquer de flanc.

Dans l'un et l'autre cas, nous pouvons retarder l'ennemi de front, au moyen de détachements envoyés dans ce but sur des chemins d'accès secondaires au moment où nous occuperons la position centrale. Toutefois, il faut être économe de ces détachements, pour éviter un éparpillement de forces toujours défavorable.

Un meilleur moyen de s'assurer le temps nécessaire pour prendre ses dispositions, consiste à organiser un bon service de renseignements. Des troupes d'observation composées de cavalerie, s'il est possible, doivent épier l'ennemi sur notre front et sur nos flancs. Elles chercheront à nous renseigner assez tôt sur sa marche pour

que nous soyons à même de prendre les contre-mesures nécessaires.

Lorsque nous choisissons une position centrale et lorsque nous plaçons nos troupes d'observation, nous devons peser soigneusement les conditions d'espace et de temps. Si les effectifs en présence sont faibles, nous tiendrons compte d'un quart d'heure, d'un kilomètre; tandis que s'il s'agit de masses, nous pourrons compter par 24 heures et par journées de marche.

En outre, si nous avons des forces considérables, il ne faudra pas donner un sens trop étroit à l'expression « position centrale ». Si nous voulons pouvoir disposer rapidement de ces forces dans différentes directions, et les faire concourir à un but déterminé, il faut évidemment les avoir toutes dans la main, mais en évitant cependant qu'elles soient entassées les unes sur les autres au point de perdre cette liberté de mouvement dont dépend leur bon emploi. Ces deux exigences conduisent à des conclusions opposées; pour réussir, il faut pouvoir trouver la juste mesure.

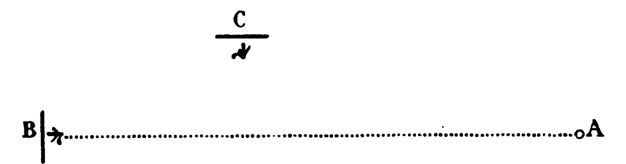
En plaçant nos troupes dans une position centrale, nous avons l'avantage, dans le cas supposé comme dans beaucoup d'autres analogues, de pouvoir utiliser les lignes intérieures en prenant l'offensive, si l'ennemi s'avance imprudemment sur nous en occupant un front étendu, ou en marchant sur plusieurs colonnes séparées venant de diverses directions.

Les conditions de réussite et les avantages d'une semblable opération sont, en général, ceux que nous avons exposés dans le chapitre précédent, relativement à l'emploi de la ligne intérieure dans l'offensive. Toutefois, lorsque nous voudrons utiliser la ligne intérieure dans la défensive, nous aurons besoin d'une force de volonté plus grande que dans l'offensive. Dans ce dernier cas, en effet, la persistance d'idée nous pousse en avant; dans la défensive, au contraire, elle nous maintient en place.

Lorsque nous voulons empêcher l'adversaire de pour-

suivre la ligne de marche qu'il a choisie et d'atteindre un objectif déterminé, nous pouvons enfin prendre une position de flanc.

Supposons que nous veuillions empêcher notre adversaire venant de B d'atteindre un point A.



Nous prenons alors une position de flanc en C, face à la ligne de marche. Si l'ennemi, au moment où il arrive à hauteur de C, veut aller plus loin, il s'expose au danger d'être pris en flanc. Si nous admettons même que, grâce à sa supériorité numérique, il ne craigne ni cette attaque, ni même, le cas échéant, de livrer combat en faisant front du côté de ses lignes de communication avec l'arrière, il laisse cependant, s'il nous néglige, ces lignes exposées à toutes nos insultes, dès qu'il aura dépassé la position que nous occupons en C.

Il est vrai que si nos lignes de communication avec l'arrière sont situées du côté A, c'est-à-dire sur notre flanc gauche, nous sommes dans des conditions aussi désavantageuses que notre adversaire lorsqu'il a dépassé la position que nous occupons en C. Dans ce cas, la situation sera le plus tôt intenable pour celui des deux adversaires qui a le plus besoin de ses lignes de communication avec l'arrière.

Mais les choses sont tout autres, si, établis en C, nous avons nos lignes de communication avec l'arrière, non du côté de notre aile gauche, mais derrière notre front. Ce dernier cas est surtout possible si nous opérons, non en pays ennemi, mais sur le territoire national, où, par exemple, nous nous appuierons sur une place forte. Nous avons alors, relativement à nos lignes de communication

avec l'arrière, une supériorité d'autant plus grande que notre adversaire n'a guère à utiliser que la ligne B A. Il ne peut alors continuer sa marche en avant au delà de notre position de flanc sans avoir protégé ses lignes de communication contre les tentatives que notre situation nous permet de faire. Cette protection sera obtenue par notre adversaire s'il laisse vis-à-vis de notre position des forces susceptibles de nous tenir en échec; avec les troupes qui lui restent, il continuera sa marche vers A (*).

Peut-il atteindre A? Et s'il arrive à cet objectif, combien lui restera-t-il de troupes? La réponse à ces questions est subordonnée à la distance à parcourir, — à l'effectif dont il dispose encore après avoir masqué C, — aux détachements qu'il sera obligé de faire pour couvrir sa ligne de communication avec l'arrière et pour assurer sa retraite, — enfin à la résistance probable qu'il pourra encore rencontrer de front, en avant de A. Si notre adversaire n'a pas une grande supériorité numérique, il ne pourra guère dépasser C après avoir masqué cette position.

Si nous supposons qu'il veuille diminuer les forces laissées devant C, dans le but d'avoir plus de troupes pour continuer sa marche au delà de cette position, il nous donne une occasion favorable de prendre l'offensive, de refouler par une attaque énergique les troupes qu'il nous a opposées, et ensuite, si nous sommes encore assez forts, de nous porter contre les troupes qu'il emmène vers A. Nous pourrons alors combattre les forces disséminées de l'ennemi dans des conditions de retraite favorables, tandis qu'il serait lui-même à ce point de vue dans une situation extrêmement critique.

Notre ennemi ne s'exposera pas à un tel danger s'il croit que nous sommes encore capables de quelque initiative. Mais même en admettant que notre adversaire ait

(*) Nous rappelons à ce sujet les dispositions que prirent les Prussiens en 1866 pour masquer la position de flanc que les Autrichiens prirent à Olmutz.

laissé des troupes suffisantes pour masquer notre position de flanc, cette mesure ne sera efficace que si nous ne pouvons compter sur des renforts. Si nous opérons sur le territoire national, nous en recevrons souvent sans que l'ennemi s'en aperçoive, surtout si notre position de flanc est reliée par des voies ferrées aux parties éloignées de notre territoire. Dans ces conditions, cette position peut devenir un piège où l'ennemi trouverait une ruine certaine.

L'ennemi n'échappera à tous ces dangers que s'il interrompt à temps son mouvement en avant, et s'il attaque notre position de flanc de manière à dégager sa marche.

Si l'ennemi est renseigné assez tôt sur notre position de flanc, il doit, si la chose est possible, quitter la direction de marche qu'il suivait, et nous attaquer en flanc, sans découvrir sa ligne naturelle de retraite.

Par suite, il importe beaucoup au défenseur, pour que sa position de flanc soit efficace, qu'elle ait son côté extérieur fortement appuyé, ou bien qu'elle soit dissimulée à l'ennemi jusqu'au moment où il arrive à sa hauteur. Nous devons même, autant que possible, chercher à nous procurer ces deux avantages. Si l'adversaire doit converser vers nous au moment où il arrive à notre hauteur, il est obligé d'attaquer ayant sa retraite très menacée; et s'il est battu, les conséquences de la défaite seront plus funestes pour lui, qu'elles ne le seraient pour nous dans le cas où il remporterait la victoire, en admettant, bien entendu, que nous avons derrière notre front, soit nos lignes de communication avec l'arrière, soit notre ligne naturelle de retraite, soit au moins une ligne de retraite utilisable quelconque.

La situation se présente dans des conditions encore plus défavorables pour notre adversaire, si notre position de flanc le surprend au sortir de difficultés particulières, par exemple peu après qu'il a franchi un fleuve, ou au moment où il débouche d'un défilé de montagnes.

Mais même en faisant abstraction de ces cas particuliers, si nous avons bien choisi notre position de flanc,

et si nous l'avons bien organisée, l'adversaire se résoudra plus difficilement à l'attaquer, les préparatifs seront plus longs que pour une position de front également forte, et la perte de temps qui en résultera pourra être très utile à la défense.

Pour qu'une position de flanc soit bonne, elle doit avoir un front et des flancs solides, et être en outre telle qu'on puisse en sortir dans des conditions favorables pour prendre l'offensive. Il n'est pas opportun, pour ce dernier motif, de prendre un fleuve comme front protecteur d'une position de flanc. Par contre, nous pouvons, dans l'organisation du front, tirer un grand parti de la fortification permanente ou passagère.

Si nous voulons nous rendre compte de la distance qui doit exister entre notre position de flanc et la ligne de marche de l'ennemi, nous devons avoir égard aux considérations suivantes : Plus cette distance sera grande, plus l'ennemi, pour nous attaquer, devra s'éloigner de sa ligne de marche, et par suite plus nous gagnerons du temps. Par contre, il est plus facile à l'ennemi de protéger ses lignes de communication avec l'arrière au moyen de troupes d'observation, lorsque notre position est éloignée, que lorsqu'elle est rapprochée. De plus, l'ennemi peut, dès qu'il est arrivé à notre hauteur, continuer à s'avancer sans danger avec toutes ses forces, d'une longueur égale à celle que nous avons à parcourir pour atteindre sa ligne de communication. Il importe d'avoir égard à cette dernière considération, surtout lorsque en prenant une position de flanc, nous nous proposons d'empêcher l'ennemi d'atteindre un objectif déterminé.

Des considérations analogues à celles que nous venons de développer doivent nous guider lorsque nous voulons empêcher l'ennemi de franchir une ligne déterminée, par exemple une portion de frontière; — ou bien le tenir à distance d'une certaine ligne, par exemple une route d'étapes ou une ligne de chemins de fer.

Si nous considérons le premier cas, nous devons dire tout d'abord que le moyen de défense qui consiste à répartir également des forces le long de la ligne à défendre (système en cordon) est le moins à recommander. En employant ce moyen, nous avons, il est vrai, la certitude de pouvoir nous opposer immédiatement à l'adversaire quel que soit son point d'attaque; mais nous ne pourrons pas le combattre avec succès sur le point où il aura résolu de porter le coup décisif. Si l'ennemi a des forces relativement concentrées au moment où il abordera un point de la ligne que nous défendons, il percera cette ligne sans effort, et nous divisera si bien que nous éprouverons les plus grandes difficultés à nous réunir ensuite.

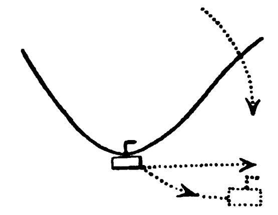
Pour défendre une ligne, nous devrons nous efforcer de concentrer nos forces autant que possible, en vue de nous opposer à la marche de l'ennemi. Pour cela, nous serons, il est vrai, presque toujours obligés de renoncer à interdire à l'ennemi le passage sur certains points de la ligne à défendre; mais il est encore moins désavantageux de lui laisser franchir cette ligne, en se réservant toutefois les moyens de le refouler ensuite, que de se mettre par avance hors d'état de s'opposer à sa marche avec des chances de succès.

C'est seulement dans ce sens que l'on doit entendre la défense d'une ligne, à moins qu'il ne nous soit possible de connaître à temps les intentions de l'ennemi, soit parce que la ligne à défendre, en raison de sa nature, le forcera à perdre beaucoup de temps au moment où il l'abordera, soit parce que nous possédons au delà de cette ligne et du côté de l'ennemi une zone d'observation suffisante.

Nous pouvons tenir le gros de nos forces dans une position centrale sur la ligne à défendre, ou bien à une certaine distance en arrière.

La première solution n'est en général applicable que si nous nous sentons suffisamment forts pour pouvoir prendre l'ennemi en flanc ou à dos, aussitôt qu'il aura franchi la ligne en un point situé à droite ou à gauche de la position

que nous avons adoptée ; elle est seulement encore applicable dans le cas où la ligne à défendre forme un coude ou un angle rentrant dont nous occupons le sommet (voir la figure ci-dessous), dans des conditions d'espace et de temps qui nous permettent de barrer le passage à l'ennemi, franchissant la ligne ailleurs qu'au point où est notre position centrale.



Nous placerons avec avantage la position centrale sur la ligne à défendre, lorsque, suivant toutes probabilités, l'ennemi cherchera à la franchir en un point déterminé, à proximité duquel se trouverait une forte position défensive.

Si, outre cette particularité avantageuse, la situation est telle que l'ennemi, pour passer à droite ou à gauche de notre position, doive perdre un certain temps que nous puissions utiliser pour nous assurer la supériorité, nous sommes alors presque impérieusement conduits à placer nos forces sur la ligne de défense, et même à les concentrer sur la position choisie. A droite et à gauche nous ne laisserons que quelques troupes d'observation.

Il est évident que, dans certains cas, une telle position peut revêtir le caractère et avoir l'action d'une position de flanc, telle que nous l'avons définie plus haut.

Si les circonstances nous sont moins favorables, si nous sentons que nous ne sommes pas assez forts pour pouvoir, le cas échéant, attaquer un ennemi marchant concentré, nous devons placer le gros de nos forces suffisamment en arrière de la ligne à défendre et les établir de manière à pouvoir, quel que soit le point où l'ennemi franchisse la

ligne, lui barrer la route en occupant une position défensive.

La distance de la position d'attente à la ligne à défendre dépend de l'étendue de cette ligne; elle doit augmenter avec cette étendue, afin de pouvoir partout prévenir l'ennemi. Cela est encore vrai, même lorsque nous proposons, comme cela a lieu dans certains cas, de rétrograder en faisant des mouvements latéraux.

Par suite, plus la ligne à défendre est étendue, plus nous aurons à abandonner de terrain à l'ennemi, en deçà de cette ligne, avant de pouvoir nous opposer à sa marche. Pendant la période d'attente, il faut placer nos troupes en arrière de la ligne à défendre, de manière à pouvoir prévenir l'ennemi sur toutes les lignes de marches éventuelles, et à y concentrer nos forces avant lui aussi rapidement et aussi sûrement que possible.

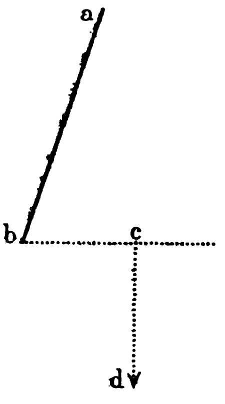
Nous nous laisserons guider ici par les questions de terrain et de communications, par la nécessité de conserver aux mouvements l'unité de direction, enfin par l'obligation de ménager les troupes.

Les troupes d'observation placées le long de la ligne à défendre devront pouvoir nous renseigner de bonne heure sur les mouvements de l'adversaire. Lorsque la ligne est étendue, on ne pourra pas, en général, éviter de pousser en avant des détachements destinés à recueillir les troupes d'observation.

Il est à peine nécessaire d'ajouter qu'une défense énergique et adroite, placée dans une situation analogue à celle indiquée ci-dessus, devra toujours être prête à prendre l'offensive et à profiter des fautes de l'adversaire, particulièrement pour tomber sur lui s'il est assez imprudent pour se diviser. Ce principe constitue une règle générale importante, qu'il faut appliquer dans les diverses situations où l'on garde la défensive.

Nous rencontrerons des difficultés particulières lorsque nous aurons à défendre une ligne *ab*, qui est oblique à notre ligne naturelle de retraite *cd*. Si nous prenons sur la ligne *ab* une position centrale qui ne soit pas

à proximité du point *b*, ou si nous établissons le gros de nos forces sur une position d'attente en arrière, mais peu éloignée du centre de la ligne, nous courons le danger de voir notre ligne de retraite compromise dès que l'ennemi franchira la ligne *ab* près du point *b*.



Rarement alors nous nous sentirons assez forts pour accepter le combat avec une ligne de retraite aussi menacée.

Il ne nous restera donc plus qu'à tenter la défense de *a b* en prenant position entre *b* et *c*. Il est évident que, étant donné cet état de choses, ce n'est qu'en prenant l'offensive que nous pourrons défendre la partie de *a b* éloigné de *b*, et encore, dans ce cas, les troupes d'observation lancées en avant se trouveront très en l'air.

Il en résulte qu'une telle ligne ne convient pas à la défensive ; le cas échéant, il vaut mieux nous résigner à l'abandonner à l'ennemi, sans résistance.

Souvent, dans la défensive, nous devrons faire de pareils sacrifices. D'ailleurs, comme dans l'offensive, il faut éviter de chercher l'impossible, et l'on doit concentrer ses forces vers l'objectif principal.

Nous devons avoir égard à cette considération lorsque nous nous proposons de défendre une ligne donnée avec un effectif déterminé. La longueur maxima que nous pouvons alors défendre dépend de ce que l'on peut faire avec cet effectif, étant donné les avantages et les inconvénients que la forme et la nature de la ligne offrent à la défense, et les forces probables de l'ennemi. Dans certains cas, une division peut défendre contre toute une armée le passage d'un fleuve entre deux points rapprochés l'un de l'autre, tandis qu'elle ne pourra même pas arrêter une division, si la portion de fleuve à défendre devient un peu plus étendue.

Une des missions les plus difficiles que nous ayons à remplir dans la défensive est celle qui consiste à interdire à l'ennemi l'approche d'une ligne d'une certaine longueur, par exemple d'un chemin de fer. Des partis ennemis peu nombreux, très mobiles et très entreprenants, même quelques cavaliers, peuvent, tout au moins lorsqu'ils opèrent sur le territoire national, presque toujours atteindre une telle ligne, s'ils sont résolus à risquer leur existence. Le seul moyen de parer aux suites fâcheuses d'une pareille entreprise consiste à placer sur les points où ces détachements peuvent opérer des destructions, des troupes suffisamment fortes pour leur résister.

Si l'ennemi emploie à ces opérations des forces plus considérables, nous ne pouvons protéger la ligne que si nous possédons du côté menacé une zone suffisamment étendue pour être renseignés assez tôt, et prendre en temps utile les contre-mesures nécessaires.

Si la zone que nous occupons est étroite relativement à la longueur de la ligne, nous devrons fractionner cette ligne, et confier la défense de chaque section à des troupes suffisamment fortes pour pouvoir seules repousser l'ennemi.

C'est pour ces motifs que nous sommes obligés, dans l'offensive stratégique, lorsque nous sommes en pays ennemi et en présence d'un adversaire entreprenant, de laisser une partie importante de nos forces pour garder nos lignes de communication avec l'arrière.

Dans ce qui précède, nous avons étudié les principales missions qui peuvent incomber au parti qui est sur la défensive de position ou sur la défensive-offensive. Nous allons essayer maintenant de caractériser les diverses tâches de la défensive de retraite.

Étant sur la défensive, et sentant que nous ne sommes pas assez forts pour accepter un combat décisif, nous chercherons à l'éviter, à moins que des circonstances particulières ne nous contraignent, malgré notre peu de confiance dans le succès, à engager toutes nos forces pour arrêter l'ennemi.

La situation politique ou militaire peut nous obliger à prendre une semblable détermination. Plus cette situation est critique, plus nous devrons être actifs et rechercher les combats d'extermination. C'est ce que fit le Grand Roi durant la guerre de Sept ans, lorsqu'il luttait contre ses nombreux ennemis.

Quelquefois nous serons amenés à opérer ainsi par la nature même de notre mission défensive, par exemple, lorsqu'il s'agit d'empêcher l'adversaire d'atteindre un objectif dont l'importance est telle que nous devons tout risquer pour le conserver.

Enfin, l'ennemi, par des manœuvres énergiques et habiles, peut encore nous forcer à accepter le combat malgré notre volonté.

Lorsque, abstraction faite de ces cas particuliers, nous fuyons la décision dans le but de l'accepter plus tard dans de meilleures conditions, nous opérons conformément aux règles de la défense; seulement nous devons utiliser le temps que nous gagnons ainsi à modifier la situation en notre faveur.

Ce qui différencie essentiellement la défensive de retraite de la retraite ordinaire, c'est que, dans le premier cas, le mouvement rétrograde est un moyen d'atteindre le but positif d'affaiblir l'ennemi, tout en renforçant et augmentant nos troupes et nos moyens de guerre, tandis que dans le second cas, tout cède devant le but négatif, qui consiste à soustraire nos forces aux coups de l'adversaire.

Dans la défensive de retraite et lorsque nous sommes en territoire ennemi, nous retirons nos forces dans la direction de leur ligne naturelle de retraite, afin de pouvoir couvrir nos communications avec le pays, — appeler à nous les troupes que nous avions laissées en arrière pour garder ces lignes de communication, — utiliser les points d'appui préparés, — tirer parti des approvisionnements rassemblés, — replier ou détruire le matériel que nous avons en trop, — et enfin assurer l'évacuation des malades.

Si nous sommes sur le territoire national, nous devons également, en général, nous retirer dans la direction de notre ligne naturelle de retraite. Toutefois, dans certains cas, il peut être préférable de prendre une direction de flanc, particulièrement lorsque tout en opérant de cette manière nous restons en relation avec le gros de nos ressources par de bonnes voies ferrées. L'envahisseur devra nous suivre dans la direction que nous prendrons, et par suite s'écarter de celle qui serait la plus favorable pour atteindre son but. S'il veut continuer à marcher dans cette dernière direction, nous arrêterons notre marche latérale et nous procéderons par rapport à lui comme si nous occupions une position de flanc. Peut-être gagnerons nous ainsi assez de temps pour que nos chemins de fer nous amènent des renforts, qui nous permettront de prendre l'adversaire de flanc ou de dos.

Lorsque nous sommes en territoire ennemi et que nous rétrogradons, nous nous renforçons chaque jour, parce que, comme on l'a dit plus haut, nous rappelons à nous les troupes laissées pour la garde des lignes de communication avec l'arrière. Notre pays doit tout mettre en œuvre pour envoyer des renforts à notre rencontre. Nous ne pouvons nous renforcer que de cette dernière manière si la retraite a lieu sur notre territoire, et encore devons-nous laisser des troupes de garnison dans les places fortes du théâtre de la guerre.

Par contre, nous avons dans ce dernier cas l'avantage de pouvoir nous appuyer sur la population et sur les autorités locales, — d'être plus indépendants de notre ligne naturelle de retraite et de nos lignes de communication avec l'arrière, — et enfin d'utiliser les places fortes et les chemins de fer.

Lorsque nous rétrogradons en territoire national, il nous est facile d'inquiéter constamment l'ennemi sur ses derrières, et de l'obliger à consacrer à leur garde des forces importantes. Toutefois notre adversaire peut y employer des troupes qu'il avait laissées comme garnison dans ses forteresses et qui sont disponibles maintenant

que la guerre a lieu chez nous. Cependant il devra y consacrer une partie de son armée de campagne, s'il a déjà profondément pénétré sur notre territoire, et si nous savons utiliser les avantages que nous donnent les chemins de fer, la mer peut-être, pour jeter à l'improviste des forces supérieures sur ses derrières.

Mais pendant notre mouvement rétrograde il faut éviter avec soin que l'ennemi nous oblige à combattre avant que la situation nous soit favorable. Pour y arriver, nous mettrons une certaine distance entre l'adversaire et le gros de nos forces, ce qui, en outre, nous offre encore l'avantage de pouvoir marcher sur un front plus étendu.

Toutefois, cette distance ne doit pas être trop grande, car nous nous priverions alors de la possibilité de gêner l'ennemi dans sa marche, de le forcer à perdre du temps dans des déploiements fatigants ou des concentrations inutiles, et surtout d'utiliser les occasions de remporter des succès partiels que ses fautes ou d'autres circonstances favorables pourraient nous procurer.

Bien que dans la défensive de retraite nous cherchions à éviter la décision jusqu'à ce que la situation ait tourné en notre faveur, nous ne devons cependant pas négliger d'employer le combat, comme moyen d'affaiblissement des forces ennemies, lorsque les circonstances nous permettent d'avoir la supériorité numérique sur des points déterminés.

Cette tâche incombe surtout à notre arrière-garde, dont la cavalerie conserve constamment le contact avec l'adversaire. Si même des conditions particulièrement favorables nous permettent d'arrêter l'ennemi et d'obtenir un résultat tactique sérieux, nous devrons alors arrêter le gros de nos forces dans le but d'utiliser la situation, en évitant toutefois de provoquer la décision prématurément.

En faisant une défensive de retraite basée sur ces principes, nous pourrons, au bout d'un certain temps, malgré la supériorité primitive de l'adversaire, modifier progressivement le rapport existant entre notre effectif et le sien, de telle sorte qu'il nous sera possible d'accepter le com-

bat, soit dans une défense de position, soit dans une défensive-offensive. Si l'issue de l'engagement nous est favorable, la situation se trouve complètement changée en notre faveur.

Cependant, quels que soient les avantages que semble présenter cette méthode de guerre, nous ne devons pas oublier que pendant la défensive de retraite, la majeure partie des inconvénients que nous avons indiqués pour la défensive en général se font particulièrement sentir.

Parmi ces inconvénients nous devons signaler d'abord les pertes matérielles résultant de l'abandon à l'ennemi d'une partie de notre territoire, et l'affaiblissement moral qui pèse sur les troupes lorsqu'elles font de longues retraites.

En conséquence, tout ce que nous avons dit en faveur de la défensive de retraite sert seulement à démontrer comment à la guerre on fait de nécessité vertu.

Lorsque de gré ou de force nous nous décidons à faire une guerre défensive, nous devons opérer notre concentration de manière à opposer à l'ennemi le plus de forces possibles là où il franchira la frontière avec le gros des siennes.

Au moment où nous arrêtons les bases de notre déploiement, nous ne savons pas avec certitude en quel point l'adversaire abordera la frontière ; nous ne pouvons à ce sujet faire que des suppositions (*).

Il faut donc organiser la défense de la partie menacée de notre frontière comme il a été dit pour la défense d'une ligne, et par suite concentrer nos forces soit à la frontière même, soit en arrière, à une distance correspondant à l'étendue menacée.

Si nous adoptons la première solution, notre concentration devra être terminée assez tôt pour qu'il nous soit possible d'accepter un combat décisif dès les premiers mouvements de l'ennemi. En outre, uous devons être dé-

(*) Voir page 250.

cidés à entrer en action par l'offensive, en prenant, le cas échéant, l'ennemi de flanc ou à revers.

Si dès le début nous nous sentons assez forts pour tout oser, et si néanmoins nous adoptons la défensive, c'est que nous sommes contraints, par suite de circonstances particulières, à renoncer aux avantages bien supérieurs que nous donnerait l'offensive. Peut être des raisons politiques nous obligent-elles à laisser à l'adversaire la responsabilité de l'attaque ; ou bien la concentration de l'adversaire a-t elle une légère avance sur la nôtre, de telle sorte qu'au début il a sur nous une supériorité réelle qui cependant ne doit pas nous faire craindre une attaque de front, la position que nous occupons à la frontière étant naturellement ou artificiellement forte. L'ennemi doit alors pour la tourner perdre un temps qui nous suffira pour augmenter nos moyens d'actions, de manière à tomber ensuite sur lui avec des forces supérieures.

Si la situation nous est moins favorable, nous devons nous résoudre à opérer notre déploiement stratégique suffisamment en arrière de la frontière pour pouvoir nous porter avec nos forces réunies sur la ligne d'opérations que suit le gros de l'ennemi, ou, dans des circonstances encore moins favorables, pour faire une défensive de retraite.

Nous sommes toujours fortement tentés de chercher à mettre à l'abri des entreprises secondaires de l'ennemi la partie de notre frontière qui n'est pas garantie par le gros de nos forces; mais si nous ne voulons pas diminuer nos chances de succès pour l'action principale, il faudra dans ces opérations secondaires employer le moins de troupes possible En général, nous ne devrons pas nous écarter de ce principe, même si ces troupes détachées sont reliées au théâtre principal d'opérations par de bonnes voies ferrées. Nous n'avons plus dans la main les troupes détachées, et nous ne pouvons en disposer sûrement ; d'ailleurs, en raison de notre dépendance vis-à-vis de l'adversaire, il n'est pas certain que nous puissions les rappeler à nous pour l'action principale.

Dans certains cas, il peut être opportun pour la défensive d'échelonner de fortes réserves dans l'intérieur du pays, le long des voies ferrées, et de ne les faire rejoindre que lorsque la direction principale de l'attaque ennemie est bien connue.

Cette manière de faire est surtout à recommander si nous pouvons être attaqués sur plusieurs points de la frontière très éloignés les uns des autres, et particulièrement si nous avons à faire simultanément une guerre défensive sur plusieurs théâtres d'opérations.

Si notre réseau télégraphique et celui de nos voies ferrées sont judicieusement conçus et bien organisés, nous pourrons, en utilisant la ligne intérieure, agir avec succès contre plusieurs adversaires éloignés les uns des autres. Comme nos chemins de fer nous permettront de faire passer dans un temps relativement court des troupes en nombre considérable d'un théâtre d'opérations sur un autre, il nous sera possible de nous assurer la supériorité tantôt sur un point, tantôt sur un autre.

Dans l'exécution de pareilles entreprises, nous nous laisserons guider par les considérations réglant l'emploi de la ligne intérieure lorsque les troupes se déplacent à pied; il n'y a que les rapports d'espace et de temps qui soient différents.

A plusieurs reprises, dans ce chapitre, nous avons eu à parler des avantages que procurent les moyens de communication actuels. C'est qu'en effet un bon réseau de chemins de fer et de télégraphes est un moyen de défense très précieux, bien propre à diminuer les inconvénients que présentent les grandes frontières, et à parer au danger d'être attaqué de plusieurs côtés.

Mais cet état de choses favorise bien plus la défensive active que la défensive passive, et le meilleur moyen que puissent employer des États qui ont des frontières désavantageuses, pour tenir l'ennemi loin du territoire national, est de prendre une vigoureuse offensive et d'aller le chercher chez lui.

CHAPITRE XVI.

IMPORTANCE DES CONDITIONS PARTICULIÈRES, NATURELLES OU AUTRES, DU THÉATRE D'OPÉRATIONS.

Tout fait de guerre est en rapport avec le terrain sur lequel il s'accomplit.

Nous croyons avoir fait suffisamment ressortir, par les considérations qui précèdent, quelle influence a, en général, sur la marche de la guerre, la richesse du théâtre d'opérations en ressources de toutes sortes et en voies de communication. Il nous reste à montrer quelle influence exercent les formes du terrain, le nombre et la nature des cours d'eau, ainsi que d'autres conditions du théâtre d'opérations.

1° Des montagnes.

Dans les montagnes, le sol est peu fertile et, en général, ne se prête pas au développement de la culture. Déjà pour ces motifs ces pays sont peu habités; ils présentent par suite peu de ressources pour la nourriture et le logement des troupes. Dans les régions élevées des montagnes, les troupes ne peuvent séjourner que temporairement, si toutefois la chose est possible.

Les voies de communication sont moins nombreuses et moins praticables dans les montagnes que dans les pays plats ou peu accidentés. Souvent même, surtout dans les hautes montagnes, elles sont très rares et en mauvais état.

Les mouvements de troupes sont donc plus difficiles, plus lents et plus irréguliers; et il n'est pas rare que les longueurs de colonnes et les durées d'écoulement soient deux ou trois fois plus grandes que dans les conditions ordinaires.

Il est d'autant plus difficile de calculer le temps d'une façon certaine, que l'on est obligé de faire des haltes, en raison d'obstacles peu importants obstruant la route, et qu'il est souvent impossible de tourner. Les services de l'arrière sont aussi en souffrance, par suite de l'insuffisance de voies de communication. Souvent on doit avoir recours à des colonnes d'animaux de bât pour procurer le nécessaire aux troupes. En pays de montagnes plus que partout ailleurs, les convois encombrants compromettent la retraite.

On ne peut guère faire circuler en dehors des chemins existants que de faibles détachements d'infanterie, et encore doit-on ajouter qu'ils ne se meuvent que difficilement, lentement, et un peu en désordre.

Si dans les régions de montagnes, on rencontre quelquefois, et toujours en pays civilisé, plusieurs routes à peu près parallèles, les colonnes qui opèrent sur ces routes n'ont pour se relier que des moyens précaires qui parfois même leur font complètement défaut.

L'horizon, dans les montagnes, est très limité. L'emploi de la cavalerie est impossible ou très restreint dès qu'elle doit agir hors de la route; par suite, il est difficile d'observer l'ennemi.

Des détachements peu considérables trouvent dans les montagnes, principalement dans les vallées où passent presque toujours les routes, de nombreuses positions défensives généralement fortes sur leur front et dont l'attaque de flanc, si elle est possible, demandera beaucoup de temps. Si on veut les tourner l'opération n'est pas moins longue. Dans ce dernier cas, si l'on réussit, le défenseur a ses communications menacées. Il court le danger de voir l'adversaire lui couper la retraite, et profiter à son tour des avantages que présente le terrain dans la défensive tactique. Par suite, si nous voulons forcer l'adversaire à évacuer une position qu'il a prise dans la montagne, nous réussirons plutôt par des manœuvres que par le combat. Par contre, l'assaillant y est beaucoup plus exposé que dans les pays de plaine à perdre sa ligne de re-

traite, ou tout au moins à voir ses lignes de communication interrompues. En général, on n'a pas l'espace nécessaire pour déployer de grandes masses. De temps en temps on pourra rencontrer des élargissements de vallée permettant de déployer et de faire agir avec ensemble une brigade d'infanterie et quelques batteries, quelquefois même une division peu nombreuse; mais il y a beaucoup de vallées où de pareils déploiements sont impossibles. Les crêtes, au moins dans les hautes montagnes, sont toujours si impraticables et si inhospitalières, qu'elles ne conviennent pas comme positions défensives pour des masses de troupes importantes. En outre, en cas de retraite, des troupes nombreuses quittant la crête pour atteindre la vallée seraient dans une situation difficile, parce que pendant la poursuite l'adversaire aurait l'avantage du commandement.

De cet exposé, nous tirons deux conclusions :

1° Dans la guerre en pays de montagnes, on ne peut employer que des troupes peu nombreuses. Par suite, dans une grande guerre, ce n'est pas dans ces régions qu'il faut chercher la décision.

2° Les montagnes favorisent au plus haut point l'esprit d'initiative. Une attaque qui poursuit énergiquement un but bien net est supérieure à une défense passive, malgré la force de chaque position défensive. Le manque de renseignements sur les intentions de l'ennemi, la crainte de voir la ligne de retraite coupée, conduit la défense à éparpiller ses forces, et cette manière de faire a souvent dans les pays de montagnes des conséquences doublement funestes.

Dans tous les cas, la proportion entre les forces des adversaires étant la même, l'exécution de l'attaque sera plus longue en pays de montagnes que dans la plaine, et le rôle de l'assaillant deviendra difficile en présence d'un défenseur actif, sachant allier les avantages de la résistance locale avec ceux qu'il peut se procurer en surprenant l'adversaire et en menaçant sa ligne de retraite.

Il faut relativement beaucoup de temps, de force et

d'adresse pour arriver à se rendre maître d'une région montagneuse ainsi défendue, surtout si la population, qui connaît le pays, prend une part active à la lutte, et si la défense s'appuie sur quelques ouvrages de fortification.

L'attaque doit donc autant que possible éviter ces régions, mais elle ne pourra pas toujours le faire Dans une guerre dirigée contre des montagnards, c'est naturellement là qu'il faut chercher la décision; mais même dans la grande guerre, il ne sera pas rare de voir l'envahisseur obligé d'y combattre.

Ce cas se présente, par exemple, lorsque sur le flanc d'une ligne d'opérations se trouve une région montagneuse suffisamment rapprochée pour que la défense s'en serve de base dans les opérations dirigées contre les communications de l'adversaire. Pour protéger ses communications, l'adversaire sera généralement obligé de jeter dans ces montagnes des forces relativement considérables (Tyrol, 1809).

Si une région montagneuse sépare deux théâtres d'opérations, le parti qui en est maître peut en profiter pour faire passer des troupes d'un théâtre sur l'autre, et par suite déplacer constamment son centre de gravité, tandis que l'adversaire est dans l'impossibilité d'en faire autant. Une telle situation peut impérieusement forcer à faire une guerre de montagne.

Enfin, nous allons encore signaler un cas qui se présente fréquemment : la ligne d'opérations principale de l'assaillant doit traverser une région montagneuse, soit qu'il ne puisse atteindre autrement le centre de résistance de l'adversaire, soit que, malgré les difficultés inhérentes à la traversée de cette région, la ligne choisie paraisse être la plus avantageuse.

Dans ce cas, le défenseur aurait tort d'éparpiller le gros de ses forces dans les montagnes; il est même presque toujours impossible, à cause des difficultés d'alimentation, etc., de leur y faire prendre une position d'attente.

Par contre, si la défense perd un combat en avant des montagnes, il lui est facile de se retirer. Le vainqueur ne peut poursuivre avec toutes ses forces, et les détachements qu'il envoie se heurtent contre les fractions ennemies, qui ont pour elles l'avantage du terrain.

L'assaillant est toujours obligé de fractionner ses forces lorsqu'il traverse une région montagneuse, et, lorsqu'il en débouche, il offre à la défense l'occasion d'attaquer ses colonnes avant qu'elles aient eu le temps d'opérer leur jonction. En poussant des détachements dans la montagne, la défense reconnaît quelle est la direction que suit l'adversaire, retarde sa marche, et gagne ainsi le temps nécessaire pour rassembler des forces supérieures sur le point décisif.

Le centre de gravité de la défense est en arrière et non au milieu des montagnes.

Même si l'assaillant réussit à traverser une région montagneuse et à briser la résistance que la défense lui oppose à la sortie, il est toujours exposé à l'inconvénient de faire passer ses lignes de communication à travers les montagnes. Ces communications, déjà très précaires à cause de l'état des routes et du manque de localités habitées, sont en outre fortement exposées aux entreprises des corps de partisans de l'ennemi.

Le défenseur qui sait apprécier tous ces avantages peut, avec quelques troupes, obliger l'attaque à laisser en permanence dans la montagne des forces considérables. Si, plus tard, la fortune lui sourit, il y menacera sérieusement la retraite de l'adversaire.

2° Des cours d'eau.

Les rivières sont des obstacles à la marche ; souvent on ne peut les franchir qu'en employant des moyens artificiels, et, dans tous les cas, en perdant du temps.

Le défenseur détruira facilement les ponts existants, après les avoir utilisés en temps opportun pour se retirer. Si cette destruction n'a pas été faite, soit pour des

motifs particuliers, soit parce que la défense n'a pas eu le temps de l'exécuter, on peut encore empêcher l'adversaire de s'en servir en dirigeant le feu de troupes relativement peu nombreuses sur les ponts. L'attaque doit alors, si elle veut les employer, repousser ces troupes. Pour cela, elle dirigera contre elles des feux partant de la rive qu'elle possède, ou bien les fera attaquer par des troupes ayant franchi la rivière sur un autre point.

On dispose de deux moyens pour faire passer les troupes : les ponts de campagne ou des bateaux.

Pour des raisons d'ordre technique, on ne peut jeter un pont sur un point quelconque; de plus, cette opération exige toujours un certain temps, qui, lorsqu'il s'agit de rivières importantes, se chiffre par des heures, même en faisant abstraction de ce qui est nécessaire aux détails préliminaires. Si sur la rive opposée il y a des troupes ennemies gênant le travail par leur feu, on ne peut jeter le pont avant de les avoir chassées.

En employant des bateaux, il faut des heures pour pouvoir, dans les circonstances les plus favorables, faire passer un nombre restreint d'hommes. Néanmoins, même dans la grande guerre, ce moyen de passage est important, parce que lui seul permet de surprendre les petits postes que l'ennemi a placés sur la rive opposée, et d'obtenir, en renforçant progressivement les troupes déjà passées, la sécurité nécessaire pour la construction des ponts.

Les troupes jetées ainsi sur la rive ennemie sont, il est vrai, dans une position critique. Si l'ennemi les attaque avec des forces supérieures avant que le pont ne soit achevé, elles ne recevront d'autres renforts que ceux que peuvent transporter les bateaux, y eût-il à proximité toute une armée sur la rive opposée ; si elles sont battues, toute l'opération est manquée.

D'ailleurs, aurait-on réussi à jeter un pont, qu'il resterait toujours un défilé à franchir. Il faut plusieurs jours à une armée pour le traverser et pour se déployer de nou-

veau. Pendant toute l'opération, l'armée est dans une position très défavorable, si l'ennemi l'attaque.

Si l'armée cherche à franchir le cours d'eau sur plusieurs ponts, il faut alors la fractionner ; et si l'on joint cet inconvénient à celui qui résulte des retards que chaque colonne subit au moment de son passage, on voit que dans de telles circonstances, un adversaire qui se tient aux aguets peut trouver l'occasion favorable de battre séparément chacune des colonnes, avant qu'elles n'aient eu le temps de se réunir.

Enfin, même lorsque l'armée a réussi à se déployer sur la rive ennemie, elle est encore dans une situation plus désavantageuse que l'armée adverse ; car, en cas de retraite, elle doit défiler par les ponts, et le combat ne fait pas ainsi courir les mêmes risques aux deux partis.

De ce qui précède, ressortent d'abord les avantages que présente comme ligne de défense un cours d'eau perpendiculaire à la ligne d'opérations, et en outre les principes qui règlent la défense d'un cours d'eau, principes qui complètent ceux que nous avons donnés dans le chapitre précédent pour la défense d'une ligne quelconque.

Sans doute, une armée composée de cinq corps, et occupant ainsi, dans les conditions ordinaires, un front de combat de 12 à 15 kilomètres, peut prendre derrière un cours d'eau quelque peu important un front double, et interdire à l'ennemi l'accès du cours d'eau sur toute cette étendue. Une telle position ne sera jamais attaquée de front. Il faut la tourner, et cette opération est d'autant plus facile que la défense est condamnée à être passive, et que l'assaillant peut dérober ses mouvements. On gagne seulement le temps dont l'ennemi a besoin pour tourner la position. Mais même en admettant que l'armée prenne une position encore plus étendue, il sera toujours fort difficile à l'ennemi de traverser le cours d'eau en présence de cette armée, et de prendre pied solidement sur la rive opposée. Comme toute tentative faite dans ce sens échoue si le défenseur parvient à anéantir les troupes jetées de son côté avant qu'elles n'aient pu re-

cevoir des renforts, il en résulte que la défense doit, pour réussir, pouvoir réunir dans un temps déterminé, sur tous les points de passage probables, les forces nécessaires.

Si l'on se demande à quelle distance du cours d'eau la défense doit se placer sans courir le risque de ne pas arriver à temps, on voit que cette distance varie avec l'état des communications, — le nombre probable de bateaux dont l'ennemi pourra disposer pour transporter ses troupes, — le temps nécessaire à l'embarquement, à la traversée, au débarquement, — la durée probable de la construction du pont, — la résistance des troupes ennemies, — et la valeur de celles dont on dispose.

Mais si on se base sur ces considérations pour admettre que l'on pourra, sur une étendue relativement grande, interdire tout passage à un ennemi entreprenant et supérieur, on méconnaît les facteurs qui interviennent dans les choses de la guerre, et on nie l'expérience.

A notre connaissance, jamais la défense n'a réussi à empêcher un ennemi supérieur de franchir tôt ou tard un cours d'eau, même un grand fleuve. Et ce fait ne doit pas nous étonner, si nous songeons à l'incertitude des nombreux facteurs qui entrent dans les calculs que la défense doit faire pour répartir ses troupes, en tenant compte des forces ennemies, et des relations de temps et d'espace.

Lorsque l'on a tout pesé, combien est grande encore l'influence des événements imprévus! C'est surtout lorsque des troupes occupant un espace étendu ont vis-à-vis de l'ennemi une attitude passive, et lorsque l'on ne peut pousser assez loin l'exploration des lignes ennemies, que l'on voit se produire chez les organes inférieurs, des malentendus, des erreurs et des fautes, dans l'interprétation et l'exécution des ordres.

Le cours d'eau cache les projets et les préparatifs de l'assaillant et favorise ses démonstrations. Il lui est facile, au moyen de fausses alertes, de placer la défense dans un état continuel de fatigue et d'inquiétude. Bientôt le défenseur s'énerve, cesse de se tenir sur ses gardes,

et l'assaillant peut alors exécuter ce qui d'abord paraissait impossible. Il force le passage sur un point, se trouve bientôt avec toutes ses troupes au milieu de la ligne étendue occupée par l'adversaire surpris, et dans une situation si favorable qu'il peut se dédommager largement du temps qu'il a perdu.

En conséquence, lorsque la défense est placée derrière des cours d'eau perpendiculaires à la ligne d'opérations, il est préférable qu'elle se contente de profiter de cette circonstance pour gagner un peu de temps. Dans la suite, si elle se sent suffisamment forte, elle frappera un coup décisif; sa retraite est assurée, tandis que celle de l'assaillant se fera dans des conditions très pénibles.

A cet effet, le défenseur doit établir le gros de ses forces à une distance du cours d'eau telle qu'il puisse les faire agir toutes avec ensemble si l'ennemi tente le passage. Sur le cours d'eau même, le défenseur ne doit placer que des troupes d'observation qui serviront en même temps à empêcher l'ennemi de voir ce qui se passe chez la défense, et à augmenter le sentiment de danger que lui inspire le passage du cours d'eau.

L'assaillant doit étudier le cours d'eau avec attention. Il importe que dans tous les cas on prépare le passage avec soin, tout au moins par des reconnaissances sérieuses. Le sort des premières troupes jetées sur la rive ennemie est incertain; il faut donc, au risque de perdre un peu de temps, les aider dans leur mission en simulant des passages, avant et pendant ceux que l'on doit exécuter réellement.

L'incertitude au sujet des projets de la défense, qui a peut-être des renforts derrière le cours d'eau, — la crainte d'être obligé de livrer bataille en avant des ponts, peut-être sans avoir pu se déployer complètement ou avant que les colonnes, franchissant le cours d'eau sur plusieurs points, aient pu se réunir, — obligent l'attaque à rassembler toutes ses forces avant de tenter l'opération décisive.

C'est seulement lorsqu'il sera sûr de posséder une supé-

riorité incontestable que l'assaillant pourra, en arrivant devant un cours d'eau, tenter de passer immédiatement cet obstacle en présence de l'ennemi.

Il faut également porter son attention sur la nécessité où l'on est, une fois l'opération terminée, de savoir ce que fait l'ennemi, et, par suite, on ne doit pas négliger dans cette situation de faire un grand emploi de la cavalerie.

Les cours d'eau qui traversent le théâtre de la guerre dans le sens de sa longueur rendent difficile la réunion des forces opérant sur les deux rives. Celui qui, pour échapper au danger qui en résulte, se tient sur une seule rive, est obligé, dans certains cas, de concentrer toutes ses forces, contrairement à ses idées, et d'abandonner l'autre à l'adversaire.

En général, la possibilité de passer d'une rive à l'autre, sans que cependant la direction de la ligne d'opérations éprouve des modifications sérieuses, augmente le nombre des combinaisons stratégiques possibles, au détriment de celui des deux adversaires qui est forcé de régler sa conduite sur celle de l'autre. Toutefois on ne doit pas oublier que lorsque l'on dispose de grandes masses, changer de rive est une opération difficile et longue.

Nous renvoyons au chapitre VIII de la IIe partie pour les considérations relatives à l'influence des cours d'eau sur les communications avec l'arrière.

3° Des côtes.

La mer impose aux opérations des armées de terre une limite qui ne peut être franchie qu'à l'aide de moyens de transport artificiels.

Ces moyens peuvent, il est vrai, permettre de transporter des troupes à grande distance dans un temps relativement court, et de les faire débarquer en des points du territoire ennemi que l'on ne peut atteindre autrement. Mais de telles entreprises ne peuvent être tentées qu'avec un

nombre restreint de troupes, et leur réussite dépend de la nature des côtes et de l'état du temps (*).

Grâce aux moyens de communication actuels, il est difficile de tenir secrets les préparatifs considérables et longs que nécessitent ces expéditions.

Un État qui est exposé à être attaqué du côté de la mer, organise le long de ses côtes des postes d'observation, et les relie avec le réseau télégraphique du pays. Dans ces conditions, la nouvelle de l'approche d'une flotte ennemie sera, en général, répandue dans le pays menacé, avant qu'elle n'ait pu jeter l'ancre.

La flotte ennemie fera des feintes dans le but de cacher le véritable point de débarquement. Mais cette manœuvre ne lui réussira que dans le cas où la défense précipitera ses résolutions.

Un chef militaire ne commettra cette faute que s'il se laisse influencer par l'émotion bien naturelle des populations côtières. La situation militaire exige que le chef attende tranquillement jusqu'à ce qu'il connaisse exactement le point de débarquement, et qu'il agisse alors avec énergie.

Nous avons montré ailleurs combien il est long et pénible de faire débarquer des masses de troupes. Si la plage de débarquement est défendue par des batteries de côte, ou si elle est obstruée par des torpilles, il faut d'abord écarter tous ces obstacles avant que la flotte de transport puisse s'approcher du rivage.

Si dans les environs l'ennemi dispose de bâtiments de guerre plats, destinés à la défense des côtes, et de torpilleurs, il peut encore, par ces moyens, augmenter les difficultés d'un débarquement et en retarder l'exécution.

On voit donc que le défenseur peut gagner du temps et réunir sur le point de débarquement des troupes en nombre suffisant pour empêcher l'opération, ou pour anéantir les troupes déjà jetées à terre. Toutefois, si l'ennemi peut atterrir en des points nombreux, on est obligé, pour avoir

(*) Voir le chapitre VII de la IIe partie.

un peu de sécurité, de disposer le long des côtes un nombre de troupes relativement considérable ; cela est indispensable, même si l'on dispose d'un bon système de voies ferrées organisé pour la défense des côtes ; car les chemins de fer doivent toujours, pour que leur sécurité soit assurée, se trouver à une certaine distance de la côte menacée.

Bien qu'il soit très désirable de pouvoir arrêter une tentative de débarquement sur la côte même, on ne doit cependant pas attacher trop d'importance à cette idée, ni faire une attaque prématurée avec des forces insuffisantes. On donnerait ainsi à l'ennemi l'occasion de remporter un succès qui améliorerait notablement sa position. La situation d'un corps de débarquement est, en effet, extrêmement critique et pleine de dangers dès qu'il s'éloigne du point de débarquement. Il ne dispose que de très peu de troupes de cavalerie et d'artillerie, et manque de convois suffisants, par suite des difficultés que présentent le transport et le débarquement des chevaux et des voitures.

Placé dans un pays qu'il ne connaît pas, au milieu d'une population hostile, il est dans l'impossibilité de se procurer des renseignements sur l'ennemi, et de cacher ses propres mouvements. Il est alors obligé de concentrer ses forces, ce qui, en raison de l'insuffisance des approvisionnements qu'il peut transporter, rend l'alimentation des troupes très difficile.

De plus, les lignes de communication avec l'arrière et la ligne de retraite sont extrêmement précaires. Tout ce que le corps reçoit doit passer par le point de débarquement, et c'est encore sur ce point unique que, en cas de retraite, est basé son salut. S'il est pressé par un ennemi supérieur, il ne peut y échapper qu'en se ménageant, par des moyens naturels ou artificiels (fortification), une protection suffisamment puissante pendant toute la durée d'un embarquement aussi long que difficile.

Si le débarquement a lieu, non pas dans une rade abritée contre les vents, mais en pleine côte, l'opération est encore moins sûre.

On a une base plus favorable si on parvient à occuper tout d'abord une île située à proximité de la côte. On peut alors utiliser les ressources de l'île ou tout au moins y placer des dépôts.

La défense, dans ses opérations contre le corps de débarquement, agit dans son propre pays, et avec une entière liberté de manœuvres. Sa retraite assurée peut avoir lieu dans une direction quelconque, et il lui est presque aussi facile de se procurer des renseignements certains sur l'ennemi que de dissimuler ses propres mouvements.

Grâce au télégraphe et aux chemins de fer, la défense peut, en quelques jours, amener même de très loin, sur le point menacé, des troupes en quantité telle que non seulement elle pourra arrêter toute marche de l'ennemi en avant, mais encore lui faire subir une catastrophe, dans le cas où il ne s'y déroberait pas à temps en se retirant sur ses bâtiments.

Un débarquement ne peut, en général, donner lieu à des opérations décisives que dans le cas où on a affaire à un ennemi militairement peu sérieux. Si, au contraire, il s'agit des grandes puissances modernes, les entreprises maritimes auront toujours le caractère d'opérations secondaires, et même ainsi réduites elles ont beaucoup moins de chances de réussir qu'autrefois.

Ce changement résulte naturellement, d'une part, de l'énorme accroissement des armées de terre, tandis que la force maxima d'un corps de débarquement est presque la même qu'autrefois; d'autre part, des progrès de la défense sur l'attaque, grâce aux perfectionnements de l'outillage militaire, particulièrement en ce qui concerne les chemins de fer et les télégraphes. Quelques divisions, placées sur des voies ferrées judicieusement choisies, suffisent actuellement pour mettre l'Allemagne à l'abri d'une invasion maritime.

Cependant, en employant ces moyens, on ne réussit pas à protéger les localités côtières ni les établissements de la marine contre les tentatives venant du côté de la mer. Cette tâche constitue la mission principale de la marine,

appuyée par un bon système de fortifications et par le barrage des ports. De plus, une population côtière courageuse doit se tenir prête à prendre les armes pour résister aux tentatives de pillage faites par les petits détachements que l'ennemi pourrait jeter à terre. Mais pour atteindre ce résultat, il ne faut pas affaiblir l'armée de terre. Car le meilleur moyen de mettre les côtes à l'abri des tentatives de destruction et de pillage consiste à attaquer l'ennemi dans son propre pays, avec des masses telles qu'il ne puisse pas distraire, pendant une période qu'il ne saurait déterminer, des forces importantes pour la poursuite de buts secondaires.

Ce n'est que sur quelques points de la côte particulièrement importants qu'il est utile de tenir prêts de petits détachements de troupes.

4° Grands lacs, marais et forêts.

Les lacs et les marais opposent aux mouvements des troupes une barrière infranchissable. Quelquefois ils sont tellement étendus qu'ils ont une grande influence sur la direction et la zone à affecter aux opérations.

Les forêts couvrent quelquefois des régions suffisamment grandes pour que l'on soit obligé d'en tenir compte dans les combinaisons stratégiques.

Il est vrai que dans les pays civilisés, elles sont percées de chemins nombreux, et qu'en outre l'infanterie peut, quoique difficilement, se mouvoir et combattre en dehors de ces chemins. Mais l'emploi des autres armes est presque impossible dans l'intérieur des bois. Les forêts plus encore que les montagnes limitent l'horizon et rendent difficile l'observation de l'ennemi. Cette particularité est, en général, favorable à celui qui fait la loi à son adversaire. Mais cet avantage est restreint, parce que dans les forêts, on ne peut engager qu'une partie des forces dont on dispose. Non seulement la cavalerie et l'artillerie doivent renoncer à prendre part à la lutte, mais les troupes d'infanterie ayant un horizon limité et peu de

liaison, ne peuvent combattre avec l'énergie qui est indispensable pour obtenir un succès décisif.

Les combats de bois sont généralement longs; ce n'est qu'en débordant les ailes que l'on arrive à avancer pas à pas. En outre, les surprises y sont nombreuses et rarement on a l'espoir de remporter de grands avantages.

Dans une forêt, il est presque aussi difficile que dans les montagnes d'établir une unité d'action entre les différentes colonnes. Par contre, il est, en général, plus facile de déboucher d'un bois, en présence de l'ennemi, que de sortir des montagnes, parce que les troupes avant de quitter la forêt peuvent se déployer tout au moins en partie.

Les grandes forêts, dans l'offensive, comme dans la défensive, n'offrent donc pas des avantages susceptibles de compenser les inconvénients qui leur sont inhérents. Aussi les deux partis éviteront-ils d'y placer des troupes importantes. Par contre, les forêts sont un très bon rideau pour préparer des manœuvres et agir par surprise (forêts d'Orléans et de Marchenoir, en 1870).

5° Des limites latérales du théâtre d'opérations.

Jusqu'à présent nous avons, à dessein, évité de parler de l'importance des limites latérales du théâtre d'opérations au point de vue de la stratégie. Nous allons maintenant combler cette lacune.

Nous connaissons l'intérêt que l'offensive stratégique a à rejeter les forces ennemies en dehors de leur ligne naturelle de retraite.

En général, le meilleur moyen d'atteindre ce résultat est, ou l'offensive tactique qui permet de porter le coup décisif dans la direction où l'on veut pousser l'ennemi, ou bien les manœuvres faites dans ce sens par des forces supérieures.

Pour faire cette menace, il faut manœuvrer stratégiquement de manière à tourner une des ailes ennemies. Mais ces manœuvres exigent qu'il y ait un certain espace

autour du flanc à menacer. Si cet espace est borné, la défense est garantie contre les mouvements tournants.

D'un autre côté, le résultat obtenu en rejetant l'ennemi hors de sa ligne naturelle de retraite est d'autant plus grand que l'ennemi dispose de moins d'espace du côté de la direction où il est rejeté. Lorsque, par une offensive vigoureuse, on tend à arriver vite à la décision, rien n'est plus avantageux, lorsque cela est possible, que de rejeter et de presser les forces ennemies le plus tôt possible contre la frontière, comme cela est arrivé à Sedan, et de les forcer à combattre pour la vie ou la mort.

Les limites latérales d'un théâtre d'opérations peuvent être les côtes de la mer, les rives d'un grand lac, un fleuve très difficile à traverser (par exemple le bas Danube), les bords d'une contrée marécageuse, ou de hautes montagnes inacessibles comme il n'y en a aucune dans l'Europe centrale, enfin des barrières politiques, c'est-à-dire les frontières d'un État neutre.

Ces dernières barrières peuvent, il est vrai, être rompues; mais le droit des gens fait un devoir à l'État neutre violé, de désarmer les troupes passées sur son territoire et de les interner jusqu'à la paix. Si ce principe du droit des gens est observé, le résultat est, pour les troupes ainsi internées, le même que si elles étaient prisonnières de l'ennemi, avec cette différence que leur garde et leur nourriture incombent à un tiers.

Si sur le flanc de la ligne naturelle de retraite de la défense, il y a des montagnes franchissables, des cours d'eau possédant quelques passages fortifiés ou bien de grandes forêts, ces accidents ne sont pas des obstacles absolus. Ils n'empêchent complétement, ni la défense de se dérober, ni l'ennemi de faire des mouvements tournants. Cependant leur influence est quelquefois telle que l'on peut alors les considérer comme limitant un théâtre d'opérations.

La constitution naturelle du théâtre des opérations et le degré de civilisation du pays occupent dans les cal-

culs de la stratégie une place bien modeste à côté des considérations qui viennent d'être exposées.

Sans doute, il n'est nullement indifférent dans l'emploi des troupes, que le terrain soit plat ou montueux, couvert ou découvert, coupé ou facile à parcourir; mais ces particularités ne sont jamais tellement favorables à l'un des partis, qu'elles influent sur les calculs de la stratégie, surtout en ce qui concerne le choix des objectifs.

Dans l'offensive, le choix de la direction que l'on veut suivre et de celle vers laquelle on doit rejeter les forces ennemies, — dans la défensive, le choix de la contrée où l'on veut combattre l'ennemi, — sont soumis à des considérations d'une importance telle qu'à côté d'elles, au moins pour un général ayant des troupes manœuvrières et bien organisées, les avantages ou les inconvénients que présente le pays, sont d'une importance secondaire. Un tel général ne se préoccupe de ces avantages et de ces inconvénients que lorsqu'il s'agit de l'exécution de ses projets, et, si cet état de choses ne les entrave pas, il se borne à en tenir compte dans le groupement de ses forces, dans l'ordonnancement de ses marches, dans le choix de l'emplacement du champ de bataille et du moment de la rencontre.

Par suite, la tactique seule a à se préoccuper de la nature du théâtre d'opérations.

Toutefois la stratégie est à ce point de vue moins indépendante lorsqu'elle dispose de troupes peu manœuvrières.

CHAPITRE XVII.

IMPORTANCE STRATÉGIQUE DES PLACES FORTES.

Pour montrer quelle est l'importance stratégique des places fortes, nous devons les classer en deux catégories. La première comprend celles qui sont construites exclusivement dans le but de tenir l'ennemi loin d'une localité déterminée, et de ses environs. La deuxième, celles qui, tout en remplissant le but précédent, sont en outre établies pour donner protection et refuge à des forces agissant en dehors de leur sphère d'action. Les places fortes de cette dernière catégorie peuvent être construites exclusivement pour ce dernier objet.

Pour apprécier exactement la valeur stratégique des places fortes, il est également nécessaire d'être fixé sur la nature des moyens que l'assaillant doit employer pour les réduire ou pour les rendre impuissantes, ainsi que sur la valeur et la durée de leur résistance probable.

Par l'attaque de vive force, on cherche à réduire au silence l'artillerie de l'adversaire en dirigeant contre elle des feux concentriques, à pousser l'infanterie en avant de manière à chasser des remparts celle de la défense, et à donner l'assaut dans le plus bref délai.

On peut employer avec succès ce procédé rapide particulièrement contre les fortins, mais cette manière de faire suppose que l'on est maître de la campagne et que l'on n'a rien à craindre de ce côté.

Lorsqu'il s'agit de places plus importantes, on peut encore avoir recours à ce procédé, lorsqu'on a des motifs de supposer que la garnison est ébranlée ou peu solide, et que le commandant est peu énergique. Quelquefois, dans ces conditions, il suffit d'un simple bombardement de la

ville ; cependant on réussira rarement si on n'a à sa disposition que de l'artillerie de campagne.

Dans les autres cas, si on veut réduire une place, on doit recourir au procédé lent et pénible du siège en règle. Ce dernier procédé suppose qu'au préalable on a rassemblé un matériel considérable. Or les voies ferrées allant vers la place seront coupées, et l'arrivage par voie de terre des grosses pièces, des munitions et des autres approvisionnements présente des difficultés telles que souvent, si les distances à parcourir sont considérables, le siège d'une grande place sera pour ce motif presque impossible.

Lorsque ces moyens d'attaque sont rassemblés, leur emploi nécessite encore de grands sacrifices et exige beaucoup de temps. On ne peut vis-à-vis d'un adversaire qui est couvert, avancer que pas à pas, en se dérobant derrière des travaux en terre, à moins que des circonstances particulièrement favorables, ne permettent à l'infanterie et à l'artillerie de devancer l'ingénieur et d'abréger ainsi son travail.

L'investissement complet d'une place est un troisième moyen de s'en emparer ; on la réduit alors par la famine.

Sans doute, devant un pareil moyen, une place bien approvisionnée et pourvue d'une garnison normale peut résister pendant longtemps. Mais l'espoir de réussir augmente avec le nombre des combattants enfermés dans la place, et l'histoire moderne nous montre que, dans ces conditions, des armées entières ont succombé.

Cet important exemple justifie une étude plus approfondie des circonstances accompagnant un investissement.

L'assaillant doit chercher à pousser sa ligne d'investissement aussi près que possible de la ligne des forts, aussi bien dans le but de diminuer l'étendue de la ligne d'investissement, que dans celui de restreindre l'espace dont le défenseur pourra, dans ses sorties, disposer pour son déploiement. Cependant la ligne principale d'investissement doit être à l'abri du feu efficace des pièces à longue portée de la défense. Ces circonstances font que pour une place supposée circulaire et entourée d'une

ligne de forts d'un diamètre de 15 kilomètres, la ligne d'investissement aura une étendue de plus de 60 kilomètres(*). Par suite, la situation de la défense n'est pas tout à fait défavorable. Le défenseur peut, en effet, surtout lorsque la place se trouve sur un fleuve ou un confluent de deux rivières, rendre très difficile l'exécution de l'investissement, pourvu qu'il épie, pour frapper au coup vigoureux, les fautes que l'attaque fera pendant cette opération.

Même en admettant que l'investissement soit exécuté, la situation des troupes enfermées, bien que très critique, comme nous le verrons plus loin, n'est cependant pas désespérée. Un défenseur adroit et énergique, disposant de bonnes troupes, doit chercher quels sont les points faibles de la ligne d'investissement, dans le but de porter à l'ennemi des coups aussi prompts qu'imprévus, et, si ses forces le lui permettent, de l'ébranler au moyen d'attaques sérieuses. Il devra par tous les moyens chercher à fatiguer l'adversaire déjà accablé par des difficultés d'alimentation et par un service pénible. Aujourd'hui, il fera des feintes sur un point déterminé pour forcer l'attaque à y porter ses forces ; demain il frappera dans la direction opposée. Il doit, et ceci est fort important, faire une défense active, et élargir sur des points convenables la ceinture des forts, de manière à forcer l'ennemi à s'étendre encore davantage.

Si le défenseur tient une telle conduite, s'il déploie une activité infatigable, alors il n'est pas impossible que la situation devienne telle qu'il puisse briser, par un coup décisif, la ligne d'investissement.

On peut imaginer des circonstances telles qu'un succès de ce genre transforme complètement la situation générale ; dans tous les cas, une pareille défense force l'attaque à laisser devant la place des troupes plus considérables

(*) Le diamètre minimum de la ligne de forts entourant une place varie entre 12 et 15 kilomètres. La ceinture des nouveaux ouvrages de Paris a un diamètre de plus de 35 kilomètres.

que dans le cas d'une défensive passive. Presque toujours les défensives passives finissent par des capitulations peu glorieuses.

Nous devons maintenant apprécier à leur juste valeur, les circonstances qui aggravent la situation des forces investies et qui, au contraire, aident l'attaque dans sa mission.

L'attaque a l'avantage de pouvoir remplir sa mission offensive au moyen de la défense tactique.

Bien que les forces physiques des troupes investies, tant qu'elles ne souffrent pas de la faim, soient en général plus ménagées que celles des troupes d'investissement, cependant l'isolement permanent dans lequel elles se trouvent pèse sur elles et tend à paralyser leur activité.

En employant la fortification, l'attaque peut diminuer les dangers et les difficultés que cause à ses troupes la grande étendue de la ligne d'investissement. L'expérience montre qu'en peu de temps on arrivera, au moyen de la fortification, à donner à cette ligne une force considérable.

En plaçant autour de la place, en des points convenablement choisis, des postes d'observation, l'assaillant se donne la possibilité de connaître à temps les entreprises sérieuses que l'ennemi peut tenter.

En général, le rassemblement et le déploiement de masses importantes destinées à une sortie ne pourront échapper aux observations de l'attaque que si les mouvements ont lieu de nuit ou par le brouillard ; et, dans de telles conditions, cette opération, même avec des troupes excellentes, sera difficile et ne réussira pas toujours.

Au moyen du télégraphe, l'attaque envoie sur toute la ligne d'investissement la nouvelle annonçant les mouvements de la défense, et appelle des renforts sur le point menacé. Elle profite ainsi pour prendre ses contre-dispositions du temps qui est nécessaire à la défense pour préparer sa sortie.

En outre, la défense, dans son action contre la ligne

d'investissement, est gênée par le manque d'espace pour se déployer. Les grandes places qui possèdent, entre l'enceinte de la ville et la ligne des forts extérieurs très éloignés, un espace étendu permettant aux troupes de la défense de se déployer pour le combat et de s'avancer en passant dans les intervalles existant entre les forts, font seules exception. Mais, dans tous les cas, la défense se trouve obligée d'attaquer un adversaire toujours fort sur son front et flanqué sur ses deux ailes, sans qu'il lui soit possible de tourner un flanc, et sans la perspective de pouvoir utiliser son succès par la poursuite. En outre, les renforts que les troupes d'investissement font arriver de droite et de gauche sur le lieu du combat tombent sur les flancs de la sortie.

Si une attaque, menée dans des conditions aussi défavorables, réussit, elle ne pourra avancer que lentement; mais ici le temps est précieux, toute heure perdue profite à l'investissement et lui permet de concentrer ses forces sur le champ de bataille. Si la nuit arrive avant que la défense n'ait obtenu un succès décisif, elle a peu d'espoir de triompher le lendemain.

Les difficultés que présente une sortie sont particulièrement grandes, lorsqu'il s'agit d'une armée enfermée dans une place par une autre armée. Si on suppose même que la tentative réussisse, les troupes pourront difficilement continuer leur marche le jour du combat. Elles doivent donc compter recommencer le lendemain la lutte avec les troupes de l'armée d'investissement qui, pendant la nuit, auront été concentrées, et l'armée investie ne deviendra libre que si elle réussit à vaincre complètement dans cette deuxième journée; si cette seconde victoire n'est pas complète, l'armée investie, après avoir percé la ligne, est obligée de laisser ses trains en arrière, et alors ses troupes, serrées de près par l'ennemi, sont dans une situation très critique et exposées au danger d'être dispersées en rase campagne.

Malgré les grands avantages que présente l'investissement, il exige un nombre considérable de troupes, lors-

qu'il s'agit d'investir une grande place possédant les ressources nécessaires à une défense active.

Toutefois l'effectif des troupes d'investissement n'augmente pas proportionnellement à celui des troupes enfermées, parce que plus celles-ci sont nombreuses, plus les sorties sont difficiles, plus les préparatifs qui n'échappent pas à l'œil de l'assaillant sont longs, plus l'espace disponible pour le déploiement des troupes de sortie devient insuffisant. Tandis qu'en 1870, 200,000 Allemands réussirent à enfermer dans Metz les 150,000 Français de Bazaine, et bien qu'ils eussent encore été vainqueurs en présence d'une défense plus énergique, peut-être 25,000 Français auraient-ils réussi à traverser ces lignes gardées par 75,000 Allemands, et peut-être enfin 30,000 Allemands auraient-ils difficilement empêché 5,000 Français de sortir de Metz.

Ces chiffres sont importants à retenir pour comprendre les considérations suivantes.

Il n'est nullement nécessaire d'attaquer toutes les places fortes du théâtre de la guerre ; souvent il suffit de mettre leurs troupes dans l'impossibilité d'entreprendre des opérations d'un caractère offensif. L'investissement permet d'obtenir complètement ce résultat. On pourra quelquefois l'atteindre avec moins de troupes qu'en exige l'investissement, c'est-à-dire que l'on peut se contenter d'observer attentivement la place et de tenir concentrées sur un point bien choisi des forces destinées à s'opposer à temps aux entreprises des troupes ennemies.

Pour savoir lequel des deux procédés est le meilleur à employer, dans un cas donné, il faut surtout peser attentivement les relations d'espace et de temps.

Nous avons maintenant tous les éléments nécessaires pour juger dans quelles conditions et de quelle manière les places fortes peuvent exercer une influence sur les opérations militaires.

Les places fortes peuvent remplir les buts stratégiques suivants :

1° Protection de villes importantes.

Les grandes villes renferment toujours des approvisionnements considérables et des ressources de toute nature que le défenseur a un intérêt direct à soustraire à l'action de l'ennemi et à conserver pour son usage.

Les grandes villes sont les centres de la vie intellectuelle et politique de la région où elles se trouvent, quelquefois d'une contrée entière; aussi leur prise par l'ennemi paralyse-t-elle la force de résistance d'une zone plus ou moins considérable. Les capitales des États possèdent surtout cette influence; toutefois elle n'est pas la même chez tous les peuples. En outre, les grandes villes sont les nœuds naturels des principales voies de communication du pays, et donnent en conséquence une plus grande liberté de mouvement à celui qui en est le maître.

Il n'est pas rare, lors de la conclusion de la paix, de voir quelle importance a la défense heureuse des grandes villes, car, en général, ainsi que le montre l'expérience, le vainqueur obtient rarement la cession d'une province dont il n'a pu prendre les villes.

Les considérations précédentes engagent plus ou moins à fortifier toutes les grandes villes; mais le nombre des places fortes qu'un État peut construire et entretenir est soumis à certaines restrictions dont il sera question plus loin, et, d'un autre côté, les motifs pour lesquels on construit des fortifications sont nombreux et se rapportent en grande partie à des objets plus importants que la conservation de certaines villes.

Il faut des circonstances exceptionnelles pour justifier l'emploi de la fortification dans le but unique de protéger une ville pour elle-même. Mais, par contre, certaines grandes villes peuvent, en raison de leur position, convenir aussi bien ou mieux que d'autres points à l'établissement d'ouvrages de fortification destinés à remplir un ou plusieurs des buts indiqués plus loin; on doit alors, dans le choix à faire entre ces villes, tenir compte des considérations développées plus haut.

Cependant, on ne doit pas perdre de vue que les ouvrages de fortification entourant une grande ville, surtout s'ils sont destinés à la mettre à l'abri d'un bombardement, auront un périmètre étendu, et par suite exigeront pour leur défense, des forces considérables.

Mais ceci ne suffit pas toujours pour faire écarter une ville comme emplacement d'ouvrages de fortification, parce que quelques-uns des buts indiqués ci-dessous ne peuvent être atteints que par des ouvrages d'un périmètre considérable. Mais là où un fortin susceptible d'être défendu par quelques compagnies répond à toutes les exigences, on doit souvent pour ce motif donner la préférence à ce fortin sur des ouvrages plus étendus.

2° Protection des dépôts et des gîtes d'étapes.

En raison du but que l'on se propose, ce cas a beaucoup de points communs avec le précédent, car l'importance militaire des grandes villes repose en majeure partie sur les approvisionnements et les ressources qu'elles renferment, et sur les nombreux moyens de logement qu'elles présentent dans un espace restreint.

Mais nous avons déjà montré qu'une grande armée a besoin de dépôts de toutes sortes, soit sur le territoire national, soit en pays ennemi, lorsqu'elle s'étend au delà de la frontière.

Les dépôts doivent autant que possible être protégés contre les entreprises de l'ennemi, et lorsque celui-ci est actif et énergique, cette protection, si l'on n'a pas recours à la fortification, exige des forces importantes, qui affaibliront l'action du gros des troupes.

Par suite, sur le territoire national, les dépôts existants, le matériel de guerre de toutes sortes, les fabriques d'armes, de munitions, etc...., doivent autant que possible être renfermés dans des places fortifiées, lorsque ces ressources ne sont pas suffisamment protégées par leur éloignement du théâtre des opérations. Tout pays exposé à être at-

taqué, doit donc, pour ce motif, construire un certain nombre de places fortes.

Pour le cas d'une guerre offensive en pays ennemi, il est avantageux de posséder à la frontière un ou plusieurs dépôts fortifiés, et un général prudent ne doit pas négliger, dès qu'il est sur le territoire ennemi, de tirer parti des occasions qui peuvent permettre d'utiliser la fortification pour couvrir les dépôts qu'il doit y placer.

Dans une guerre où l'on peut utiliser un réseau très complet de voies ferrées, le besoin d'avoir des dépôts fortifiés se fait moins sentir. Au moyen des chemins de fer, on peut rapidement, au moment du besoin, tirer du pays, même des points les plus éloignés, des ressources de toutes sortes qui, sans ce moyen de transport, devraient être placées à proximité du théâtre de la guerre, et rassemblées dans des dépôts afin de les avoir à temps sous la main.

En général, sur le territoire ennemi, les dépôts sont placés dans les gîtes d'étapes destinés à recevoir les convois de toutes espèces allant à l'armée ou en revenant. Il est toujours désirable de fortifier les gîtes d'étapes; cela est même quelquefois presque indispensable, par exemple lorsqu'ils sont placés dans un pays de montagnes insurgé. On a ainsi le double avantage d'avoir des lignes de communication plus sûres et d'employer moins de troupes à leur garde.

3° Défense de certaines voies de communication : chemins de fer, routes de montagne, points de passage de cours d'eau, etc.

On peut empêcher l'ennemi de se servir d'une voie ferrée pendant un temps très court en brisant les rails, etc.; pendant un temps plus long, en détruisant les installations des gares, en coupant les ponts et en exécutant diverses autres opérations analogues; et enfin pendant un temps très long, en faisant sauter les tunnels, s'il s'en trouve sur la ligne.

Mais indépendamment de ce que, pendant la retraite,

une armée, comme le prouve l'expérience, oublie facilement d'exécuter de tels travaux ou ne les réussit que d'une manière imparfaite, on doit songer qu'en opérant ces destructions, l'armée se prive du même coup de la possibilité d'utiliser ces mêmes moyens de communication, si la fortune lui devient favorable, et cela pendant le même temps qu'elle voulait en priver l'ennemi. D'autre part, si on barre la voie ferrée par des ouvrages de fortification (place forte ou fort), en vue d'empêcher l'ennemi de s'en servir, on ne doit pas oublier que ces ouvrages de barrage ne protègent la voie ferrée que dans la limite de la portée de leurs canons, et que rien n'empêchera l'ennemi de la couper au delà. Mais il ne fera de destructions permanentes que s'il renonce aussi à l'emploi ultérieur de la voie ferrée.

Il sera, par suite, rarement à conseiller de faire les sacrifices qu'entraîne la construction d'ouvrages de fortification destinés uniquement à barrer une voie ferrée. Dans les cas, au contraire, où il sera possible de faire passer les chemins de fer reliant la frontière avec l'intérieur du territoire, dans les murs de places fortes construites pour d'autres motifs, on ne doit pas négliger de le faire.

Toutefois on ne doit pas attribuer à cette considération une importance telle que l'on soit amené à porter une sérieuse atteinte au perfectionnement du réseau ferré national. Un réseau ferré très dense contribue à la défense nationale de plusieurs manières, et augmente le bien-être du pays, ce qui est un facteur important de la puissance militaire. Dans la plupart des cas, il est préférable, au point de vue militaire, d'avoir une voie ferrée dont la direction ne réponde pas complètement à tous les intérêts de la défense du pays, plutôt que de ne pas en avoir du tout.

On peut interdire à l'ennemi l'emploi des moyens de passage existant sur un cours d'eau, en protégeant ces moyens par des ouvrages de fortification construits sur une des rives.

Ces ouvrages empêchent l'ennemi de faire usage de la

navigation. Pour conserver la possibilité d'utiliser nous-mêmes les moyens de passage, les ouvrages doivent être établis sur la rive que l'ennemi peut vouloir nous interdire, et, le cas échéant, sur les deux rives. Par cette double fortification, on peut aussi empêcher l'ennemi, momentanément maître des deux rives, de s'emparer d'un pont et se réserver la possibilité de l'utiliser ultérieurement.

On trouve aussi de grands avantages à employer la fortification dans les montagnes. Ce n'est que lorsqu'elles sont fort élevées qu'on peut barrer les routes d'une manière absolue; sinon, les passages peuvent être tournés. Toutefois on force ainsi l'ennemi à des mouvements aussi longs que difficiles.

Dans tous les cas, le but peut être atteint par la construction de fortins n'exigeant qu'une faible garnison. Mais comme ces ouvrages peuvent être facilement réduits, il faut se résigner à voir tôt ou tard l'ennemi s'emparer de la garnison et du matériel. Cette considération doit engager à être très sobre dans l'emploi de ces ouvrages, en raison du fâcheux effet moral que leur chute peut produire.

4° Points d'appui pour la défense du territoire qui ne fait pas partie du théâtre principal de la guerre.

Celui qui, avec raison, veut tenir ses forces concentrées pour l'action principale, ne peut pas protéger directement toutes les parties de son territoire. Il doit chercher à employer le moins de troupes possible pour repousser les entreprises ennemies contre les parties éloignées du théâtre principal.

Souvent, lorsqu'il s'agit de se protéger contre des incursions, il suffit de confier cette mission à des fractions mobiles qui s'appuient sur le concours des habitants. Il est évidemment avantageux que ces détachements puissent, dans le cas d'une attaque supérieure, se retirer dans une place forte susceptible de défense et pouvant en même

temps abriter les autorités les plus importantes du pays, leur caisse, etc....

Pour se rendre complètement maître du pays, l'adversaire doit s'emparer de la place forte, et il est par suite obligé de consacrer à cette opération, pendant un certain temps, des forces importantes.

5° Protection contre la poursuite.

Des troupes battues trouvent dans les murs d'une place suffisamment étendue, une protection contre l'action immédiate du vainqueur. En arrivant dans une place forte, après une marche rétrograde, elles peuvent se reposer à l'aise, se refaire, remettre de l'ordre dans leurs rangs, utiliser les ressources de la place, compléter leurs munitions, etc...., et le lendemain continuer la retraite, avec de nouvelles forces physiques et morales.

Si la place forte est située de telle sorte que le vainqueur doive, pour la tourner, faire un détour considérable, on peut même dans ce cas, sans risquer de voir la retraite menacée, donner, sous le canon de la place, un jour de repos aux troupes battues, et peut-être ce jour de repos leur permettra-t-il de s'opposer énergiquement à toute poursuite ultérieure.

Les places fortes construites sur les cours d'eau importants offrent surtout cet avantage.

Ce n'est qu'à la dernière extrémité que les troupes poursuivies doivent rester dans la place ; c'est-à-dire que leur séjour ne peut se prolonger que dans le cas où, malgré les secours qu'elles y trouvent, elles seraient exposées, en continuant la retraite, à une complète destruction. En effet, si l'ennemi est assez fort pour investir la place, les troupes investies sont menacées d'une capitulation presque certaine : trop faibles pour continuer la retraite, elles contribueront peu à la défense de la place, dont elles auront bientôt épuisé les approvisionnements en vivres, prévus seulement pour une garnison normale. Elles amèneront ainsi la famine et hâteront la reddition.

6° La fortification comme point d'appui pour les troupes en campagne.

Le diamètre de l'enceinte des ouvrages extérieurs d'une place forte moderne de moyenne grandeur est d'au moins 12 kilomètres. Les pièces qui arment ces ouvrages commandent le terrain environnant sur une zone de plusieurs kilomètres. Il en résulte qu'une telle place offre à un corps placé derrière elle, un front protecteur de 16 à 18 kilomètres, et que ce corps, sans dépense de forces, a une sécurité au moins aussi grande que celle que lui donneraient des avant-postes occupant un front très étendu. Toute attaque de front de la part de l'ennemi est impossible.

De même, une aile ne peut jamais être mieux appuyée que par une place forte. L'aile à protéger peut être à plus d'une portée de canon de la place, pourvu que l'ennemi, dans les tentatives qu'il fera pour envelopper cette aile, reste exposé aux feux efficaces des pièces.

Une place forte protège également un corps placé à peu de distance en avant d'elle, contre toute tentative de l'ennemi pour le prendre à revers, et assure sa retraite, le cas échéant.

Par suite, si une armée s'appuie sur une place d'une importance assez considérable, elle obtient, outre les avantages d'avoir la subsistance et le remplacement des munitions assurés, une augmentation de force importante qu'elle peut utiliser d'une manière ou d'une autre, quelle que soit la direction des attaques ennemies.

L'armée qui s'appuie sur une place forte peut offrir la bataille à un ennemi même supérieur, qui est alors obligé de concentrer ses forces ; car la proximité de la place permet à cette armée de rompre le combat à son gré et de traverser à l'intérieur la ligne fortifiée, dans le but de se déployer sur une position de flanc, d'où elle pourra peut-être prendre l'offensive (*).

(*) C'est ainsi que Bazaine après s'être retiré le 14 et le 15 août 1870 derrière Metz, eût pu, le 16 de bonne heure, prendre l'offensive contre le III° corps allemand.

On voit donc qu'une armée trouve de grands avantages à manœuvrer en s'appuyant à une place forte. Le nombre de combinaisons possibles augmente lorsque la place est située sur un cours d'eau ou au confluent de deux rivières, car l'armée a l'avantage de pouvoir, sans être gênée par l'ennemi, changer de rive et exécuter cette opération avec assez de facilité. Le nombre des combinaisons augmente encore si l'armée appuie ses opérations sur plusieurs places voisines l'une de l'autre.

Mais on doit bien se garder d'exagérer les avantages de cette situation, et il ne faut pas perdre de vue les difficultés de temps et d'espace qui accompagnent tous les mouvements des grandes masses. Les armées ne sont pas aussi mobiles que la pensée.

Nous devons aussi signaler le danger qui, dans tous les cas, menace une armée qui s'appuie sur une place forte. L'expérience prouve qu'il lui est difficile de saisir à quel moment il importe de la quitter. Ce qui, au début, était, avec juste raison, considéré comme un moyen, devient peu à peu le but principal, et bientôt les véritables objectifs de la guerre passent au second plan (Metz, Plewna).

Il est tout d'abord si tentant de s'arrêter sous une place forte : la pression ennemie cesse, la place offre ses ressources pour satisfaire tous les besoins pressants, et la sûreté de la forteresse paraît augmenter avec le nombre des troupes qu'elle renferme. Mais si on laisse à l'ennemi le temps de s'installer devant la place, on voit bientôt apparaître les conséquences dont nous avons parlé plus haut.

Pour exécuter l'investissement, l'ennemi doit, il est vrai, avoir des forces importantes. Mais il faut admettre qu'il a la supériorité, puisque l'on suppose que l'armée a été contrainte à se jeter dans la place ; et même si au début cette supériorité n'était pas très grande, le rapport existant entre les effectifs des partis en présence peut se modifier en faveur de l'adversaire. Si des renforts lui arrivent, pourra-t-on le savoir à temps,

et, si on le peut; cette connaissance suffira-t-elle pour arracher l'armée de la place? Plus la supériorité de l'adversaire augmente, plus les motifs qui poussent à rester dans la place deviennent puissants.

Le commandant d'une troupe qui est dans l'obligation de chercher l'appui d'une place, doit, par suite, bien examiner s'il veut s'enfermer dans ses murs; et, s'il ne le veut pas, il doit bien se garder de laisser passer le moment favorable pour les quitter.

Une troupe enfermée a toujours peu de chances d'être débloquée. Si un corps marche à son secours, il lui est difficile d'unir ses efforts aux siens en faisant une vigoureuse sortie, en raison des difficultés d'une entente réciproque, qui ne peut s'établir qu'imparfaitement au moyen de pigeons voyageurs, de ballons, de signaux, etc....

Il nous reste à jeter un coup d'œil sur un système protecteur de fortification qui a été mis à exécution ces dernières années, par notre voisin de l'ouest. On a construit dans ce pays, sur une ligne parallèle à la frontière, une série d'ouvrages de fortification tellement rapprochés les uns des autres que la ligne est presque tout entière commandée par le feu des canons armant les ouvrages. Un mur chinois moderne! Cette ligne fortifiée peut servir de rideau et de bouclier pour protéger la concentration des troupes du pays; derrière ces ouvrages on peut facilement, et sans être vu par l'ennemi, changer les emplacements des troupes de manière à surprendre l'adversaire. Enfin, la ligne fournit une large base en cas d'opérations offensives et un refuge assuré pour une armée battue, même dans le cas où elle serait rejetée en dehors de la ligne de retraite directe.

Ces avantages sont évidents; mais on voit aussi les conséquences d'un tel système, si l'assaillant réussit à le percer en un point. Pour les bien comprendre, le lecteur doit se reporter aux considérations suivantes.

7° Influence des places sur les derrières de l'envahisseur.

Nous ne tenons pas compte ici de l'influence passive qu'exerce la place, par le fait qu'elle barre les voies de communication. Cette influence ne peut être exercée que par les grandes forteresses, qui, disposant de troupes nombreuses, peuvent faire une défense active en dehors des abords immédiats de la place.

Si l'on se demande jusqu'où les troupes d'une telle place peuvent étendre leurs opérations indépendantes, on voit que cela dépend de la situation générale, mais surtout de leur effectif.

Si l'envahisseur a ses lignes de communication avec l'arrière passant dans la zone d'action des troupes de la garnison, il est obligé de les mettre à l'abri de leurs entreprises.

Si les lignes de communication passent à grande distance de la sphère d'action de la place, il suffit dans beaucoup de cas de laisser un petit corps d'observation, car la garnison ne peut jamais s'éloigner tout entière de la place. Mais si les lignes de communication passent à proximité de la place, l'envahisseur doit l'investir, et par suite s'affaiblir en laissant devant elle des forces notables. Souvent l'envahisseur préférera faire le siège en règle; mais cette opération exige encore des forces plus sérieuses, et, dans les cas les plus favorables, dure des semaines et des mois.

C'est cette situation particulière que nous avions en vue lorsque nous disions qu'il fallait une supériorité relativement beaucoup plus grande pour investir une place renfermant un corps de troupes de force moyenne, qu'une autre contenant une armée.

Un corps de troupes qui se retire en traversant une place s'affaiblit, il est vrai, s'il laisse des renforts à la garnison; mais il affaiblit encore bien plus l'envahisseur si les lignes d'opérations de celui-ci passent à proximité de la place.

Nous considérons ce dernier avantage comme le plus grand et le meilleur que puisse donner une place forte.

Qui voudrait maintenant méconnaître l'importance d'un bon système de fortification judicieusement conçu, pour la défense du pays? Bien employé, il peut donner aux troupes mobiles l'appui le plus efficace et le plus varié.

Si, dans le cas d'une guerre défensive et sans qu'il en résultât une diminution notable dans le nombre et la valeur des troupes mobiles, ni dans l'énergie que l'on doit mettre dans leur emploi, on pouvait sérieusement fortifier toutes les villes du théâtre de la guerre, interdire à l'ennemi, par des ouvrages de fortification, toutes les voies de communication, en se réservant la possibilité de s'en servir, on se procurerait ainsi la plus grande sécurité possible contre l'attaque.

Mais lorsqu'il s'agit de réaliser cette pensée, on est tout d'abord arrêté par des raisons financières. La construction de forteresses est fort coûteuse, et on peut en dire autant de leur maintien en état de défense. Il ne suffit pas d'empêcher les forteresses de tomber en ruine; mais on doit, pour les mettre à même de remplir leur but, les maintenir, ainsi que leur armement, à hauteur des exigences techniques. Or de nos jours ces exigences changent vite; presque chaque année, nous voyons des perfectionnements apportés aux moyens d'attaque et de défense : et qui peut dire si telle forteresse réputée aujourd'hui imprenable, vaudra mieux, dans quelques années, que les châteaux forts du moyen âge après l'invention de la poudre?

Mais même en admettant qu'un État soit assez riche pour employer des sommes illimitées à la construction et à l'armement de ses forteresses, il serait vite arrêté dans cette voie, parce que les places fortes exigent des garnisons. Bien que les garnisons sur le pied de guerre ne soient nécessaires que dans les places du

théâtre des opérations ou dans celles qui en sont voisines, on ne peut cependant pas dégarnir complètement les autres. Il est vrai qu'en général les troupes de garnison n'ont pas besoin d'être aussi bonnes que celles de campagne; mais cependant les places destinées à faire des opérations actives doivent tout au moins avoir des troupes susceptibles d'être employées avec succès dans la guerre de campagne. D'ailleurs, les troupes chargées exclusivement de la garde des remparts rempliront mal leur mission si elles sont tellement inférieures qu'elles ne puissent prendre rang dans une armée de réserve. Enfin, on ne doit pas oublier que les commandants de place et leurs auxiliaires doivent être des hommes dont on se prive à regret pour des armées de campagne.

On voit donc que les forteresses enlèvent des forces à la guerre d'opérations, et qu'elles dispersent tellement ces forces sur toute l'étendue du territoire, qu'il n'y en a jamais qu'une partie qui peut concourir aux opérations actives. Cette partie rendra souvent, il est vrai, plus de services en s'appuyant sur des forteresses qu'en prenant rang dans l'armée de campagne, et c'est pourquoi nous réclamons un nombre limité de forteresses bien placées. Mais on ne doit jamais oublier que les grandes décisions se trouvent dans la guerre d'opérations, et que tandis que chacune des forteresses établies ne peut servir que dans des cas donnés, les troupes mobiles peuvent, quels que soient les éventualités et le théâtre des opérations, jeter leur poids dans la balance de la victoire.

On a souvent discuté, en se basant sur des considérations théoriques, les emplacements qu'il convient de donner aux places fortes pour lesquelles on a des fonds et des troupes disponibles. A notre avis, il est difficile de formuler à ce sujet des principes ayant une valeur générales, et il y a toujours lieu de tenir compte de la situation existante. Pour résoudre ce problème, il faut supposer tous les cas de guerre et toutes les éventualités possibles, et déterminer ainsi les points où il serait

désirable d'avoir des places fortes. On se contenterait alors de construire et d'entretenir les plus indispensables.

Le besoin d'avoir des places n'est pas partout aussi pressant, — l'avantage que procurent les places fortes n'est pas partout aussi considérable, — les voisins ne sont pas tous aussi puissants, — la probabilité d'être en guerre avec eux n'est pas la même, — la nature des frontières et celle de la zone avoisinante sont variables, ainsi que la distance à parcourir pour aller de la frontière au cœur du pays, et les points d'appui naturels que l'on trouve en rétrogradant vers le gros des ressources nationales. D'un autre côté, il arrivera souvent que quelques forts d'arrêt sur certains points assureront mieux la défense que de grandes places établies ailleurs, dont la construction et l'entretien sont fort dispendieux, et qui enlèvent plus de troupes à l'armée de campagne.

Tous ces facteurs doivent être pesés lors des études précédant l'établissement des ouvrages de fortification, et il est évident que, suivant les cas, le problème recevra des solutions différentes. Doit-on mettre les ouvrages près de la frontière ou dans l'intérieur du pays? doit-on fortifier la capitale? etc....

Il va sans dire que l'on cherchera à établir les places fortes de façon à utiliser chacune d'elles au plus grand nombre de points de vue possible.

Alors même qu'un État, en établissant ses forteresses, aurait employé ses ressources avec une économie bien entendue, il se produira, dans toute guerre défensive, des moments où la direction des armées regrettera de ne pouvoir se servir, sur le théâtre des opérations, des moyens de défense inutilisés dans les places fortes qui en sont éloignées.

Dans un grand nombre de cas, on pourra avoir recours à la fortification provisoire ou passagère. L'histoire militaire nous en montre des exemples instructifs, et l'on doit tenir compte de la force de résistance qu'a prise cette fortification par suite du perfectionnement des armes à feu. Il faut se rappeler en outre que dans les États civi-

lisés modernes, on peut souvent, dans un temps relativement court, se procurer les moyens nécessaires à la construction, l'armement et l'approvisionnement des ouvrages de fortification passagère.

Mais, en terminant, nous voulons mettre en garde contre une trop grande confiance dans l'efficacité de la fortification pour la sécurité du pays, et contre la préférence donnée au bouclier au détriment du glaive !

Il est plus commode à un peuple de demander son salut à des murailles, que de chercher, par un rude labeur, à conserver l'esprit net et le corps alerte qui permettent de faire un usage habile de l'épée.

Une tendance exagérée à l'emploi de la fortification dérive d'un sentiment conscient ou inconscient de faiblesse morale.

Les forteresses ne peuvent servir que dans une guerre faite contre un ennemi supérieur. Mais le plus faible peut être moralement fort, et ce n'est que dans ce cas qu'il fera un emploi judicieux de ses fortifications. Elles sont, au contraire, dangereuses pour celui qui est moralement faible, car elles exercent sur lui une attraction irrésistible et l'entraînent dans leur chute.

Persuadez à un peuple par des paroles et par des faits que le centre de gravité de la défense du pays se trouve derrière les remparts de ses forteresses, et vous verrez l'armée tirée de ce peuple s'enfuir derrière ces remparts plus tôt que vous ne le voudriez.

Et si alors on ne trouve pas derrière ces murailles le salut qu'on leur demande, si, comme on l'a déjà vu souvent, les perfectionnements apportés à la technique militaire donnent à l'adversaire le moyen de détruire, d'une manière aussi rapide qu'inattendue, la protection que les murailles et les remparts devaient fournir, le sort de la patrie sera bientôt décidé.

TABLE DES MATIÈRES.

PREMIÈRE PARTIE.

DE L'ESSENCE DE LA GUERRE.

DEUXIÈME PARTIE.

EXPOSÉ DES MOYENS DE GUERRE.

TROISIÈME PARTIE.

DE L'EMPLOI DES FORCES MILITAIRES ET DES MOYENS DE GUERRE.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOIN et Cᵉ, rue Christine, 2.

A LA MÊME LIBRAIRIE :

Manuel complet d'artillerie rédigé conformément au programme du cours d'artillerie professé à l'Ecole spéciale militaire et au programme d'admission à l'Ecole supérieure de guerre ; par H. **Plessix**, chef d'escadron d'artillerie. 2 forts vol. in-8 avec 163 planches gravées dans le texte. 15 fr.

Reliés en toile anglaise. 17 fr.

Essai d'un règlement sur l'organisation et le fonctionnement du **service des arbitres** pendant les manœuvres d'automne d'un corps d'armée ; proposé par E. **Koszarski**, sous-lieutenant au 70ᵉ de ligne. 1 vol. in-12. 2 fr. 75

Carnet aide-mémoire de manœuvres et de campagne et de toutes armes ; par le commandant E. **Costa de Serda** et le commandant **Litschfousse**, du service d'état-major. 1 vol. in-16 oblong. 6 fr.

La cavalerie prussienne de 1806 à 1876. Son développement progressif pendant cette période, d'après des documents authentiques ; par **Kaehler**, lieutenant-colonel commandant le 2ᵉ hussards de Silésie, nº 6. Traduit de l'allemand par Edmond Thomann, capitaine de cavalerie, professeur à l'Ecole supérieure de guerre. 1 vol. in-8 avec figures. 7 fr.

Du contentieux administratif et de la jurisprudence du Conseil d'Etat en matières militaires ; par C. **Cretin**, sous-intendant militaire, professeur à l'Ecole de guerre. 1 vol. in-8. 6 fr.

L'armée allemande sur le pied de guerre ; par le chef de bataillon d'infanterie **Rivière** (2ᵉ bureau de l'état-major général du Ministre de la guerre). 1 vol. in-8 avec de nombreuses planches et figures. 7 fr. 50

Œuvres militaires du maréchal Bugeaud, duc d'Isly ; réunies et mises en ordre par **Weil**, ancien capitaine de cavalerie. 1 vol. in-8 avec 7 planches. 7 fr. 50

La guerre d'Orient en 1877-1878. Etude stratégique et tactique des opérations des armées russe et turque en Europe, en Asie et sur les côtes de la mer Noire ; par un **Tacticien**, auteur de plusieurs ouvrages militaires. Ouvrage rédigé sur les documents officiels. Fascicules 1 à 9, in-8 raisin avec cartes, plans et croquis. 45 fr.

Le 10ᵉ fascicule est sous presse.

Passages des cours d'eau dans les opérations militaires. Précis historique et traité didactique ; par Louis **Thival**, capitaine au 1ᵉʳ régiment du génie. 1 vol. grand in-8 de VII-453 pages et atlas grand in-8 de 34 planches. 15 fr.

Les méthodes de guerre actuelles et vers la fin du **XIXᵉ siècle** ; par le colonel **Pierron**. — *Tome* III. — 1 fort vol. in-12 en 2 parties, avec figures et planches. 10 fr.

Campagne de France 1870-1871. — **Etude d'ensemble de la guerre franco-allemande de 1870-1871** ; par le commandant **Patry**. 1 vol. grand in-folio comprenant 190 cartes avec légendes, le tout réuni en un portefeuille. 200 fr.

L'art militaire au XIXᵉ siècle. — **Stratégie, histoire militaire** (1792-1815, 1815-1878) Traduit de l'allemand par le général **Savin de Larclause**. 3ᵉ édition entièrement refondue (1882). 2 vol. in-8 avec planches. 15 fr.

Paris. — Imprimerie L. Baudoin et Cᵉ, rue Christine, 2.